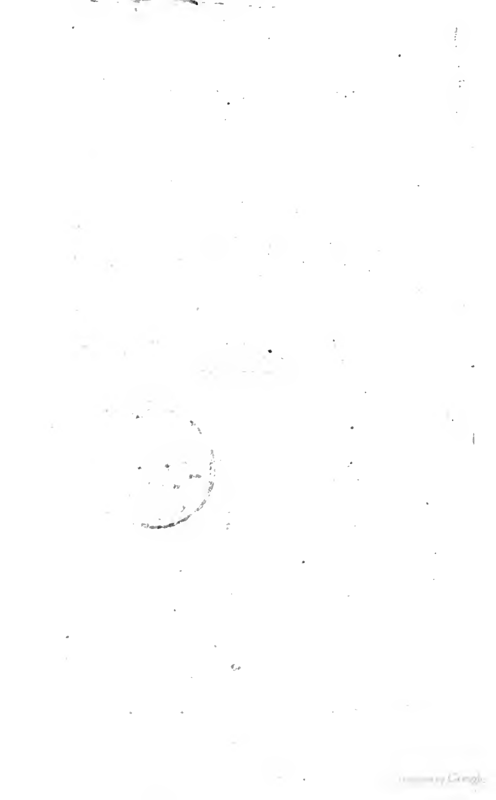



NAZIONALE
B. Prov.
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
804
NAPOLI
BIBLIOTECA PROVINCIALE
Armadio
Palchetto
Num.° d' ordine

HISTOIRE

DE

L'ANARCHIE DE POLOGNE.



HISTOIRE

DE

L'ANARCHIE DE POLOGNE

ET DU DÉMEMBREMENT

DE CETTE RÉPUBLIQUE,

PAR CL. RULHIÈRE;

SUIVIE DES ANECDOTES SUR LA RÉVOLUTION DE RUSSIE, EN 1762, PAR LE MÊME AUTEUR.

TOME DEUXIÈME.



PARIS,

Chez H. NICOLLE, à la Librairie Stéréotype, rue de Seine, n°. 12;
DESENNE, Libraire, rue de Rivoli, n°. 14.

1807.



HISTOIRE
DE POLOGNE.

LIVRE V.

SOMMAIRE.

Desseins de Catherine, annoncés par ses premières démarches. Sa première lettre à Poniatouski, où elle désigne pour roi, lui, ou le prince Adam Czartorinki. Ce qui se passe à cette occasion entre les princes Czartorinski. Conduite du roi de Pologne envers la nouvelle impératrice, et première lettre qu'elle écrit à ce prince. Le duc Charles retourne en Courlande, et Biren part pour s'y rendre. Diète de 1762, *où les deux partis prennent les armes l'un contre l'autre. Assemblée des ministres et de la plupart des sénateurs rompue par les Czartorinski. Assemblée du sénat. Bruits publics sur la cour de*

Russie. Arrivée de Keyserling; son caractère et son histoire. Suite de l'affaire de Courlande. Maladie du roi. Entrevue du Baron de Breteuil et de Catherine. Retour de la paix en Europe. Déclaration de la czarine. Convocation du sénat. Affaire du tribunal de Vilna; et à cette occasion, origine de la grande puissance du prince Radziwil, et caractère de ce prince. Intrigue de Poniatouski pour attirer une armée Russe en Pologne. Mouvemens de la cour de Russie. Bestuchef est contraire à Poniatouski; Panine lui est favorable. Dessein de faire passer quatre régimens russes en Pologne pour y répandre l'effroi; et à cette occasion, disposition générale des esprits à la cour de Russie. Déclaration de l'impératrice de Russie. Le roi et son ministre quittent la Pologne. Le prince Charles quitte la Courlande. Les Prussiens mettent deux provinces polonaines au pillage. La querelle avec les Tartares est conciliée. Entrée des Russes en Pologne. La maison Czartorinski prend les armes, et cherche à faire confédérer la nation. Effet des déclarations de l'impératrice sur les Polonais. On se prépare à résister aux Russes; mais

les partis russes et autres restent dans l'attente. Cette affaire est mise en négociation. Opposition du roi de Prusse au projet d'une révolution ; ses nouvelles liaisons avec Catherine. Menaces du kan des Tartares au général russe. Catherine, malgré les efforts des Czartorinski, ordonne la retraite de ses troupes. Accommodement conclu à Varsovie. Discours du grand général à Poniatouski ; celui-ci persiste dans ses desseins ; suite de ses intrigues. Les deux partis se rendent à Pétrikaw. Caractère du comte Potocki. Etat des deux factions. Mort du roi de Pologne. Mort du comte Brülh. Effroi général en apprenant la mort du roi. L'assemblée de Pétrikaw se sépare.

UN corps de quinze mille Russes vint s'établir en Courlande pour exécuter les menaces que la nouvelle impératrice avait faites autrefois au duc Charles, de lui ôter cette principauté. Un autre corps de deux mille hommes, sous le vain prétexte qu'un magasin de vivres et de fourrages ne trouvait point d'acheteurs en Pologne, resta au centre de cette république, dans une

de ces villes imprudemment livrées aux Russes au commencement de la guerre, la ville de Graudentz, située sur une hauteur au milieu d'un vaste marais, et forte par cette situation.

Ces deux mille hommes s'y établirent comme dans une place d'armes, d'où ils attendaient les événemens que cette princesse avait déjà intention d'accélérer. Elle nomma aussitôt le comte Keyserling son ambassadeur à Varsovie; et la première lettre qu'elle écrivit enfin au comte Poniâtouski, commençait par ces mots : « J'envoie Keyserling en Pologne, avec « ordre de faire roi, vous, ou le prince « Adam Czartorinski, votre cousin ». Elle lui parlait ensuite du comte Orlof, et lui faisait sentir adroitement le danger de choquer ce nouveau favori. « Sa pas« sion pour moi, disait-elle, était publi« que, et tout a été fait par lui dans cette « vue. Ils sont quatre frères, tous quatre « extrêmement déterminés, et fort aimés « du commun des soldats ». Poniatouski, dont l'ambition semblait renouveler l'amour, retenu par une insinuation si positive, différa malgré lui son voyage : mais comme l'impératrice, dans le reste de cette lettre, ne dédaignait pas d'em-

ployer ces tournures artificieuses, ces prétextes de nécessité, d'utilité et même de bienséance, avec lesquelles les femmes savent si bien déguiser aux yeux de leurs anciens amans, le commencement d'une nouvelle passion, il se flattait que ce délai tenait seulement à quelques mesures de prudence. Il croyait que cette princesse étrangère en Russie, attendait qu'elle fût plus affermie sur le trône, avant que de montrer aux Russes un jeune étranger pour son favori.

Il ne fit point mystère à sa famille de la lettre qu'il venait de recevoir. A cette lecture inattendue, son oncle, le prince Auguste Czartorinski, que ses immenses richesses et la considération personnelle dont il jouissait fesaient regarder, par cette maison, comme le seul qui dût prétendre au trône, et qui voyait aujourd'hui le choix balancé seulement entre son fils et son neveu, répondit avec un flegme composé : « Si j'étais moins « vieux, j'y penserais pour moi-même ». Le prince Adam montra une générosité plus grande ; retenu, à ce que lui-même raconta depuis à l'auteur de cette histoire, par une sorte d'embarras et de pudeur qu'il sentait en donnant à son

père la mortification de lui être préféré. Quant à Poniatouski, il pressait tour à tour ces deux princes de consentir à monter sur le trône ; il jurait de solliciter pour l'un des deux toute la protection de l'impératrice, ne demandant pour soi que d'être l'ambassadeur de l'un ou de l'autre auprès d'elle ; et il paraissait prêt à sacrifier la couronne au desir de consacrer sa vie entière à l'amour, à la reconnaissance et au plus grand bien de sa patrie. Il leur disait que sa présence à Pétersbourg favoriserait toutes les réformes qu'ils allaient entreprendre en Pologne ; et que là, il servirait mieux sa patrie que si lui-même en était roi. Dans sa réponse à l'impératrice, il lui parlait le langage d'un amant que rien ne pourrait le dédommager d'être séparé d'elle. Il partit bientôt après pour s'approcher des frontières de la Russie ; il s'arrêta à Bialistok, chez la comtesse Branicki, sa sœur ; et sur la route de toutes les nouvelles qui arrivaient de Pétersbourg, il attendait, de moment en moment, une invitation de se rendre à cette cour. Mais, soit qu'il n'eût montré à sa famille qu'une feinte modération, soit qu'un premier mouvement de géné-

rosité eût bientôt fait place dans son cœur à tout ce que l'espérance lui offrait de séduisant, une joie inconsidérée trahissait déjà ses ambitieux projets ; et suivant cette imprudence ordinaire de mettre en maxime les sentimens dont on est secrètement occupé ; imprudence si commune, que la plupart des hommes, en proférant des maximes générales, ne disent cependant que des choses qui leur sont personnelles ; Poniatouski répétait souvent, « Qu'il ne faut jamais faire aux « autres la fortune qu'on peut faire pour « soi-même, » ou, pour me servir de ses propres expressions, « qu'il ne faut « pas se faire porter par les autres, quand « on peut se tenir sur ses pieds ». Un ambassadeur de France, le baron de Breteuil, qui passa alors par Bialistok pour se rendre en Russie, pénétra sur ce seul mot, le dessein de ce jeune ambitieux. Il conclut de cette maxime, qu'on s'était trompé jusqu'alors, en croyant Poniatouski occupé de suivre, dans ses correspondances à Pétersbourg, les intérêts de ses parens ; que ce n'était pas leur élévation qu'il méd tait, mais la sienne propre ; et que le trône de Pologne était, dès ce moment, l'objet de son ambition

personnelle. Cet habile politique en instruisit le ministère de France, et, toutefois, ce dessein était si peu vraisemblable, que ceux qui auraient travaillé d'avance, soit parmi la noblesse polonaise, soit dans les cabinets de l'Europe, à en prévenir l'exécution, auraient passé pour des esprits chimériques.

Mais, quel que dût être le choix de l'impératrice, le véritable chef de la maison Czartorinski, l'ame de tous ses conseils, le vieux prince Michel Czartorinski, grand chancelier de Lithuanie, sentait qu'il fallait à la hâte profiter de conjonctures si favorables, et qui pouvaient changer d'un jour à l'autre. Incertain de celui d'entre eux qu'il plairait à l'impératrice de couronner, mais certain de régner lui-même, sous le nom de ce roi, quel qu'il fût, il songea dès-lors à se rendre le maître absolu de la république : sous le prétexte vraisemblable de faciliter à l'impératrice la liberté du choix qu'elle voudrait faire, mais en effet pour établir en Pologne les nouvelles lois par lesquelles il croyait y détruire l'anarchie, et y fonder une monarchie redoutable et puissante.

Cependant la cour de Varsovie re-

nouvelait auprès de Catherine II toutes les démarches humiliantes si vainement essayées sous le dernier règne ; et quoique cette princesse n'y eût fait aucune notification de son avénement au trône, quoique ses envoyés aux autres cours traversassent Varsovie, sans être chargés d'aucun compliment pour le roi, il se résolut à l'envoyer complimenter par un grand officier de sa couronne. On eût craint, disait-on, de l'irriter, en ne lui montrant pas les mêmes égards qu'on avait eus pour le feu empereur, tant les bassesses commencées entraînent une sorte de nécessité de s'avilir de plus en plus. La première nouvelle qu'il reçut enfin de Pétersbourg, fut une lettre de chancellerie, mais signée de l'impératrice, par laquelle elle lui remettait sous les yeux les sollicitations qu'il avait faites autrefois en faveur de Biren, et lui demandait le rétablissement de cet ancien duc en Courlande. Cette lettre était simple et froide. Catherine y blessait, avec une profonde indifférence, le cœur d'un père. Elle exigeait, avec le flegme le plus outrageant, qu'il détrônât lui-même son propre fils.

Le prince Charles, au bruit de la

révolution arrivée en Russie, était revenu précipitamment en Courlande; il se rassurait contre les ressentimens dont la nouvelle impératrice l'avait autrefois menacé, en lui supposant la magnanimité qu'elle semblait annoncer. Il se flattait, du moins, que si le caractère de cette princesse la portait à exécuter ses menaces, les ménagemens auxquels elle se verrait astreinte, dans un pareil commencement de règne, lui donneraient à lui-même le temps de se fortifier contre elle, et d'opposer plus de résistance qu'elle n'imaginait en trouver. Le même jour que ce prince arriva dans sa capitale, des troupes russes vinrent occuper cette ville, et plusieurs autres détachemens furent répartis sur les terres des gentilshommes qu'on savait lui être attachés. Ceux des Courlandais qui avaient été autrefois les plus prompts à le reconnaître comme leur souverain, se pressèrent également de l'abandonner; et ceux au contraire qui lui avaient résisté long-temps, conservèrent la fidélité qu'ils lui avaient enfin promise. Biren accourait vers ce duché avec une égale précipitation. Il sentait cependant la nécessité de s'y faire devancer par un corps

de troupes ; et ce soin indispensable avait donné au duc Charles le temps de le prévenir. Biren, arrivé à Riga, dernière ville de l'Empire Russe, sur cette frontière, y fut reçu avec les plus grands honneurs, mais forcé d'y attendre que son concurrent lui eût cédé la place. Une seule rivière le retenait encore dans un empire sujet à de si terribles vicissitudes. Des remparts de Riga, il contemplait la Courlande sa patrie, où trente ans il avait vécu domestique, et où après les plus grandes alternatives de fortune, il attendait le moment de rentrer en souverain. De son côté, le duc Charles entendait de son palais le bruit des honneurs extraordinaires qu'on rendait à son concurrent sur la frontière voisine. Ce prince, sans troupes et sans défense, prit la résolution d'opposer à son malheur une fermeté inébranlable, de rester dans sa capitale, occupée par des troupes ennemies. Il écrivit au roi, son père, comme au suzerain de ce duché, pour lui demander de citer les Courlandais infidèles à la diète de Pologne, qui était près de s'assembler, et d'y porter ses plaintes à la république contre cette invasion des Russes.

L'époque de cette diète était enfin arrivée, et la cour n'était pas sans espérance d'y acquérir un crédit dominant. Elle se flattait que pour en imposer à une femme encore mal affermie sur un trône usurpé, il suffirait d'une apparente audace. Le comte Brulh commençait à rechercher tous ceux qui en toute occasion avaient opposé une résistance courageuse aux entreprises des Russes et à ses propres desseins. Pour s'assurer de tous les suffrages dans la diète, il avait jusque-là suspendu la distribution de toutes les grâces vacantes, et il en fit offrir la disposition aux princes Czartorinski, s'ils voulaient s'unir avec la cour, et nommément pour la défense du duc Charles. Mais les Czartorinski répondirent que c'était au roi à maintenir son fils, s'il le pouvait; que cette affaire personnelle à ces deux princes, ne devait point intéresser la république, et néanmoins ils demandaient avec audace toutes les grâces pour leurs partisans. Ils annoncèrent que le refus aurait des suites pour le ministre et pour le roi même; et l'annoncèrent si publiquement, que la cour en cédant eût perdu son autorité; et Brulh quoiqu'accoutumé depuis long-

temps à se rendre aux menaces, se crut forcé à leur tout refuser. Toutes les grâces furent accordées à des citoyens dont le crédit dans la nation et les forces domestiques pouvaient donner à la cour des amis et des défenseurs. Les ressentimens et les haines étaient donc au plus haut point de fureur, lorsque la diète s'ouvrit le 4 octobre 1762, avec la pompe qui d'ordinaire accompagne ces grandes assemblées. Après avoir imploré la bonté du ciel, cérémonie toujours si auguste, quoique si vaine depuis tant d'années, l'ordre équestre suivant l'usage se sépara du sénat et se rendit au lieu ordinaire de ses séances. Tous les chefs des deux partis, ayant tour à tour été élevés par la faveur du roi aux premières places de l'état, devaient, par le droit même de leurs dignités, assister à cette diète dans la chambre du sénat; et chacune des deux factions avait eu le crédit de faire élire pour députés des provinces tous les jeunes gens qu'elle voulait s'attacher. Tout ce qu'il y avait parmi la jeune noblesse de plus distingué par l'éclat du nom, par l'esprit, les talens ou le courage, se trouvait donc rassemblé dans cette seconde chambre. On appré-

hendait mutuellement que dans cette fureur des factions le parti opposé n'eût recours aux dernières violences pour se rendre maître de cette chambre des nonces, et ne tentât même de massacrer ses adversaires, pour anéantir d'un seul coup tout l'espoir de l'autre faction.

Ces craintes n'étaient pas sans fondement, et cet horrible dessein fut réellement agité dans le parti de la cour. La proposition en fut faite au comte de Brulh, par un jeune prince Radziwil, que nous ferons bientôt connaître, à qui les Czartorinski venaient de disputer de grandes places vacantes par la mort de son père. La foule des gentilshommes qui lui étaient attachés, soit dans ses troupes, soit dans le service de son palais, le rendait maître d'une grande partie des députés. Le deuil de sa seule maison paraissait remplir et la diète et la capitale, et annonçait la puissance de ce jeune prince. Radziwil irrité contre les Czartorinski, proposa qu'aux premières contradictions dans la diète, ou plutôt à un geste qu'il ferait, et qui servirait de signal, tous les siens fondissent sur la faction contraire. Cette proposition portée au roi par le comte Brulh,

lui inspira une juste horreur, et la conduite même que tint bientôt cette faction, ne put le décider à y consentir. Les projets que de son côté elle méditait, pouvaient devenir non moins sanguinaires. Pendant que les nonces se rendaient à leur chambre, le prince Adam Czartorinski s'approcha dans la foule du fils aîné du comte de Brulh; et soit insulte ironique, soit mouvement d'amitié entre deux jeunes gens, qui, dans l'ancienne liaison de leur famille, avaient passé ensemble leurs premières années, il lui dit : « Vous « allez entendre bien du bruit contre « vous, mais soyez tranquille pour votre « personne, vous n'y perdrez pas un « cheveu, c'est uniquement votre père « qu'on veut insulter en vous ». En effet, les Czartorinski ne voulant d'autre ordre dans l'état que celui qu'ils y mettraient eux-mêmes, avaient résolu de jeter le trouble dans cette diète par une insulte faite au premier ministre saxon. Ils allaient proposer d'en chasser son fils, attendu, disaient-ils, qu'un étranger ne devait point entrer dans l'exercice de la législation, et que Brulh n'était pas gentilhomme polonais; et soit qu'ils y réussissent, ce qu'ils n'espéraient pas, le

succès de cette accusation devait enlever au roi son ministre, et donner en Pologne tous les biens de cette famille au premier occupant; soit qu'ils éprouvassent dans la diète la résistance à laquelle ils s'attendaient, cette résistance devait leur servir d'espérance pour confédérer la plus grande partie de la nation contre le roi, et peut-être pour le renverser du trône.

Le comte Malakouski présidait à cette assemblée. Une vieillesse avancée, mais toujours mâle et vigoureuse, lui permettait de se mêler encore avec dignité dans les affaires publiques. Il avait, sans aucune faveur de la cour, occupé tous les emplois auxquels les suffrages de la nation peuvent élever un citoyen. Son unique ambition dans les dernières années d'une si belle carrière était de faire tenir une diète dont il serait le maréchal. Il avait eu depuis plusieurs années l'honneur d'être élu, mais la douleur de l'être vainement; et quelque respectable que fût ce vieillard, le bâton de cette dignité conservé dans sa maison depuis si long-temps, offrait une triste marque des désordres où la république était plongée. Lorsqu'il eut rangé les dépu-

tés suivant l'ordre de leurs provinces, il dit : « Que la république, tombée « dans une espèce de léthargie, pouvait « être ranimée par les délibérations de « cette assemblée ; que depuis trente « années, la seule Providence avait « préservé le nom polonais des outrages « auxquels il semblait destiné, ou, pour « mieux dire, de son extinction totale ; « que cette patience du ciel paraissait « se lasser, que tout bon citoyen de- « vait frémir en envisageant les maux « qui menaçaient la patrie, si l'esprit « de discorde jetait encore dans cette « assemblée le même trouble que dans « les précédentes ; mais qu'il fallait « mieux attendre du zèle de tous les « nonces, à qui la garde des lois et le « salut de la patrie étaient maintenant « confiés ». Il voulut ensuite faire procéder à l'élection d'un maréchal ; mais plusieurs députés se levèrent, entre lesquels se distingua le comte Poniatouski. Ses concitoyens étaient loin de soupçonner son élévation prochaine. Les apprêts de son départ pour la Russie devenus inutiles, n'avaient servi qu'à rendre publics les obstacles qu'il avait trouvés à son voyage ; et lui, cependant, pour

atteindre comme par degrés la grandeur qui lui était secrètement promise, s'efforçait, dans son parti, de se faire remarquer comme un chef. Il avait quitté le rang de sa province pour se placer dans un lieu plus apparent ; et on voyait à ses mouvemens qu'il répétait tout bas une harangue qu'il avait préparée. Poniatouski et plusieurs députés attachés au même parti, demandant avec chaleur à parler avant leur tour, on leur répondit : « que ce serait donner atteinte aux « lois et renverser l'ordre établi pour les « diètes ». Ils insistèrent en criant : « que « l'affaire dont il s'agissait regardait « toute la chambre des nonces et le plus « précieux de leurs priviléges ». Les députés s'échauffèrent sur ce point ; et Malakouski, annonçant combien cette première discussion devait faire craindre pour le sort des délibérations suivantes, se pressa, pour calmer les esprits, de remettre la séance au lendemain.

Ce jour, outre leurs armes ordinaires, plusieurs cachèrent sous leurs habits des armes à feu ; précaution d'autant plus étrange, que depuis l'établissement des diètes par députés, fait pour la première fois il y a trois siècles, on assurait que

jamais un sabre n'avait été tiré dans cette assemblée. Ces violences, trop usitées dans les diétines de provinces, où chacun n'exerce que son propre suffrage, auraient été dans une assemblée si auguste, regardées comme un sacrilége; et si les lois avaient eu toute leur force, les coupables eussent été punis du dernier supplice. Le maréchal ouvrit la séance, en disant : « que la liberté de « cette diète était constatée par l'abus « qu'on en avait fait la veille; qu'en « essayant de renverser l'ordre prescrit « pour les diètes, on avait joui de cette « dangereuse prérogative de pouvoir s'op- « poser même aux lois; qu'il espérait « qu'aujourd'hui tous les nonces se sou- « mettraient à cet ordre ancien et né- « cessaire ».

Poniatouski répliqua : « qu'il con- « naissait les lois, mais qu'il ne se prê- « terait à rien tant que le comte de Brulh « serait présent ». En prononçant ces mots, il se couvrit, et à ce mouvement, comme à un signal donné, une foule de nonces se levèrent en tirant leurs sabres avec tant de promptitude, qu'on ne put distinguer dans ce tumulte les agresseurs d'avec ceux qui s'armaient pour leur pro-

pre défense, la plupart ayant eu le sabre nud au seul geste qu'en firent leurs adversaires. Le général Mokranouski, que la voix publique avait désigné pour maréchal de cette diète, était à son rang de nonce, précisément en face de Poniatouski, de l'autre côté de la salle. Tous ceux à qui le respect du lieu empêcha de porter la main sur leurs sabres, se dérobant d'entre ces furieux, se jetèrent avec précipitation derrière Mokranouski, prêts à faire ce qu'il ferait lui-même, et paraissant, par ce mouvement subit et unanime, le choisir pour chef et modèle. Il suit des yeux le tumulte, et s'avançant vers le comte Poniatouski, il lui dit d'un air fier et sévère de faire cesser tout ce désordre; mais, au même instant, il voit qu'on environne le jeune comte Brulh, et malgré l'inimitié que cette famille lui avait marquée de tous temps, il se jette devant lui, le couvre de sa personne, relève de ses mains les pointes des épées, et dans cet effort, blessé légèrement à une main, il se presse de cacher cette blessure, de peur que la vue de son sang n'irrite encore ces furieux, et que son zèle pour prévenir un massacre n'en devienne ainsi l'occa-

sion. Malakouski le seconde, et tous deux parviennent à calmer ce premier désordre. Mais ce fut alors sur cette même violence que tournèrent les imputations réciproques, chacun accusant ses adversaires d'avoir violé le sanctuaire des lois, et demandant qu'avant de traiter aucune affaire, les coupables fussent obligés de sortir pour qu'on délibérât de leur sort. Les uns accusaient hautement Poniatouski, dont le geste avait été le signal du désordre ; les autres l'imputaient à Radziwil et aux députés qui lui obéissaient. Quelques-uns tâchaient vainement de ramener les disputes au point d'où l'on était parti. Dans cette confusion, Malakouski ayant mis fin à cette seconde séance, chacun resta fièrement à sa place, observant ses adversaires dans un silence menaçant ; et il fallut que les chefs fissent entre eux une espèce d'accord pour que les deux partis se mélassent et sortissent ensemble.

On était accoutumé en Pologne à ces éruptions subites de toutes les haines ; et ces mouvemens terribles étaient quelquefois suivis d'un calme profond. Mais en vain cette fois quelques-uns des principaux citoyens tâchèrent de se rendre

médiateurs. Les Czartorinski se montrèrent implacables, et saisissant pour soulever la nation le prétexte qui lui était le plus cher, ils disaient hautement que la distribution des grâces était un intérêt public, que la nation avait un droit naturel à s'élever contre les mauvais choix; et en s'efforçant à ce titre de décrier le jeune Radziwil, ils donnaient à leur animosité un éclat qui pût rallier à eux tous les mécontens. Les deux partis se tenaient ouvertement sous les armes, et tout paraissait se disposer à un combat au sein de la capitale ou dans la diète même, lorsqu'un nonce, nommé Michel Zinacouski, porta au dépôt des actes publics un manifeste par lequel il rompait la diète; soit qu'il se fût vendu à l'un des deux partis, soit qu'il craignît en effet les suites de tant de haines, car nous rappellerons ici que les Polonais s'étaient fait une sorte de morale sur la rupture des diètes, et regardaient cette action comme méritoire quand elle était faite par quelque motif de bien public, ou comme un crime d'état quand elle avait pour motif un intérêt particulier.

La troisième séance commença donc par la lecture de ce manifeste, où le

nonce qui s'était absenté, représentait : « Que la haine et l'ambition avaient « renversé dans cette diète, les plus so- « lides projets; que le temps destiné aux « affaires se perdait dans les troubles ; « qu'elle n'offrait aux yeux que le triste « spectacle de la ruine de la patrie ; que « prévoyant, avec effroi, par ces pre- « mières dissensions leur progrès inévi- « table, sentant la liberté blessée par le « séjour des troupes russes au milieu du « royaume, ne pouvant, comme il l'a- « vait desiré, s'en plaindre à la face de « la république, voyant la sûreté des « nonces, dans leur sanctuaire, violée « par les armes au point qu'il fallait « plutôt se défendre que délibérer, il « ne connaissait plus aucun moyen de « tenir la diète en liberté. » A cette lecture, un profond silence régna dans l'assemblée. Le vieux comte Malakouski le rompit, en disant : « Qu'il fallait, « avant de désespérer du salut de la pa- « trie, faire une députation au nonce « absent, et qu'il pourrait être fléchi « par les représentations salutaires qu'il « entendrait contre un si grand abus de « la liberté. » Mais les députés qui fu- rent envoyés à ce nonce, au nom de trois

provinces de Pologne, ayant informé la diète que leurs recherches avaient été vaines, et que le nonce était disparu, Malakouski congédia l'assemblée, en demandant au ciel, « que la vengeance di« vine accompagnât partout ce mauvais « citoyen plus criminel qu'un parricide; » et il termina la diète par ces paroles : « Nous avons fait ce qui était en nous; « il est de notre devoir de ne point aban« donner la république jusqu'à notre « dernier soupir. »

Pour remédier, s'il était possible, à quelques-uns des maux qu'allait entraîner la rupture de la diète, et prendre quelque résolution sur les affaires les plus pressantes, telles que les demandes du kan des Tartares et l'invasion de la Courlande, la plupart des sénateurs s'assemblèrent dans la maison du primat; et d'abord ils nommèrent deux d'entre eux pour aller en Courlande aider le duc Charles de leurs conseils. Ils adressèrent en commun un mémoire à la czarine, et députèrent, pour le lui présenter au nom du sénat, un des plus zélés partisans de ce prince; mais avant qu'on eût pris aucune autre résolution, les princes Czartorinski se rendirent dans cette assem-

blée, et dirent, en refusant d'y prendre part : « Que ce n'était pas dans une mai-« son particulière, que c'était en plein « sénat et en présence du roi qu'ils de-« vaient dire leur avis sur des matières « aussi graves ». Il fallut donc convoquer une inutile assemblée du sénat. Les haines mutuelles y éclatèrent avec une violence qui eût seule suffi pour les rendre implacables. Les deux partis déplorèrent également l'état effrayant où la patrie se trouvait réduite, afin d'en prendre occasion de s'imputer réciproquement tous les malheurs publics. On y donna l'ordre aux grands maréchaux de chercher et de punir ceux qui les premiers avaient tiré le sabre dans la chambre des nonces ; manière d'abandonner la punition de ces violences en constatant qu'elles étaient regardées comme un crime. Sans délibérer sur aucune autre affaire, on opina seulement pour la convocation d'une diète extraordinaire, en donnant au roi, suivant les anciennes lois, le pouvoir de la convoquer ; mais son intérêt exigeait qu'il attendît les événemens, avant que de risquer une seconde fois d'assembler la nation.

Les deux factions prenaient alors dans

les bruits publics un nouveau motif de précipiter tous leurs efforts. Une conjuration découverte à Moscow contre la nouvelle impératrice, avait donné lieu à mille rumeurs auxquelles la renommée mêlait encore ses exagérations et ses mensonges : d'ailleurs on savait en Pologne que l'armée russe, en rentrant dans l'empire, y portait un esprit de sédition. Officiers et soldats nommaient hautement le prince Ivan, ce malheureux chef de la maison impériale, qui après avoir passé sur le trône les premiers mois de sa vie, était depuis vingt ans détenu dans une prison ignorée. Son nom, dont le seul souvenir avait passé depuis vingt ans en Russie pour un crime de haute trahison, était aujourd'hui dans la bouche de tous les Russes ; et les moins séditieux voulaient, disait-on, forcer la czarine à l'épouser. Varsovie croyait apprendre de moment en moment qu'il y aurait eu de grandes agitations à Pétersbourg. Une poste retardée par la rigueur de l'hiver, faisait attendre la nouvelle d'une révolution. Les deux factions polonaises en avaient plus d'animosité : l'une voulant profiter d'une faveur qu'une révolution lui pouvait

enlever; et l'autre se flattant de résister impunément.

Dans ces conjonctures arriva, en Pologne le comte Keyserling, ambassadeur de Russie, l'homme le plus dangereux pour cette république. Il possédait cet art, heureusement peu commun, mais toujours employé avec succès contre la liberté des peuples, l'art de concilier les violences les plus tyranniques avec un respect apparent pour toutes les formes républicaines. C'était un de ces Courlandais qu'autrefois l'espérance avait amenés à la cour de Russie, sous le règne de l'impératrice Anne. Il avait quitté, pour servir cette cour, une chair de professeur dans l'université de Kœnisberg. Quoique la petitesse de sa taille et son extrême grosseur lui donnassent un aspect assez ridicule, sa figure ne laissait pas d'être imposante, par un certain air magistral qu'il avait retenu de son premier état. Il conservait la réputation d'un des plus savans hommes de l'Europe dans le droit public, et dans les langues anciennes; et son extérieur épais cachait un esprit très-fin et une conduite très-rusée; mais il vivait sans aucune décence, se ruinait en débauches obscures, et réparait sa

fortune en vendant son crédit. L'élection d'Auguste au trône de Pologne avait été sa première école de politique, et la première occasion qu'il avait eue de s'enrichir. Dès cet interrègne, il s'était lié avec le comte Brulh d'une intime amitié, qui n'était entre eux qu'une facilité d'achat et de corruption. On raconte que dans ce temps là, un noble polonais le reconnut une nuit, sortant à pied et déguisé, de chez le comte Brulh ; et qu'en lui disant, *C'est toi, malheureux étranger, qui viens troubler notre pays par tes intrigues*, il l'assaillit à coups de fouet ; traitement remarquable dans l'histoire d'un homme qui a eu la plus grande part à l'élection de trois souverains. Il avait contribué à placer Biren sur le trône de Courlande, et imaginé les moyens de suppléer à toutes les formes qui, en cette occasion, avaient été nécessairement violées. Dans ce second voyage il avait vu Poniatouski encore enfant, et par un retour naturel vers le métier de professeur, il lui avait donné des leçons de grammaire, d'où il prenait droit aujourd'hui de l'appeler son fils et son pupille.

Bientôt après il se trouva exposé à cette grande révolution où les Russes reprirent l'autorité dans leur pays, et envoyèrent au supplice ou en exil cette foule d'étrangers qui, en Russie même, les avaient exclus du gouvernement. Mais Keyserling fut au nombre de ceux qui, moins en butte aux regards, échappèrent aux premières fureurs de la proscription, et qui, ne connaissant plus ni parens ni patrie, cherchant encore la considération des grands emplois, sans vouloir courir une seconde fois les risques des confiscations et de l'échafaud, placèrent tous leurs biens dans les banques étrangères, et se décidèrent à servir la Russie dans ses ambassades, avec la résolution formelle de n'y jamais retourner.

Depuis ce temps, vieilli dans de futiles négociations, plein d'un profond mépris pour les affaires, pour les honneurs, et surtout pour les cours, s'acquittant avec indifférence de toutes les commissions ineptes dont il se trouvait chargé, il avait pris, dans une si longue habitude d'obéir au ministère russe, cette résignation à exécuter des sottises, qu'ont assez souvent les vieux ambas-

sadeurs. A Vienne, d'où il arrivait, sa vénalité ne lui avait été d'aucune ressource, parce que toutes les affaires se traitaient alors en Russie ; on achetait le crédit à sa source. Aussi avait-il vécu dans cette ville d'une manière très-extraordinaire, n'y ayant un palais que pour la forme, habitant un jardin dans un faubourg, où il passait sa vie avec quelques savans inconnus, des musiciens, ses bâtards et leurs mères ; n'apprenant ce qui se passait en Europe que par la voie des gazettes, mal payé de sa souveraine, et ne payant personne. Mais quand il vit une étrangère montée sur le trône de Russie, l'ambition revint encore une fois lui présenter ses plus flatteuses amorces. Il espéra que son tour pourrait être venu de gouverner cet empire, et reparut enfin dans cette cour, après avoir soutenu si long-temps la résolution de ne plus s'exposer à ses tempêtes, de ne la servir que de loin, et pour ainsi dire dans un port. Son ambition ne fut ni entièrement satisfaite ni entièrement trompée.

Catherine, trop éclairée pour ne pas sentir le besoin d'être servie par des étrangers, craignait de réveiller contre

eux, et par-là contre elle-même, la jalousie de son peuple. Elle mêlait une singulière adresse aux soins d'employer leurs talens ; aucun d'eux n'entrait au conseil ; ils servaient dans les armées, sur la flotte, dans les cours étrangères ; elle leur faisait passer ses ordres par le ministre russe ; et préférant toujours leurs services, elle éloignait d'eux toute apparence de faveur. Elle châtiait leurs moindres fautes avec une rigueur excessive, et réservait pour les Russes seuls son artificieuse indulgence. Mais si Keyserling n'atteignit point tout ce qu'il avait cru pouvoir ambitionner, il en fut dédommagé par l'ambassade la plus importante pour la Russie, et dont le premier objet était de donner à la Pologne un nouveau roi.

En traversant Mittau pour se rendre à Varsovie, il s'arrêta dans cette capitale du duché de Courlande, dont les affaires étaient un des points qu'il devait traiter dans sa mission. Il entreprenait avec joie le rétablissement de Biren : tous deux s'étaient vus dans leur première médiocrité ; tous deux avaient commencé ensemble leur fortune. Keyserling avait autrefois dû son avancement à Biren, et

avait à son tour contribué à lui donner cette couronne. C'était l'ouvrage chéri de sa jeunesse. Délaissé pendant vingt ans par le ministère russe, il s'attachait à replacer encore sur ce trône son ancien protecteur, exilé et proscrit pendant ces mêmes vingt années. Un intérêt moins noble, et non moins digne de pareils hommes, se joignait à ce sentiment naturel. Keyserling avait autrefois hypothéqué toutes ses terres à Biren, pour un emprunt fait au temps de leur prospérité; et celui-ci, rétabli en Courlande, promettait de lui remettre entièrement cette ancienne créance. Mais tous les efforts de Keyserling pour dissuader le prince Charles d'une inutile résistance, furent eux-mêmes inutiles. Ce prince, environné dans son palais par quinze mille Russes, opposait à son malheur la résolution de ne point fléchir. Toutefois sa situation devenait chaque jour plus critique. Un simple résident russe, accrédité d'abord auprès de ce duc, avait mis le sceau de l'impératrice sur les douanes et sur toutes les caisses; avait défendu aux trésoriers, sous peine d'exécution militaire, de livrer l'argent qu'ils avaient en main; menacé tous les employés qui

serviraient encore leur souverain, de les faire jeter hors de leurs maisons ; fait mettre des gardes non-seulement à la porte des archives, à l'hôtel de la monnaie, mais cherchant encore à ôter au duc tout moyen de subsister dans son palais, il avait placé des sentinelles russes aux moulins, aux étangs, aux basses-cours, aux bûchers, à tous les endroits qui fournissaient les provisions pour sa maison et pour sa table. Ce prince recevait à tout moment des avis, qu'on devait venir par force s'emparer de son palais ; mais, sans s'effrayer, il avait demandé pour unique grâce au roi son père, de ne lui point ordonner de partir, l'assurant qu'il ne ferait aucun acte de témérité ni aucun acte de faiblesse. Keyserling, pour le déterminer à quitter la Courlande, lui offrit des dédommagemens, et chercha à l'effrayer. Ses propositions et ses menaces furent également dédaignées par ce jeune prince, à qui rien ne paraissait le dédommagement d'une couronne, et qui avait résolu de tout risquer plutôt que de la perdre.

Keyserling, après avoir échoué dans cette dernière tentative, en arrivant à Varsovie, passa les huit premiers jours

enfermé dans sa maison, n'y voyant, d'un côté, que des émissaires du comte Brulh qui comptait sur son ancienne vénalité, et de l'autre, que les princes Czartorinski, auxquels il apportait d'assez grandes sommes pour l'augmentation de leurs troupes domestiques. Ils les employèrent, en effet, à donner des compagnies de gardes aux plus considérables de leurs amis ; et dès-lors cette faction parut en armes dans toutes les parties du royaume.

Les violences que les Russes exerçaient en Courlande, n'avaient été voilées d'aucun prétexte ni revêtues d'aucune formalité ; sacrifiant tout au plaisir de se venger, ils forcèrent le prince Charles, par des outrages, à quitter sa capitale. On accusait seulement ce malheureux souverain désarmé, de s'être opposé à la répartition des troupes russes en quartier d'hiver ; tandis que réparties par leurs généraux, sans aucune réquisition, elles jouissaient de toute l'aisance que la force peut procurer.

Les Polonais les plus dévoués à la Russie, étaient embarrassés d'excuser ces violences, commises dans une de leurs provinces, au nom d'une puis-

sance étrangère ; et les plus indifférens sur le fond de cette querelle, étaient blessés du peu d'égards que l'impératrice marquait pour la souveraincté de la république. Mais aussitôt que le vieux Keyserling eut pris en main la conduite de cet affaire, elle changea de forme. Ce ne fut plus une vengeance personnelle de l'impératrice qu'on aurait pu espérer de fléchir par des prières, ou de contenir par la résistance. Catherine allait agir pour protéger les droits mêmes de la république, que cet ambassadeur prétendit avoir été violés par le roi, quand il avait donné arbitrairement ce duché à l'un de ses fils.

Ce fut le sens d'une déclaration qu'il remit publiquement aux ministres polonais. Mais ceux-ci affectèrent dans leur réponse de rappeler l'impératrice au soin de conserver sa propre couronne ; et en racontant toute l'histoire de la proscription de Biren, ils affectèrent d'en prendre occasion de parler et de reparler sans cesse de l'empereur Ivan, dont le règne avait été l'époque de cette proscription, et dont les droits étaient alors en Russie l'espérance des mécontens.

Catherine s'en indigna ; l'aigreur aug-

menta entre les deux cours ; la violence des procédés augmenta également en Courlande. Le chancelier de ce pays fut chargé d'annoncer au prince Charles, au nom de la Russie, qu'il n'avait point d'autre parti à prendre que de se retirer, et que s'il différait encore, il ne devait imputer qu'à lui seul les malheurs auxquels il allait s'exposer. Le duc répondit, « que malgré tout le respect « qu'il devait à l'impératrice, il n'a« vait d'ordres à recevoir que du roi son « père, et qu'il les attendait pour se « déterminer ».

Les démarches dont on avait prévenu le duc Charles, ne tardèrent pas à s'effectuer. Suivant les lois de ce duché, les lettres du souverain pour la convocation de la noblesse, ne peuvent être expédiées que dans le pays même ; et Biren jusque-là était resté sur la frontière ; mais afin de suivre cette loi, il fit à Mittau, le 25 janvier 1763, un voyage de quelques heures. Il y expédia des universaux, par lesquels il annonçait : « que dans trois semaines il vien« drait s'établir dans son duché avec « toute sa famille ; et il finissait par con« voquer toute la noblesse, à quelque

« temps de-là, pour en recevoir l'hommage ». Ces universaux furent accompagnés d'une lettre circulaire du ministre russe, par laquelle il promettait la protection de sa souveraine à tous ceux qui obéiraient, et menaçait quiconque oserait résister.

Le duc Charles dénonça cette nouvelle démarche au roi, et lui demanda des ordres sur la conduite qu'il avait à tenir. Le roi ne crut pas dans une pareille conjoncture, pouvoir ni comme roi, ni comme père, donner au prince, son fils, ni ordre ni conseil sans l'avis du sénat; et il prit enfin la résolution de proposer formellement cette affaire au conseil de la république. Il convoqua cette assemblée à six semaines delà, prenant ce terme éloigné afin que tous les sénateurs pussent de toutes les parties du royaume, se rendre à Varsovie; et en attendant, il adressa un rescript à la noblesse Courlandaise pour l'exhorter à la fidélité, et lui recommander d'opposer la fermeté à la violence.

Enfin, le jour indiqué par Biren étant arrivé, cet ancien duc accompagné de toute sa famille, se rendit à Mittau avec

tout l'appareil d'une entrée solennelle. Les troupes russes forcèrent, par exécution militaire, les magistrats et la bourgeoisie, de lui rendre les honneurs dus au souverain. Il alla descendre à la principale église, où le clergé, forcé par les mêmes violences, était assemblé pour le recevoir. On voulut exiger du prêtre qui officiait de le nommer comme souverain dans les prières publiques. Le ministre, pour unique réponse aux menaces qui lui furent faites, se retourna vers l'autel, et en élevant la voix, il adressa une prière à Dieu pour le rétablissement de la paix. Pendant ce temps-là, le duc Charles restait dans son palais, avec une garde d'autant plus faible que chaque jour on avait empêché d'y rentrer ceux de ses soldats qui s'étaient écartés dans la ville. Ce prince, proche parent de tous les souverains de l'Europe, vit s'avancer vers son asile, avec toute la pompe d'une cérémonie, et tout l'appareil d'un combat, un homme échappé des fers, diffamé et proscrit. Biren s'arrêta en face du palais ; il considéra, pour la première fois, ce monument que lui-même avait donné ordre de bâtir, et que tour à tour ses prospérités et ses disgrâces l'avaient em-

pêché de jamais voir. Les soldats russes démolirent, sous ses yeux, un arc de triomphe élevé depuis au milieu de la place publique, et chargé d'ornemens et de trophées en l'honneur du duc Charles. L'outrage ne fut pas poussé plus loin. Biren se logea sur cette même place dans quelques maisons louées pour lui et pour sa famille. C'était uniquement par une suite d'insultes mesurées, de violences réfléchies, et sans attenter à la personne du duc Charles, qu'on voulait le forcer à partir, ne lui point arracher la couronne, mais le forcer à la déposer.

Dans ces extrémités arrivèrent les deux sénateurs envoyés de Varsovie pour l'aider de leurs conseils. Un officier russe vint à leur rencontre, et leur déclara, au nom de l'impératrice, « Qu'elle ne « permettrait jamais que la commission « dont ils étaient chargés eût lieu, ni « qu'ils exerçassent en Courlande le « moindre acte de juridiction ». Ils répondirent : » Que si l'impératrice ne « reconnaissait pas le duc Charles, c'é- « tait un malheur pour lui; mais que « le fief n'en était pas moins sous la sou- « veraineté du roi et de la république. ». Alors ils s'avancèrent avec fermeté, et

tout près d'être insultés, ils se réfugièrent dans le palais qui, environné d'une multitude ennemie, était encore un asile respecté. Toute espèce d'administration dans ce duché fut suspendue, parce que les tribunaux refusant constamment de reconnaître Biren, et la régence continuant de gouverner au nom de la Pologne et du duc Charles, les Russes firent mettre le scellé et des gardes à la porte de tous les tribunaux, et de la chambre où la régence avait coutume de s'assembler. Les deux sénateurs envoyèrent un hérault d'armes signifier à tous les Courlandais une défense expresse de se rendre à l'assemblée convoquée par Biren. Cette défense affichée par le hérault, aux portes de toutes les églises, fut aussitôt déchirée, et le hérault conduit sur la frontière, avec la menace d'être roué vif s'il revenait. Biren, à peine redevenu souverain, reprenait déjà son ancien langage. On eût dit que ce tigre, amené auprès de sa proie, mais retenu dans sa chaîne, rugissait d'impatience et de rage. Un renfort de cinq mille Russes entra aussitôt dans la ville; et le même jour, toutes les troupes qui s'y trouvaient prirent les armes, se rangèrent en bataille

en face du palais, et se disposèrent pour une attaque. A cette vue le commandant du petit nombre de gardes qui y restaient, courut demander aux deux sénateurs ce qu'il devait faire ? » Vous défendre », lui répondit-on. Il ne répliqua que par une inclination respectueuse, et alla former sa troupe sous la porte. Le général russe demanda l'entrée du palais. Il vint seul trouver le duc, et lui dit au nom de l'impératrice : « Qu'il devait, puisque « Biren était rentré dans son duché, « sortir aussitôt de cette ville ; et que « par un plus long séjour, il risquerait « d'altérer l'amitié qui subsistait entre « le roi de Pologne et l'impératrice ». Le prince répondit : « Qu'il devait non-« seulement comme fils, mais comme « prince feudataire, lié par un serment « de fidélité, suivre exactement les or-« dres du roi, et qu'il allait, sans per-« dre de temps, les lui demander ». Le Russe se contenta de cette réponse, et cette fois encore, il fit retirer ses troupes.

On vit alors, avec étonnement, quarante gentilshommes polonais arriver à Mittau, pour y servir de gardes au prince Charles. Ils étaient partis de Lithuanie, où les diétines, pour la formation du

tribunal souverain de cette province, étaient assemblées. Une de ces diétines, sur le bruit des dangers qui menaçaient le duc Charles, partit en armes, entra à Mittau, le sabre nu, traversa les corps de gardes russes et l'armée de cette nation répandue dans les rues : et soit qu'en admirant leur courage, on dédaignât leur petit nombre ; soit qu'une action aussi inattendue surprit les Russes avant qu'ils eussent reçu aucun ordre ; soit plutôt que l'impératrice eût défendu à ses troupes de s'engager dans un combat, cette petite troupe passa sans aucun obstacle et se rendit au palais.

Malgré la douleur qu'Auguste ressentait, de laisser celui de ses enfans qu'il chérissait le plus, exposé à tant de périls et d'outrages, il ne crut pas devoir lui envoyer l'ordre d'abandonner la Courlande, au moment où le sénat, convoqué uniquement pour cet objet, était près de s'assembler. Auguste, accoutumé depuis tant d'années au malheur, avait d'abord soutenu celui-ci avec constance ; mais de si longs chagrins avaient détruit avant l'âge l'ancienne vigueur de son tempérament. Les maux de l'ame le conduisaient lentement

vers le tombeau; il ne put résister à cette nouvelle infortune. Atteint d'une maladie dangereuse, la situation de son fils l'occupait nuit et jour. Il s'écriait que c'était là sa véritable maladie. Les sénateurs arrivés de toutes les provinces, ne pouvaient rien statuer sur les affaires qu'en sa présence, et cet événement suspendait leur assemblée. Mais le grand intérêt de la succession au trône suspendait aussi parmi eux tous les intérêts actuels. Les Czartorinski eux-mêmes ralentirent les démarches précipitées qu'ils avaient commencées, parce que la mort du roi pouvait les rendre plus sûres et plus légitimes. D'un autre côté, tous ceux qui pensaient à leur disputer le trône, prenaient des précautions sourdes, imploraient secrètement la protection des puissances étrangères. Ainsi, quoique les rivalités fussent connues, et les haines ouvertement déclarées, elles étaient contenues dans une espèce de calme par l'attente générale de ce grand événement. L'Europe même, qui était près de voir cesser tous les troubles si longs et si sanglans, dont elle venait d'être agitée, craignit que la mort d'Auguste n'en suscitât aussi-tôt de nou-

veaux : et le baron de Breteuil, nouvel ambassadeur de France en Russie, reçut de sa cour l'ordre de proposer à la Russie, un concert entre la Russie et la France, pour la future élection d'un roi de Pologne. Mais l'orgueil de la czarine parut presque s'en offenser. « C'é-
« tait, répondit-elle, la faiblesse et la
« fausse politique de ses prédécesseurs
« qui avaient si long-temps laissé à la
« France quelque influence dans les af-
« faires de la Pologne. Voyez la posi-
« tion de mon empire, et jugez si ce
« n'est pas à moi seule qu'il appartient
« de nommer le roi que recevra cette
« république ! — Si votre majesté en
« jugeait par la position géographique
« de son empire russe, répondit le ba-
« ron de Breteuil, elle aurait raison de
« le croire ; mais si elle considère l'in-
« fluence qu'a depuis long-temps en
« Europe, et que doit avoir un royaume
« tel que la France, elle reconnaîtraît
« la nécessité du concert qu'on lui offre,
« et elle renoncerait vraisemblablement
« au dessein de donner de force un roi
« aux Polonais ; d'ailleurs ce prétendu
« succès entraînerait une longue suite de
« guerres, et déciderait seul des évé-

« nemens de tout son règne ». Cette princesse a toujours conservé la mémoire de cet entretien ; et plus d'une fois, dans le cours des autres ambassades du baron de Breteuil, elle lui en a fait rappeler le souvenir.

Mais Auguste mourant de cette longue suite d'afflictions, qui avaient succédé à cette longue habitude d'amusemens, reçut une consolation qui rendit un peu de calme et de tranquillité à son esprit. Ses états héréditaires lui furent alors restitués par les conventions de la paix générale. Cette heureuse nouvelle suspendit ses chagrins. Le séjour de Dresde se présenta à son esprit, comme un asile contre les malheurs qui le menaçaient en Pologne ; et quelque lâcheté qu'il y eût d'abandonner cette république, dans les conjonctures où elle se trouvait, quelque déplorable que dût être pour lui le spectacle de la Saxe, dévastée par une longue guerre, il ne parlait plus que de son départ. La violence de sa maladie fut suspendue par une convalescence incertaine, et la joie qu'eut le peuple de voir retarder les maux auxquels on s'attendait, éclata dans de superbes fêtes.

A peine la santé du roi laissa-t-elle entrevoir que l'assemblée du sénat ne tarderait pas à être convoquée, que l'ambassadeur Keyserling publia, pour en imposer à cette assemblée, une déclaration altière et menaçante. L'impératrice commençait par s'y attribuer l'honneur d'avoir fait cesser la guerre en Europe : soit qu'elle se fît véritablement une gloire de la perfidie avec laquelle cette cour avait posé les armes la première, après avoir abandonné tour à tour les deux partis ; soit plutôt que cette déclaration eût été composée par un de ces vils écrivains, chargés ordinairement de la rédaction de ces sortes d'écrits, et qui ont la détestable coutume de mettre dans la bouche même des princes les flatteries qu'ils leur adressent. Ensuite, elle y demandait une satisfaction authentique de ce mémoire signé par le ministère polonais, où on avait affecté de rappeler les malheurs d'Ivan ; ce qu'elle faisait entendre, en se bornant à dire qu'on s'y était mis au-dessus des égards usités entre les souverains. Elle donnait ordre à tout ce qui restait de troupes russes en Pologne, sous le prétexte d'y garder un magasin, d'y rester désormais

de vive-force. Elle ajoutait : « que la « Courlande avait été de tout temps re- « gardée comme une barrière, qu'elle « ne faisait rien dans ce duché qu'en « vertu du droit de voisinage reconnu, « selon elle, par tous les peuples; que « ses vues étaient de maintenir inviola- « blement les droits et les prérogatives « du corps entier de la république; mais « que surtout elle accorderait sa protec- « tion à ceux qui, s'étant distingués dans « l'affaire de Courlande pour la défense « des lois fondamentales de leur patrie, « étaient devenus la victime de leur zèle « et éprouvaient une injuste persécu- « tion ». En même temps qu'on publiait cette déclaration, des bruits vagues, mais répandus à dessein, annonçaient la prochaine invasion d'une armée russe.

Au jour assigné pour l'assemblée du sénat, le roi, toujours languissant et malade, se fit porter sur son trône. On avait remis d'avance à tous les sénateurs une note pour les prévenir que le roi étant au moment de son départ pour ses états héréditaires, les consulterait d'abord sur les mesures les plus propres à conserver la tranquillité publique, si menacée pendant son absence; secondement, sur les

moyens à prendre pour maintenir le prince, son fils, en possession de la Courlande ; et troisièmement enfin, sur ce qu'il fallait faire pour procurer à la noblesse les indemnités qui lui étaient dues, en réparation des désordres commis par l'armée russe, et pour obtenir la sortie de ce qui restait encore de ces troupes en Pologne. Ainsi cette cour qui, pendant trente années, n'avait donné les grands emplois qu'à des gens faibles, et dont l'incapacité ne produisit aucune opposition à ses desseins, venait dans ce sénat qu'elle avait volontairement affaibli, chercher de généreux citoyens et des sentimens courageux ; exemple mémorable pour la plupart des souverains qui pensent affermir leur autorité en énervant leur nation. Mais si nous jetons les yeux sur cette assemblée, nous verrons avec étonnement que malgré trente années de mauvais choix, malgré cette longue et trompeuse tranquillité qui avait laissé dans toutes les grandes charges des hommes vieillis dans le luxe et dans toutes les commodités de la vie, la Pologne avait encore un sénat : tant la liberté, même dans ses abus, peut encore former de grandes ames, tant elle soutient encore

long-temps les hommes contre le manège des cours, contre tous les maux du luxe et de la corruption des mœurs ! Heureuse cette république, si la crainte des armes étrangères avait pu, au milieu de ses divisions, y devenir, comme chez les anciens Romains, le nœud de la concorde intérieure !

Un grand nombre de sénateurs opinèrent qu'il fallait repousser la force par la force, et faire le procès à quiconque avait cherché une protection défendue par les lois. Quelques-uns prétendirent « que « Biren n'avait jamais été duc de Cour- « lande, soit parce qu'aucune des for- « malités nécessaires n'avait été observée « à son égard, soit parce que la Cour- « lande, état composé uniquement de « noblesse, ne pouvait avoir un roturier « pour duc, ni le roi de Pologne lui en « accorder l'investiture. La plupart sou- « tinrent qu'en lui supposant quelques « droits réels, il les avait perdus, parce « qu'il avait manqué à toutes les con- « ditions auxquelles il avait obtenu ce « fief; que le possesseur perd tous ses « droits, s'il ne remplit pas les condi- « tions auxquelles il possède, et que « s'il est destitué par cette raison, il n'a

« point de remplacement à prétendre. » Une nouvelle force fut encore ajoutée à cette opinion par l'évêque de Cracovie, Caëtan-Soltik, d'une ancienne maison, dont les Soltikofs de Russie se vantent d'être issus. C'était un homme fier, croyant, disait-on, honorer la religion quand il en remplissait les fonctions publiques. Mais cette fierté était soutenue par un génie véritablement élevé, une singulière sagacité dans les affaires, et une étonnante force d'ame. Après avoir balancé les droits réciproques des deux concurrens, il dit, au sujet de Biren, « que la mort naturelle dépouille les « hommes de tous les privilèges, mais « que la mort civile les en dégrade ; « qu'un prince peut délivrer de la prison « et faire grâce du supplice, mais que « rendre l'honneur après la conviction « d'un crime, n'est pas au pouvoir d'un « despote ; et que, quand même, dans « les pays soumis au despotisme, le « prince pourrait s'arroger un pareil « droit, arracher les coupables à l'in- « famie, et leur rendre l'honneur avec « leurs dignités, il n'est pas en lui, « quelque puissant que soit son empire, « d'étendre une si étrange prérogative à

« d'autres états que le sien, et de faire « passer de la prison sur un trône étran- « ger un homme flétri, et privé par une « condamnation de tous les droits de ci- « toyen. »

Quelques-uns opposaient à la fermeté de ces opinions, la faiblesse de la république, dont tous les maux furent développés avec éloquence. Les grands généraux se plaignirent des armées, les grands trésoriers du trésor; et plusieurs en conclurent qu'il ne fallait point irriter la Russie, puisqu'on n'avait aucun moyen de lui résister. Toutefois les opinions favorables au duc Charles, prévalaient sans beaucoup d'opposition, quand le prince Michel Czartorinski, grand chancelier de Lithuanie, placé au rang assigné à cette dignité, dut enfin prendre la parole. Aussitôt que son nom eut été prononcé, un profond silence régna dans le sénat, et chacun parut plus attentif. « L'amour propre ne me séduit pas assez, « dit-il, en s'adressant au roi, pour me « faire sentir quelque satisfaction d'avoir » prévu et annoncé les chagrins qu'é- « prouve aujourd'hui le cœur paternel « de votre majesté; je les partage en « sujet fidèle, mais cette fidélité même

« me force à vous représenter que du « moment où vous eûtes prêté l'oreille « à de pernicieuses flatteries, ces morti- « fications devinrent inévitables et qu'el- « les devaient troubler tôt ou tard l'heu- « reuse tranquillité de votre règne. Com- « ment les auteurs de ces funestes con- « seils n'ont-ils pas vu qu'ils allaient « soumettre la destinée du prince, votre « fils, aux vicissitudes d'une cour étran- « gère, et à tous les caprices de la for- « tune ? » Après ce début, il rappela les premiers mots qu'il avait dits au sénat en 1758, aux premières propositions de cette affaire. Il discuta avec beaucoup d'adresse les défauts de forme que l'on reprochait au diplôme et à l'investiture du duc de Biren. Il le justifia de n'avoir rendu hommage que par plénipotentiaire, en rapportant la dispense qu'il avait obtenue de le rendre en personne, parce que sa présence en Russie était alors nécessaire aux intérêts du roi. En parlant ensuite de l'établissement du duc Charles, il ajouta : « Le texte même de ces « nouveaux diplômes prouve que votre « majesté a toujours reconnu comme lé- « gitimes les droits du duc de Biren et « de sa maison ; il en résulte que sa

« liberté doit lui en rendre la jouissance,
« et que le fragile établissement du prince
« votre fils, en Courlande, fut fondé
« sur le sable et la glace, par des mi-
« nistres imprudens qui n'avaient consi-
« déré ni les dangers de cette usurpa-
« tion, ni les défauts de cette investiture.
« On ne cesse de répéter que la cour de
« Russie s'ingère illicitement dans une
« affaire intérieure de la république. Que
« répond à cela l'ambassadeur de Russie?
« Qu'il importe à sa cour, plus qu'à
« toute autre, que nos lois, notre for-
« me de gouvernement, et par consé-
« quent l'indispensable concours de l'or-
« dre équestre aux actes de la souve-
« raineté, soient entièrement conservés
« en Pologne. Je ne puis, Sire, vous
« conseiller d'accumuler les embarras de
« cette affaire. Quelles seraient les suites
« de votre résistance? De plus grands
« déplaisirs pour le cœur paternel de
« votre majesté, et des périls pour l'état
« qui est sans défense. Daignez donc sa-
« crifier aux véritables intérêts de la pa-
« trie, un dangereux intérêt de famille.
« Daignez, en maintenant le duc de
« Biren dans son duché, confirmer vous-
« même vos propres bienfaits. Quant à

« moi, en mettant à vos pieds mon avis « que mon devoir a dicté, que l'ani« mosité n'a point aigri, le ciel m'est « témoin que je veux être un fidèle mi« nistre de mon roi et de ma patrie ».

De soixante sénateurs qui composaient cette assemblée, après sept jours de délibérations consécutives, douze s'absentèrent : tous les autres reconnurent le prince Charles pour duc légitime de Courlande, décidèrent qu'on instruirait un procès criminel contre Biren et ses complices; enjoignirent aux deux sénateurs députés auprès du prince Charles, pour l'aider de leurs conseils, d'y demeurer au nom du sénat; constituèrent ministre public auprès de la czarine, au sujet de cette affaire, ce gentilhomme déjà député par le roi à cette princesse; reconnurent la nécessité de convoquer une diète extraordinaire dans le temps et le lieu du royaume que le roi jugerait à propos; et confièrent expressément au primat et aux deux grands généraux de Pologne et de Lithuanie, le soin de veiller pendant la prochaine absence du roi, à la sûreté du royaume.

Quelques Polonais avaient espéré que des résolutions si fermes inspireraient au

roi le courage dont il avait besoin pour résister constamment à la Russie, et pour se servir dans cette vue de tout le crédit que la cour exerce toujours sur la nation. Ils se flattaient d'avoir enfin trouvé cette occasion si désirée, et que la fortune depuis près de cent années, n'avait pas offerte aux Polonais, l'occasion de réunir véritablement le roi à la république. Mais telle n'avait pas été l'intention du comte Brulh, en sollicitant cette résolution du sénat. Il s'en tenait à espérer follement que ces délibérations mises sous les yeux de la czarine, l'instruiraient des véritables sentimens des Polonais, et lui feraient appréhender la convocation d'une diète. Son ambassadeur, Keyserling, lui manda au contraire, que pour terminer promptement cette querelle et faire rentrer la maison de Saxe dans son ancien asservissement, il suffirait de donner quelque apparence aux bruits déjà répandus de la prochaine invasion d'une armée russe en Pologne, et de faire paraître quelques régimens sur les frontières.

Dans le même temps, les Czartorinski, si empressés à servir le ressentiment de l'impératrice contre le duc Charles, ne

doutaient pas qu'elle n'employât sa puissance à seconder l'exécution de leurs desseins. La convalescence du roi avait rendu à leur ambition toute son impatience. On avait élu, en Lithuanie, les membres du tribunal souverain de cette province, sans qu'ils fussent parvenus, malgré tous leurs efforts, à influer dans le choix des nouveaux juges. Un nouvel affront, survenu tout récemment, enflamma encore leur dépit; et ce second échec, s'il n'était pas réparé, était d'autant plus capable de renverser entièrement leur crédit dans la nation, que les conjonctures actuelles étaient les plus favorables qu'ils pussent espérer, celles même qu'ils avaient attendues depuis quelques années et dont ils avaient toujours menacé leurs concitoyens.

Il n'est pas besoin de dire que chaque faction cherchait toujours à composer, à son choix, ces cours de justice, afin de se rendre maîtresse, par le jugement des procès civils et criminels, de la vie, de la fortune et de l'honneur de chaque citoyen. Les biens des familles les plus riches étant si embarrassés qu'elles ont la plupart beaucoup d'affaires à ces tribunaux; ceux qui en dictent les juge-

mens, acquièrent dans la nation un crédit plus étendu que ceux-même par qui on obtient les grâces de la cour ; et c'est le moyen dont les citoyens populaires et les familles en disgrâce se sont toujours prévalu pour contrebalancer la puissance des ministres et des favoris. Depuis que les Czartorinski avaient rompu avec la cour, et qu'ils avaient tenté d'acquérir cette nouvelle autorité dans les provinces, la formation des tribunaux avait toujours été, surtout en Lithuanie, une occasion de sanglantes querelles, et souvent ils étaient parvenus à former le tribunal à leur gré. Mais cette fois, dans la plupart des diétines, pour l'election des nouveaux juges, le parti de la cour s'était trouvé si nombreux, qu'il avait emporté sur eux tout l'avantage. Il restait à examiner la légitimité des élections, et cet examen devait être fait par le jeune prince Radziwil, nouvellement revêtu malgré eux du palatinat de Vilna, première dignité de la province. C'est ce même prince Radziwil qui, si animé contre eux, avait proposé au commencement de la dernière diète, d'y faire massacrer tous leurs partisans. Ils avaient donc à craindre de voir exclure du tribunal un

petit nombre de leurs amis élus dans quelques districts, et de voir ensuite pendant quinze mois (c'est la durée ordinaire de ces tribunaux), tous ceux qui leur étaient attachés, et qu'on pourrait y traduire, poursuivis, condamnés, ruinés ; ou, par cette crainte, abandonner leur faction et se donner à l'autre parti. La cour, en effet, avait acquis dans le prince Radziwil un défenseur très-puissant et très-redoutable. C'était dans l'Europe entière, le seul qui restât encore de ces grands seigneurs si renommés dans l'histoire des siècles derniers, et véritablement égaux à la plupart des souverains de ces temps là. Il possédait cinq millions de revenus, plusieurs forteresses, et entretenait près de six mille soldats. On sait que ces fortunes exorbitantes s'étaient formées dans les autres pays, à la faveur du gouvernement féodal ; on demandera sans doute, comment il s'en était formé de semblables en Pologne, où la féodalité ne s'est point introduite. Il est nécessaire de résoudre cette question, et ce court éclaircissement achevera de porter le plus grand jour sur la situation de cette république.

Quand la Lithuanie presque toute sauvage reçut volontairement, il y a quatre

siècles, les lois, la religion et les mœurs polonaises, et s'associa au même gouvernement, quelques maisons, telles que les Czartorinski, les Radziwil, les Zauzouski, les Oginski, portaient de temps immémorial les titres de princes ou de comtes; et quoique ces distinctions fussent contraires à un gouvernement fondé sur l'égalité absolue de toute la noblesse, ces titres furent cependant conservés à ce petit nombre de maisons lithuaniennes, avec la restriction qu'elles ne pourraient en inférer aucune espèce de prérogative; mais la force des plus sages lois subsiste moins que celle des passions les plus frivoles. Les mœurs publiques ont toujours ramené, il est vrai, ces maisons ainsi distinguées, à l'égalité générale; et toutefois ces titres devinrent dans la république, la source d'une émulation dangereuse. On peut remarquer même qu'il s'établit plus d'ambition, plus d'animosité, plus de haines entre les maisons lithuaniennes, et que leurs rivalités ont souvent été l'occasion des troubles de l'état. Dans la suite, quelques maisons, et entr'autres celle des princes Radziwil, obtinrent contre l'usage général des Polonais, le droit de faire une substitution

de leurs biens d'aîné en aîné ; et le chef des Radziwil était devenu, par cette substitution déjà ancienne, le plus riche particulier non-seulement de la Pologne et de la Lithuanie, mais de quelque pays que ce fût. Ajoutons encore, pour bien faire connaître tous les fondemens d'une telle puissance, que la coutume où sont les Polonais d'engager leurs terres pour des emprunts, est la source de presque tous les procès entre eux ; que ces procès dégénèrent souvent en petites guerres, parce qu'il faut exécuter les jugemens des tribunaux à main armée ; et que quand le possesseur d'un château peut résister à trois attaques, l'affaire demeure suspendue jusqu'à ce que l'autorité et les forces de la république interviennent. La fortune des Radziwil était, malgré son immensité, dans un extrême désordre ; leurs terres ne pouvant être vendues, à cause de la substitution perpétuelle, servaient d'hypothèques et de gages à de fréquens emprunts ; et la nécessité de soutenir souvent des guerres, soit particulières pour retirer leurs châteaux engagés, soit pour défendre ceux qui étaient entre leurs mains, avait toujours obligé cette maison à entretenir une armée, où

du moins de fortes garnisons dans ces places. Il résultait encore de ces usages remarquables, qu'elle s'était attaché un très-grand nombre de cliens, parce qu'une multitude de gentilshommes tenant d'elle des terres considérables pour de vieilles créances que l'augmentation progressive de l'argent avait rendues très-modiques, elle privait de cet avantage ceux dont elle avait à se plaindre, et en laissait jouir au contraire ceux qui se dévouaient à ses intérêts. C'était ainsi que dans le sein d'une république, où tous les nobles sont égaux, cette maison avait acquis autrefois et conservait tant de richesses, de considération et de puissance.

Mais par une fatalité qui semble, dans tous les siècles, s'être attachée à la perpétuité d'une grande fortune, depuis long-temps, les Radziwil étaient dégénérés ; à peine reconnaissait-on en eux quelques traces des qualités personnelles qui avaient illustré leurs ancêtres. Le jeune Radziwil, que l'imbécillité de son père avait fait élever comme dans les temps barbares, n'était presque jamais sorti des forêts de la Lithuanie. Etranger à tous les arts, à toute politesse, il avait une confiance féroce dans sa force cor-

porelle, dans le nombre de ses amis, dans la valeur de ses soldats, et surtout dans la droiture de ses intentions; car un sentiment de justice et de grandeur le conduisait dans sa férocité; et il avait, quoique sans esprit, un sens droit, quand la passion du vin n'en obscurcissait pas la lueur. Presque toute la jeune noblesse de Lithuanie lui composait une cour, qui, à son exemple, s'abandonnait à une licence effrénée. Ces jeunes débauchés, toujours prêts pour attaquer ou se défendre, armés de larges sabres, vêtus de peaux d'élan, ou d'épaisses fourrures, moins pour se garantir du froid rigoureux de ces contrées, que pour s'en former des espèces de cuirasses; toujours coiffés de grands bonnets que recouvraient des lames de fer, parcouraient la Lithuanie et y répandaient l'épouvante. Troupe qui semblait digne du pays où la nature conserve en toute saison un air agreste et sauvage, où les forêts sont immenses, où les marais ne sont point desséchés, où les rivières sont encore embarrassées de roseaux et de rochers. On les accusait d'avoir quelquefois, dans leurs débauches, outragé les femmes les plus qualifiées, et commis des extravagances

de brigands, et des crimes follement barbares. Les gens modérés les nommaient les *Radziwiliens*. Leurs ennemis leur donnaient le nom détesté de *Haydamacka;* c'est le nom des brigands qui infestent cette frontière.

Un grand nombre de gens de la province s'attachaient cependant à la fortune de ce jeune prince, dans l'espérance que ses bonnes qualités réprimeraient ses vices, que les affaires le formeraient, que ses richesses et ses forces seraient un jour employées à défendre la liberté publique. Lui-même reconnaissait tous les défauts de sa mauvaise éducation; sentait vivement ce qu'il devait à son nom et à sa patrie; cherchait les bons conseils; et ses procédés généreux au milieu même des erreurs et des fautes où les désordres de son pays l'entraînèrent, la grandeur de ses entreprises, sa constance dans ses revers et dans sa ruine, ses ressources pour s'en relever, ont fait justement regretter, qu'une éducation meilleure n'eût pas cultivé un esprit naturellement droit et des sentimens si courageux et si nobles. Mais ce qui avait encouragé la cour à donner au jeune Radziwil la première dignité de

la province, c'était uniquement sa puissance, l'inimitié déclarée des Czartorinski contre lui, et sa fermeté opiniâtre; car, quelque parti qu'eût pris cet homme, on était sûr qu'il n'avait ni assez de faiblesse ni assez de raison pour en changer. Il revenait pour la première fois à Vilna, capitale de la Lithuanie, se faire reconnaître en sa nouvelle dignité, et y présider à l'établissement du tribunal, après l'examen de la légitimité des élections. Une grande foule de noblesse l'accompagnait, par honneur, par zèle, par intérêt, par esprit de faction; et il était suivi d'un corps de troupes considérable et d'une nombreuse artillerie.

Dans la même province, le parti des Czartorinski, moins nombreux, était composé de gens plus habiles. La longue faveur dont ils avaient joui à la cour, et les séjours fréquens que leurs partisans y étaient venu faire à leur suite, avaient donné à ceux-ci plus de politesse dans les mœurs, plus d'expérience dans la conduite des affaires, plus de dextérité dans les intrigues. Ces princes avaient fait épouser à leurs enfans les plus riches héritières de ce pays. Ils

avaient, pendant cette longue faveur, placé leurs partisans dans les principaux emplois. L'armée et le trésor de cette province étaient à leur disposition; et l'évêque de Vilna, lequel jouissait encore dans ce temps-là d'une considération assez grande, parce qu'un avancement prématuré semblait l'annoncer avantageusement au public, employait pour eux, en cette occasion, l'autorité spirituelle et la terreur des excommunications. Tous les jeunes chefs de ce parti accoururent dans cette ville avec leurs troupes; et parmi eux, on distinguait surtout le comte Poniatouski. Ses oncles lui abandonnaient la conduite de cette affaire, espérant que la faction opposée redouterait en lui toute la puissance de l'empire russe; et il est à remarquer que dans sa propre faction, au milieu de cette affluence de grands seigneurs si accrédités et si riches, ce jeune homme sans fortune et sans cortége, prenait partout le premier rang, partout on lui cédait l'autorité décisive: tant la seule faveur de Catherine inspirait déjà de considération et de déférence! Le dessein général de cette faction était de former, sous le prétexte de

s'opposer aux violences de Radziwil, cette confédération, objet de tous leurs vœux. Toutefois, on voyait sous les ordres de ce prince des forces trop redoutables; et les partisans des Czartorinski n'osaient se confédérer en présence de troupes plus nombreuses, d'un corps de noblesse plus considérable, et qui se confédérant aussitôt, aurait commencé la guerre civile avec trop d'avantage.

Mais Poniatouski crut devoir profiter de cette occasion même, pour attirer une armée russe en Pologne; et sous prétexte de seconder les projets de ses parens, son ambition impatiente osa concevoir l'espérance de renverser Auguste du trône. Deux confidens de son âge, se promettant de le gouverner, et d'exercer, sous son nom, tout ce qu'il aurait de puissance, l'excitaient à précipiter les événemens, et à ne point attendre la mort du roi. C'étaient ces mêmes jeunes gens qui, à Pétersbourg, avaient été admis dans la confidence de ses liaisons avec Catherine, et par cette confidence dans l'intimité de cette princesse. Poniatouski, déterminé par leurs conseils, voulait tenter une révolution dans son pays, et s'élever au rang de

sa maîtresse, par des voies semblables à celles qu'elle-même avait prises, afin d'unir ensuite, par un mariage, leurs destinées et leurs couronnes. Il s'agissait de déterminer cette princesse à cet envoi de troupes en Pologne; et pour lui faire prendre cette résolution, il fallait l'engager plus loin qu'elle ne le voulait. Poniatouski se flatta d'y réussir par une double manœuvre. D'un côté, il avait assuré la czarine que la plus légère menace suffirait pour en imposer au parti adverse; et d'après cette assurance, un colonel russe était venu à Vilna, où il publiait hautement, que si le tribunal n'était pas composé au gré des Czartorinski, l'impératrice enverrait quarante mille hommes pour le disperser, et soutenir le parti de ces princes. Dans le même-temps Poniatouski disait, comme en secret, à chacun de ceux qui suivaient cette faction, que pour en imposer plus sûrement à leurs adversaires, il fallait signer d'avance cette réquisition à l'impératrice; que cette crainte les contiendrait, et que certainement on ne serait pas obligé d'en venir à implorer un pareil secours. Les choses étant ainsi disposées, et le tribunal devant être formé

le 18 avril, tous ceux qui s'étaient donnés ou vendus à cette faction, s'assemblèrent la veille dans une église, et s'échauffant réciproquement par des harangues, ils protestèrent contre le choix des députés. On introduisit dans cette assemblée le colonel russe, afin d'y réclamer, en sa présence, le secours de l'impératrice. Le manifeste fut signé, sur l'assurance secrète, mais positive, renouvelée par tous les chefs, de n'en faire aucun usage, et de ne point réaliser cette réclamation, dans la certitude, disaient-ils, qu'elle suffirait seule pour en imposer au prince. Celui-ci ne s'en laissa imposer par aucune crainte; et le jour fixé pour la formation du tribunal, toutes les églises, lieux ordinaires de ces grandes assemblées, se trouvant fermées par les ordres de l'évêque, il assembla son parti dans le château dont il était maître, en sa qualité de palatin. Ceux des députés qui avaient des liaisons avec la faction contraire ne s'y présentèrent point; ils semblèrent, par leur absence, se désister volontairement de leurs droits, et il n'exista pas, dans toute cette journée, une occasion de commettre la moindre violence. Le tri-

bunal incomplet, seulement en ce qu'il y manquait le nombre ordinaire d'ecclésiastiques, tint paisiblement sa première séance, et entra en exercice d'une autorité qui, suivant les lois, devait durer quinze mois. Aussitôt, la plupart de ceux qui avaient signé le manifeste adressé à l'impératrice, sur la fausse persuation que l'effroi suffirait pour empêcher Radziwil d'établir le tribunal, voulurent retirer cet écrit, et anéantir leurs signatures; mais ils apprirent, avec indignation, que le manifeste était déjà envoyé en Russie. L'évêque Massalski, dont la timidité cherchait après des imprudences une protection contre la vangeance de Radziwil, s'était laissé engager à écrire à cette princesse, comme premier sénateur de Lithuanie; et Catherine, ignorant cette odieuse manœuvre, devait se croire vraiment appelée au secours d'une province opprimée.

Il faut raconter maintenant ce qui se passait à la cour de Catherine, pendant que ces différentes scènes agitaient la Courlande, la Pologne et la Lithuanie.

Cette princesse persuadée qu'elle n'acquerrait de sûreté sur le trône qu'autant qu'elle y serait environnée d'héritiers,

et craignant au contraire qu'un mortel ennemi ne s'élevât dans son fils, avait formé le projet d'épouser le comte Orlof, et voulait engager les grands de son empire, malgré la haine qu'ils faisaient éclater contre ce favori, à solliciter eux-mêmes ce mariage. L'ancien chancelier Bestuchef, revenu de son exil, et rétabli seulement au conseil sans avoir ni faveur, ni crédit, espérait se ressaisir de son ancienne autorité en servant encore les passions de Catherine, et en secondant la fortune d'Orlof. Il avait composé une requête par laquelle le sénat et le synode, *alarmés*, disait cette requête, *de la santé chancelante du grand duc*, suppliaient l'impératrice d'épouser celui de ses sujets à qui elle accorderait le plus d'estime. Il porta cet écrit de maison en maison; quelques-uns le signèrent aveuglément; mais celui qui occupait la place de Bestuchef, le grand chancelier Voronzof, osa le premier refuser sa signature. Cet homme, le seul des ministres russes qui depuis un siècle ne soit pas mort dans les supplices ou en exil, et qui en se faisant honneur d'une grande droiture dans ses intentions, s'était toujours conduit avec

une prudence excessive, s'était montré flexible comme le roseau le plus souple, et laissait douter s'il était ou très-fourbe ou très-faible, prit cette fois dans sa haine contre Bestuchef, et dans la crainte de voir rétablir son ennemi, une force jusque-là étrangère à son ame. Il commença par lui demander de quel ordre il agissait? Bestuchef n'ayant osé compromettre l'ordre secret de l'impératrice, Voronzof lui répliqua : « Qu'une telle « démarche, dès qu'elle n'était point « ordonnée, était un crime de lèze ma- « jesté ». Il courut aussitôt chez l'impératrice, il feignit de lui venir dénoncer ce nouveau genre d'attentat; et la voyant écouter cette accusation sans colère, il se jeta à ses pieds, lui représenta les dangereuses conséquences de cette entreprise, et lui demanda, au nom de sa gloire, la punition de Bestuchef. Elle éluda de répondre à des instances si pressantes, et dès le lendemain elle partit pour un pélerinage que les anciens souverains de Russie avaient coutume de faire à pied, dans les premiers temps de leur règne; soit qu'elle voulût dans cette conjoncture gagner la faveur du peuple qu'elle avait toujours cherché

à s'attacher, en s'asservissant à toutes les superstitions russes ; soit plutôt afin qu'en son absence Bestuchef reprît toute liberté de suivre cette intrigue, sans qu'on pût la forcer ni de l'avouer hautement, ni de la désavouer.

Cependant, comme la faible santé du grand duc était le prétexte de cette étrange requête, le comte Panine, gouverneur de cet enfant, se hâta de le montrer au peuple. On le fit paraître à la cour, aux promenades publiques et même à cheval dans les rues. Le peuple l'accueillit avec acclamation. La nuit suivante, une troupe de soldats assemblée sous ses fenêtres, le demanda à grands cris pour le proclamer empereur. Panine eut besoin de beaucoup d'adresse pour dissiper cette émeute, sans affaiblir le zèle des soldats en faveur de son pupile; mais tous les mécontens, et ils étaient en grand nombre, songèrent à profiter de cette disposition des gardes. Déjà ils commençaient à se concerter entre eux, quand l'impératrice reçut au milieu de son pélérinage un billet dont l'auteur anonyme ne se fit connaître que dans la suite. Il l'avertissait de cette fermentation, et la pressait d'accélérer son re-

tour, si elle voulait conserver la couronne. Elle accourut; les arcs de triomphe élevés aux portes de la ville pour sa première entrée, et sur lesquels son image était peinte, avaient été renversés pendant la nuit. Leurs débris épars sur son passage, semblaient lui annoncer le danger qu'elle allait courir, mais sa seule présence dissipa tous ces commencemens de sédition. Elle fit publier un édit par lequel elle commandait à ses sujets de vaquer aux différens objets de leurs professions, et leur interdisait non-seulement toute conversation, mais toute pensée sur les affaires dont la connaissance est réservée au trône, et sur lesquelles une indiscrète curiosité ne servirait qu'à les distraire de leurs occupations naturelles. Une inquisition sévère et secrète fit justice de tous ceux qui avaient conjuré; et bientôt elle éloigna sous différens prétextes d'emplois ou de permission de voyager, tous ceux qui avaient refusé de signer cette requête. Le grand chancelier lui-même fut contraint de s'absenter, et la principale administration des affaires fut alors confiée au comte Panine. Celui-ci, pour détruire dans l'esprit de l'impératrice le projet d'épou-

ser son nouveau favori, commença à l'entretenir de l'idée plus romanesque d'épouser un jour son ancien amant, devenu roi. Il présidait au département des affaires étrangères, en même temps qu'à l'éducation du grand duc, et il se fit un système de favoriser toujours dans le conseil et dans le cabinet, les intérêts de Poniatouski. Il confiait à ses amis, que chargé égalcment par ses deux places des destins de son pupille, il voulait ménager à la czarine le moyen d'une abdication, qui lui laissât encore à elle-même un autre trône pour asile.

Bestuchef, au contraire, ayant attaché sa fortune à celle d'Orlof, se déclara ouvertement l'ennemi de Poniatouski. Il avait pénétré l'intention où était sa souveraine, de placer ce jeune homme sur le trône de Pologne. Il cherchait d'avance à y susciter des obstacles, et mêlant beaucoup de génie et de prévoyance à ses viles intrigues, il fit, dans le conseil d'état, le tableau des malheurs qui suivraient nécessairement un pareil choix. Il annonça que tous les événemens du règne de Catherine seraient déterminés par ce seul événement, si jamais il se réalisait.

Ainsi l'impératrice flottait entre deux passions, ou plutôt entre deux desseins contradictoires, dont l'éclat flattait également son imagination, et qui, tous deux pouvaient diversement l'affermir sur le trône; entraînée tour à tour par le souvenir de la première passion véritable qu'elle eût ressentie, et par la présence d'un amant qu'elle s'applaudissait d'avoir approché d'elle. Triste condition d'une souveraine qui, dans les passions même qui répandent le plus de charmes sur les destinées humaines, et dont la licence exposait le plus sa conduite à la censure publique, avait cependant pour mobile une secrète terreur et le soin de sa sûreté.

Au milieu de ces agitations secrètes et publiques de la cour de Russie, tout le sénat instruit et encouragé par Bestuchef, s'opposa hautement à l'envoi d'une armée en Pologne. La disposition des esprits dans toute la nation russe, était alors très-singulière. Le règne d'Elisabeth, conforme aux anciennes superstitions, avait ramené parmi les Russes l'obéissance passive et volontaire. On les voyait, à mille lieues de leur pays, pâlir au seul nom de leur souveraine, et la re-

garder comme un juge présent à toutes leurs pensées. Le règne de Pierre III n'avait point altéré cette profonde impression de servitude et de crainte, quoique cet empereur eût promulgué en plein sénat, un édit qui accordait la liberté à toute la noblesse russe. La joie immodérée en apparence, que les sénateurs en avaient fait éclater, n'avait été qu'une lâche et vaine flatterie pour le prince. Quelques-uns ont raconté qu'ils avaient alors songé à dételer les chevaux de son carosse et à s'y atteler pour le reconduire en triomphe ; prêts à l'instant où on les élevait à la condition des hommes, à se ravaler eux-mêmes à la condition des bêtes ; mais les transports de cette adulation avaient été contenus par la crainte encore plus servile d'approcher et d'importuner leur despote. Cet édit n'avait stipulé d'ailleurs aucun droit, aucune prérogative réelle. Le czar ne s'était dessaisi d'aucune partie de son autorité. Toutefois, depuis qu'une souveraine illégitime occupait le trône, il semblait que les nœuds de l'esclavage se fussent relâchés ; une secrète inquiétude, un désir vague de cette liberté, dont le nom inconnu venait de frapper leurs oreilles, agitait les esprits

et les détournait de cette soumission aveugle et superstitieuse. Le sénat, moins docile, prétendait que ses opinions influassent sur le gouvernement ; mais il le prétendait sans suite, sans talens et sans courage. Catherine, trop artificieuse pour combattre de front ceux qui osaient s'opposer à ses desseins, était trop habile pour céder à une contrariété encore si pusillanime ; elle eût craint, en y cédant, de leur inspirer plus d'audace. Elle ne se dissimulait pas combien la résistance inattendue qu'elle éprouvait en Courlande, blessait la considération qui lui était nécessaire pour s'affermir sur un trône usurpé. Elle s'irritait de plus en plus contre la cour de Varsovie ; et dans ces conjonctures, le vieux Keyserling qui voyait d'un œil juste la situation des deux cours, convaincu que celle des deux qui menacerait le plus haut, ferait trembler l'autre, ne cessait de demander pour faire finir l'affaire de Courlande, l'apparition de quelques régimens russes sur les frontières. Catherine profita de cette demande de son ambassadeur ; et afin d'accorder en même temps quelque chose à la demande de son ancien amant, joignant une ruse de femme à celle d'un négociateur,

elle imagina de faire passer de Courlande en Ukraine, un corps de troupes par la province de Lithuanie. On devait laisser croire en Russie et déclarer à toutes les puissances de l'Europe que la marche de ces troupes était un simple passage sur les frontières de Pologne, pour aller d'une province russe dans une autre; et par des déclarations qu'on laisserait courir en Pologne sur tous les griefs qu'on imaginerait, on chercherait à y répandre l'opinion que c'était véritablement une attaque, ou du moins que ces troupes marchaient au secours de la faction Czartorinski. Du sein de ses propres inquiétudes, Catherine essayait ainsi de jeter le trouble chez ses voisins, persuadée par des récits infidèles que tous les Polonais allaient ou se disperser devant ses troupes, ou se soulever contre leur roi, et que d'un souffle elle allait exciter des tempêtes.

On publia donc, ou plutôt on laissa courir dans toutes les provinces, sous le nom de cette princesse, plusieurs déclarations destinées à répandre l'effroi parmi les Polonais. Dans la première, elle disait: « Que ses maximes n'ayant pour « but que l'avantage général des nations,

« elle apprend avec un sensible déplaisir « les violences commises à Vilna, pour « l'établissement du tribunal ; et que si « tout ne rentre pas dans l'ordre légal, « elle se verra forcée d'employer, pour « cet objet, la puissance que Dieu lui « a confiée, et les droits de son Empire « pour l'avantage et le bonheur de tous « les peuples ». Dans une seconde déclaration, adressée directement au roi, elle lui demandait compte de l'administration du royaume : elle disait que les lois et la liberté de la Pologne étant opprimées, et les amis de la Russie éloignés de toutes les grâces, parce qu'ils soutenaient cette liberté, la Russie devait les protéger, et en sa qualité de garante du gouvernement de la république, ne pas permettre qu'on changeât rien à la constitution. Elle renouvelait, par une troisième déclaration, l'ancienne querelle sur les limites de l'Ukraine toujours restées indécises ; et menaçait, si la république ne nommait pas des commissaires pour terminer ces discussions, de s'emparer de vive force de tous les pays contestés. Enfin l'ambassadeur Keyserling reçut ordre de demander hautement satisfaction du mémoire où l'empereur

Ivan avait été nommé ; et on affectait de répandre, que l'impératrice résolue de se rendre à elle-même la justice qui lui était refusée, allait faire enlever les ministres polonais qui avaient signé ce mémoire. Les mouvemens des troupes russes sur leurs frontières ne tardèrent pas à faire prévoir leur entrée en Pologne.

Le roi prit aussitôt la résolution de fuir de son royaume. Ce prince et son ministre, n'espérant plus trouver aucune ressource dans une nation qu'ils avaient si long-temps affaiblie, divisée, corrompue, s'exagérant le mal qu'ils avaient fait, n'eurent plus d'autre pensée, à la première menace d'un ennemi étranger, que la fuite. Ils remirent à un autre temps le procès criminel intenté contre Biren ; ils envoyèrent au prince Charles l'ordre de quitter Mittau, aux deux sénateurs qui accompagnaient ce prince l'ordre de le suivre, et au gentilhomme envoyé en Russie son rappel de cette cour. Ils renoncèrent au projet de convoquer une diète extraordinaire, n'osant courir les risques de cette convocation, et craignant que les Russes ne fussent parvenus au centre du royaume avant que cette diète n'eût été assemblée.

Le comte Brulh ne se dissimula pas que c'était pour jamais qu'il allait quitter la Pologne, et abdiquant l'espèce de ministère qu'il avait si long-temps exercé dans cette république, partagea à ses enfans les charges, les starosties et même les biens héréditaires qu'il y possédait. Une charge de veneur étant passée du second fils au troisième, le grand chancelier de Lithuanie dit « qu'il en « scellait les provisions d'autant plus « volontiers, qu'il ne fallait ni mérite « ni noblesse pour posséder une pa- « reille charge, et qu'elle avait fait « autrefois la récompense d'un bouffon ».

Enfin, le roi, malgré l'excès de sa faiblesse, et le comte Brulh non moins malade, mais cachant avec effort sa langueur aux yeux d'un maître qui ne paraissait pas s'en appercevoir, partirent ensemble, abandonnant pour jamais ce royaume, et ne prenant, avant leur départ, aucune mesure sur aucun objet. Il y avait alors sept ans qu'Auguste avait cherché en Pologne un asile contre les calamités que les fautes de son gouvernement avaient causées à ses états d'Allemagne; et à peine furent-ils délivrés du fléau de la guerre, qu'ils lui servi-

rent de refuge contre les calamités qui le menaçaient en Pologne.

Le duc Charles de Courlande, depuis six mois bloqué dans son palais, n'y subsistait que par l'industrie d'un petit nombre de Courlandais fidèles qui risquaient tout pour lui faire passer des vivres. Les boulangers de sa capitale étaient forcés à lui refuser du pain. Après avoir reçu du roi son père, l'ordre de quitter ce duché, il publia un manifeste, par lequel il exhortait la noblesse courlandaise à ne point se présenter aux diètes convoquées par un usurpateur. Il partit en plein jour, traversant les troupes russes rangées en haie sur son passage, et qui lui rendirent tous les honneurs dus aux souverains. Il s'arrêta quelques jours à Varsovie, où la noblesse de plusieurs provinces, touchée de son courage, l'envoya complimenter; et bientôt il partit pour Dresde, craignant également de se rendre suspect à un roi mourant, par un plus long retard ou par un plus grand empressement.

Les deux sénateurs restés à Mittau, après son départ, furent chassés du palais; mais ils trouvèrent encore moyen

de rester dans la ville, pendant la diète convoquée par Biren. Ils opposèrent à cette assemblée, une protestation revêtue de toutes les formes nécessaires. Ces deux hommes courageux, au milieu d'une armée ennemie, n'avaient pour défense que leur dignité même. Une grande partie de la noblesse, toujours fidèle au duc Charles, demeura sur ses terres, dispersée, sans appui, attendant les événemens; et cette femme qui par une frivole intrigue, avait usurpé un Empire, sentit avec étonnement, que le plus faible trône, soutenu par le respect des lois, est moins facile à renverser que le trône d'un despote.

Les Russes, dont l'entrée en Pologne était chaque jour attendue, n'étaient pas les seuls ennemis qu'eût alors cette malheureuse république, si lâchement abandonnée par son roi. Les troupes prussiennes étaient au centre des plus belles provinces. Tous les autres pays qui, pendant la dernière guerre avaient été ouverts à leurs incursions, s'étaient vus forcés de leur fournir de l'argent, des vivres et des soldats. Les seuls Polonais avaient été long-temps garantis de ce pillage, par le séjour, non moins

funeste de l'armée russe. Mais aussitôt qu'elle se fut retirée, plusieurs détachemens prussiens s'étaient avancés en Pologne, se faisant précéder par un manifeste où le roi s'adressait aux Polonais, au nom de l'amitié, s'excusait sur la nécessité de sa propre défense, et promettait de payer tout en argent comptant. Tout fut payé en fausse monnaie. On sait que le roi de Prusse, profitant du désordre où étaient les monnaies polonaises, avait su, par les mains des juifs, se rendre maître de leur circulation, et les avait, en cinq ans, fait refondre sept fois, augmentant à chaque fois le degré d'alliage. Aussitôt que la paix générale eut été conclue, de nouveaux détachemens vinrent se joindre aux premiers, sous le prétexte de contraindre les sujets prussiens qui, pendant la guerre, s'étaient refugiés en Pologne, à rentrer dans leurs habitations. Frédéric ne s'attendait pas alors qu'une partie de ces provinces ne tarderait pas à lui appartenir, ou serait incorporée dans ses propres états.

La licence la plus effrénée régnait dans l'exécution de ces ordres cruels. Une plaisanterie de ce prince en avait

été le signal. Ses généraux lui ayant écrit, que tout était fort cher, il répondit : « Je suis étonné de vos plaintes sur la « cherté des vivres en Pologne ; c'est « un si bon pays que vous devez y avoir « tout pour rien ». On forçait chaque seigneur chez qui les fugitifs prussiens s'étaient fixés, de leur payer en argent la valeur de la maison qu'ils avaient bâtie, du terrein qu'ils avaient cultivé, et même une somme arbitraire pour le profit que le pays avait retiré de leur séjour. On saisissait les douanes, pour indemniser, disait-on, le roi de Prusse de la perte qu'il avait faite sur ses monnaies pendant la guerre. On taxait tous les gentilshommes, sur les prétextes les plus extraordinaires, comme des créances du temps des croisades. Des hommes flétris et bannis par la justice, rentraient sur les terres de leurs seigneurs, en y conduisant les troupes prussiennes pour redemander les confiscations faites sur eux par la loi ; et ceux qui refusaient de satisfaire à ces prétentions, étaient conduits enchaînés à Driésen, ville frontière appartenant au roi de Prusse, où le bourguemestre, érigé en juge, les condamnait aux restitutions et

aux frais du procès. L'instruction donnée aux officiers prussiens, était conçue avec une plaisanterie froide et cruelle, et mettait un ordre ironique dans les vexations qu'elle autorisait; nommant les gentilshommes Polonais, la partie souffrante, et les Prussiens la partie gagnante.

Ce fléau parcourut toute la grande Pologne et la Prusse polonaise. On ignorait si ces violences avaient l'aveu du roi de Prusse. Son résident à Varsovie, ne sachant comment les pallier, se cachait et feignait d'être malade. Ce prince refusa de voir ceux qui coururent à Berlin implorer sa justice; il répondit aux lettres qu'on lui adressa, que tout cela lui était absolument inconnu. On montra cette réponse aux officiers qui se disaient chargés de ses ordres. Ils répliquèrent « qu'ils n'avaient pas l'honneur « d'en recevoir immédiatement de sa « majesté, et qu'ils suivaient ceux de « leurs généraux ».

On écrivit à la cour de Saxe, pour demander que son envoyé à Berlin fût chargé de porter des plaintes au roi; mais la maladie du comte Bruhl suspendait à Dresde tous les soins du gou-

vernement. La fatigue de son voyage l'avait épuisé ; et quand le repos lui eut rendu un peu de force, il resta encore long-temps, entre le dégoût des affaires passées et l'effroi des affaires présentes. Plein de dépit contre les Polonais, il répondit : « Je suis ministre de « Saxe, et ne me mêle point de ce qui « regarde la Pologne ».

La noblesse de ces provinces, réduite au désespoir, proposa aux ministres et aux grands seigneurs de se confédérer. Le primat et le grand général, après avoir écrit à tous les gentilshommes des pays voisins, de se tenir prêts à monter à cheval, envoyèrent ensemble un député au roi de Prusse, avec des lettres flatteuses et touchantes. Soit que ce prince, parvenu au faîte de la gloire, ne voulût pas pousser plus loin cette tyrannie, quand il aurait fallu en avouer hautement l'atrocité ; soit qu'il jugeât ces provinces épuisées, et le Brandebourg aussi rétabli des maux de la guerre qu'il pouvait l'être par ce pillage ; soit plutôt qu'apprenant la prochaine invasion des troupes russes, il voulût laisser aux Polonais toute la sûreté dont ils avaient besoin de son côté, pour

s'opposer à la Russie sur d'autres frontières, il donna des ordres sévères pour faire cesser ces brigandages. Il cassa la commission de Driésen, fit arrêter le bourguemestre si long-temps érigé en juge, condamna au cachot quelques officiers, et reprit *pour lui-même*, par des confiscations, tout ce qu'ils avaient acquis par ce pillage.

A l'autre extrémité de la Pologne, le kan des Tartares, toujours campé sur les frontières, à la tête de toutes ses hordes, et craignant d'être déposé dès qu'il rentrerait dans sa presqu'île, avait cherché, jusqu'à cette époque, tous les moyens d'aigrir et de prolonger ses différends avec la république. Il avait mal reçu les envoyés du grand général, et refusé les présens que l'usage voulait qu'ils lui offrissent. Il leur avait répondu qu'il ne recevait de présens que de ses amis. Dans une seconde audience, il leur avait ordonné de sortir de ses états, en menaçant de ravager les terres polonaises, jusqu'à la concurrence d'une somme exorbitante qu'il exigeait en dédommagement des griefs dont ses sujets, disait-il, avaient à se plaindre. Les ambassadeurs de France à Varsovie et à

Constantinople, et le consul de cette nation en Tartarie, employaient, il est vrai, leurs bons offices dans cette affaire. Ce fut par leurs correspondances mutuelles que se firent les premières propositions d'accommodement. Mais les mouvemens des Russes, donnant alors à Crim-Gueray un nouveau prétexte de rester en armes, il se rendit plus facile pour la conciliation de cette querelle. Le consul de France, auprès du kan, fut, avec l'agrément des Turcs et de la France, le seul négociateur pour le roi ; il se rendit en Pologne, termina cette affaire, moyennant la modique somme de quatorze mille ducats, que le roi distribua à ces Tartares, et aussitôt le kan tourna toute son attention sur le mouvement des Russes.

Quatre régimens de cette nation, faisant ensemble huit mille hommes, entrèrent alors en Lithuanie, avec leur artillerie de campagne. Ils annonçaient la prochaine arrivée de nouvelles troupes, qui allaient, disaient-ils, traverser toute la Pologne et s'avancer jusqu'au centre du royaume, afin de prendre les chemins les plus commodes et les plus fertiles pour se rendre en Ukraine. Ces

quatre régimens paraissaient suivre directement la route de Vilna, et quelques émissaires de Poniatouski semèrent la nuit dans les rues de cette ville un manifeste anonyme, par lequel il exhortait les Polonais à former une confédération sous l'appui des armes étrangères, et à exterminer ceux qui avaient violé, disait-il, la sûreté publique et anéanti les lois de la patrie.

Les princes Czartorinski avaient formé, à quelques lieues de Varsovie, un camp de toutes les troupes de leur maison; ils y avaient rassemblé quatre mille hommes; ils envoyaient dans les provinces, représenter à la noblesse : « Qu'enfin « le temps était venu de remédier à tous « les désordres des deux derniers règnes; « qu'il fallait profiter des heureuses dis- « positions de l'impératrice de Russie, « se réunir à eux, former une ligue de « toute la nation, et se confédérer sous « la protection nouvelle et inattendue « que la fortune donnait enfin à la ré- « publique ». Cette ligue générale était l'objet de leurs démarches. Ils laissaient Poniatouski, toujours faible et artificieux par caractère, mais livré à ses deux jeunes confidens, et par leurs conseils, de-

venu téméraire et brouillon, précipiter les événemens, et tenter, sans avoir de plan fixe, d'amener une révolution pour s'emparer du trône. Ces princes plus habiles, voyaient, au contraire, avec une jalouse inquiétude, que l'appui même qu'il leur procurerait leur donnait à redouter son ambition; et ils voulaient seulement, en excitant des troubles, devenir chefs d'une confédération, qui les rendît, jusqu'à la mort du roi, les maîtres de l'état, et à cette époque, les maîtres de la couronne. Leurs émissaires répandaient dans toutes les provinces que l'impératrice consentait au rétablissement de la république, par condescendance pour leur maison; qu'il fallait ne pas laisser échapper une occasion aussi extraordinaire : eux-mêmes confiaient à un petit nombre de citoyens dont ils connaissaient les intentions patriotiques, une partie de leurs desseins; et à ces prétextes de zèle pour le bien public, ils ajoutaient encore tous les motifs de crainte. Il fallait, selon eux, se presser de former une autorité légale, qui pût traiter avec la Russie sur toutes ses demandes, et prévenir l'exécution de ses menaces.

Mais les déclarations de la czarine

avaient excité plus d'indignation que d'effroi. Ces menaces, qui en avaient si aisément imposé à la cour de Varsovie, étaient loin de produire le même effet sur une nation assez égarée, il est vrai, pour estimer son anarchie, mais qu'aucun déshonneur n'avait encore avertie de sa dégénération et de sa faiblesse; qui s'enorgueillissait avec justice de son ancienne gloire, et avec laquelle, suivant une expression du vieux Keyserling, il aurait été plus sûr d'agir en maître que d'en prendre le ton. Les uns étaient choqués de ce qu'une puissance étrangère voulait entrer dans les affaires des tribunaux, dont le roi même, disaient-ils, n'a pas droit de se mêler. Les partisans de la cour se récriaient contre l'ingratitude des princes Czartorinski, que la seule bonté du roi avait élevés à cette puissance devenue dangereuse pour lui-même, et dont la criminelle avidité s'efforçait d'exciter des troubles, afin que leur autorité devînt nécessaire pour les appaiser. Ceux qui étendaient plus loin leurs vues, regardaient comme un outrage ce droit de protection, de garantie et de tutelle que l'impératrice voulait s'arroger sur la république : « Quand il s'agirait, disait-

« on, d'abolir toutes nos lois, de changer « notre constitution, et de former un « nouveau gouvernement, la Pologne « n'aurait en cela de règle que sa propre « volonté, d'arbitre que Dieu seul ». Tel était le cri général, et toutes les opinions se réunissaient également contre cette faction russe. Aucun mouvement ne se fit dans les provinces en faveur des princes Czartorinski. Cette maison ambitieuse se trouva réduite à ses propres forces et à celles d'un petit nombre d'amis dévoués à ses intérêts.

Le prince Radziwil avait avec lui quatre mille hommes de troupes, quarante pièces de canon et la noblesse de trois provinces. Le tribunal de Lithuanie, ainsi défendu par une armée, continuait l'exercice de son autorité, en évitant tout ce qui aurait justifié les plaintes de ses adversaires, et donné un prétexte à quelques violences de la part des Russes. Ce prince lui-même docile aux conseils des plus sages citoyens, se tenait sur une exacte défensive, déterminé seulement à combattre l'armée russe au premier désordre qu'elle commettrait.

Cette armée restait à quelques lieues de Vilna, dans une égale inaction. Elle

était commandée par un jeune général Soltikof, qui n'ayant reçu qu'un ordre vague de porter la terreur en Pologne, démentait, par l'honnêteté de son caractère, les menaces qu'il faisait quelquefois pour remplir son personnage, et qui, marié depuis peu à une des plus belles personnes de Russie, une nièce des infortunés Dolgoroucki, venait d'être employé malgré lui à l'oppression de la Courlande, avait laissé à Mittau sa jeune épouse dans le palais du bourreau de sa famille, était impatient de retourner auprès d'elle, et ne desirait point de prolonger un commandement si extraordinaire.

Dans cette attente générale, on ne voyait aucune voie de conciliation. Le primat du royaume avait d'abord eu intention de convoquer le sénat ; mais les formes ordinaires parurent trop lentes et trop embarrassées, dans une conjoncture qui semblait si pressante ; et les anciens usages ne servant plus que d'obstacles à toute espèce de résolutions, presque tous les grands avaient préféré une assemblée particulière, et s'étaient rendus dans le château de Bialistok, chez le grand-général comte Branicki. C'est delà qu'on avait

fait passer à Vilna de l'argent, des vivres, des munitions ; c'est de là qu'on entretenait les résolutions prudentes de Radziwil. On soupçonnait, avec raison, dans cette assemblée de Bialistok, que tous ces mouvemens n'étaient que des tentatives hasardées. On n'y trouvait ni la suite, ni l'ensemble qui eussent le caractère des grands desseins. Mais en prenant de courageuses résolutions, on était convenu de n'en laisser voir que de modérées, de crainte d'irriter l'impératrice par des démarches imprudentes, et de l'engager à soutenir, par vaine gloire, une affaire légèrement entreprise, et que peut-être les négociations pourraient terminer. Le général Mokranouski fut envoyé à Varsovie par cette assemblée, pour essayer d'y entrer en conférence sur les troubles actuels avec l'ambassadeur de Russie. Déjà cet ambassadeur reconnaissait toute l'imprudence de cette tentative ; que les Russes avaient cru soutenir une faction, et qu'il fallait entreprendre une conquête. Il ne cachait point ses alarmes, et il répéta à plusieurs personnes : « On sait bien où on allume le feu, mais qui peut prévoir où il s'éteindra ? » Cette

conduite tout à la fois audacieuse et retenue des princes Czartorinski, paraissait inconcevable à ce vieil ambassadeur d'un empire despotique, où il n'existe aucun intervalle entre le murmure et la révolte, et où il est plus sûr de songer à détrôner le souverain que de se plaindre. « Ces princes, disait-« il, savent commencer, et ne savent « point finir. » Il s'inquiétait de voir toutes les affaires de son ambassade troublées par un jeune homme, plus dépositaire que lui des secrets de sa souveraine, et il cherchait à se ressaisir de la principale autorité, et à reprendre en main la conduite des événemens.

Telles furent les dispositions mutuelles que Mokranouski et Keyserling portèrent dans un entretien que tous deux désiraient également. Keyserling, après avoir protesté que les troupes russes n'avaient aucun autre objet que de passer d'une province russe dans une autre, entreprit de justifier les mouvemens des Czartorinski; il exalta leurs projets de réforme : il représenta le besoin que la Pologne avait de grands changemens dans ses constitutions. Il ajouta que tout

bon citoyen devait profiter de la protection que l'impératrice accordait aux projets de cette maison, pour le rétablissement de la république; et affectant alors de se répandre en éloges sur les qualités extraordinaires de cette princesse, il saisit le prétexte d'en faire voir à Mokranouski le portrait sur une médaille, pour essayer adroitement de lui faire accepter un présent considérable. Mokranouski rejeta le présent avec dédain. Il dit à l'ambassadeur : « Qu'avant « la retraite des troupes russes, toute « négociation était offensante pour les « Polonais; que la Pologne, quelque « besoin qu'elle eût de réforme et de pro- « tection, ne consentirait jamais à rece- « voir ses lois d'une puissance étrangère; « que d'y employer la force, ce serait « commencer une guerre dont les évé- « nemens seraient exposés à d'autant « plus de hasards, que la Pologne inté- « resserait plus d'une puissance dans sa « querelle. » Keyserling, cherchant à gagner du temps, promit d'envoyer aux troupes russes l'ordre de s'arrêter où elles étaient, et aux Czartorinski une invitation de se rendre à Varsovie pour entrer en négociation. De son côté, Mokra-

nouski ayant pénétré la crainte qu'avait cet ambassadeur de voir augmenter les troubles, écrivit au grand-général, de se rendre à Varsovie, pour exiger de Keyserling, au nom de la république, la retraite entière des troupes russes.

Mais déjà ces mouvemens vagues commençaient à inquiéter toutes les puissances voisines. Le roi de Prusse lui-même ne les voyait pas avec tranquillité. Les Czartorinski n'avaient pas imaginé alors, ce que bientôt après ils osèrent entreprendre, d'exécuter leurs projets et de changer le gouvernement de leur pays, sans l'aveu d'un voisin si justement redouté. La réponse qu'il avait faite à leurs propositions, cachait, sous une apparente simplicité, cette profonde tyrannie que nous le verrons exercer dans la suite. Il leur avait répondu qu'il désirait, pour le repos et le bonheur de la Pologne, qu'elle demeurât dans son état actuel; mais il n'avait rien ajouté qui annonçât une opposition entière et absolue à cette entreprise; et ils avaient espéré qu'il serait facilement entraîné par le concours de la Russie, ou du moins qu'il serait contenu par sa déférence aux volontés de l'impératrice.

Ces deux souverains, à cette époque, n'avaient point encore uni leurs intérêts ; mais Catherine recherchait cette même alliance que dans ses manifestes contre son mari, elle lui avait reprochée comme une des fautes les plus graves qui méritaient que la couronne lui fût ravie. Elle n'avait pas tardé à reconnaître qu'aucune autre alliance ne conviendrait mieux à son caractère entreprenant, à tous ses desseins d'ambition, de vanité et de vengeance ; que si l'ami, ou plutôt l'idole de son mari se réconciliait avec elle, l'exemple serait donné aux Russes et au monde entier d'en oublier le détrônement et le meurtre ; et que cette union avec le plus dangereux de ses voisins ajouterait à sa sécurité sur le trône. Si quelque temps elle avait cru avoir à s'en plaindre, une lettre de ce prince trouvée dans les papiers de son mari, où il recommandait à ce malheureux empereur de la consulter en toute occasion, et d'en suivre toujours les conseils, l'avait désabusée de cette injuste prévention. Ses ressentimens avaient aussitôt fait place à la reconnaissance, et elle couvrait de ce prétexte honorable le soudain changement de sa politique.

Frédéric avait aisément prêté l'oreille à ses avances; tout contribuait à leur rapprochement, et à l'espèce d'intimité qui commençait à s'établir entre eux. Ils avaient l'avantage rare entre deux souverains, de se connaître personnellement l'un l'autre; Catherine ayant passé presque toute son enfance à Berlin, et les premières années de sa jeunesse à la cour même de Frédéric. Tous deux passionnés pour la gloire, n'avaient entre eux cependant aucune sorte de rivalité. L'amour de tous les talens, et un goût semblable pour tous les plaisirs de l'esprit, n'étaient mutuellement entre eux qu'un attrait de plus. Tous deux affectaient déjà l'un pour l'autre une admiration, un enthousiasme que leurs grandes qualités pouvaient inspirer et justifier, quoique la trempe froide et réfléchie de leurs caractères les en rendît peu susceptibles.

Mais elle avait eu soin de lui offrir une amorce plus faite pour le séduire. Elle avait su l'intéresser au rétablissement de Biren en Courlande, en lui abandonnant de belles terres que Biren possédait en Silésie. Lui, de son côté, sut bientôt l'enivrer d'encens, la flatter sans cesse, pour obtenir le droit de lui

donner des conseils ; vanter sans aucune retenue, et avec les ressources inépuisables d'un courtisan et d'un bel esprit, l'habileté qu'elle montrait dans l'art de régner, son génie, son goût, sa littérature, son courage ; et sous ce voile d'adulation, la jouer quelquefois par les plus perfides artifices, lui résister à propos, s'en faire redouter, mais toujours, et en toute occasion, lui céder tous les avantages d'ostentation et de vaine gloire. Tel est le ressort que nous le verrons manier continuellement et avec une adresse infatigable dans tous les événemens qui vont suivre. Leur alliance, près d'être conclue, ne l'était pas encore ; mais quelque fût le secret d'une négociation qu'ils traitaient par eux-mêmes, et par des lettres toujours écrites de leurs mains, on eut bientôt pénétré que la czarine trouvait dans ce prince une opposition insurmontable aux complaisances qu'elle voulait avoir pour les Czartorinski ; et qu'il prit dès-lors le système auquel nous le verrons s'attacher dans tout le reste de cette histoire, de ne point consentir à laisser former de nouvelles constitutions en Pologne, et de maintenir cette république dans sa déplorable

anarchie. On ajouta même, que pour la détourner plus sûrement de ses complaisances, il lui représenta l'inutilité de se ménager un parti dans cette république; et pour aller au-devant des plus secrètes intentions qu'elle pouvait avoir, il l'assura qu'au moment où le trône viendrait à vaquer, il serait facile d'en disposer sans le concours d'une pareille faction.

Le kan de Crimée s'opposa plus décidément encore à cette entrée des Russes en Pologne. Crim-Gueray apprenant que leurs détachemens se montraient près des frontières, où lui-même était campé, envoya dire à leur général : « que s'ils « touchaient à une seule cabane polo« naise, il irait dans quinze jours déjeû« ner chez lui avec cent mille Tartares ». Catherine craignit de s'avancer plus loin dans une affaire si légèrement entreprise; et malgré les efforts des Czartorinski pour l'engager à y persévérer, quoiqu'ils lui citassent l'exemple et la politique de Pierre-le-Grand dans ses dernières années, elle leur fit répondre qu'elle ne voulait pas risquer, pour seconder leurs projets, de se brouiller avec toutes les puissances; que le moment favorable n'était pas venu, et qu'ils at-

tendissent la vacance du trône. Elle envoya ordre au général russe de retirer ses troupes de Lithuanie, après avoir concerté cette retraite avec l'ambassadeur. Il se fit donc à Varsovie un accommodement, où le vieux Keyserling, négociant comme on faisait il y a deux siècles, avec des citations de l'écriture sainte et des poëtes anciens, assura que l'entrée des Russes en Lithuanie était un simple passage, un *transitus innoxius*, et signa tout ce que les Polonais demandèrent, certain d'éluder ensuite la foi de ce traité. Il paraissait s'occuper de rétablir entièrement la paix, d'extirper jusqu'aux moindres germes de division, de s'ériger lui-même en arbitre de tous les différends. Ce vieil ambassadeur, au milieu de ses confidens, prenait quelquefois plaisir à se comparer dans cette ambassade, à Flaminius, le premier Romain qui eut à traiter avec les Grecs, et qui, par sa facilité et sa douceur, en conservant à chaque ville sa liberté et ses lois, commença à les asservir entièrement à la république romaine.

Poniatouski voyait avec un mortel chagrin la tranquillité publique rétablie.

Il reprochait à Keyserling, en pleurant de rage, d'avoir été plus loin que les ordres de sa souveraine, et par-là d'y avoir manqué. Keyserling lui répondit : « Que nous font vos procès et vos tri- « bunaux ? Devons-nous jamais nous en « mêler autrement que par la médiation « et les bons offices ? Restez en paix, « laissez mourir le roi sur le trône, et « vous verrez alors si nous vous aban- « donnerons » ? Poniatouski le quitta en pleurant ; et pour se disculper auprès de l'impératrice, de la démarche odieuse dans laquelle il l'avait si imprudemment engagée, il chercha à l'irriter contre ce vieillard, et à rejeter sur lui seul le peu de succès de sa mission.

Le jour que le grand général, après avoir signé l'accommodement, quitta Varsovie, tous les grands étant à cheval autour de son carosse, pour lui faire cortège, il aperçut Poniatouski dans cette foule ; il l'appela, et l'ayant fait placer sur le devant de son carosse, il lui parla comme son beau-frère, et avec la dignité qui convenait au chef de la république. « Il lui représenta dans quels « troubles ses intrigues jetaient la pa- « trie ; que la Pologne était assez mal-

« heureuse par son mauvais gouverne-
« ment ; que d'y appeler les étrangers,
« ce n'était pas travailler à son réta-
« blissement, mais en précipiter la ruine ;
« que tout ne serait pas perdu, si l'am-
« bition ne prenait pas ces voies cri-
« minelles ; que le courage et l'amour
« de la liberté avaient de grandes res-
« sources. Vous êtes jeune, lui dit-il,
« et vous pouvez un jour voir la répu-
« blique rétablie ; plus heureux que nous,
« qui avons passé nos jours dans les mal-
« heurs publics, et à qui la vieillesse
« ne laisse plus assez de temps pour voir
« tant de maux réparés. Mais ce n'est
« point en confiant le rétablissement de
« l'état à ses ennemis naturels, que vous
« jouirez de ce bonheur. Votre ambi-
« tion vous trompe, elle vous conduit à
« l'esclavage, et peut-être vos plus grands
« succès ne serviront-ils que d'époque à
« l'entière destruction de votre patrie ».
Poniatouski ne répondit qu'en se lais-
sant suffoquer par ses pleurs. Le grand
général lui demanda comment il devait
les interpréter, et n'obtenant pour toute
réponse que de nouvelles larmes, et des
mots vagues d'inimitié contre la maison
de Saxe, et de suites d'engagemens, il

arrêta son carosse, l'en laissa descendre; et quoiqu'ils fussent alliés de si près, quoique ce vieillard ait encore vécu de longues années, ce moment fut celui où ils se séparèrent pour jamais.

Cette passion de régner, que la difficulté de parvenir à son objet empêche de s'allumer dans les cœurs même les plus ambitieux, mais qu'une faible lueur d'espérance suffit pour rendre la plus impétueuse des passions, possédait toute l'ame de ce jeune Polonais. Ses deux confidens, de son âge, qui se promettaient de le gouverner sur le trône, ne cessaient d'aiguillonner son ambition. L'auteur de cette histoire tient d'eux presque toutes ces anecdotes; et suivant leur propre aveu, la maladie qui conduisait Auguste au tombeau, était trop lente au gré de leur impatience. Ils voulaient, sans attendre la mort si prochaine de ce malheureux prince, profiter de toute la faveur actuelle des conjonctures pour le faire tomber du trône, et ils excitaient Poniatouski à tenter une seconde fois d'amener une révolution. Ce fut dans ce dessein qu'il essaya de faire parvenir à la cour de France de secrètes insinuations, de peur qu'elle ne traversât ses

nouvelles mesures. Mais tout ce que son caractère avait de frauduleux, son esprit de faux et de romanesque, et tous les égaremens de sa folle vanité se produisirent à découvert dans cette espèce de négociation. « Il était convenu, disait-» il au résident de cette cour, que la « France est l'alliée naturelle de la Po-« logne. La Russie ne voulait que le « bien particulier d'une seule famille, « et non celui de la république ; et si la « crainte de perdre cet appui nécessaire « obligeait ses parens d'éviter en appa-« rence toute autre intimité, ils n'en « seraient pas moins empressés à se rap-« procher de la France, dès qu'ils au-« raient donné, sous la protection de « la czarine, quelque consistance à leur « pays ». Emporté par un vif ressentiment contre le roi de Prusse, il ne dissimula pas que ce formidable voisin avait fait échouer leur dernière tentative ; et toutefois il s'écriait avec un puéril enthousiasme : « Que la Pologne était mûre « pour une révolution. Le temps de « la Pologne est à la fin venu », s'écriait-il encore, en parodiant les vers qu'un poëte célèbre a mis dans la bouche de Mahomet. On voyait aisément que les

belles scènes de cette tragédie, où ce fameux imposteur peint lui-même son caractère et ses desseins, ne paraissaient à ce jeune ambitieux qu'une école de politique.

De nouveaux troubles, plus dangereux que les derniers orages, étaient près d'éclater dans la ville de Pétrikau, pour la formation du grand tribunal de Pologne. Les princes Czartorinski, poursuivant avec une animosité implacable leur vengeance contre Brulh, avaient résolu d'y renverser entièrement la fortune de cet ennemi, et de soumettre la révision de sa fausse généalogie polonaise, à l'examen de ce nouveau tribunal, aussitôt qu'il serait formé. Quoique dans le dernier accommodement on eût mutuellement promis de ne point mener de troupes dans cette ville, la plupart des différens chefs s'y étaient rendus avec de nombreux cortèges de noblesse. Le palatin de Kiovie, beau-père du jeune comte Brulh, déterminé à défendre son gendre, et averti de ne point amener de troupes, n'avait pris avec lui que des gentilshommes, sous le titre d'amis, mais au nombre de plusiers milliers. Ce palatin était le comte Potocki, chef de cette maison, qui, pen-

dant les premières années de ce règne, avait défendu la liberté publique contre l'ambition de la cour, et qui avait longtemps soutenu, par la seule faveur de la nation, la concurrence des Czartorinski, lorsque ceux-ci possédaient toute la faveur du roi. Il y avait au moment actuel plus de trente seigneurs du nom de Potocki; et en Pologne, plus que partout ailleurs, le même esprit se perpétue dans les familles : soit que la violence des factions les rallie davantage, soit que la coutume de vivre séparés dans leurs châteaux, loin des communications habituelles, serve à y conserver les mêmes caractères et les mêmes opinions. Toutefois le palatin de Kiovie, dans la longue paix de ce règne, qui jusqu'à présent n'avait été troublée que par de frivoles agitations, avait perdu cette audace et cette fermeté dont ses oncles lui avaient autrefois donné l'exemple. Il était devenu plus souple et plus artificieux. Il voyait dans chaque affaire tous les moyens, toutes les ressources. Mais son imagination lui présentant aussi tous les inconvéniens, quelquefois près d'agir il demeurait irrésolu, et dans ces occasions même où la perte d'un instant peut tout ruiner et tout perdre, il cherchait

encore des artifices pour ne rien résoudre. Quinze mille gentilshommes étaient accourus dans la ville de Pétrikau. C'était la première fois depuis ce règne, que les affaires publiques avaient réuni un si grand nombre de noblesse.

« Il était temps, disaient les jeunes « confidens de Poniatouski, de donner « un dénouement à ces scènes odieuses « et ridicules. Depuis dix ans, les deux « partis se menaçaient les armes à la « main, et ces longues querelles, où les « ressentimens s'étaient toujours perdus « en démonstrations et en paroles, res- « semblaient à celles des bouffons de co- « médie. Il fallait en venir à la catas- « trophe, et voir enfin si on pourrait faire « tomber du trône une maison étrangère, « qui deux fois y était montée contre le « gré de la nation, et qui se trouvait au- « jourd'hui destituée de la seule protec- « tion qui l'y avait maintenue ».

Mais le roi, dans ce temps même touchait à son dernier moment. Presque toujours enfermé, depuis son retour à Dresde, retombé dans l'inaction qu'il aimait, n'ayant pas même à se montrer à ses sujets pour l'exercice de sa religion qui n'était point la leur, ils s'appesan-

tissait de jour en jour, devenait silencieux, paraissait sans cesse endormi, et s'étonnait lui-même de cette espèce de léthargie. Enfin un violent accès de goutte qui lui remonta dans la poitrine, se joignit à ses incommodités, et après une suite d'étouffemens et de faiblesses, il expira le 5 octobre 1763. Infortuné souverain, que des mœurs pures et des intentions droites auraient dû rendre plus recommandable, et dont un ministre habile ou vertueux eût aisément fait compter le nom parmi ceux des bons rois. Mais son indolence lui faisant abandonner les soins du gouvernement, son orgueil réduisant au dernier avilissement ceux qui s'efforçaient de gagner sa confiance, le plus servile des flatteurs le perdit par ces deux faiblesses.

Le comte Brulh voyait aussi approcher le terme de sa maladie; attaqué depuis long-temps d'une langueur mortelle, il n'avait pris aucun des soins que sa santé affaiblie aurait demandés; et dans un temps où toute la Pologne imputait à son crédit auprès du roi tous les malheurs publics, il avait cru devoir dissimuler ses maux et redoubler ses assiduités auprès de son maître. Ce fut l'honneur de rece-

voir le roi dans une de ses maisons qui acheva d'épuiser entièrement ses forces. A peine Auguste fut-il expiré, le comte Brulh, tout mourant qu'il était, fit un nouvel effort, et dans l'espérance de rester premier ministre de Saxe, sous un autre règne, il vint travailler avec le jeune électeur. Mais ce prince lui demanda sa démission et lui conserva, par respect pour la mémoire du roi, une pension considérable. Après avoir ainsi survécu à son maître assez de temps pour être dépouillé de ses emplois, en succombant au chagrin de sa disgrâce, il supporta avec courage, les dernières approches de la mort, et ayant fait apporter le plus délicieux vin de Hongrie, il expira en le buvant à la santé de ses amis.

Aussitôt qu'à Varsovie, on eut appris la mort du roi, la crainte qui s'empara de tous les esprits, rendit sa mémoire plus chère que sa personne ne l'avait été. Le pressentiment des maux auxquels on s'attendait, fit donner des regrets à sa perte; et comme si on eût voulu, dans ces premiers instans, se dissimuler les véritables motifs de cette consternation générale, on semblait les

chercher dans le souvenir des bonnes qualités de ce prince. On disait que ceux même qui étaient devenus ses plus cruels ennemis, avaient dû leur fortune à ses bienfaits. On ajoutait, qu'un règne si long n'avait été troublé ni par aucune guerre, ni par aucune de ces confédérations si fréquentes sous les autres rois. Mais ces regrets apparens firent bientôt place au sentiment plus réel de l'épouvante. Cette foule de citoyens à qui leur médiocrité ne laisse dans ces crises publiques aucun dessein à former, se rappelaient entre eux les malheurs des derniers interrègnes. Les vieillards renouvelaient, par des récits effrayans, l'horreur des révolutions passées, et la comparaison des temps leur en faisait prévoir de plus déplorables. La nation s'appercevait enfin qu'elle était entièrement désarmée. Cette longue et trompeuse tranquillité de la république, n'avait laissé, dans tous les grands emplois, que des hommes vieillis dans le luxe et dans toutes les commodités de la vie. La génération présente élevée dans l'ombre de la paix, voyait, en gémissant, le repos dont elle avait joui près de s'évanouir. Chacun cherchant les asiles les plus respectés, fai-

sait porter dans les couvens ses effets les plus précieux. Chacun s'occupait tristement d'un avenir funeste, dont la rivalité des grandes familles parvenue aux derniers excès, l'ambition des étrangers prêts à envahir la république, et l'affaiblissement des mœurs générales, faisaient prévoir toutes les calamités. Le courrier, chargé de porter à Varsovie cette nouvelle de la mort du roi, avait passé, pendant la nuit, par la ville de Pétrikau et remis des lettres au comte Potocki. C'était la surveille du jour où le tribunal devait être formé, et ce palatin garda, plus de vingt-quatre heures, le secret de cette mort; soit qu'il voulût, par cette conduite, faire perdre du temps à la maison Czartorinski, dont les chefs les plus actifs étaient rassemblés dans cette ville; soit que profitant de la supériorité de son parti sur le leur, il voulût, comme ils le lui ont reproché depuis, profiter de cette occasion pour le faire massacrer; soit enfin que vingt projets différens passassent à la fois dans son esprit, et que, suivant son irrésolution naturelle, il perdît le temps sans en exécuter aucun. Cent lettres écrites de Varsovie à Pétrikau y apprirent

enfin cette nouvelle. Le primat, qui avait déjà pris en main le gouvernement du royaume, demanda que le tribunal, objet de tant de rivalités, ne fût point formé ; puisque toutes les autorités qui émanent de celle du roi, cessent aussitôt que sa mort est notifiée dans les formes, et qu'il faudrait bientôt nommer d'autres juges pour les tribunaux du deuil. Mais déjà sur cette nouvelle, tous les chefs se dispersaient d'eux-mêmes, et abandonnaient cette ville, pour veiller ailleurs à de plus grands intérêts.

LIVRE VI.

SOMMAIRE.

Caractère et conduite du primat. Le nouvel électeur de Saxe est le seul étranger qui se présente pour candidat. Insinuation de Keyserling et ses premières démarches. Le vœu général est en faveur du comte Branicki. Première impression que fait la nouvelle des prétentions de Poniatouski. Sa conduite. Dispositions de la maison Czartorinski, et ce qui se passa dans l'intérieur de cette maison. Caractère du comte Oginski. Intrigue du ministre de Danemarck en sa faveur, et son départ pour la Russie. Retard des diétines. Projet pour réformer le gouvernement. Opposition des puissances voisines. Universaux du primat. Conduite de Catherine et ses sentimens. Ceux de Panine. Etat de l'Europe. Opposition de Bestuchef. Sentimens d'Orlof. Arrivée d'Oginski, et

suite de cette intrigue. Plan des Czartorinski. Plaisanterie de Catherine. Caractère de Repnine, et son arrivée en Pologne. Conduite artificieuse de Keyserling. L'arrivée de Repnine change toute la face des affaires. Effroi qui se répand en Pologne. Déclaration de l'impératrice. Keyserling reprend une conduite analogue à son caractère. Conduite de la France et de l'Autriche. Arrivée du comte Mercy. Parti en faveur de l'Electeur de Saxe. La cour de Vienne empêche ce prince de se désister. Sa mort. Division entre ses oncles. Assemblée des grands à Bialistock et leurs projets. Conduite du roi de Prusse et son alliance avec la czarine. Tenue des diétines. Les Czartorinski demandent à la czarine un secours de troupes, et forment une confédération en Lithuanie. Déclaration de la France et de l'Autriche. Diétine de Prusse rompue. On se rend à Varsovie. Arrivée du grand général. Députations envoyées par le primat. Tableau de Varsovie, et tout ce qui se passa avant la diète. Diète de convocation. Grande action de Mokranouski et du maréchal de la diète. La diète continue quoique rompue. Sortie des ré-

publicains hors de Varsovie. La diète destitue le grand général de ses emplois. Repnine et Branéki partent pour le poursuivre. Ce que c'est que Branéki. La diète adhère à la confédération de Lithuanie. Discours artificieux de Poniatouski. Le grand général ne trouve point l'armée de la couronne où elle avait eu ordre de s'assembler, et toujours poursuivi, se réfugie dans le comté de Zipz. Radziwil condamné ; il gagne un combat contre les Russes et se réfugie en Turquie. Nouveau gouvernement en Pologne. Opposition des puissances voisines aux réformes du liberum veto. *Comment le grand chancelier élude leurs mauvaises intentions. Commencement de l'affaire des dissidens. La province de Prusse dépouillée de ses privilèges. La diète se change en confédération générale. Conduite de Poniatouski. Les ambassadeurs de Russie et de Prusse déclarent qu'il est le candidat protégé par leurs cours. Départ des ambassadeurs de Vienne et de France et des ministres d'Espagne et de Saxe. Entretien de Mokranouski et du roi de Prusse. Disposition de la cour de Saxe. Conduite des Turcs ; ils donnent l'exclusion à Poniatouski. Voyage*

de la czarine sur les frontières de Pologne. Massacre du prince Ivan. Diète d'élection. La czarine permet de choisir un autre roi que Poniatouski. Ce changement n'a pas lieu. Pacta conventa. *Poniatouski est élu roi. Harangue et mort de Keyserling.*

L'UNIQUE soin du primat, devenu chef de la république, fut de chercher à concilier tous les différends qui divisaient les familles. Lubięnski, archevêque de Gnesne et primat de Pologne, était un homme faible, irrésolu, élevé par la maison de Saxe à cette importante dignité, parce qu'il pouvait être facilement gouverné : mais toutes les circonstances étant changées, ce furent les ennemis de cette maison qui le gouvernèrent. Ses intentions étaient droites : ses vues étaient bornées. A mesure que les sénateurs arrivaient à Varsovie, il entrait dans tous les détails de leurs animosités particulières, et pour étouffer dans leurs principes les moindres germes de division, il donna beaucoup d'importance à une infinité de petites af-

faires. La Pologne, dans l'anarchie, ne pouvait être sauvée qu'en y formant un parti puissant ; et lui, au contraire, n'imaginait aucun autre bien à faire dans l'état, que d'y maintenir la tranquillité. Tous ses soins tendirent constamment à la paix, dans un temps où on n'aurait pu la conserver que par une entière soumission aux volontés d'une puissance étrangère.

Pendant les derniers siècles, la couronne de Pologne avait toujours été un objet d'émulation et de concurrence entre les grands de cette république, les souverains de contrées voisines, et tout ce qu'il y avait en Europe, ou de généraux illustres par leurs victoires, ou de jeunes princes sans états, mais annoncés par l'éclat de leurs actions. Pendant toute la durée des interrègnes, c'était un grand et singulier spectacle que les assemblées de cette nation, où les envoyés de cette multitude de concurrens venaient briguer pour leurs maîtres, les suffrages de cette noblesse belliqueuse, en exposant à l'envi, ce que chacun avait fait d'héroïque, les vertus qui le rendait digne du trône, et les différens avantages que son élévation

promettait au royaume. On ne vit point cette fois une si belle concurrence ; et sous le despotisme russe, ce champ d'honneur se trouva fermé. Le nouvel électeur de Saxe, né avec un corps débile et contrefait, fut le seul étranger qui s'offrit. Ses infirmités tenant à des vices de conformation, ne lui laissaient aucun espoir d'acquérir ni force ni santé. Tous les soins de l'administration étaient entre les mains de son épouse, et depuis longtemps cette princesse s'occupait nuit et jour de trouver quelque moyen de devenir reine. Alliée de près à tous les souverains de l'Europe, ses talens dans tous les arts agréables, l'activité excessive de son esprit, et la grande facilité de ses mœurs lui avaient procuré une infinité de correspondances intimes; elle remplit toutes les cours de ses sollicitations et tous les cabinets de ses lettres.

Le vieil ambassadeur Keyserling ne recevait de sa cour aucune instruction nouvelle ; mais il prenait pour règle les ordres qu'il avait reçus à son départ de Russie. Il ne tarda pas à insinuer dans tous ses entretiens, que la Russie voulait voir un Polonais sur le trône. « Il « était temps, disait-il, d'interrompre

« une succession qui deviendrait enfin « dangereuse pour la liberté, si elle se « maintenait encore cette fois-ci, dans la « famille des derniers rois ; et rien n'é- « tait plus honorable pour la noblesse « polonaise, que l'intention où était la « czarine de faire revivre les droits que « les moindres d'entre eux avaient éga- « lement à la couronne ». Sa première démarche publique fut d'annoncer qu'il avait reçu toutes les sommes nécessaires pour acquitter les anciennes dettes de l'armée Russe. On s'étonna d'autant moins de voir ces remboursemens toujours si vainement sollicités, annoncés dans les conjonctures présentes, que le primat avait, sur ces indemnités, douze mille ducats à prétendre. C'était un moyen bien simple de le gagner; et pour séduire un homme naturellement honnête, la corruption commençait à se reproduire sous l'apparence de la justice.

La plus grande partie de la nation polonaise parut d'abord apprendre avec joie le dessein formé par la Russie de placer un Polonais sur le trône. « Plutôt un es- « clave qu'un Allemand, disait-on; ayons « enfin pour roi un homme qui parle « notre langue, et non plus un automate

« qui n'ait pour interprète que des favo-
« ris ». Il y a peu de gentilshommes polonais qui, pendant que le trône est occupé, n'aient conçu l'espérance d'y parvenir un jour; mais sitôt que le trône est vacant, chacun sent sa propre faiblesse, et la seule crainte d'exciter la risée suffit pour contenir cette orgueilleuse prétention. La plupart ne cherchent plus alors qu'à se prévaloir pour quelque intérêt particulier, de leur crédit dans la nation, et de tous les suffrages dont ils peuvent disposer. Le vœu le plus général parut, dans ce premier moment, se déclarer en faveur du comte Branicki. Quelques-uns le proposèrent à l'ambassadeur russe, en ajoutant : « Nous sommes environ deux
« cents de toutes les familles qui pouvons
« prétendre à la couronne, et qui nous
« ferons hacher pour nous en exclure les
« uns les autres : s'il est vrai cependant
« que les cours voisines veuillent nous
« laisser choisir entre nous, le comte
« Branicki est le seul de nos concitoyens
« qui puisse parvenir à concilier tous les
« suffrages. La nation est accoutumée à
« le respecter. Il ne lui manque, dans
« la magnificence royale avec laquelle
« il a toujours vécu, que le titre de roi. »

« Il tient aux deux partis ; à l'un par
« lui-même, à l'autre par son épouse ;
« le malheur même d'être le dernier de
« son nom, lui deviendrait favorable,
« en lui permettant de donner tous ses
« biens à la république, et en nous
« rassurant contre la crainte de voir
« toutes les grâces envahies par une
« seule maison ». Des différentes provinces du royaume, tous les sénateurs se rendaient à Varsovie ; et partout, sur le passage du comte Branicki, depuis ses terres jusqu'à la capitale, il fut joint par la principale noblesse des cantons qu'il traversa. Partout la voix publique l'élevait au trône. Tous les vieillards se faisaient un devoir de raconter les nombreux combats qu'il avait autrefois livrés aux troupes saxonnes, pendant cette ancienne confédération dont il avait été un des chefs, et qui seule avait affranchi la Pologne du séjour de cette armée étrangère et de la tyrannie d'Auguste II. On ajoutait que depuis ce temps, une conduite toujours égale, toujours soutenue, sans témérité et sans faiblesse, pendant quarante années d'une anarchie destructive et d'une paix dangereuse, était un mérite supérieur aux

actions les plus éclatantes; que d'avoir si long-temps sauvé la république du joug de ses perfides alliés, c'était véritablement avoir vaincu ses ennemis: c'était avoir mérité le trône par plus de vertus que ceux en qui la nation avait autrefois couronné des victoires. Il entra à Varsovie le premier novembre 1763, accompagné d'une foule de sénateurs, aux acclamations de tout le peuple qui le bénissait, et qui d'avance lui donnait la couronne. Mais Branicki ne s'abandonna pas à cette faveur populaire; il sentait que dans la malheureuse situation où était sa patrie, on n'y obtiendrait la couronne que de la protection des puissances étrangères, et il se pressa de solliciter l'appui de la France, dans l'espoir qu'elle soutiendrait en lui un ennemi des Russes, et le chef du parti qu'elle avait trouvé en Pologne quand elle avait cru de son intérêt de chercher à relever cette république.

Afin de contrebalancer cette faveur générale, le vieux Keyserling prévenait avec un air de confidence et d'amitié, quelques gens importans et accrédités dans la république, que Poniatouski serait roi. Pour réussir dans une entre-

prise presqu'impossible, il se montrait pleinement assuré du succès. « Poniatouski est bien jeune, disait-il, mais « il suivra de bons conseils, et quand « il sera roi, je me charge de sa con- « duite ». Soit qu'on eût une espèce de honte d'être cité comme auteur d'un pareil bruit, soit que chacun se tût dans l'incertitude de ce qu'il devait faire, cette nouvelle, toute surprenante qu'elle était, fut quelque temps à se répandre. Enfin, tout le monde se la confiait l'un à l'autre ; les grands avec indignation, la multitude avec étonnement. On ne concevait pas qu'une si haute prétention pût être formée par un jeune homme sans fortune, sans expérience, sans talens pour la guerre, dont le père, disait-on, ne s'était élevé que par l'intrigue; dont le frère n'était connu que par un duel, et qui, lui-même n'avait de nom que par une aventure galante. On publiait que dans une terre de la maison Sapiéha, il existait une ferme tenue à la fin du dernier siècle par un Poniatouski, aïeul de celui-ci, et qu'on y voyait écrit sur une solive son nom, et l'époque toute récente où il avait bâti cette ferme. On se rappelait cette suite

d'outrages que la Pologne avait reçus de la Russie, les divisions que cette cour artificieuse avait entretenues dans la république, l'adresse avec laquelle elle s'était ingérée par degrés dans toutes les parties du gouvernement. On croyait voir enfin à découvert, dans le dessein de couronner Poniatouski, le dernier degré de ce système d'oppression.

La plupart se persuadèrent que ce dessein était chimérique, que rien ne pourrait décider la nation à donner ses suffrages à un tel homme; que l'Europe entière s'opposerait à l'asservissement dont la république serait menacée; et que l'impératrice allait causer par cette faveur imprudente, le malheur de son ancien amant; mais quelles que fussent de toutes parts la surprise et l'indignation, une foule de gens, loin de s'éloigner de Poniatouski, loin de le regarder avec indignation, commençaient à le rechercher avec empressement. Pour lui, qu'on voyait il y a peu de mois si entreprenant, si téméraire, si empressé à faire naître des troubles, pour y trouver l'occasion que la fortune lui offrait aujourd'hui, il semblait maintenant étonné de sa position. Il se mon-

trait rarement en public, craignant également de paraître dans la simplicité de son état naturel, ou dans le faste d'une prétention qu'il n'avouait pas encore. Tout le soin de conduire son élection était confié à ses deux oncles, les princes Czartorinski ; il paraissait le leur abandonner sans réserve, et ces deux vieillards l'avertissaient chaque jour de prétendus complots formés contre sa vie ; soit qu'ils redoutassent la faiblesse de son caractère, sa facilité à recevoir des conseils, et qu'ils voulussent par ces horribles méfiances l'éloigner de toute autre intimité ; soit qu'ils espérassent en l'effrayant, jeter de l'incertitude dans ses démarches et le détourner peut-être de son entreprise; soit plutôt que devant à lui seul l'appui des Russes, ils craignissent réellement qu'on ne leur enlevât cet appui par un assassinat.

Mais pendant qu'ils s'efforçaient de lui rendre suspects tous les plus vertueux citoyens, d'un autre côté, ses deux jeunes confidens déjà ses flatteurs, et qui avaient attaché leur fortune à son élévation, lui rendaient ces deux vieillards eux-mêmes également suspects. Ils ne pouvaient se persuader que les princes

Czartorinski, arrivés au terme où depuis trente années, avaient tendu tant de travaux, tant de factions et d'intrigues, parvenus au point de remonter sur un trône qu'une branche de leur maison avait occupé pendant deux siècles avec tant de gloire, employassent de bonne foi tout leur crédit, tous leurs efforts, le zèle de tous leurs cliens pour y placer un jeune homme, un allié dont eux-mêmes avaient long-temps rougi. Ces deux jeunes confidens semblaient s'être chargés de le garder soigneusement contre tous les piéges qu'on aurait pu lui tendre dans sa famille ; et en affectant de lui faire cortége par honneur, leur véritable soin était qu'il ne se montrât jamais que sous leur escorte.

Le sacrifice d'une couronne fait par des hommes ambitieux, parait toujours si étonnant, qu'on cherche avec curiosité quelles pouvaient être les dispositions secrètes de la maison Czartorinski. Nous avons dit plusieurs fois que le prince Michel, grand chancelier de Lithuanie, occupé d'une ambition plus noble que celle d'être roi, voulait être le législateur de son pays. Cet homme, d'un génie entreprenant, ar-

tificieux et opiniâtre, se proposait depuis long-temps de changer ce gouvernement défectueux en une monarchie réglée, et d'employer pour y parvenir, le concours même de la Russie, sans que cette cour ignorante et vénale soupçonnât l'usage qu'il voulait faire des forces qu'elle lui confierait; mais au moment de s'engager enfin dans cette périlleuse et difficile entreprise, au lieu de trouver en Russie l'ignorance et la vénalité si naturelles à cette cour, et sur lesquelles il avait toujours compté, il voyait avec inquiétude que la fortune avait placé sur le trône une jeune étrangère, active, ambitieuse, avide de renommée; et qu'au lieu de faire servir cette puissance au succès de leurs vues, leur faction elle-même n'était plus qu'un instrument dont Catherine prétendait se servir. Voyant avec une inquiétude non moins vive, sur une autre frontière de la Pologne, un prince vigilant, éclairé, difficile à surprendre, plus sagement ambitieux que la czarine, mûri par une longue expérience, ce Frédéric enfin si redouté de l'Europe entière, et qui peu de mois auparavant s'était opposé à tout projet de réforme dans cette ré-

publique, il crut que pour obtenir de la czarine plus de condescendance sur tous les changemens qu'il méditait, pour l'aveugler plus sûrement sur tous les plans qu'il avait embrassés, pour obtenir même au besoin son appui contre le roi de Prusse, il fallait condescendre au délire de son amour; et il lui laissait entrevoir le couronnement de Poniatouski, comme un juste échange de la protection qu'elle accorderait au rétablissement de la Pologne.

Le prince Auguste, son frère, vieilli dans un faste égal à celui des souverains, devenu moins ambitieux par la vieillesse même, et par cette triste satiété qui accompagne la longue jouissance d'une immense fortune, s'abandonnait à l'amour du repos, et trouvait que l'honneur d'être roi ne valait plus pour lui la peine de le devenir. Tous ses anciens cliens ne lui demandaient que de laisser agir leur zèle en sa faveur; mais l'impératrice en arrivant au trône, et pour ainsi dire dans le premier enthousiasme de la puissance, ayant promis de faire roi un des jeunes gens de cette maison, il sentait que, si lui-même voulait l'être, elle ne s'opposе-

rait pas à son ambition, mais qu'elle lui refuserait toute espèce de secours, et que dans ce cas il n'aurait pas assez de forces à sa disposition pour prévenir la résistance de ses adversaires et les désastres d'une guerre civile. Il craignait de voir dévaster ses terres, ruiner ses châteaux; et cette sage circonspection, cette gravité, cette économie qui avaient si long-temps secondé son ambition, empêchèrent, quand il fut près de parvenir au terme, qu'il ne tentât de franchir les derniers pas. Toutefois il ne put voir, sans une vive douleur, le sacrifice plus réel que fit le prince Adam, son fils unique, sur qui s'étaient rejetés depuis long-temps tous les desseins de cette famille, et à qui la czarine elle-même avait laissé la concurrence libre avec le comte Poniatouski.

L'auteur de cette histoire, dans un long entretien avec le prince Adam, sur les causes d'un si grand sacrifice, n'en a bien démêlé que le repentir. Il paraît que ce prince, bien jeune alors, avait laissé prendre à Poniatouski un singulier ascendant sur son esprit. Il ne doutait pas de lui voir bientôt réunir les deux couronnes de Russie et de Po-

logne ; et il sentait une sorte de répugnance à devenir personnellement l'obstacle à une si brillante destinée. Il doutait encore moins que la Pologne ne se rétablit sous un roi qui paraissait instruit, laborieux, rempli de l'enthousiasme du bien, qui serait aidé de toute la faveur d'une cour voisine, et qui remettrait ensuite à leur famille une puissance affermie et un royaume florissant. Depuis plus d'un an que l'impératrice leur avait laissé cette concurrence libre, il existait entre eux une émulation de générosité que Poniatouski entretenait avec adresse. S'il se montrait quelquefois déterminé à accepter la couronne, c'était comme un homme qui se dévoue. « Je prévois, disait-il, que j'aurai un « règne difficile ; je n'aurai que les épi- « nes pour laisser aux autres toutes les « fleurs. Peut-être comme Charles Ier., « subirai-je une longue prison "! Et ce qui peint entièrement le comte Poniatouski, toutes les ressources qu'il imaginait pour supporter courageusement les malheurs qu'il semblait prévoir, se réduisaient à désirer dans cette prison, toutes les recherches de la propreté et tous les soins des plus minu-

tieuses toilettes. Enfin, dans un de leurs entretiens, il saisit à propos un moment décisif, pour engager son cousin à écrire à l'impératrice une lettre de remercîment, dans laquelle celui-ci renonçait formellement à la couronne, et la demandait en faveur du comte Poniatouski; et ce fut, dit-on, Poniatouski lui-même qui composa le modèle de cette lettre. Aussitôt qu'elle fut écrite, le prince Adam annonça hautement une sorte de renonciation aux espérances que toute la Pologne lui avait connues. Il dit à la noblesse qui lui était dévouée, que si elle s'obstinait à vouloir lui donner la couronne, il fuirait hors du royaume. Quand on pénétrait dans l'intérieur de cette famille, on y trouvait de l'irrésolution, des reproches mutuels, une secrète espérance qu'en travaillant pour l'élection de Poniatouski, le temps amenerait d'autres conjonctures, et que peut-être ils auraient enfin travaillé pour eux-mêmes. Leurs confidens découvraient avec facilité ces sentimens cachés; mais leur conduite n'en laissait rien pénétrer au dehors. Le plus parfait accord semblait régner entre eux. Poniatouski ne parlait jamais qu'au nom

de ses deux oncles. Tout se faisait et s'écrivait en commun. Tant que dura cette grande affaire, ce qui fut dit à l'un d'eux fut dit à leur famille entière; et quelques intérêts qui les divisassent en secret, leurs démarches fidèlement concertées tendirent toujours à l'intérêt commun de leur faction.

Toutefois du sein de cette famille s'éleva contre Poniatouski un rival dangereux, et qui prétendit à le supplanter par les mêmes voies que celui-ci avait prises. Le comte Oginski, resté à l'âge de douze ans maître de biens immenses, élevé par le grand-chancelier de Lithuanie, en avait épousé la fille, et le crédit de cette maison avait commencé de bonne heure sa fortune politique. Une conduite sage, jointe à des talens agréables, avaient acquis à ce jeune Polonais l'estime et la faveur publique. Les ennemis même des Czartorinski ne le confondaient point dans la haine qu'ils leur portaient. Sa figure était noble; ses connaissances dans tous les arts libéraux et mécaniques étaient très-étendues; ses talens étaient ceux d'un amateur éclairé; il exécutait sur tous les instrumens les airs que lui-même composait; il dessinait des vues

de campagne, des fruits, des fleurs, des oiseaux avec facilité, élégance et correction. Son esprit était cultivé, instruit et modéré, ses passions douces, sa société égale, et il montra dans la suite une fermeté d'ame à l'épreuve des plus cruels revers. Rien dans ses manières ni dans ses amusemens n'était donné à l'ostentation; simplicité rare dans un gouvernement populaire, et qui formait un contraste marqué avec le caractère apprêté et théâtral du comte Poniatouski. Ses amis s'occupaient plus que lui-même de le faire valoir; et par un contraste non moins marqué avec les mœurs générales, dans un temps où toute la jeune noblesse vivait au milieu de ce désordre qui suit toujours l'excès du luxe, et dans ces perpétuels embarras d'emprunts et de dettes, qui donnent aux fortunes les plus immenses l'apparence de la ruine, Oginski seul régissait lui-même tous ses biens, et l'ordre sévère qu'il y observait lui donnait une grande réputation de sagesse et de probité. Au lieu de ces folles profusions où s'abandonnaient tous ses compatriotes, il faisait construire à grands frais, en Lithuanie, un canal pour la jonction de la Mer Baltique et de la Mer

Noire. Sa résidence sur les bords de ce canal allait être, dans peu d'années, plus singulière et plus belle qu'aucune résidence de souverain en Europe et en Asie. Ce devait être un superbe château, autour duquel s'éleveraient, pour l'habitation de ses amis, vingt-quatre pavillons séparés par autant de branches de ce même canal. Une perpétuelle rivalité, entre lui et le comte Poniatouski, s'était établie dès le temps de leur éducation, dans le sein de la même famille. Cette rivalité s'était perpétuée depuis leur entrée dans le monde, par tous les genres d'émulation. Les succès du comte Oginski dans tous les arts de la poésie, de la musique, de la peinture, inspiraient à Poniatouski toutes les fureurs de la jalousie. Un tableau, une sonate, un madrigal, étaient entre eux de fréquentes occasions de brouilleries; mais d'un autre côté, les soins que le grand-chancelier donnait de préférence à Poniatouski, son neveu, pour le former aux affaires, inspiraient non moins de jalousie au comte Oginski, son gendre : celui-ci, pour me servir de ses propres expressions, ne reconnaissait dans son cousin, que l'esprit de ces subalternes fourbes, intéressés et flatteurs,

qui parviennent à plaire quoiqu'on s'en défie.

Tels étaient leurs sentimens mutuels, quand tout parut annoncer au comte Oginski, que son cousin allait devenir roi.

Une correspondance secrète et sûre, qu'il avait à la cour de Russie, lui répétait sans cesse que le dessein de l'impératrice en faveur de Poniatouski, était uniquement l'effet d'une passion exposée à de fréquentes alternatives, et qu'il serait facile, suivant toutes les vraisemblances, de substituer une autre passion dans le cœur de cette princesse. Cet émissaire semblait avoir pénétré fort avant dans la confiance de la czarine.

C'était un baron Osten, ministre de Danemarck en Russie, homme d'un esprit agréable et fin; intrigant, qui, dans plus d'une cour, passait pour un profond politique; autrefois confident nécessaire des amours de Poniatouski et de la czarine, et qui, dans les temps les plus fâcheux de leur séparation, avait servi à leur correspondance. La princesse environnée dans ces temps-là, de surveillans et de périls, lui envoyait des lettres chiffrées; il les copiait de sa main, sans connaître la signification des chiffres,

mettait au bas sa signature, et profitant du droit accordé dans les cours aux ministres étrangers, d'assurer le secret de leurs correspondances, en y employant ces écritures mystérieuses, il les envoyait en Pologne, par la poste, au ministre de Danemarck, de qui Poniatouski les recevait; et les réponses revenaient de la même manière et par la même voie. Osten, que la seule apparence de cette intimité avait rendu justement odieux à l'empereur Pierre III, avait été sous ce règne, rappelé de Pétersbourg et envoyé à Varsovie. Oginski était alors dans la première fleur de l'âge, et dans tout l'éclat de sa figure. Osten, dont la dépravation connue rendait tous les attachemens suspects, s'était vivement attaché à ce jeune homme, et en avait épousé tous les sentimens contre Poniatouski. Aussitôt que l'impératrice fut devenue souveraine, elle voulut rappeler Osten, pour en faire un ministre d'état. Le comte Panine, instruit du caractère de cet homme, détourna le coup. Mais le ministère danois, attentif à profiter de toutes les petites intrigues des cours, crut qu'il était de ses propres intérêts de renvoyer le baron Osten en Russie,

pour lui donner une place importante dans l'administration russe, et l'y accrédita de nouveau. Il y recevait secrètement des Czartorinski une pension de quatre mille ducats. Il en était le ministre caché; mais en paraissant également dévoué à toute cette maison, il s'occupait de porter au trône le comte Oginski. Il répétait en toute occasion, que l'intérêt de la Russie était de choisir un roi dans une famille qui lui était attachée depuis si long-temps; que le prince Auguste était trop vieux, le grand-chancelier trop haï, le prince Adam trop jeune; que jamais Poniatouski ne pourrait former une pareille prétention, qu'il n'était point aimé, que sa pauvreté devait l'en exclure, et que sa naissance n'était point assez illustre. Il ne cessait, au contraire, d'attribuer au comte Oginski, les qualités les plus dignes du trône. Il disposait en sa faveur l'esprit de la czarine. Il inspirait les mêmes préventions aux favoris et aux ministres. Lui-même, courtisan agréable, réussissait à passer pour un favori; et Catherine, amusée par l'esprit de cet homme, avait remarqué tout ce jeu d'intrigue, et prenait un plaisir

malin à le laisser continuer en le rendant inutile. A la première nouvelle que le trône était devenu vacant, Osten, dont l'amitié pour le comte Oginski était une véritable passion, et qui ne doutait pas que ce jeune homme n'en inspirât une très-vive à toute femme sensible, le pressa d'accourir à Pétersbourg, lui promettant la couronne, s'il venait la solliciter lui-même, et l'assurant que sa présence acheverait un ouvrage si heureusement commencé. Oginski partit avec précipitation, et toute la Pologne apprit avec étonnement, qu'un grand officier du royaume avait quitté sa patrie dans une conjoncture si intéressante, sans commision, sans passe-port, sans demander l'aveu de sa famille, sans prendre congé du chef de la république. On ne tarda pas à pénétrer l'objet de son voyage; et on disait hautement, dans l'Europe entière, qu'il était parti pour aller détruire dans le cœur de Catherine les sentimens qu'elle conservait encore à Poniatouski.

Le succès de cette nouvelle intrigue exigeait du moins quelques semaines; et les lois au contraire veulent que les diétines s'assemblent dans les provinces le

plutôt qu'il est possible après la mort du roi. Mais tous les partis avaient, en secret, un même désir que les diétines fussent différées, et agissaient également pour y parvenir. Dans cette vue, il s'était fait entre tous les grands une réconciliation générale, espèce de fête qu'ils donnèrent au primat, tous à l'envi les uns des autres, et chacun dans l'espoir de lui complaire et de le séduire. Le bon archevêque, qui n'avait cessé de se porter pour conciliateur, pleurait de joie à ce spectacle, et se promettait un glorieux interrègne. Tous avaient eu cette condescendance pour obtenir de lui le retard des diétines, qui furent indiquées à quatre mois de là, c'est-à-dire, au mois de février 1764; la diète générale au mois de mai suivant; et chacun s'efforça de se faire un mérite auprès de ses adversaires, en accédant à ce vœu secrètement unanime.

Un intérêt plus grand que celui de donner la couronne, allait encore occuper les Polonais. Le temps était arrivé où, suivant les usages de leur république, ils pouvaient, pendant la vacance du trône, et avant d'élire un roi, réparer les désordres de leur gouverne-

ment. Dans une première diète, appelée diète de convocation, les députés ont droit de proposer à la nation de nouvelles lois, dont le code présenté ensuite à toutes les provinces, est, d'après leurs suffrages, unanimement admis dans la diète du couronnement, ou rejeté par l'opposition d'un seul gentilhomme. Dans cet interrègne, dont les plus vertueux citoyens avaient attendu l'époque pour exécuter plus facilement les réformes qu'ils méditaient, il ne s'agissait pas, comme dans les interrègnes précédens, de se borner à redresser quelques griefs de la nation, à corriger quelques abus introduits sous le dernier roi. Il était évident que les lois de la Pologne ne convenaient plus à ses mœurs ; c'était un nouveau gouvernement qu'il fallait établir. Le vœu des plus sages était de soustraire leur patrie au pouvoir anarchique de la noblesse, en abrogeant cette folle loi de l'unanimité, mais de sauver en même temps la république de tous les dangers du despotisme, en établissant un conseil national pour la nomination de tous les emplois. La plupart des grands en arrivant à Varsovie, se faisaient gloire d'annoncer le projet de

ces réformes, et la résolution d'employer tous leurs pouvoirs à vaincre l'attachement insensé de la noblesse pour ses absurdes prérogatives. Mais les Czartorinski, instruits par le mauvais succès de leur dernière tentative, craignaient qu'en publiant imprudemment ce dessein de réformer l'état, on ne mît une seconde fois les puissances voisines en garde contre la révolution qu'ils méditaient. Ils éludaient toute espèce de conversation sur ce sujet. Ils se laissaient hautement accuser de sacrifier le bien de leur patrie à leur intérêt actuel, et rédigeaient dans un profond silence les plans d'une constitution monarchique et de réformes bien opposées à celles que le vœu des zélés républicains paraissait indiquer.

Dans ces conjonctures, le comte Vésel, grand-trésorier, proposa de ne point faire d'élection, de n'avoir plus de roi, et de réduire le gouvernement à une grande aristocratie, projet qui devait naturellement séduire une multitude de grands-seigneurs attachés à leur indépendance. Tout y paraissait favorable; la faiblesse de ceux qui prétendaient au trône; le mécontentement que la répu-

blique avait eu des deux derniers règnes; tant de troubles successivement renouvelés par les élections; la résolution prise, depuis long-temps, d'ôter à la royauté la distribution arbitraire des grâces, unique pouvoir qui lui restait encore. Mais aussitôt que l'ambassadeur de Russie et le ministre de Prusse eurent vent de ce projet, ils en prévinrent la publicité; et par des menaces personnelles, Keyserling obligea l'auteur à le renfermer. Ce léger événement confirma tout ce qu'on avait craint de l'opposition des puissances voisines à toute réforme : et bientôt, en effet, Keyserling saisissant cette occasion, déclara, conjointement avec le ministre de Prusse, que leurs souverains ne souffriraient aucun changement, quel qu'il fût, à la constitution actuelle, ni qu'on enlevât, disaient-ils, à la noblesse polonaise la moindre de ses prérogatives.

Ce désir de réformes parut dès-lors généralement éteint. On eût dit que la légèreté nationale, l'activité des différentes factions, et l'impossibilité de parvenir à aucun changement utile, avaient éloigné de tous les esprits toute idée de ce genre. Les princes Czartorinski s'en

occupaient avec d'autant plus de secret. Mais pour établir de nouvelles constitutions, il était nécessaire que les députés des provinces à la diète générale, fussent munis de pleins pouvoirs ; et il devenait trop dangereux d'en faire ouvertement la demande. Le primat, conduit par ces princes, se borna donc, dans les universaux qu'il publia pour indiquer le jour des élections, à faire un tableau fidèle de la situation où était la république. « Examinez, disait-il aux « provinces, l'état présent de la patrie, « dont la ruine instante et prochaine est « prévue par tous les étrangers, étonnés de l'avoir vu subsister si longtemps sans aucun conseil, sans aucun « gouvernement. Depuis trente-sept ans « la puissance législative suspendue, « nulle exécution des lois anciennes, « la justice écrasée sous la force, la liberté opprimée par la puissance, le « commerce expirant, les villes et les « cités, ces ornemens des empires, tombant de toutes parts en ruines ; les « bourgs et les villages, unique fortune « de la noblesse, exposés aux incursions : dans quelles histoires trouverait-on l'exemple d'une nation livrée

« à de pareils désordres ? Comment nous
« dissimuler que nous touchons à l'en-
« tière dissolution d'une république si
« mal constituée, et qu'elle va devenir
« la proie de ses ennemis, ou s'abîmer
« toute entière sous ses propres débris ?
« Citoyens, voilà les maux auxquels
« vous devez apporter remède ; et le
« premier, le seul qui soit aujourd'hui
« en votre pouvoir, c'est d'élire dans
« les diétines, des nonces éclairés et
« courageux qui se rassembleront à Var-
« sovie, le 7 mai prochain. La néces-
« sité nous inspirera alors des desseins
« utiles ; et les circonstances nous dé-
« cideront sur la manière dont nous éli-
« rons un roi ».

Après la publication de ces universaux, tous les sénateurs se séparèrent, pour aller dans leurs provinces, veiller aux intérêts qu'ils avaient embrassés, préparer, par de sourdes intrigues, toute la noblesse aux différens desseins dont chacun d'eux se flattait encore ; et dans quelques mois, les Polonais devaient offrir à l'univers le plus grand spectacle qu'aucune nation lui ait offert ; un peuple tombé dans l'anarchie, et qui, à la vacance du trône, rentré dans tous ses

droits, était convoqué pour élire un roi, et former, malgré des voisins vigilans et redoutables, de nouvelles constitutions.

L'impératrice de Russie, pour avoir entre les mains les sommes nécessaires à l'exécution de son dessein, fit suspendre, dans tout son Empire, le payement des gages et la solde même des troupes. Les Russes n'en murmuraient point, espérant s'en dédommager par le pillage des provinces Polonaises, habitués depuis quelques règnes à regarder le choix d'un roi de Pologne, comme un droit que leurs souverains exercent avec quelques efforts. Le grand duc, à peine âgé de neuf ans, était élevé dans cette persuasion; et ayant été amusé quelques instans par un Polonais aventurier, escroc et bouffon, nommé Gouroski, il dit, en apprenant la vacance du trône, qu'il voulait que Gouroski fût roi. Par un sentiment pareil à celui de cet enfant, l'impératrice voulait donner cette couronne au jeune polonais qu'elle avait aimé; mais elle craignait encore d'annoncer ce dessein. Elle apportait dans sa conduite cette réserve d'une femme qui, dans un désir passionné, craint de laisser voir qu'elle n'a-

git que par une passion. Quand elle se voyait contrariée par des gens hors d'état de lui résister, son orgueil s'en irritait, et elle s'opiniâtrait dans sa volonté. Un secret émissaire, qui alla, en son nom, trouver les plus grands seigneurs du royaume, lui rapporta que la plupart s'indignaient à la seule idée d'avoir pour roi un homme dont ils avaient vu le grand-père économe dans une petite terre des princes Sapiéha. A ce mot d'économe, elle rougit, montra un mouvement d'impatience, et répliqua, « quand « il l'aurait été lui-même, je veux qu'il « soit roi, et il le sera ». Mais son ambassadeur restait sans instruction positive. Jusqu'à ce moment, elle n'avait montré qu'une ambition vague ; elle n'avait pu encore parvenir à se mêler dans les affaires générales de l'Europe. Les Polonais, malgré leur anarchie, lui avaient opposé récemment, et dès sa première démarche, des obstacles qu'elle n'avait pu vaincre. Cette vacance du trône de Pologne lui ouvrait enfin une grande carrière ; mais elle craignait de se voir une seconde fois compromise, se tenait prête à céder, si elle eût trouvé des forces capables de balancer les siennes ; laissait le choix in-

certain entre ce jeune Polonais et l'un des Czartorinski, et voyait avec joie ceux-ci interpréter ses intentions et aller au-devant de ses désirs.

Le comte Panine, son principal ministre, la secondait avec une activité qu'on ne lui avait pas encore connue; plus déterminé qu'elle-même à tout employer, à tout risquer pour faire réussir ce dessein. Le soin de flatter cette passion de sa souveraine n'était pas son seul motif. Chargé en même temps d'élever le grand duc et de conduire les affaires étrangères, il voulait, à ce qu'ont prétendu ses confidens, et comme nous l'avons précédemment rapporté, ouvrir à cette princesse un moyen honorable de restituer l'empire au légitime héritier, en passant elle-même, par un mariage, sur un trône étranger. Ennemi déclaré du nouvel amant qui depuis le commencement de ce règne dominait dans le palais; implacable dans ses ressentimens contre cet homme par lequel il avait été joué dans les factions qui avaient placé l'impératrice sur le trône, il s'attachait à l'humilier, à traverser tous ses projets, à lui opposer un ancien rival. Il espérait que cet ancien rival, devenu roi,

reprendrait plus aisément ses premiers droits sur le cœur de Catherine. Il se faisait un point d'honneur personnel de l'emporter par la seule force des affaires, sur tout le crédit que peut donner la faveur ; et cédant à cette jalousie d'autorité, que les ministres conçoivent presque toujours contre les favoris, saisissant, pour s'y abandonner tout entier, une occasion si nouvelle et si extraordinaire, il sortait enfin pour la première fois de son indolence accoutumée. Un de ses premiers soins fut de faire nommer, pour commander les troupes qui environnaient les frontières de Pologne, des généraux qui lui fussent personnellement dévoués, qui attendissent de lui leur avancement et leur fortune, et qui, s'il fallait entrer en Pologne, y marchassent non-seulement par obéissance et par devoir, mais avec cette ardeur et ce zèle pour le succès, qui suivent communément l'esprit de parti, et que leur inspirait cet aveugle dévouement à ses volontés. Il s'occupait à applanir les difficultés que les cours étrangères devaient susciter nécessairement à l'exécution de ce dessein ; et ses négociations, dans la plupart de ces cours, étaient con-

duites avec autant d'activité que d'artifice.

Arrêtons-nous un moment sur le tableau que présentait alors aux yeux des politiques la situation générale de l'Europe. Tous les états étaient fatigués de la guerre longue et sanglante qui venait de finir. Les vaincus et les vainqueurs avaient un égal besoin de repos. Chaque jour, de nouvelles banqueroutes effrayaient les villes commerçantes, et rendaient incertaine la fortune des particuliers qui avaient soutenu le crédit des états. Les haines nationales et l'ambition des princes paraissaient amorties par de si longues calamités. Les prétentions opposées qui avaient armé tant de souverains, étaient, par des traités récens, conciliées, autant qu'elles peuvent l'être. Les ligues formées dans les derniers troubles, n'avaient plus ni sûreté ni convenance. Aucune puissance n'avait intention de renouveler la guerre ; aucune n'en avait les moyens ; et toutes se rappelant avec effroi les malheurs qu'avait occasionnés le dernier interrègne de Pologne, souhaitaient unanimement que l'ambition de donner cette couronne ne troublât point cette fois une paix si né-

cessaire. Les Anglais, devenus souverains de toutes les mers, renonçaient à toute liaison sur le continent. Cette grande révolution dans leur politique, l'aigreur des discussions qui subsistaient entre eux et le roi de Prusse, au sujet des subsides arriérés qu'il réclamait avec hauteur, et qu'ils refusaient avec ingratitude, tout annonçait le terme prochain de leur union passagère.

Ce prince était au comble de la gloire. Mais si tous les états qui l'avaient combattu étaient épuisés, les siens l'étaient plus encore, et sa personne avait besoin de repos. La crainte de se trouver sans alliance forçait ce redoutable voisin des Polonais à se rapprocher de plus en plus de la czarine, à chercher tous les moyens de lui complaire ; et cette conjoncture favorable aux vues de cette princesse, lui promettait l'allié dont elle avait besoin pour dominer en Pologne.

Les Turcs que nous avons vus tout prêts à prendre part à cette guerre qui venait de finir, déjà si étendue et si terrible, étaient retombés depuis dix-huit mois dans cette molle et présomptueuse indolence qui énervait toutes les forces de leur empire. La mort récente de ce

visir qui avait employé tant d'insinuations, de souplesses et d'intrigues, à maintenir la paix, contre l'inclination et le vœu d'un maître sévère, ne causait encore dans l'état aucun changement réel. Ses maximes continuaient de régner. Des vieillards intègres occupaient toutes les grandes places; mais ces vieillards nonchalans, efféminés, timides, sans expérience et sans lumières, étaient réduits à donner leur confiance à des subalternes avides et que les Russes pouvaient aisément corrompre. Un nouveau visir, connu par son courage et par son inimitié contre les Russes, était mandé des provinces d'Asie; mais sans attendre son arrivée et ses conseils, le sultan jaloux de gouverner par lui-même, voulut, en apprenant la mort d'Auguste, connaître les obligations que les traités lui imposaient; il fit apporter sous ses yeux tous ceux qui le liaient à la Pologne et à la Russie; et ce prince, attaché scrupuleusement aux plus rigides principes de la probité musulmane, ne trouvant, dans aucun de ces traités, aucune stipulation relative à l'élection d'un roi de Pologne, jugea cette affaire entièrement étrangère à son empire.

Enfin, la fortune avait voulu qu'à cette même époque, le kan de Crimée, après avoir campé pendant deux ans sur les frontières de Pologne, s'en fût récemment éloigné, eût séparé toutes les hordes, et eût renvoyé dans leurs différens pâturages leurs troupes errantes, croyant n'avoir plus rien à craindre depuis la mort du grand visir, sous l'administration duquel il avait fait soulever les Tartares; il était tout récemment rentré dans sa presqu'île; mais ce prince éclairé, qui regardait avec raison l'indépendance de la Pologne comme un des plus sûrs boulevards de ses propres états, et qui veillait sur toutes les entreprises des Russes, autant que le peut un chef de Tartares, assujéti lui-même à l'empire Ottoman, aussitôt qu'il apprit la vacance du trône, demanda l'aveu du grand-seigneur pour s'avancer une seconde fois avec cent mille Tartares sur les frontières de cette république. Il n'avait même demandé cette permission que pour la forme; et sa résolution était prise de rassembler aussitôt toutes ses hordes et de marcher à leur tête, si quelque puissance voulait contribuer aux frais de cette expédition. Il

fit secrètement parvenir cette proposition au ministère de France. Il fit représenter à cette cour qu'une armée tartare n'était pas dispendieuse, quoique son propre souverain ne fût pas assez riche pour l'entretenir long-temps comme une simple armée d'observation, sans butin, sans contribution et sans pillage. Mais en effet, ce prince avait alors désarmé comme les autres puissances; et dans cette suspension générale de toute hostilité en Europe, les Russes par l'invasion récente de la Courlande, par leur dernière irruption en Lithuanie, et par le soin qu'ils avaient eu de laisser en Pologne un magasin gardé par un détachement de leurs troupes, se trouvaient de toutes parts en armes sur les frontières et au centre même de cette république.

Mais si le comte Panine se laissait aisément séduire par ce premier aspect des affaires générales, et n'entrevoyait que des facilités à l'élévation du comte Poniatouski, il n'en était pas ainsi de l'ancien chancelier Bestuchef. Ce vieux ministre, acheté par la cour de Saxe, dévoué à la fortune d'Orlof, et joignant la hardiesse à l'intrigue, traversait, par de secrètes menées, le dessein de sa sou-

veraine, et la contrariait hautement dans le conseil. Sans autorité, sans crédit, mais fier de sa longue expérience, il essayait de reprendre, à l'occasion de ces délibérations importantes, la supériorité qu'il avait eue long-temps sur tous les autres ministres. Il représentait qu'on ne devait pas s'engager dans une si grande affaire sur la foi d'un allié artificieux et infidèle ; que de placer sur le trône de Pologne un homme qui ne pouvait pas s'y maintenir par ses propres forces, c'était s'engager à le défendre contre de perpétuels soulèvemens ; que tôt ou tard ces soulèvemens seraient appuyés ; que la situation de l'Europe changerait ; que le nouveau grand visir attendu à Constantinople et connu par son inimitié contre les Russes, ne tarderait pas à éclairer le divan ; que ce premier pas, qui paraissait aujourd'hui si facile, deviendrait nécessairement le principe d'une guerre inévitable et prochaine. Il demandait où seraient les alliés et les subsides, dans toutes les suites d'une entreprise qui rendrait la Russie odieuse aux Polonais et suspecte à l'Europe entière. Il soutenait avec opiniâtreté que du seul parti auquel on allait

se déterminer, la destinée ferait dépendre tous les événemens du règne de Catherine. Les autres ministres, en gardant le silence, paraissaient se réunir à son avis. Toujours actif, toujours intrigant, il tentait d'intéresser aux vues de la cour de Saxe le nouvel amant de l'impératrice. Il lui représentait combien la fortune de son ancien rival pouvait devenir dangereuse pour lui-même. Il lui offrait, au nom des cours de Vienne et de Dresde, le titre de prince, des biens assurés en pays étrangers, tous les avantages publics et secrets qu'il pouvait ambitionner. Mais Orlof, soit prudence, soit incapacité, n'avait aucune présomption sur ses lumières politiques. Maître absolu dans l'intérieur du palais, il respectait le génie de sa maîtresse. Elle gouvernait seule; il veillait à leur sûreté commune. Amant infidèle, mais indulgent, favori sans intrigues, mais d'autant plus audacieux contre tout ce qui aurait fait ombre à son pouvoir, il consentait avec chagrin à laisser Poniatouski monter sur un trône étranger; certain que si cet ancien rival devenait dangereux pour lui, un poignard lui en ferait raison; et il permettait son

élévation, sûr d'empêcher son mariage.

Dans cette situation de la cour de Russie, arriva précipitamment à Pétersbourg le comte Oginski, si avantageusement annoncé à l'impératrice, et qui venait essayer de faire changer ses résolutions en attaquant son cœur. Des fêtes qui se donnaient alors dans cette capitale, devaient finir dans trois jours par un bal masqué. Il cacha son arrivée pendant ces trois jours, afin que cette première entrevue, dont sa destinée allait dépendre, se fît dans un de ces momens que la gaieté, la danse et les surprises du masque rendent toujours si favorables à la galanterie. Ce bal déroba aux yeux des courtisans attentifs les premiers regards de l'impératrice sur un jeune homme pour qui on lui avait inspiré de si heureuses préventions. Le lendemain, il reçut d'elle en public l'accueil le plus distingué. Orlof dit en pleine cour : « Voilà un homme tel qu'il le faudrait « pour être roi, et non pas un mauvais « comédien comme Poniatouski ». Osten souvent admis aux entretiens d'Oginski et de l'impératrice, employa toute son adresse pour développer en lui les qualités qui pouvaient le plus la séduire. Mais

un homme tel que le comte Oginski, dont les vertus étaient simples, dont les passions étaient douces et dont les talens avaient plus d'agrémens que d'éclat, ne devait pas faire une impression assez vive ou assez durable sur une imagination ardente, élevée, audacieuse, sur un caractère altier tel que celui de Catherine, toujours occupée elle-même du bruit qu'elle voulait faire dans le monde; et soit qu'elle n'eût cherché dans ce commencement d'aventure qu'un amusement de coquetterie, soit que le chagrin d'une ambition déconcertée eût affaibli tous les agrémens du comte Oginski, on remarqua bientôt entre eux plus de sérieux et de réserve. Il se détermina cependant à rester auprès d'elle, dans l'espérance qu'il pourrait devoir au temps ce qu'il n'avait pas dû aux premières impressions, et que la lenteur avec laquelle on conduisait en Pologne cette grande affaire de l'élection, lui permettrait de développer à loisir tous les moyens qu'il avait de plaire.

En effet, les princes Czartorinski agissaient alors avec la plus lente circonspection : le plan qu'ils s'étaient formé l'exigeait ainsi. Ils avaient résolu de res-

pecter en apparence tous les usages de la république, de ne désigner celui qu'ils avaient dessein de donner pour roi à la nation, qu'à l'époque précise et fixée par les lois, où il devient indispensable de déclarer formellement ceux qui prétendent à la couronne; de n'employer, pour dominer dans l'état, que la seule crainte de l'invasion d'une armée russe, et leurs troupes domestiques entretenues par les subsides de cette puissance; de se rendre maîtres du grand nombre des députés, par l'argent que la Russie leur prodiguait; d'exécuter par les suffrages de ces députés, et sous le voile de quelques légères réformes, tous les changemens qu'ils avaient médité de faire dans l'état; de former ensuite, sous le prétexte de faciliter l'élection du comte Poniatouski, une confédération dont ils seraient eux-mêmes les chefs, et qui réunissant peu à peu toute la nation dans une ligue puissante, la soumettrait toute entière à leur propre autorité, les rendrait maîtrés de disposer du trône, et assurerait sous quelque roi que ce fût, la durée de ce nouveau gouvernement. En exécution de ce que l'impératrice connaissait de ce plan, soixante mille

Russes étaient répartis sur les frontières, sans s'avancer au-delà de leurs limites; et elle envoyait à ce parti toutes les sommes dont il avait besoin; plaisantant quelquefois elle-même sur la facilité de cette corruption, au point qu'un jour, elle disait au comte Oginski, en lui faisant admirer un superbe collier de diamans, « Il y a là de quoi faire un roi « de Pologne ».

Ces démarches lentes et mesurées des deux princes Czartorinski étaient parfaitement d'accord avec la conduite également circonspecte de l'ambassadeur Keyserling; et jusque-là, ces trois vieillards, liés depuis long-temps entr'eux par toutes les apparences de l'amitié, avaient toujours agi de concert; tout semblait concourir à leurs succès. Mais l'impératrice crut nécessaire de faire seconder ce vieil ambassadeur, que Poniatouski avait accusé auprès d'elle d'irrésolution et de faiblesse, parce que cet homme sage avait pacifié les derniers troubles; et malheureusement jamais aucun souverain ne fit un choix plus déplorable que celui du nouveau ministre qu'elle envoya dans cette république. C'était un jeune Russe, dont le caractère

altier et féroce se trouva entièrement incompatible avec le caractère d'une nation faible par ses désordres, mais encore fière et présomptueuse. L'attachement aux lois était pour lui un mot sans idées, et il ne parvint pas même après quelques années de séjour parmi ces républicains, à entendre ce que c'est qu'un homme libre.

Le prince Repnine, c'était le nom de ce Russe, était né dans le temps de la dernière élection, au milieu d'une armée qui ravageait la Pologne. Les Polonais dispersés, l'incendie de leurs châteaux, le pillage de leurs terres, furent les premiers objets qui frappèrent ses regards. Il comptait, parmi ses grands-mères une tartare Kalmouke; et les traces de cette origine sauvage se reconnaissaient encore dans ses mœurs aussi bien que dans ses traits, dont la bizarrerie n'était pas sans agrément. Sa physionomie était vive et altière, son esprit intrigant et brouillon, autant qu'on peut l'être dans une cour despotique. Parmi les jeunes Russes, aucun, à la honte de cette cour, n'annonçait de plus heureuses dispositions. Mais ses débauches avaient fait la seule occupation de sa jeu-

nesse ; et son activité ne lui avait servi qu'à accumuler des dettes, et à le plonger dans tous les genres de désordres. Il portait, dans la société familière, une sorte de gaieté assez vive et de plaisanterie assez spirituelle. Il s'abandonnait quelquefois à ces premiers mouvemens de bonté qui échappent aux plus méchans naturels, et qui servent à excuser la bassesse de ceux que l'intérêt rapproche de pareils hommes. Il n'était pas entièrement dépourvu de sagacité dans les affaires ; mais tout ce qu'il avait vu jusqu'alors avait plus gâté son esprit qu'ajouté à son expérience. Tout avait contribué à exagérer dans son imagination l'idée de la puissance russe. Pendant la dernière guerre, où par une convention entre les cours alliées, les volontaires de chaque nation servaient dans chaque armée, il avait fait toutes les campagnes avec les Français, entièrement inconnu dans cette armée, empruntant pendant l'été aux officiers généraux, et revenant à Paris pendant l'hiver, vivre, à la faveur de son titre, aux dépens des filles de théâtres. Là, durant une guerre malheureuse, et dans la liberté des conversations françaises,

où toutes les opérations du ministère sont représentées comme le dernier période de la décadence de la nation; où tout ce qui est étranger est loué par une opposition satirique à tout ce qui se fait dans le pays; Repnine, quand le gouvernement français commençait déjà à tomber dans le mépris, n'avait pas conçu une grande opinion de la puissance française. Envoyé ensuite par Pierre III, à la cour de Berlin, dans un temps où le roi de Prusse cherchait à disposer de toutes les forces de la Russie, il s'était vu l'objet des attentions séduisantes de ce héros. Aussi disait-il hautement, avant son départ de Pétersbourg, « que sa souveraine donnerait à la Pologne tel roi « qu'elle jugerait à propos, le plus simple gentilhomme polonais ou étranger, « et qu'aucune puissance sur la terre n'était en état de l'en empêcher ». Neveu de Panine, qui se plaisait à voir en lui l'héritier de sa fortune, son élève en son successeur, il en avait reçu, en faveur de Poniatouski, des instructions secrètes bien plus positives et plus pressantes que celles mêmes de la czarine; et dans les voyages que Poniatouski avait faits à Pétersbourg, le libertinage et la confidence

les ayant unis d'une sorte d'amitié, Repnine prenait plaisir à faire roi un ancien confident de ses désordres, un homme sous le nom duquel il espérait régner lui-même : car la faiblesse et la facilité de Poniatouski donnaient cette espérance à tous ceux qui agissaient en sa faveur ; et lui-même employait quelqu'adresse à les entretenir chacun séparément dans cette espérance générale.

L'arrivée de Repnine, à Varsovie, changea toute la face des négociations. On vit aussitôt se former une espèce de ligue entre tous les jeunes gens qui s'étaient trouvés à Pétersbourg dans la société intime de la grande-duchesse, au temps de ses amours avec Poniatouski, et dont Repnine avait dès-lors été l'ami. C'étaient les plus beaux jeunes gens de la Pologne ; et tout ce qu'il y avait de jeunes femmes occupées d'intrigues et de galanteries, commencèrent, dès ce moment, à s'attacher ouvertement à ce parti ; elles y formaient même une faction particulière ; et il ne resta presque plus parmi leurs adversaires, que les femmes des provinces et celles de la vieille cour.

Au lieu de ces insinuations adroites que le comte Keyserling avait employées

avec succès, au lieu de ces menaces toujours secrètes, toujours personnelles, toujours faites à propos, Repnine semblait avoir apporté à toute la nation polonaise des ordres absolus. Jusque-là, toutes les premières difficultés de cette grande affaire avaient été applanies par Keyserling avec la circonspection la plus artificieuse. Il y a une sorte de plaisir à considérer avec quelle singulière dextérité et quelle profonde connaissance du cœur humain, ce vieux et habile intrigant avait manié toutes les passions des grands, des simples gentilshommes et de la multitude. Il avait commencé par se rendre maître du primat, qui croyait avoir beaucoup fait pour la dignité de la république, en obtenant pour sa place le titre d'*altesse;* et Keyserling avait profité de cette vanité pour le brouiller avec les autres cours moins prodigues de titres et d'honneurs. Il s'occupait à miner sourdement tout le parti de la maison de Saxe; il offrait aux parens de la jeune polonaise qui avait secrètement épousé le duc Charles, de faire reconnaître en Russie et en Pologne son rang de princesse royale, en y joignant une pension convenable à cette dignité; et il ajoutait

que, si dans ce moment, cette famille ne croyait pas qu'il fût de son honneur d'accepter ses offres, au moins elle prît garde de rien faire qui empêchât l'impératrice de les réitérer. Il avait reçu de la main même de Catherine, une lettre pleine d'invectives contre les défauts corporels de l'électeur de Saxe. Cette femme qui voulait couronner en Poniatouski les agrémens de la figure, semblait trouver dans la difformité de cet électeur un motif d'exclusion. Elle ordonnait à Keyserling de communiquer cette lettre à tous les grands de Pologne, et elle la terminait par des menaces contre ceux qui ne se soumettraient pas à sa volonté. Keyserling, pour concilier ce qu'il devait d'obéissance aux ordres de sa souveraine, et de ménagement à l'indépendance de ces républicains, notifiait cette exclusion à chacun en particulier; mais il la niait publiquement: il paraissait avoir un grand respect pour la nation, que ses divisions empêchaient de réunir, et il affrontait tous les particuliers. Il flattait les Polonais pour les dompter, et ne faisait sentir le mords que dans l'instant où il exigeait l'obéissance.

Repnine, au contraire, voulut dès les

premiers jours de son arrivée, renverser tous les usages de la république, nommer le roi avant la diète de convocation, avant la tenue des diétines. Il apportait au comte Poniatouski une somme de cent mille ducats, et celui-ci commença à marcher avec un nombreux cortége, premier indice public de ses hautes prétentions. Keyserling, pour conserver la supériorité de son rang sur le nouveau ministre russe, se vit obligé de prendre le ton de sa cour, et de menacer au moindre obstacle de faire appuyer ses négociations par une armée. L'effroi se répandit en Pologne. Cette république sans défense, craignit que la cession de quelques-unes de ses provinces ne fût le prix convenu pour les efforts dispendieux que la Russie paraissait annoncer. Poniatouski devint en horreur à une nation qui se voyait menacée pour lui seul, et qui, dans l'opprobre de le recevoir pour roi, envisageait encore la honte de céder à cette occasion quelque partie de son territoire. Lui-même sentit avec inquiétude que cette hauteur insultante allait fermer toute voie à une conciliation; que plus les Polonais seraient menacés, plus ils espéreraient d'être se-

courus. Il fit des représentations à l'impératrice; il la supplia de rassurer la république, et d'après ses instances, elle chercha elle-même à calmer cet effroi. Elle publia une déclaration, où elle représentait. « Que la justice et l'humanité « étaient les seules règles de sa conduite; « que ces seules vertus l'avaient placée « sur le trône; qu'elle fondait sur elles « seules la réputation que lui méritait « la manière dont elle gouvernait son « empire »; et elle finissait par promettre de maintenir la république dans ses lois, ses libertés et toutes ses possessions. Keyserling reprenant aussitôt son ton insinuant et ses propos mesurés, protesta « Que l'impératrice avait pour unique « objet de procurer la couronne, par « les moyens les plus doux, à celui des « Polonais qui lui serait le plus agréa- « ble; qu'elle n'avait encore désigné « personne, et qu'elle attendrait le temps « où les usages de la république y auto- « risaient les puissances étrangères ». Mais le chef-d'œuvre du vieil ambassadeur fut de contenir, pendant le peu de temps qu'il vécut encore, le caractère hautain et impétueux du nouveau ministre qu'on lui avait donné pour collègue,

d'astreindre cet homme violent à toutes les formes républicaines, et de le forcer ainsi à laisser aux Polonais une ombre de liberté, en les amenant par degrés à une soumission prudente et volontaire.

Cependant, les cours de France et de Vienne ne voulaient point croire que l'impératrice de Russie eût l'intention de donner à la Pologne un pareil roi. L'Europe entière avait su, il est vrai, les amours de Poniatouski et de la czarine, et presque tous les états avaient pris part à cette aventure. Ce jeune homme, émissaire d'une faction polonaise, et ministre de Saxe, donné pour amant à la grande duchesse de Russie par un ambassadeur d'Angleterre, avait été séparé d'elle par les efforts réunis des ambassadeurs d'Autriche et de France; et depuis leur séparation, un ministre de Danemarck avait servi à leur correspondance. Pendant bien des années, tout le corps des ministres étrangers à Pétersbourg, s'était à l'envi occupé de cette intrigue; et peut-être ce concours bizarre de circonstances qui intéressa tant de souverains et de ministres dans une aventure galante, ne fut-il pas une des moindres causes qui attacha cette femme

altière au dessein de couronner Poniatouski. Toutefois, les cours de France et d'Autriche n'ajoutèrent aucune foi à ce dessein. En vain d'habiles ambassadeurs les en avaient depuis long-temps prévenues ; elles avaient toujours confondu cette prévoyance avec ces frivoles spéculations politiques, dont la nécessité de leur écrire toutes les semaines, grossit les dépêches d'un si grand nombre de négociateurs, correspondances presque toujours aussi futiles que le public les croit importantes, et dans lesquelles tous les possibles se trouvent combinés avec la plus vaine subtilité. Ces deux cours, où les idées d'une naissance illustre et d'une ancienne origine ont tant d'influence sur les mœurs, et dont les opinions sur les différens états de la vie ne sont point prises dans ces fréquentes révolutions auxquelles les pays orientaux sont accoutumés, ne voyaient dans l'élévation de Poniatouski qu'une prostitution de la grandeur royale, et ne pouvaient se persuader qu'une souveraine eût conçu un semblable projet. Toutes deux unies à la maison de Saxe, par les liens du sang, lui accordèrent leur recommandation auprès des Polonais; mais

résolues d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à de nouveaux troubles, elles annoncèrent qu'elles ne voulaient gêner en rien la liberté des suffrages.

Dans la conduite de ces deux cours, qui paraissait absolument la même, il entrait des vues différentes. La France, que ses anciennes querelles avec la maison d'Autriche avait rendue depuis deux siècles l'alliée de tous les peuples maintenant opprimés par la Russie, voyait avec une jalouse inquiétude, cette puissance nouvelle usurper la domination du nord. Elle aurait voulu l'abaisser, ou du moins l'humilier; elle cherchait à lui susciter des ennemis; elle tenta alors d'intéresser les Turcs en faveur des Polonais : mais la crainte de se trouver elle-même entraînée et compromise dans de nouvelles dépenses, et peut-être dans une nouvelle guerre, avant d'être rétablie des malheurs qu'elle venait d'éprouver, ne lui permit que d'employer des moyens faibles, timides, et qui ne pouvaient avoir aucun succès. On défendit à l'ambassadeur de France à Constantinople, toute voie de corruption, tandis que les Russes avaient soin d'y faire passer de grandes sommes d'argent et

toutes ces riches fourrures de la Moscovie si recherchées dans le luxe oriental. On lui défendit de faire parvenir aux ministres ottomans aucun mémoire instructif, aucune note par écrit, tandis que ces ministres indolens et d'un accès toujours difficile pour les étrangers, n'abordaient eux-mêmes qu'avec crainte un maître défiant et taciturne, et ne prenaient aucune résolution sur quelque affaire que ce fût, sans lui en avoir fait le rapport par écrit. Aux propositions faites par le kan des Tartares, cet ambassadeur fut chargé de faire répondre verbalement, mais sans prendre aucune espèce d'engagement, que si des troupes étrangères entraient en Pologne, la France ne serait pas éloignée de contribuer aux frais de l'expédition que le kan projetait contre ces troupes.

Le ministre qui présidait alors aux affaires étrangères de ce royaume, avait pour principe de ne prendre aucun parti dans les divisions des autres cours; et pour y conserver toutefois à la France quelque apparence de crédit, il recommandait à tous les ambassadeurs français une conduite telle, que le parti qui triompherait crût avoir quelque obliga-

tion à la France. En conséquence d'un pareil système, après avoir accordé à l'électeur de Saxe la recommandation de la France auprès des Polonais, il faisait encourager, par des complimens vagues, les desseins du grand général sur le trône; et dans le même temps, persuadé que la Russie voudrait y placer un des princes Czartorinski, il envoyait un secret émissaire à ces princes. Ainsi la France eut en Pologne trois négociateurs, un ambassadeur, un résident et un consul, précisément parce qu'on n'avait aucune intention réelle; et il est remarquable que, dans une combinaison si compliquée et si subtile, on avait tout prévu, excepté ce qui arriva.

Ce n'est pas tout encore, et la nécessité de porter le plus grand jour sur une intrigue très-mystérieuse, et qui a eu la plus singulière influence sur les principaux événemens de cette histoire, nous oblige d'ajouter d'autres détails. Ce ministère, au milieu de tant de subtilités et de circonspection, était lui-même tombé dans un piége. Le résident et le consul qu'il envoyait en Pologne, étaient tous deux secrètement employés dans cette correspondance, que le roi de France en-

tretenait à l'insçu de son ministère, et dont nous avons raconté précédemment l'occasion et les effets. Le comte de Broglie, ministre caché de cette correspondance, avait eu l'adresse de faire choisir deux de ses confidens par le véritable ministre. Ceux-ci obéissaient donc réellement à d'autres instructions plus secrètes, et qui paraissaient émanées directement de l'autorité suprême. Elles prescrivaient de ne point s'opposer à l'élection du comte Poniatouski. Les ordres envoyés à Constantinople, par cette même correspondance, n'étaient pas moins contradictoires à ceux du ministère. Ils prescrivaient à l'ambassadeur de France d'employer toute son habileté à entretenir la paix entre les deux empires. Ils lui défendaient de faire parvenir au kan des Tartares la faible promesse que la France pourrait entrer dans les frais de son expédition. L'excès de réserve dont le ministre de France avait imposé la loi à cet ambassadeur, lui servit à pallier la mollesse avec laquelle il exécuta les ordres qu'il en avait reçus, et le sauva longtemps de l'extrême embarras d'une position si critique.

Peut-être voudrait-on pénétrer plus

avant, et demander quels motifs dirigèrent la conduite du comte de Broglie, dans une contrariété que nous verrons se soutenir opiniâtrément contre tous les projets du ministère de France. Mais soit qu'il ait voulu, par une ambition personnelle, se jouer de tous les projets d'un ministre qu'il cherchait à supplanter; soit que, dans l'intention d'entretenir toujours un parti en Pologne, il ait cru que l'élection et le règne de Poniatouski offriraient de perpétuelles occasions de factions et de soulèvemens; soit qu'il ait écouté d'autres intérêts encore moins généreux, nous ignorons entièrement ses motifs. Il est seulement très-vraisemblable que le comte de Broglie n'ayant pas tiré de cette confidence du roi son maître tous les avantages personnels qu'il devait s'en promettre; ayant au contraire subi plus d'une disgrâce et la rigueur même d'un exil, dans lequel son frère, déchu du commandement des armées qu'il conduisait avec gloire, avait été tout récemment envoyé avec lui; se voyant en quelque sorte trahi par son maître, et perpétuellement sacrifié au crédit des favoris et des ministres; voyant enfin ceux qui gouvernaient alors les af-

faires établis à la cour et dans leurs emplois d'une manière qui paraissait inébranlable et qui lui ôtait tout espoir de leur jamais succéder, il est vraisemblable, dis-je, que son ambition mécontente et irritée prit alors de nouvelles voies ; qu'il commença à vouloir tirer de cette bizarre intrigue d'autres avantages que ceux qu'il en avait d'abord espérés ; que le ressentiment et le dépit se joignant à son ambition, le firent enfin fléchir de cette droiture rigoureuse qui semblait être dans son caractère, et le détournèrent de ces grandes vues politiques, qu'il avait jusque-là suivies avec la persévérance la plus courageuse. Ce qui est certain, c'est que Poniatouski, devenu roi, donna aussitôt sa voix pour le cardinalat à un frère du comte de Broglie.

Quant à la cour de Vienne, justement irritée contre les Russes qui l'avaient si indignement trahie dans la dernière guerre, et personnellement contre la czarine, qui dans ses menées pour usurper le trône de son mari, l'avait jouée par de fausses espérances, elle voulait lui susciter des embarras, lui faire sentir qu'elle était maîtresse de

contrarier ses vues, et que le roi de Prusse ne serait en comparaison d'elle qu'un allié inutile. Son premier soin fut de ranimer les espérances amorties de l'électeur de Saxe, à qui l'exclusion formelle que lui donnait la czarine en avait facilement imposé. Il était prêt à renoncer à ses prétentions, dans la crainte de hasarder des démarches qui l'eussent compromis, et des dépenses infructueuses qui eussent achevé sa ruine. La cour de Vienne l'empêcha de se désister. Elle craignit que dans l'alliance qui se tramait entre le roi de Prusse et la czarine, ils n'eussent concerté le partage des provinces polonaises ; et elle fit annoncer qu'elle prenait sous sa protection le moindre village de Pologne. Cette cour, qui, dans les dernières élections, avait joué un si grand rôle, tenta de réparer, par les talens de son ambassadeur, ce que la perte d'une province limitrophe avait diminué de son influence. Elle fit choix, pour l'envoyer à Varsovie, du plus habile politique qu'elle eût alors dans ses négociations. Le comte de Mercy, après avoir vu presque toutes les cours de l'Europe, et séjourné trois ans à celle de Russie, en rappor-

tait cette haine que les étrangers vertueux ont toujours rapportée de ce pays. Il n'avait pu voir, sans une sorte d'horreur, un peuple qui joint des mœurs féroces aux vices des peuples policés, un luxe effréné à une profonde misère, et l'insolence des manières à la bassesse des ames; qui, sans argent et sans industrie, plein d'ambition et d'arrogance, n'a rien de ce qu'on estime chez les peuples pauvres; chez lequel on ne connaît pour toute vertu qu'un dévouement superstitieux aux volontés d'un despote, pour tous talens que ceux des esclaves, l'imitation et la ruse. Son honnêteté naturelle révoltée par tous les vices qu'il avait vus de près, lui faisait porter une sorte de passion dans le projet politique de s'opposer aux progrès de cette puissance; et peut-être avait-il un secret désir d'humilier personnellement une princesse qui, dans le cours de son ambassade auprès d'elle, ne l'avait laissé réussir dans aucune de ses négociations. Il était persuadé, qu'il ne fallait dans ces commencemens que tenir tête à la czarine pour lui en imposer, lui montrer la guerre pour la contenir en paix; et que si les Polonais paraissaient prêts

à lui résister, la tyrannie qu'ils en éprouvaient cesserait aussitôt. Il résultait de ces différentes conjonctures, que, des deux cours de France et de Vienne, celle qui n'avait jamais pris aucun intérêt au sort des Polonais, celle dont ils se défiaient avec tant de raison, et qui, depuis deux cents ans, les avait en toute occasion sacrifiés à la Russie, se montrait aujourd'hui la plus zélée pour leur défense.

L'arrivée de son ambassadeur à Varsovie, et l'activité qu'il mit dans ses premières démarches, en donnant des conseils, en promettant des secours, en tâchant de réunir les esprits, en faisant prendre des engagemens, fortifièrent le parti de l'électeur de Saxe. Le concert qui s'établit entre les ambassadeurs de France et de Vienne servit à réunir aux partisans de la maison de Saxe, tous ceux qui attendaient la résolution de la France; et par-là, les anciens ennemis de cette maison se joignirent à leurs plus zélés défenseurs. La crainte de l'oppression des Russes prévalut sur les plus justes ressentimens. Le grand général suspendit toutes les mesures relatives à son ambition personnelle, pour

s'occuper uniquement à maintenir l'indépendance de la république. Il craignit de diviser, pour ses propres intérêts, ceux qui, par des vues différentes, avaient un égal projet de s'opposer aux Russes. Il tâchait que tout ce qui ne s'était pas donné à cette faction, fût uni contre elle, et qu'ainsi, il n'y eût dans le royaume que deux partis. Mais les infirmités que l'électeur avait apportées en naissant, ne lui laissèrent point assez de forces pour résister à une maladie dont il fut atteint. Ce prince, le seul encore qui eût demandé le trône, fut enlevé par une mort imprévue. Son successeur était un enfant, et les lois de Pologne ne permettent pas qu'un mineur soit élu. Les oncles de ce nouvel électeur, princes sans états, sans argent et sans forces, ne pouvaient soutenir par eux-mêmes une si haute concurrence. Ils furent bientôt désunis, et suspendirent toutes démarches relatives à l'élection au trône de Pologne, jusqu'à ce que les cours de Vienne, de Versailles et de Madrid, dont ils étaient alliés, eussent décidé duquel d'entre eux elles voudraient appuyer les prétentions.

A cette nouvelle si favorable au des-

sein de la Russie, la plupart des grands accoururent auprès du grand général. Ils vinrent lui offrir leurs suffrages. Tous jurèrent, d'une seule voix, de les lui donner. Tous parurent résolus à périr, plutôt que de laisser monter sur le trône un jeune homme, qui, n'ayant pour y parvenir, aucun titre que d'avoir su plaire à la czarine, ferait de leur patrie une province Russe. Ils s'engagèrent à réunir toutes leurs troupes en une seule armée, pour dissiper tout parti qui voudrait faire une élection illégale, et pour combattre les Russes, s'ils entraient en Pologne. Les troupes du prince Radziwil, jointes à celles du grand général, du palatin de Kiovie et de tous leurs amis, devaient former une armée de trente mille hommes. Mais pour son entretien, pour contrebalancer l'argent que répandait le parti opposé, et suffire aux dépenses que doivent faire dans les diètes les nonces populaires et qui entreprennent de dicter à la noblesse les opinions qu'elle doit suivre, on compta qu'il fallait avoir en mains une somme de plus de deux millions. Plusieurs de ceux qui étaient présens, avaient un revenu annuel au-dessus de cette somme. Mais le luxe dans lequel ils avaient tou-

toujours vécu ayant épuisé leurs richesses, et ces dépenses faites, en opposition de la Russie, pouvant encore monter plus haut, on résolut de solliciter l'assistance des trois cours dont les princes de Saxe attendaient la décision; de soumettre à ces cours l'engagement pris en faveur du grand général, et de consentir, avec l'aveu même de cet illustre vieillard, à porter au trône, si c'était leur volonté, celui des princes Saxons qu'elles désigneraient.

Mais c'était d'une autre puissance que devait dépendre le sort des Polonais. Le roi de Prusse n'était encore lié par aucun traité avec aucun état de l'Europe; situation conforme au système général qu'il avait embrassé de s'engager peu, de croire faiblement à la prévoyance, parce qu'il considérait les événemens comme les jeux d'un hasard aveugle, de regarder avec dédain toute cette vaine politique qui agite les cabinets, de se maintenir en forces, d'attendre l'occasion, et de prendre le parti qu'elle indique. Ce prince, depuis la paix, sans se relâcher d'aucun soin, ni du gouvernement, ni du généralat, menait, au fond d'une campagne isolée, la vie d'un sibarite et solitaire. Là, entouré des sta-

tues ou des portraits des plus grands hommes de tous les siècles, il donnait la matinée entière au soin de son royaume et de son armée, et le reste du jour aux arts, à la méditation, à son goût pour la poésie et pour la musique. C'est là, que dorénavant sacrifiant toujours l'éclat au succès, redoutable jusque dans son repos, jamais arriéré d'un seul jour sur une seule affaire, impénétrable à ses secrétaires les plus intimes, il suivait des yeux les mouvemens de l'Europe entière, et savait prendre part aux agitations des pays voisins, toujours à propos, et de manière à s'assurer, par le concours même de ses ennemis naturels, une des plus belles provinces de cette malheureuse république. On s'aperçut bien qu'au premier bruit de la mort du roi de Pologne, il donnait de nouveaux ordres; mais on ne les connut que par leur exécution. Tous ses régimens furent recrutés, son artillerie réparée, et il se retrouva, sans bruit et sans effort, dans l'état de guerre le plus formidable. Sollicité par l'électrice de Saxe, qui cherchait, depuis quelque temps, à le séduire par tous les agrémens de l'esprit, de protéger la demande qu'elle faisait du

trône, il lui répondit avec les égards les plus recherchés et la politesse la plus ingénieuse, mais comme si l'élection, étrangère pour lui, devait intéresser uniquement la Russie. Pendant ce temps, il cherchait de toute manière à pénétrer les véritables intentions de la czarine. Il démêla tout l'embarras où elle se trouvait; et, bien assuré de ce que Poniatouski serait sur le trône, il enhardit cette princesse à se livrer plus ouvertement au désir de l'y élever. Il se fit un mérite auprès d'elle de lui en applanir les principales difficultés; son ministre, à Varsovie, s'attacha à y tenir, en toute occasion, le même langage que l'ambassadeur russe; et Fréderic, par cette suite de ménagemens et de prévenances, obtint de la czarine le traité d'alliance le plus avantageux, le même qui avait été conclu dans le temps où l'enthousiasme du feu empereur pour lui en avait dicté les conditions. Allant au-devant de tous les projets que pouvait méditer le parti que protégeait la czarine en Pologne, il fit insérer dans ce traité la condition expresse de ne point souffrir en Pologne les entreprises de ceux qui tenteraient d'y changer la forme du gouvernement.

Ce traité, qui devait durer huit ans, fut signé le 31 mars 1764.

Aussitôt après la signature, il envoya à Poniatouski le cordon de l'ordre de Prusse; et cet honneur, accompagné d'une simple lettre de complimens, devint le premier titre public que ce jeune homme eut à faire valoir. Dès-lors, le roi de Prusse ne cessa d'exhorter les Polonais à se soumettre, parce qu'il n'y avait pas, disait-il, moyen de résister à la volonté des Russes. Il semblait craindre que, par une résistance mal concertée, ils ne forçassent la Russie à aggraver son joug sur eux; il favorisait alors les desseins de Catherine, de manière que ces malheureux républicains cédassent sans être opprimés. Toute sa conduite tendit évidemment à ce que les Polonais, déshonorés de plus en plus en recevant de gré ou de force Poniatouski pour roi, demeurassent toutefois séparés de la Russie, et que, ni la servile complaisance d'un parti, ni l'impuissante opposition de l'autre, ne rendissent la czarine maîtresse de la république. Il publia, à l'exemple de cette princesse, une déclaration où il assurait « que le « concours des deux cours était bien

« éloigné d'avoir pour objet le démem-
« brement de la Pologne; que leur amitié
« était fondée sur des principes trop équi-
« tables, pour qu'il eût jamais été ques-
« tion entre elles d'un pareil dessein, et
« qu'il ne travaillait qu'à maintenir les
« états de la république dans leur inté-
« grité. "

Telle était, relativement à cette vacance du trône, la situation des affaires en Pologne et dans les pays étrangers. La Russie et la Prusse réunies et agissant de concert; les Turcs indifférens et trompés; les Tartares attentifs, mais éloignés et contenus; la France et l'Autriche irrésolues, embarrassées et laissant encore les Polonais sans réponse, lorsqu'arriva le temps fixé pour l'assemblée des diétines dans toute l'étendue des provinces de la république.

Ces diétines, qui doivent en Pologne précéder l'élection des rois, ont dans tous les siècles été sanglantes et meurtrières. On y choisit des députés, chargés d'examiner dans la diète générale l'état de la république, de proposer les changemens que l'on croit nécessaires dans la constitution, et de décider le temps et la forme de la prochaine élection. On y

choisit aussi des juges, chargés de tenir les tribunaux au nom de la nation, pendant qu'elle n'a point de chef. Ces cours de justice, qu'on nomme les tribunaux du deuil, ont ensuite et pendant toute la durée de l'interrègne, une grande influence, parce qu'au milieu des factions et des brigues, la faveur qu'elles accordent dans les jugemens est un moyen presqu'infaillible de se rendre maître des suffrages pour l'élection du roi. Les violences et les massacres ont toujours été inévitables dans ces diétines, composées d'une noblesse en armes, rassemblée par de si puissans intérêts. Mais aucun interrègne ne vit plus de divisions excitées par de plus puissans motifs. Aucun cependant ne vit couler moins de sang. On remarque avec surprise qu'il n'y eut que dix gentilshommes de massacrés dans toute l'étendue de la république, tant les mœurs de la nation étaient adoucies. Toutefois le vœu général s'y produisit d'une manière si marquée, que les Czartorinski ne se dissimulèrent plus que le succès de leur entreprise serait impossible, tant que la république serait libre. L'importance de cet événement exige de plus grands détails.

Dans la Pologne proprement dite, où le comte Branicki exerçait directement son autorité, il écrivit aux gentilshommes les plus accrédités dans chaque district, « que de ces premières assemblées « allait dépendre l'asservissement ou la « liberté de leur patrie; que la fermeté « ou la faiblesse de ceux qu'ils char- « geraient de la destinée de l'état, pou- « vait assurer ou faire évanouir toutes « les espérances de leurs adversaires; « que les cours alliées de la république « attendaient sans doute ce premier évé- « nement pour juger de l'esprit général « qui animait les Polonais, et pour se « déterminer à les secourir ou à les aban- « donner ». Cette seule lettre suffit pour déconcerter presque toutes les manœuvres des Czartorinski; et quoiqu'ils fussent présens dans cette province, et qu'ils y employassent par eux-mêmes tous les moyens de séduction, ils n'eurent un succès complet que dans le district de Varsovie. La noblesse de ce district, la plus voisine de la cour, et la plus accessible à la corruption, élut, au milieu des acclamations et des cris de joie, Poniatouski pour un de ses députés. Elle nomma aussi pour présider aux tribunaux le

prince Auguste Czartorinski. Partout ailleurs ils se trouvèrent les plus faibles ; mais ils surent éluder cet esprit général ; et dans la plupart des districts, après de grands tumultes, qui coûtèrent la vie à quelques-uns des plus téméraires de l'une ou de l'autre faction, leurs partisans, séparés des autres gentilshommes firent, malgré leur petit nombre, une double nomination de députés et de juges. Les républicains choisirent leurs députés dans les maisons les plus illustres ; comme si la Pologne appelait à sa défense ceux qui par leur rang et par l'étendue de leurs possessions, devaient y prendre un plus grand intérêt. De leur côté, les Czartorinski firent élire de nouveaux nobles ; gens à qui il était plus agréable que l'un d'eux fut élevé sur le trône, et qui devaient voir avec plus d'indifférence les changemens que les Czartorinski projetaient de faire à la constitution.

Dans le grand duché de Lithuanie, où le prince Radziwil et la maison Massalski étaient chefs des deux factions opposées, on avait cru prévenir les troubles en concertant d'avance et d'un commun accord, le choix des députés et des juges. Mais pendant que Radziwil,

chef des républicains, se fiait à ce traité, les Massalski, dont l'un était grand-général de cette province, et dont l'autre en était évêque, répandirent à propos des sommes considérables ; ils envoyèrent les troupes dont ils étaient maîtres environner les diétines dont ils se croyaient le moins assurés. Aucun des gentilshommes que le prince avait proposés, ne fut élu ; et ceux-ci, dans quelques districts, ayant fait une double élection, furent dispersés et poursuivis. A cette nouvelle, Radziwil accourut à Vilna, suivi de deux cents gentilshommes, son cortége ordinaire, et la terreur du pays. Il force la maison de l'évêque, principal auteur de ces manœuvres, en chasse les juges choisis par cette faction. Il joint de sanglantes ironies à de violens outrages ; et nommant à ce prélat les anciens évêques tués par des princes pour s'être mêlés des affaires publiques, « Quand vous serez pris une seconde « fois de la même tentation, rappelez-« vous, lui dit-il, que j'ai cent mille « ducats en réserve pour aller à Rome « demander mon absolution ». Cet évêque, qui joignait une excessive timidité à un extrême empressement de se mêler

dans toutes les affaires, précipité dans ses desseins, et irrésolu après en avoir entrepris l'exécution, toujours intrigant, et toujours dupe, aussitôt que le prince l'eut quitté, fit armer le peuple au son du tocsin, se barricada dans sa cathédrale, envoya réclamer le secours des Russes, et commença une confédération contre Radziwil, en la prêchant comme une croisade, et en la faisant signer d'abord par son clergé. De son côté, Radziwil fit tenir les tribunaux par les députés que son parti avait élus, et reprit toute l'autorité dans tous les districts de la Lithuanie.

Enfin, les dernières diétines, et les plus importantes, devaient se tenir dans la province de Prusse. L'usage voulait qu'elles s'assemblassent un mois plus tard que celles des autres provinces. Ce pays jouissait du singulier privilége d'envoyer aux diètes autant de députés qu'il voulait; avantage peu considérable dans les diètes ordinaires, où les décisions doivent être unanimes, mais qui lui assurait la prépondérance aussitôt que les affaires se décidaient, comme dans les interrègnes, par la pluralité des suffrages. Les espérances des deux partis contraires

allaient donc véritablement dépendre de cette province. Le parti russe y avait pour chef un frère de Poniatouski, général au service d'Autriche, avancé par son mérite, couvert de blessures, et dont les ordres étaient respectés par les ennemis même de son nom. Il était accouru de Vienne pour seconder les factions qui devaient placer la couronne dans sa famille ; et cette probité sévère dont il avait fait profession toute sa vie, ne put le préserver ni de cette funeste ambition, ni des criminelles démarches dont il fallut la soutenir.

Une coutume immémoriale avait fixé pour le lieu des assemblées, la ville de Graudentz, que les Russes, au nombre de deux mille hommes, occupaient depuis le commencement de la dernière guerre, sous le prétexte d'y garder un de leurs magasins, triste et fatal monument des fautes du dernier règne ! Il avait été décidé que ces troupes, suivant l'usage observé par la garde polonaise elle-même, s'éloigneraient d'une lieue pendant toute la durée de la diétine, et paraîtraient ainsi en respecter la liberté. Mais les républicains connaissaient la perfidie de l'ambassadeur russe

qui leur avait fait cette promesse. Ils craignirent de laisser une assemblée aussi importante exposée à la violence ; et tous ceux qui avaient été naturalisés dans la province de Prusse, partirent pour s'y rendre de toutes les autres provinces du royaume, avec leurs troupes domestiques, dont la réunion devait composer plus de six mille hommes.

A cette nouvelle, les Czartorinski, déjà intimidés par le peu de succès qu'ils avaient eu dans les autres diétines, tremblèrent pour l'événement d'une assemblée aussi décisive, et prirent la fatale résolution d'appeler une armée russe à leur secours. Ils fermèrent les yeux sur deux lois effrayantes, dont l'une prononce la nullité absolue de toute élection, tant qu'il y aura des troupes étrangères dans le pays, et dont l'autre permet à tout citoyen de tuer quiconque, dans un interrègne, appellera des troupes étrangères. Le malheur de cette dernière loi est que la tête des coupables est mise à prix, et qu'au lieu d'honorer ce meurtre, elle l'a ainsi dégradé par un lâche intérêt. Ils demandèrent à l'impératrice un secours de dix mille Russes ; ils lui représentèrent la résistance de la Nation

comme l'effet des menées du grand-général et de la crainte que Radziwil inspirait. Tout était prêt en Russie pour satisfaire à cette demande. Des détachemens russes s'avancèrent donc à la hâte dans la Prusse Polonaise pour en imposer à la diète de cette province ; un corps d'armée entra en Lithuanie pour y soutenir les ennemis du prince Radziwil, et d'autres détachemens prirent d'avance la route de Varsovie, afin d'y soutenir, quand la diète générale s'assemblerait, les doubles élections que les Czartorinski avaient osé faire dans la plupart des diétines précédentes.

La destinée, qui amenait ainsi les malheurs de cette république, voulut que dans le même moment les Polonais pussent espérer les plus puissans secours. La France et l'Autriche se refusant à toute espèce de mesure pour soutenir la résistance de ces républicains, imaginaient cependant qu'il fallait encourager cette résistance, soit dans l'espérance qu'elle suffirait seule pour en imposer à la Russie, soit dans l'attente d'une révolution dans cet empire, ou de quelqu'autre accident de la nature ou de la fortune. Elles avaient, depuis la mort de l'élec-

teur de Saxe, prescrit à leurs ambassadeurs de tenir toujours le même langage, et d'animer leurs partisans par des promesses. Leurs déclarations arrivèrent dans ces conjonctures critiques, et furent remises au primat dans deux audiences solennelles. Ces deux cours déclaraient à la république : « Qu'elles ne recomman-
« daient aucun des concurrens au trône ;
« qu'elles reconnaîtraient pour roi qui-
« conque serait élu par le choix libre de
« la nation, et que si elle était trou-
« blée dans l'exercice de ce droit légi-
« time, si quelque ennemi entreprenait
« de lui faire violence, elle pouvait comp-
« ter sur leurs secours et les requérir
« avec assurance ».

C'est ainsi que nous avons vu de nos jours quatre déclarations publiées solennellement au nom de quatre souverains puissans, ne contenir que de vaines promesses violées avec perfidie, ou lâchement oubliées.

Ces déclarations de l'Autriche et de la France, répandues dans tout le royaume, donnèrent aux bons citoyens la fausse certitude d'être secourus ; et d'abord, cette foule de nobles réunis dans la Prusse, se crut assurée d'un appui. On

ne pouvait plus douter que la diétine de cette province n'assurât tout l'avantage au parti des républicains. La seule ressource qui restait au parti opposé était ou d'user de surprise, ou d'employer les dernières violences, ou enfin d'empêcher la tenue de cette diétine ; démarches également odieuses, et qui n'étaient pas sans péril. Les troupes des deux partis, d'après la convention précédemment faite à Varsovie, étaient éloignées de la ville de Graudentz, au-delà du marais qui l'environne à plus d'une lieue de distance et n'y laisse d'accès que par une chaussée étroite. Le frère de Poniatouski, ce général accouru de Vienne à son secours, fit subitement rentrer les Russes dans la ville, et jura que personne n'y entrerait et n'en sortirait qu'on n'eût acquiescé aux propositions qu'il présentait, et qui l'eussent rendu le maître de la diète. Les Polonais séparés de leurs troupes et enfermés, résolurent de ne point tenir la diétine ; persuadés que sans les députés d'une grande province, on ne pourrait tenir la diète générale, que toutes les opérations de la république allaient se trouver suspendues ; que leurs adversaires, arrêtés dès les

premiers pas, perdraient ainsi le fruit de cette violence, et que ce retard même donnerait le temps de recevoir les secours promis par les puissances amies de la Pologne. Ce fut le sens d'un manifeste qu'ils publièrent, pour se plaindre de cette oppression, pour conjurer la république d'avoir égard à leurs droits en refusant de tenir sans eux la diète générale, et pour réclamer les promesses authentiques qui venaient d'être faites à la Pologne.

Chacun des deux partis crut ainsi avoir l'avantage; l'un se félicitait de s'être débarrassé des nombreux députés de cette province, l'autre espérait que la diète ne serait pas tenue sans eux.

Aussitôt après la rupture de cette diétine, les Russes quittèrent Graudentz, et s'avancèrent à grands pas vers la capitale, où déjà se rendaient de toutes parts les sénateurs et tous les députés élus par l'un ou par l'autre parti. Déjà les troupes particulières de la maison Czartorinski s'y étaient rendues, et tous les jours on voyait dans les places publiques le comte Poniatouski, en exerçant ses nouvelles recrues, prendre avec elles les premières leçons de la guerre. Qua-

rante mille Prussiens bordaient les frontières de Pologne, et dix mille Russes divisés en deux corps, occupaient des deux côtés de Varsovie les postes les plus avantageux. Tandis que ce voisinage y répandait la consternation, un trésor de plus de deux millions y arriva publiquement sous une escorte nombreuse. Tous les moyens se réunissaient; argent, troupes, menaces, promesses, manœuvres de tous les genres; tout, dans ce parti, avançait constamment vers un objet fixe. Au contraire, dans l'autre parti, si ce nom doit être donné aux défenseurs de la république, on n'avait pu former aucun plan. L'espérance d'un secours étranger suspendait encore toute résolution; tous ceux qui pouvaient prétendre à la couronne se renvoyaient l'un à l'autre le dangereux honneur d'y concourir. Tout ce parti, et c'était presque la nation entière, était dans l'attente et dans la désunion. La noblesse dispersée sur ses terres, n'imaginant pas ce que dans sa faiblesse elle pourrait faire sur les lieux où la faction opposée prenait les armes, aimait mieux ne rien autoriser par sa présence; et ceux que leur dignité forçait de se montrer dans

la capitale, étaient les seuls qui s'y rendissent.

Mais plus le danger augmente, plus le courage de ceux qui veulent s'opposer à l'oppression s'élève. Le grand-général s'avançait vers Varsovie, avec un nombreux cortége militaire, estimant assez sa nation pour se croire soutenu d'un parti considérable. Il avait pris à son service trois cents Tartares, d'une bravoure éprouvée dans la dernière guerre. Ses compagnies de janissaires et de Hongrois étaient augmentées de quarante hommes chacune. Il laissait à l'abandon sa propre résidence, asile de sa vieillesse; il laissait tous ses biens au pillage, et venait avec toutes ses forces, résolu de s'enterrer sous les ruines de la république, plutôt que de permettre aux Russes d'y donner des lois. Il espérait, à la vue même des troupes étrangères, ou faire tenir une diète légitime, ou empêcher qu'il ne s'en tînt aucune, et par sa résistance, donner du temps à quiconque en Europe voudrait s'opposer au despotisme de la Russie.

Il était accompagné de son épouse, sœur du comte Poniatouski. Une raison sûre dirigeait la conduite difficile qu'elle

avait à tenir ; liée par la tendresse et le devoir à deux partis conjurés l'un contre l'autre, elle ne fut jamais suspecte à aucun des deux.

Les ministres russes qui avaient cru tout vaincre par la terreur, étonnés de la résistance qui se préparait, s'en plaignirent au primat; et ce chef de la république crut devoir se montrer neutre entre les étrangers qui opprimaient son pays, le parti qui voulait y dominer, et les citoyens qui en étaient les défenseurs. Il nomma trois députations : l'une pour aller au devant du grand-général, le prier de ne point entrer à Varsovie avec un si nombreux cortége ; une autre, vers les ministres russes, pour traiter avec eux sur l'entrée de leurs troupes en Pologne; et enfin une troisième vers les princes Czartorinski, pour les exhorter à faire retirer leurs troupes de Varsovie. Le grand général répondit aux deux sénateurs qui lui furent envoyés : « Que ses « prédécesseurs avaient dans tous les in- « terrègnes augmenté leur garde, sans « que jamais les Polonais eussent conçu « des soupçons contre les troupes de leur « propre république destinées à les dé- « fendre, et surtout sans que jamais au-

« cun ministre étranger eût imaginé avoir « droit de s'en plaindre ». Puis, en élevant la voix, il leur demanda « s'il était « vrai qu'il y eût des troupes particu- « lières dans Varsovie, et des troupes « étrangères près de cette ville ? » Les deux sénateurs en étant convenus, il répondit : « Que sur ce pied là, il savait « quel était son devoir ? » Et poursuivant sa route, il entra à Varsovie sous les armes ; mais au lieu de cette joie tumultueuse qu'un peuple immense faisait ordinairement éclater sur son passage, on voyait avec le même concours et le même empressement, des signes d'attendrissement, d'intérêt et de crainte.

A la députation qui fut adressée aux ministres russes, le vieux Keyserling répondit avec une douceur artificieuse, que l'impératrice faisait, en bonne voisine, comme celui qui, voyant poser des barils de poudre dans la maison de son voisin, tâche de l'empêcher, dans la crainte que le feu n'y prenne et que lui-même n'en souffre. Les Polonais ayant répliqué que les dissensions de leur malheureuse patrie ne pouvaient porter atteinte à l'empire de Russie, et demandé pourquoi l'impératrice prenait tant à cœur leurs que-

relles ; Repnine répliqua : « il y a long-« temps qu'il aurait fallu faire cette « demande, aujourd'hui il n'est plus « temps ». Quant aux Czartorinski, ils répondirent qu'ils n'avaient de troupes que ce qu'en exigeait leur sûreté, et qu'avant de les écarter ils demandaient une assurance pour leur vie.

Un ambassadeur de Prusse accrédité seulement pour l'élection, arriva dans ces conjonctures, apportant, au nom du roi son maître, des exhortations à la concorde. Il avait amené pour sa garde une compagnie de hussards prussiens.

Varsovie offrait un singulier spectacle. Tous les sénateurs et tous les nonces, accompagnés de leurs épouses, s'y rendaient avec un cortége de femmes, de gentilshommes et de soldats. Une multitude de gens en armes, qui n'avaient entre eux aucun rapport de service ni de discipline ; Turcs, Tartares, Hongrois, Russes, Prussiens, Polonais de toutes les provinces, inondaient tous les quartiers et toutes les rues. On voyait deux ou trois cents uniformes différens. Il semblait que ce fût une ville neutre au milieu de plusieurs armées ennemies ; toutes les apparences de la paix y régnaient encore.

Ni les mouvemens de son commerce intérieur ; ni la navigation du fleuve, n'étaient interrompus. Les boutiques demeuraient ouvertes, et toutes les marchandises exposées sous les yeux du public ; des bâteaux chargés de grains descendaient paisiblement la Vistule ; des ouvriers travaillaient avec tranquillité au pont qui devait communiquer de la ville au champ Électoral. Presque tous ces hommes s'appelaient encore frères, suivant l'usage de la langue esclavonne ; mais on les voyait apprêter leurs armes pour un combat, et renoncer à cet autre usage antique et sacré de ne point affiler leurs sabres dans leurs dissensions civiles. Il y avait dans la cour de chacun des ministres russes un train d'artillerie. Trois généraux de cette nation, avec de nombreuses escortes, habitaient dans la ville ; et leurs soldats campés par détachemens ou cantonnés dans les environs, y venaient acheter, sans désordre, les choses dont ils avaient besoin. Mais en même temps les paysans s'y réfugiaient chargés de leurs meubles, qu'ils tâchaient de soustraire au pillage de ces troupes. Toutes les factions vivaient encore en société ; et quand il se trouvait une occasion de

célébrer quelque fête, tous les partis y paraissaient réunis dans les plaisirs. Cependant toutes les maisons étaient gardées ; il n'y avait point de famille où les passions dont les ames humaines sont capables, ne fussent au plus haut point de leur activité, l'ambition dans toute son ardeur, les haines dans toute leur rage, l'intérêt dans toute son avidité, l'amour de la patrie et de la liberté dans leur essor le plus généreux. Les dames polonaises, toujours mêlées dans les affaires de leur république, employaient, pour servir l'un ou l'autre parti, le crédit puissant que donne la séduction ; et tandis qu'une multitude de sourdes intrigues préparaient en secret la destinée de l'État, on craignait, au milieu de tant de gens de guerre prêts au premier signe de leurs différens maîtres, à devenir les ennemis les uns des autres, que chaque moment n'enfantât des querelles qui pouvaient avoir d'horribles suites, et que l'emportement de quelque soldat ivre ne devînt l'occasion d'un massacre. Dans cette terreur perpétuelle, on attendait encore avec plus d'inquiétude les grands événemens qui devaient éclore dans peu de jours; et personne ne pouvait prévoir

si la république recevrait un roi de la main des étrangers, ou si pour ne pas subir un joug odieux, elle préférerait de rester sans chef et sans lois.

Depuis la mort de l'électeur de Saxe, aucun candidat ne s'était encore ouvertement présenté. C'était une singulière ignominie pour les Polonais d'avoir à donner leur couronne, sans qu'aucun prince étranger ni même aucun Polonais songeât à l'obtenir de leurs suffrages. Un seul enfin se présenta, et peu s'en est fallu que je ne négligeasse d'en faire mention. C'était le prince Stanislas Lubonirski, sous-panetier du royaume. Après un dîner chez le primat, il s'adressa hautement à ce chef de la république, et lui déclara que sur le désir des cours voisines de voir monter un Polonais sur le trône, certains particuliers ayant conçu des espérances, il croyait pouvoir se mettre aussi bien qu'eux sur les rangs; qu'il pensait y avoir au moins autant de droit que tout autre, et qu'il se proposait lui-même. Le primat pour toute réponse lui dit « que cette prétention était libre ». Ce Polonais possédait en Ukraine un pays plus étendu que beaucoup de souverainetés. Il entretenait quelques milliers de

Cosaques ; mais ses terres étaient engagées, ses bois coupés, la solde de ses Cosaques n'était point payée. Il était joueur, buveur et prodigue. Ce qui étonna, c'est qu'après cette démarche, il ne parut pas moins lié qu'auparavant avec les princes Czartorinski. C'était vraisemblablement une intrigue de ces princes, afin qu'on ne dît pas que cette élection n'était faite que par la terreur, et sans qu'aucun concurrent osât se présenter. Un de ses amis disait cependant lui avoir inspiré cette prétention, pour le déterminer à joindre ses troupes à celles des républicains. Mais comme cet ami était un homme à doubles artifices, on ne savait pas au juste qui il voulait tromper, et cette énigme ne fut jamais expliquée.

L'arrivée de Radziwil à Varsovie fut un événement plus remarquable et donna une force réelle au parti républicain. Ce jeune prince accourait pour sa propre défense. Ses ennemis avaient juré sa perte. Absent de la Lithuanie pour aller se marier dans une province éloignée, il apprit sur sa route que les Russes étaient déjà dans quelques-unes de ses terres ; il précipita son voyage, se ma-

ria, partit le surlendemain pour aller visiter la principale de ses forteresses, et delà vint à Varsovie avec sa nouvelle épouse, sous une escorte de six cents hommes, laissant un autre détachement de ses troupes à quelque distance de la ville. Il sentait avec une noble fierté que les ennemis de la république ne pouvaient en commencer l'oppression qu'en travaillant d'abord à sa ruine personnelle. Il jura, dans une assemblée de républicains, de consacrer tous ses biens et toutes ses forces à leur défense, et d'en soumettre l'emploi à leurs conseils.

Tout ce qu'une si longue anarchie avait produit de désunion dans les esprits, parut alors dans la difficulté de ramener aux mêmes avis ceux qui avaient un même sentiment. Chacun exprimait avec éloquence la crainte de subir le joug de la Russie; mais toutes les propositions étaient contredites et rejetées. Nous n'entrerons point dans le détail des vaines tentatives que fit ce parti pour engager le primat à convoquer une assemblée du sénat. On lui remettait sous les yeux les lois qui devaient régler sa conduite; mais il craignait, disait-il, de voir naître des querelles dans sa maison : ni sa santé,

ni sa tête ne suffisaient plus au poids du gouvernement. Un abbé, vendu aux Czartorinski et aux Russes, lui servait de chancelier, et trafiquait de toutes les résolutions de son maître. Quelquefois éclairé par de meilleurs conseils, il s'apercevait qu'il était trahi. Après quelques instans d'humeur, il se livrait de nouveau à ce confident; et sa faiblesse rendait toutes ses vertus inutiles. Quinze sénateurs, de vingt-un qui étaient à Varsovie, s'assemblèrent malgré lui dans son palais; et comme les ambassadeurs de France et d'Autriche, pour éluder de donner les secours qu'ils avaient promis, disaient « que ces secours devaient être « réclamés par un corps qui représentât la « république », ces quinze sénateurs écrivirent en commun à toutes les cours alliées, et remirent ces lettres aux deux ambassadeurs, en leur disant : « Que « s'il manquait à cette réclamation quelque formalité, ce défaut même était « l'effet de l'oppression; que la Pologne « ressemblait à un homme que son ennemi tient à la gorge; il jette des cris « à demi-formés, mais moins il peut élever la voix, plus il prouve l'extrémité « à laquelle il se trouve réduit ».

Les mêmes sénateurs expédièrent des ordres pour faire assembler près de Varsovie l'armée de la couronne. Elle pouvait, quoique peu nombreuse et mal disciplinée, servir de point de réunion à toute la noblesse, et appuyer ceux qui voudraient s'opposer à la tenue d'une diète illégale.

Un secours de cinquante mille ducats, qu'ils reçurent alors du prince régent de Saxe, anima leurs espérances. Ils avaient envoyé lui promettre, s'il concourait à leurs premiers efforts, de seconder ses vues sur le trône. Le comte Branicki s'y engagea formellement : « Ce n'était plus, « disait-il, au trône qu'il prétendait, « mais à la gloire de verser son sang « pour la patrie ». Un jeune Polonais, envoyé à Dresde avec cette commission, en revint avec une somme d'argent, unique secours que la Pologne reçut dans son malheur.

De leur côté les princes Czartorinski employaient avec activité tous les moyens de séduction qu'ils avaient entre les mains ; ils répandaient l'argent avec profusion ; ils promettaient des emplois ; ils donnaient des brevets d'expectative ; ils assuraient que la présence des trou-

pes étrangères n'influerait en rien sur les délibérations de la diète, que les suffrages y seraient entièrement libres. Ils commençaient à insinuer, avec une extrême réserve, qu'on se proposait d'y faire les arrangemens les plus favorables au rétablissement d'une bonne administration en Pologne; et ils tâchaient par cette insinuation d'intéresser l'amour même de la patrie à concourir à l'oppression actuelle. Pour s'opposer plus sûrement aux forces que les républicains avaient rassemblées dans Varsovie, de nouveaux détachemens russes arrivèrent à la hâte, et s'emparèrent de tous les postes aux environs de cette capitale; de sorte que le grand-général et ses amis se trouvèrent exactement enfermés. Mais les ministres russes, aussi bien que les Czartorinski, ne cessaient d'assurer que les troupes étrangères n'agiraient point tant qu'il ne se commettrait en Pologne aucun acte de violence. Toutes les assurances que donnait ce parti, signifiaient: « Faites tranquillement mes volontés, « et nous serons d'accord ».

Au dernier conseil que tinrent les républicains, avant l'époque fixée pour ouvrir la diète, une jeunesse impé-

tueuse proposa d'attaquer les troupes russes, et de délivrer la capitale. Un chef de Tartares lithuaniens arriva dans cette assemblée, et vint dire au grand-général qu'il avait passé la journée entière, déguisé en paysan, dans le camp des Russes; qu'il avait observé tous leurs postes, et qu'il s'engageait, ou à périr du dernier supplice, ou à leur faire mettre les armes bas. Mokranouski, la plus sûre espérance des républicains, prit aussitôt la parole. « Il compara l'é-« tat actuel des deux partis, dont l'un, « soutenu par plus de quinze mille hom-« mes aguerris et disciplinés, était maî-« tre de la ville et de tous les postes « aux environs, et dont l'autre avait à « peine rassemblé trois mille hommes, « parmi lesquels les seuls Tartares li-« thuaniens avaient quelque usage de « la guerre, le reste étant composé de « troupes domestiques, de nouvelles re-« crues, d'anciens gardes de châteaux, « à qui, depuis leur naissance, la guerre « était inconnue; il ajouta que le suc-« cès même de cette témérité, en le « supposant possible, ne servirait qu'à « attirer en Pologne de nouvelles ar-« mées russes et prussiennes, et pou-

« vait occasionner l'oppression éternelle « de la patrie ; que le seul parti à prendre était de refuser constamment de « tenir la diète tant que les troupes russes seraient en Pologne ; que cette « opposition ferme et constante était un « parti plus courageux que la témérité « d'un coup de main ; que, si la faction « opposée tentait de tenir une diète illégale, il se chargeait d'y porter lui-même un manifeste pour la dissoudre « et pour la rompre ; enfin, que s'ils « s'obstinaient malgré cette opposition, « et contre toutes les lois, à tenir une « assemblée, il faudrait sortir de Varsovie en s'ouvrant le passage de vive « force, rassembler la noblesse dans un « camp près de cette ville, et se faire « appuyer par les armées polonaises ; « attendre les secours promis par le kan « des Tartares, et ceux que les réclamations adressées aux cours alliées donnaient droit d'espérer, et prêter la « main à toutes les confédérations particulières dont la confédération générale doit être formée ». Ce plan de conduite fut agréé ; on dressa le manifeste, on y protesta « que la diète de « convocation ne pouvait être tenue ni

« en présence d'une armée étrangère, ni « sans le concours de la noblesse de « Prusse ». Il fut signé par vingt-deux sénateurs et quarante-cinq nonces.

Le parti opposé, averti de cette résolution, fit représenter au grand-général que, si le projet de se faire roi était effacé de son esprit, comme il le déclarait hautement, il devait se joindre à un parti auquel il appartenait de si près. Mais les Czartorinski ne lui firent porter que des propositions personnelles, et de pareilles tentatives ne pouvaient avoir aucun succès auprès de Branicki; il répondit « qu'il demandait unique- « ment l'exécution des lois, qu'il n'é- « tait ennemi de personne, et qu'il ferait « son devoir ».

Le 7 de mai, jour fixé pour l'ouverture de la diète, les Russes, dès le point du jour, se rangèrent en bataille hors de la ville; cinq cents grenadiers se tinrent sous les armes dans la cour de l'ambassadeur de Russie; un autre détachement dans celle du prince Repnine: des corps de cavalerie occupèrent les places publiques; des sentinelles et des vedettes furent placées dans tous les carrefours. Poniatouski avait fait faire des

embrâsures dans les murailles de son palais, et garni de soldats toutes les fenêtres. Il fut escorté au château de la république par une compagnie de gardes. Plus de deux mille hommes de troupes de la maison Czartorinski escortèrent pareillement les principaux chefs ; et tout ce parti, pour se reconnaître, avait arboré une cocarde des couleurs de cette maison.

La salle des sénateurs, celle des nonces, tout le château fut rempli de leurs soldats. Les uns furent placés aux portes, d'autres dans les tribunes ouvertes au public, et sur les bancs même destinés aux nonces. Dans ce formidable appareil, ils prétendaient que la diète serait libre. Ils faisaient inviter tous les nonces à s'y rendre. Leurs émissaires assuraient de leur part qu'on ne commettrait aucune violence, et que tous ces soldats n'étaient présens que pour la sûreté du comte Poniatouski. Malgré cette assurance, leur parti fut le seul qui se rendît à cette assemblée. On n'y comptait que huit sénateurs, de cinquante qui étaient à Varsovie. Le vieux comte Malakouski, maréchal des précédentes diètes, devait ouvrir la séance.

Une députation qu'on lui envoya revint dire qu'il ne tarderait pas. Poniatouski impatient prétendit qu'on était autorisé, en l'absence du maréchal, d'ouvrir la diète, indépendamment de son autorité. Mais les usages anciens trouvèrent des défenseurs. Ils représentèrent qu'on ne pouvait faire à ce vertueux vieillard, qui avait tant de fois présidé aux assemblées de la nation, l'injure de ne le pas attendre.

Pendant cet intervalle, le général Mokranouski s'était rendu au dépôt des actes publics. Il avait traversé seul toute cette multitude armée qui environnait la diète, et dans le château même où elle était assemblée, il enregistrait de sa main ce manifeste où la loi annullait tout ce que la force allait faire. L'enregistrement fini, il traversa une seconde fois cette foule de soldats, et il alla chercher pour l'amener dans la diète, le vieux comte Malakouski.

Pendant ce même temps, un envoyé du kan des Tartares parcourait les rues de Varsovie et les dehors de cette ville. Il remarquait tous les postes occupés par les troupes russes. « Il y a, dit-il, en « Crimée, un Russe, député pour jurer

« au nom de sa souveraine, qu'elle n'a « pas un seul soldat en Pologne : j'ai « été envoyé pour voir : j'ai vu. » Il vint ensuite prendre une audience publique du grand-général. Tous les adversaires du parti dominant s'y étaient rassemblés. Ce Tartare leur annonça authentiquement : « Que son maître « avait cent mille hommes et plus, s'il « était nécessaire, au service de la ré« publique, et qu'il desirait qu'elle « restât libre et tranquille. » Tandis que les républicains opposaient cette démarche et les espérances qu'elle leur donnait aux forces actuelles de leurs adversaires, ceux-ci impatiens de commencer la diète, après une longue attente virent enfin paraître le maréchal, accompagné de Mokranouski, tous deux respectés de leurs ennemis même, tous deux si considérés dans la république, que, pendant leur vie entière, quiconque eut pour soi l'un des deux, crut en lui seul avoir un grand parti; n'ayant entre eux, dans la carrière des vertus, que la différence de leurs âges; l'un dans les dernières années de la vieillesse, plus recommandable par le souvenir de ses actions passées; l'autre dans la plus

grande force de l'âge, étant pour de longues années l'espérance des bons citoyens. Le maréchal s'avança au milieu de l'assemblée, s'y arrêta debout, et ayant en main le bâton de sa dignité qu'il fallait lever pour ouvrir la diète, il le tint renversé. Mokranouski arrivé à la place qu'il devait occuper comme nonce, lui dit en élevant la voix : « La « sage prévoyance de vingt-deux séna- « teurs, et de quarante-cinq nonces, « nous a appris que nous ne pouvons « point délibérer sur les affaires publi- « ques. Voici leur manifeste, dit-il, en « le déployant, je vous prie donc de ne « pas lever le bâton, puisque les trou- « pes russes sont dans le royaume et « nous entourent. J'arrête l'activité de « la diète ». A ces mots, cette multitude de soldats dispersés dans la salle, tirent leurs sabres et se précipitent vers Mokranouski. Chacun dans ce tumulte s'arme pour sa propre défense ; et ce mouvement se communiquant avec rapidité dans les vestibules, dans les escaliers, dans les cours, dans les rues, tout mit le sabre ou le pistolet à la main. La ville entière, incertaine de l'événement, et dans l'attente d'un carnage,

était remplie d'épouvante. Un bruit rapidement répandu, qu'on égorgeait Mokranouski, parvint jusque dans le palais du grand-général. Radziwil se précipitant sur ses armes, et appelant à lui tous ses amis, volait pour le secourir ou le venger; mais la grande-générale, éperdue, toute en pleurs, dans un trouble qui trahissait peut-être les sentimens d'amour qu'on lui soupçonnait pour Mokranouski, cédant encore cependant à des sentimens plus légitimes, se jette aux pieds de Radziwil, et lui embrassant ses genoux, tâche de le retenir par ses efforts et ses prières. Tous les plus sages citoyens se joignent à elle pour représenter au prince que tous les passages sont fermés, tous les postes occupés, et que les plus braves de leur parti périront sans succès et sans gloire. On se résolut donc à attendre l'événement. Déjà, en effet, les hulans qui gardaient les quatre portes de la salle où se tenait la diète, les avaient fermées, soit dans la crainte que Mokranouski ne fût secouru, soit de peur que les nonces ne se dispersassent, et que la diète ne fût rompue. Tous les chefs de ce parti s'étaient jetés au-devant de lui pour le

retenir dans la diète, et pour faire autour de lui un rempart contre cette soldatesque. Pendant qu'ils parviennent avec peine à appaiser le tumulte, Mokranouski, dont le premier mouvement avait été de tirer l'épée pour sa défense, fut le premier qui la remit dans le fourreau, et dans ce moment de silence, apercevant des nonces qui avaient des cocardes, il leur dit : « Quoi, messieurs, « vous êtes députés de votre patrie, et « vous arborez la livrée d'une famille ».

Aussitôt que ce tumulte fut appaisé, le vieux Malakouski, debout au milieu de la salle, prend la parole et dit : « Mes- « sieurs, puisque la liberté n'existe plus « parmi nous, j'emporte ce bâton, et « je ne le leverai que lorsque la répu- « blique sera délivrée de ses maux ». Une nouvelle rumeur s'éleva. Cent voix lui crient, avec fureur, de lever le bâton. Mokranouski, d'une voix plus haute, lui dit : « Vous ne pouvez ouvrir la diète « en présence des Russes et de tant de « soldats qui remplissent ici la place de « nos frères ». A ces mots, tous ces soldats, le sabre nu, s'élancent une seconde fois vers lui. Les uns, du haut des tribunes, paraissent chercher à le

pointer ; d'autres tâchent de l'atteindre et de le percer au travers de la foule qui l'environne. Ceux qui le couvrent ne sont plus en état de le défendre, et les épées passent entre eux. Les chefs lui crient : « Mokranouski, rétractez-vous, « nous ne sommes plus les maîtres, vous « allez périr ». Il croise les bras, et les regardant avec tranquillité, il leur répond : « Frappez, je mourrai libre et « pour la liberté ». Ces furieux étonnés, restent le bras suspendu. La nature en cet instant eut quelque pouvoir sur lui, et saisi de l'idée qu'il allait être déchiré sans être tué sur la place, il s'écria : *Faites vîte, achevez.* Mais tandis que l'horreur de cette situation ne pouvait rien de plus sur son ame, que de lui faire desirer une mort prompte, les chefs de ce parti tremblèrent de rendre leur gouvernement à jamais odieux, en le commençant par le massacre d'un républicain si justement considéré, et que par cette mort leurs violences ne fussent prouvées à toute l'Europe. Ils redoublent d'efforts, et tous se réunissant, parviennent encore à appaiser ce tumulte. Aussitôt on se tourne du côté du maréchal, on lui crie de rendre le

bâton, puisqu'il ne le veut pas lever. Cet homme, de quatre-vingts ans, inébranlable au milieu de cette foule, leur dit : « Vous me couperez le poing ou « m'arracherez la vie ; mais je suis ma-« réchal élu par un peuple libre, je « ne puis être destitué que par un peu-« ple libre. Je veux sortir ». On l'entoure, on s'oppose à son passage. Mokranouski le voit retenu avec violence, il leur crie : « Messieurs, respectez ce « vieillard, laissez-le sortir. S'il vous » faut une victime, me voici : respec-« tez la vieillesse et la vertu ». Et poussant avec effort ceux qui lui-même l'environnent, il se jette dans cette autre foule, la force de céder, entraîne avec lui ceux qui résistent, et conduit ainsi le maréchal vers une des portes. Les soldats qui la tiennent fermée en refusent le passage; mais leurs chefs leur font signe de l'ouvrir. Mokranouski s'arrête sur le seuil, et se retourne vers l'assemblée en disant : « Vos gens qui « vont voir le maréchal emporter le « bâton, vont le massaerer ». Un des chefs se résout à l'accompagner. Mokranouski les suit. A mesure qu'ils avancent au milieu des troupes dont cette

diète est gardée, un murmure d'étonnement et de fureur s'élève autour d'eux. Le bruit de leur action les devance, et le danger devient aussi grand que dans la diète même. Mais un jeune homme dont l'histoire doit regretter le nom, sortant de la foule, se met derrière Mokranouski, et cherchant à tromper cette multitude, il l'appelle à diverses reprises général Gadomski, « Messieurs, c'est « le général Gadomski, faites lui place » : et tous ces gens, à qui le visage des vertueux citoyens était inconnu, le laissèrent passer sous ce faux nom. Il traverse avec Malakouski plusieurs détachemens russes pour se rendre au palais du grand-général ; et toute la ville en leur voyant emporter le bâton de maréchal, apprend ainsi que la diète est rompue.

La chambre des nonces demeurait dans l'étonnement, la consternation et le silence. Le courage de deux hommes avait rendu inutile tout ce formidable appareil. Suivant l'ancienne coutume, la diète était véritablement dissoute ; et quoique tous les nonces présens fussent dévoués aux Czartorinski, à l'instant même huit d'entre eux quittèrent cette assemblée. Tous

les autres restaient plongés dans une morne tristesse. L'inquiétude de ce qu'on allait faire agitait en secret les esprits. On craignait de violer cet usage antique, que tous avaient regardé dès leur enfance, comme leur plus belle prérogative, cet abus de la liberté que l'amour de la patrie venait d'employer avec tant d'héroïsme. On craignait que toutes les provinces ne méconnussent l'autorité d'une diète devenue illégale ; et chacun, dans l'irrésolution, attendait l'opinion et l'exemple de ceux à qui il avait engagé sa conscience et sa voix. Enfin Poniatouski cria aux nonces qui devaient parler les premiers, de donner leurs suffrages pour l'élection d'un maréchal. Ils nommèrent, comme ils en étaient convenus, le prince Adam Czartorinski ; et cette assemblée composée d'un même parti, annonça, par cette première séance, la résolution où elle était de ne point regarder la diète comme rompue.

Le jour était trop avancé pour qu'il fût possible aux républicains de suivre le projet qu'ils avaient formé de quitter Varsovie ce soir même. La nuit se passa dans des précautions mutuelles ; chacun des deux partis se garda soigneusement,

les républicains s'apprêtant à partir au point du jour, et les Russes enfermant la ville de toutes parts pour leur en défendre la sortie.

Le lendemain les républicains s'étant rassemblés, leurs troupes réunies avec la noblesse formaient environ trois mille hommes. Leurs adversaires voulaient empêcher ce départ; mais il n'existait dans la république aucune autorité qui pût s'y opposer, et les Russes avaient ordre d'éviter tout ce qui pourrait engager un combat. On résolut d'examiner la contenance des républicains et d'essayer s'il suffirait, pour prévenir leur départ, d'y susciter des obstacles et de leur y faire envisager d'inévitables périls. Le résident de Russie vint prier le grand-général « de ne point passer devant le camp des « Russes ni à la portée de leur canon ». Le grand-général répond « qu'il ne s'in-« forme pas où sont les Russes, et qu'il « passera par le chemin ordinaire ». Mokranouski va seul chez l'ambassadeur de Russie pour demander l'explication de ce message. Il lui déclare que « si on « ne veut pas laisser passer les Polonais « qui veulent se retirer, ils forceront le « passage; et il engage sa parole d'hon-

« neur que, hors ce cas, ils ne com-
« mettront aucune hostilité ». N'oublions pas que les princes Czartorinski l'avaient fait assurer que ni eux, ni leurs amis, n'avaient eu aucune part aux attentats commis contre lui dans la diète, tant la vertu inspire de respect à ceux même qu'elle irrite ! Il alla ensuite également seul au camp des Russes pour y parler au prince Repnine. Enfin les paroles réciproques étant données, on prit des deux côtés les plus sages précautions. Aucun des Czartorinski ne se montra. Aucune cocarde de leurs couleurs ne parut sur cette route. Les Russes bordèrent le front de leur camp, et se tinrent sous les armes, leurs généraux à leur tête, et le comte Poniatouski parmi eux. Les troupes ne se saluèrent point ; la fierté polonaise et la férocité russe conservant chacune leur caractère. Poniatouski ne put retenir ses pleurs en voyant de ce camp ennemi passer devant lui la comtesse Branicki, sa sœur, qui abandonnait la capitale où il allait régner sous la protection des ennemis de l'état, et qui suivait son mari, ce généreux défenseur des lois.

Quelques-uns des plus considérables

citoyens ne s'étaient déclarés pour aucun parti tant qu'il y avait eu quelque espérance de conciliation ; mais quand ils eurent vu violer toutes les lois, ils se déclarèrent pour leurs défenseurs et allèrent joindre les républicains. Ceux-ci campèrent à peu de distance de Varsovie. On y remit au grand-général des lettres du roi de Prusse, qui lui conseillait une conduite modérée. Il répondit à ce prince : « Une modération « qui nous ferait supporter l'oppression « serait coupable, elle approcherait de « la trahison. Attenter à la liberté de « sa patrie est le premier des crimes « dans une république ; souffrir qu'elle « soit perdue, est le second ». Le lendemain, dès la pointe du jour, les républicains se séparèrent en deux corps, afin de suivre les lois de ce pays, qui veulent que les opérations du grand duché de Lithuanie marchent toujours de front avec celles du royaume de Pologne. Radziwil partit à la tête de ses troupes pour aller confédérer le grand duché, tandis que le grand-général allait rassembler la noblesse du royaume.

Cependant la plus grande partie des députés ayant quitté Varsovie, la diète,

au lieu d'être composée de près de trois cents nonces, comme elle aurait dû l'être, restait bornée à quatre-vingts, seul nombre que les menaces et les promesses, l'argent prodigué et la présence d'une armée y purent retenir. On se pressa d'y porter contre le grand-général plusieurs chefs d'accusation, et on proposa de lui ôter le commandement de l'armée. Cette proposition excita dans cette diète mercenaire une consternation remarquable. Chacun parut sentir sa propre honte. La plupart des nonces n'opinèrent qu'en baissant tristement la tête. Les suffrages s'étant ainsi réunis, le grand-général fut destitué de l'autorité attachée à ses emplois. On en confia l'exercice au prince Auguste Czartorinski; et pour faire exécuter ce décret, ce prince obtint non-seulement l'ordre d'employer la force, mais la permission de se servir de troupes étrangères. Aussitôt tout ce qui restait à Varsovie de troupes polonaises et un nombreux détachement des troupes russes partirent; celles-ci sous le commandement de Repnine, et les autres sous le commandement d'un certain Branéki, le plus audacieux de ces jeunes gens qui depuis l'élévation de la czarine

ne cessaient d'exciter Poniatouski à s'emparer du trône et de lui inspirer de jalouses défiances contre ses deux oncles.

Branéki, d'une naissance inconnue, passait assez généralement pour le petit-fils d'un mirza ou noble Tartare, autrefois fait prisonnier dans une incursion; il avait altéré son véritable nom afin de se faire croire parent du grand-général Branicki; et malgré le désaveu de cet illustre vieillard, il tirait encore quelqu'honneur d'une si haute prétention. Il joignait à tous les vices la valeur la plus téméraire. On l'avait vu, dans une surprise à l'armée française, charger les ennemis, une houssine à la main. Il s'était trouvé en Russie au temps des amours de Poniatouski et de la czarine; et lui-même étant d'une figure agréable, malgré les traits tartares qui s'y reconnaissaient encore, avait osé montrer à cette princesse la galanterie la plus passionnée, et le regret d'avoir été prévenu. Sans amitié pour Poniatouski pendant le séjour qu'ils firent tous deux à Pétersbourg, et plutôt son rival que son confident, il l'escortait toutefois dans les rendez-vous dangereux; et une nuit, il l'avait sauvé d'un péril qui aurait perdu la princesse

elle-même. Depuis ce temps il conservait toujours la faveur de la czarine ; d'autant plus impatient de voir régner Poniatouski, que la fortune qu'il se promettait sous ce règne l'élèverait certainement lui-même aux premières dignités, et peut-être jusques aux espérances du trône. Une liaison de plusieurs années, et plus encore une ressemblance d'origine, de caractère et de mœurs, l'unissaient au prince Repnine. Ils reçurent l'un et l'autre de Keyserling et des princes Czartorinski les ordres les plus modérés ; mais cette modération ne parut à ces jeunes téméraires qu'une collusion entre ces trois vieillards, pour susciter de perpétuelles difficultés à l'élection de Poniatouski, et inspirer d'autres desseins à l'impératrice. Tous deux partirent avec la résolution de presser les événemens et de dissiper promptement leurs adversaires.

La diète, après avoir traité si sévèrement le grand-général, agit avec plus de rigueur encore contre le prince Radziwil. Elle légitima la confédération de Lithuanie qui avait déjà pris les armes pour le dépouiller de sa fortune, et elle adhéra à cette confédération.

Après un grand nombre d'autres proscriptions, Poniatouski, dans une harangue très-artificieuse, se plaignit de ce que la république était obligée de sévir ainsi contre ses principaux membres. Il en parut pénétré de douleur, et il alla jusqu'à gémir de ce que la capitale était entourée et remplie de troupes étrangères. Il dit « que les bons citoyens « pouvaient être alarmés, mais se reje- « tant aussitôt sur les vertus de l'impé- « ratrice de Russie, il assura que ses « troupes étaient venues pour maintenir « la paix, rétablir l'ordre, empêcher « les citoyens de se massacrer ; que l'on « voyait déjà, par l'union qui régnait « dans cette assemblée le bien qui ré- « sultait de leur présence ; et il proposa « que la diète écrivît à l'impératrice pour « remercier cette princesse du service « qu'elle rendait à la république ». Cette proposition fut acceptée par les uns avec les acclamations de la flatterie, et par les autres avec une soumission craintive.

Le grand-général, arrivé au lieu où son armée avait eu ordre de s'assembler, n'y trouva pas un seul homme. Le palatin de Kiovie qui s'était chargé de ce soin, et qui en même temps avait

promis de faire marcher ses troupes particulières et de rassembler la noblesse de trois provinces, sur le point d'exécuter de si grands projets, s'était livré à son irrésolution naturelle. Il avait laissé ses propres troupes à trente lieues. En adressant des ordres à toutes celles de la couronne, il les avait à dessein laissées éparses. Lui seul savait les différens villages où il les avait réparties. Il croyait par-là s'être rendu maître des événemens, et pouvoir à son gré disperser ou rassembler une armée. Dans cette position, il écoutait de secrètes ouvertures d'accommodement que lui faisaient les Czartorinski ; et afin de gagner du temps, à chaque marche du grand-général, il partait pour une de ses terres dans le voisinage, promettait de revenir, se faisait attendre, écrivait des lettres d'excuse, arrivait enfin, et cherchait encore de nouveaux artifices pour éluder les résolutions qui avaient été prises. Les usages de cette république exigeaient qu'on signât une confédération pour former une autorité légale ; et quoique chacun, rempli de soi-même, craignit de prendre un engagement qui devait le soumettre à l'autorité d'un chef ;

malgré les jalousies réciproques, malgré les défiances qui troublaient ce parti accoutumé aux petites actions, et qu'aucun grand intérêt n'avait jamais rassemblé, on avait enfin commencé à signer cet acte. Mais dès les premières signatures, le palatin de Kiovie partit encore sans en avoir prévenu; et bientôt après il écrivit au grand-général pour excuser ce nouveau départ précipité, et promit de se rendre partout ailleurs où on aurait besoin de lui.

D'autres sénateurs demandèrent un délai jusqu'à ce qu'on eût assemblé plus de troupes, et retournèrent dans leurs terres, en promettant de rejoindre aussitôt qu'on aurait reçu quelque nouvelle favorable des cours étrangères, et qu'on serait assuré d'être soutenu.

Ainsi, le parti républicain s'affaiblissait en se séparant. Il ne restait avec le grand-général qu'un petit nombre de troupes intimidées par le départ de tant de chefs.

Celles qui le poursuivaient, sous le commandement de Repnine et de Branéki, firent plus de quarante lieues de France en trois jours. Leur approche l'obligea de quitter subitement le lieu

où il était. Il passa la Vistule près de Sandomir. Les Russes la passèrent ; et sept cents Cosaques atteignirent son arrière-garde, composée de deux cents Tartares. On demanda à ceux-ci une conférence. On les somma de reconnaître l'autorité du nouveau chef que la diète venait de donner aux troupes ; et pendant le pourparler on chercha à les envelopper. Ils s'en aperçurent, mirent le sabre à la main, renversèrent les Cosaques russes, et s'ouvrirent un passage. Ils furent vivement poursuivis ; mais le général Mokranouski les soutint avec une partie de sa petite armée ; et les Russes se retirèrent en voyant sa contenance.

Ces légères hostilités étaient contraires aux ordres de la czarine, et démentaient les assurances données en son nom à Constantinople. Le prince Repnine revint subitement à Varsovie pour conférer avec Keyserling. L'un était inquiet et consterné ; l'autre affectait de le paraître. Il fallut envoyer à Pétersbourg se justifier et demander de nouveaux ordres.

Depuis ce moment les troupes russes, en continuant de harceler les Polonais, évitaient d'en venir aux mains. Ceux-ci

tenaient une conduite également circonspecte ; ils attendaient le combat et ne le cherchaient pas ; sans appui, sans secours, ils ne crurent pas devoir déclarer la guerre à l'Empire de Russie, et leur audace consistait dans leur fermeté. Le grand-général tâchait de se faire joindre par toutes ces compagnies qu'on avait laissées si malheureusement éparses, et de se rendre à Sambor, pays fertile, d'où il pourrait communiquer aisément avec toutes les provinces. Mais Branéki avait noué des intelligences dans cette petite armée, il retenait entre ses mains la solde de toutes les troupes qui suivaient son adversaire, et il parvint à enlever presque toutes les compagnies polonaises, à mesure qu'elles s'avançaient pour joindre le grand-général.

Après cet enlèvement, un frère de Poniatouski écrivit à la grande-générale, sa sœur, pour chercher, disait-il, les moyens d'épargner le sang et d'éviter les malheurs d'une guerre civile. La réponse qu'il reçut ne lui laissa entrevoir aucune espérance que le grand-général consentît à un accommodement particulier. Ce vieillard abandonné, poursuivi, privé de ses emplois, disait : « Comment puis-

« je me relâcher actuellement, qu'aucun « intérêt personnel ne me guide » ? Pendant qu'on offrait cette négociation, de nouveaux détachemens russes s'étaient joints aux troupes de ce parti, avec l'ordre de l'impératrice d'éteindre dans le sang, s'il le fallait, cette première étincelle de guerre, avant qu'aucune puissance pût venir au secours des Polonais. Ces détachemens approchaient du grand-général, et occupaient déjà presque tous les défilés des montagnes, et pendant cette négociation il allait se trouver enfermé. Il partit précipitamment; et après quelques escarmouches où Mokranouski signala son courage, on parvint à se réfugier dans un asile en quelque sorte inviolable; on se retira dans le comté de Zips, province originairement hongroise, donnée à la Pologne en hypothèque pour des emprunts faits par la couronne de Hongrie, avec l'étrange stipulation que si ce comté n'était pas dégagé dans un temps prescrit, il faudrait ensuite payer pour le retirer autant de fois ces mêmes sommes qu'il se serait écoulé d'années depuis cette époque. On choisit, pour attendre ce que les événemens permettraient encore de faire, cette

province, toujours réputée hongroise, dans l'espérance que l'impératrice reine de Hongrie jugerait l'honneur de sa couronne intéressé à la préserver d'une invasion.

De son côté, le prince Radziwil s'était rendu à Biala, à quatorze milles au nord de Varsovie; et après y avoir rassemblé trois mille hommes et une nombreuse artillerie, ne recevant d'aucune puissance ni secours, ni espoir, certain de l'abandon où toute l'Europe laissait la république, il fit des propositions de paix. Mais la haine des Czartorinski contre lui était implacable; et l'abaissement de sa puissance entrait dans les plans secrets qu'ils avaient formés pour rétablir quelque ordre dans leur pays. La confédération de Lithuanie avait rendu contre ce prince un jugement dicté par la fureur, l'avait dépouillé de ses dignités, condamné à une prison perpétuelle, avait prononcé la saisie de ses forteresses et la confiscation de ses biens. Ses amis étaient déclarés infâmes, les uns condamnés comme lui, les autres bannis. Radziwil envoya à Berlin réclamer la protection du roi de Prusse, comme parent de la maison Radziwil, et comme

ayant même dans des partages de famille garanti à cette maison la possession de ses forteresses en Lithuanie. Le roi ne lui répondit que par des conseils de paix, tandis que ses ennemis en rejetaient toute proposition. Enfin, Radziwil n'eut plus à compter que sur son courage. Il apprend que les confédérés de Lithuanie, soutenus par les Russes, ont mis le siége devant Nieswits, le plus fort de ses châteaux. Il part avec toutes ses troupes, déterminé à périr plutôt que de tomber entre les mains de ses ennemis, et de voir éclipser le lustre de sa maison. Il marche à grandes journées pour secourir, s'il est possible, ceux de ses gens qui étaient assiégés. Il publie par un manifeste, « qu'il ne prend les armes pour « aucune entreprise violente, mais uni« quement par le droit de la défense na« turelle ; qu'il est citoyen de la répu« blique, égal à tous les autres ; qu'il « a été attaqué pendant qu'il vivait tran« quille, sans avoir été condamné juri« diquement, sans avoir été convaincu « par aucune procédure ; et qu'il offre « toutes ses forces à ses concitoyens pour « la défense des lois ». Il enlève sur son passage dans les terres de tous ceux qui

étaient attachés à la maison Czartorinski, leur artillerie et leurs munitions. Il incorpore leurs soldats dans ses troupes, et prévient par une sévère discipline toute espèce de désordre.

Le second jour de sa marche, comme il allait établir son camp à deux lieues de Slonim, seul passage qu'il pût prendre pour aller en Lithuanie, ses postes avancés aperçurent quelques cavaliers russes à l'entrée d'un bois. Il les fit reconnaître par cent cinquante hommes de cavalerie. Les Russes, qui étaient au nombre de cinquante, rentrèrent dans le bois. Celui qui commandait le détachement polonais avança sur eux. Les Russes se retirant toujours sortirent du bois. Il se mit à leur poursuite, et cet homme qui avait du courage, mais nulle expérience, incertain du point où il devait s'arrêter, continua de les suivre pendant un espace de deux lieues, accélérant sa marche à mesure qu'ils accéléraient leur retraite, et arriva ainsi jusques au pied d'une hauteur où six cents hommes d'infanterie russe s'étaient retranchés à peu de distance de Slonim. La cavalerie polonaise se forma en bataille, et y demeura dans une entière incertitude de ce qu'elle avait

à faire, trop faible pour combattre, et ne sachant pas, après s'être avancée si loin, s'il n'y aurait pas quelque honte à reculer. Elle demeurait exposée à l'artillerie des Russes, mais cette artillerie placée sur une hauteur tirait à coups perdus, et la plupart des boulets donnaient en terre, ou passaient à toute volée au-dessus de la tête des Polonais.

Radziwil n'ayant aucune nouvelle de son détachement, suivait avec une partie de son infanterie. Le bruit du canon lui fit précipiter sa marche, et en arrivant au pied de la hauteur, l'infanterie polonaise, animée par la contenance de la cavalerie, avança avec courage et attaqua le retranchement. Radziwil combattait à leur tête. Sa sœur et son épouse, toutes deux jeunes et belles, étaient à cheval le sabre à la main. Elles exhortaient les soldats ; elles les animaient par leur exemple. Les Russes ayant fait une sortie, elles se mêlèrent plusieurs fois dans les rangs, et toutes deux ayant remarqué un jeune Polonais dont la bravoure égalait la beauté, et qui dans toutes les charges enfonça et dispersa les ennemis, elles lui demandèrent son nom dans le combat même. C'était un gentilhomme pauvre

et inconnu, nommé Moraski. La sœur du prince conçut une si grande passion pour lui, que huit jours après ce combat, elle l'épousa, et partagea avec lui une immense fortune. Les Russes cédèrent au nombre et au courage. Cent cinquante prirent la fuite vers Slonim, et s'y barricadèrent : les autres cessèrent de se défendre, mais sans fuir, sans jeter leurs armes, sans reculer d'un seul pas ; ils demandaient quartier en se courbant, et, en cherchant à éviter par le balancement de leurs corps les coups qu'on leur portait. Il y en eut près de cinq cents de pris ou de tués. On apprit qu'ils étaient détachés d'un corps de cinq mille hommes qui s'avançait à grandes journées, après avoir fait le siége de Nieswits, et que cette forteresse, au secours de laquelle le prince accourait, était par la vénalité du gouverneur, déjà tombée au pouvoir des ennemis. Ce gouverneur était un Sobieski, et on ne peut voir sans gémir une telle prostitution d'un nom si illustre.

Dans cette position, l'attaque de Slonim pouvant devenir trop dangereuse, Radziwil se rejeta sur la droite dans un pays coupé de montagnes et de marais

impraticables, où il espérait se soutenir long-temps. Il avança vers Olika, ville qui lui appartenait, située au milieu d'immenses forêts, et qui avait eu dans les anciens temps la réputation d'avoir quelque force. On y trouva une grande quantité de munitions de guerre : mais les fossés étaient éboulés, les remparts en ruine. Elle était dominée de toutes parts. On reconnut que cette réputation de force dont elle jouissait encore avait précédé l'invention de l'artillerie, et l'on craignit de s'y enfermer.

Mais déjà trois détachemens, dont chacun séparément était plus nombreux que l'armée de Radziwil, marchaient pour l'environner. L'un, qui s'était avancé de la Lithuanie sous le commandement du prince Dolgorucki, le suivait de près; l'autre, envoyé de Varsovie sous le commandement du prince d'Aschekof, devait l'attaquer à Biala, et ne l'ayant plus trouvé dans cette ville, s'était rabattu vers les provinces méridionales, et le cotoyait sur la droite. Enfin Branéki revenait au-devant de Radziwil, pour lui couper toute retraite. Radziwil prit alors le parti d'abandonner son infanterie, en lui laissant l'ordre de capituler comme

elle pourrait. Quant à lui, sous l'escorte de cinq cents chevaux, il s'approcha des frontières turques, et toujours poursuivi se jeta dans le Niester à la vue de ses ennemis, le passa à la nage; et se fiant aux droits de l'hospitalité, toujours fidèlement observée par les Ottomans, se réfugia sous la protection du grand-seigneur.

Pendant ce temps, la diète, dirigée par les Czartorinski, continuait ses séances. Ils s'étaient proposé de renverser la forme du gouvernement, et d'établir une véritable monarchie sur les débris des mauvaises lois qui avaient perdu la Pologne. Ils travaillaient à dérober leurs vues à la nation elle-même et à ses dangereux alliés. Le grand-chancelier de Lithuanie poursuivant ce vaste dessein, marchait dans un chemin hérissé de difficultés, et qu'il fallait encore environner de ténèbres. Il sentait qu'une si grande opération entraînait mille injustices particulières, et il se livrait par occasion à toutes ses vengeances et à toutes ses haines. Résolu d'élever le trône sur les ruines des grandes charges et des principales maisons, il unissait l'idée du bien de l'état au plaisir de dépouiller ses ennemis, écrasant à la fois toutes les mau-

vaises lois et toute morale, et cachant aux yeux des ennemis naturels de la Pologne ses profondes vues politiques sous l'apparence de satisfaire ses animosités personnelles.

Le vieux Keyserling était moitié gagné, moitié trompé. Ce vieillard, tourmenté de gravelle, ne sortait plus de sa chambre; on le flattait par tous les moyens auxquels il était sensible; on le prévenait dans tous ses goûts dispendieux; on lui envoyait de superbes chevaux, les meubles du luxe le plus recherché, les livres les plus curieux, les instrumens de musique les plus rares. Comme il n'entendait pas la langue polonaise, on s'était assuré du secrétaire qui traduisait pour lui tous les projets en latin, et au moyen de quelques équivoques, les lois nouvelles en paraissant fidèlement traduites, avaient cependant un sens plus ou moins étendu dans la langue originale.

Repnine, esclave insolent, ne connaissait rien à tout ce labyrinthe de lois et de droit public. Les jeunes Polonais de cette faction menaient avec lui une vie licencieuse; leurs chefs étaient convenus de lui payer une pension annuelle; il ne

voyait que l'autorité de sa souveraine dans tous les changemens qui se faisaient sous la garde de ses troupes ; la défense naturelle du prince Radziwil lui paraissait une rébellion contre l'impératrice ; et dans la proscription de ce prince, dans l'abaissement qu'on allait faire de toutes les grandes charges, il ne voyait qu'une juste satisfaction faite à la Russie.

Des deux ministres prussiens, l'ambassadeur était nouvellement arrivé, sans autre objet que d'être présent par honneur à l'élection ; et l'ancien résident de cette cour, français réfugié, sans parens, sans fortune, sans amis, n'avait dû sa place qu'au soin de plaire dans cette république, où ses distractions et ses naïvetés l'avaient fait accueillir dans les grandes maisons. Cet homme qui ne prononçait jamais une phrase entière, et qui donnait toujours à entendre par des sens suspendus et par des demi-mots susceptibles de toutes les interprétations, ne fut pas inutile dans la suite aux desseins du roi son maître. Mais les opérations de la diète actuelle étaient beaucoup au-delà de tout ce qu'il avait d'intelligence.

La noblesse polonaise se voyait entraînée malgré elle. Les Czartorinski, maîtres de presque tous les députés restés à cette diète, dictaient à chacun ce qu'il devait dire. Ils avaient acheté les voix mêmes dont les autres chefs de leur parti se croyaient assurés. Ceux-ci étonnés des opérations auxquelles on les forçait de concourir, se trouvaient réduits à leur unique suffrage; et la honte de quitter la diète, après y être entrés à la tête d'une faction, les y retenait malgré eux. Souvent on occupait la multitude de questions frivoles, afin de la distraire des objets principaux, et de lui laisser une apparente liberté sur de vaines discussions. Le terme de la diète étant limité, moins il restait de temps pour discuter les affaires importantes, plus elles passaient avec rapidité. Un sénateur ou un nonce voué au parti dominant, faisait-il une proposition, si quelqu'un voulait en débattre les inconvéniens ou les avantages, il se formait autour de celui-ci un groupe qui l'interrompait en lui criant : « Il n'est pas besoin de voter, « la pluralité est évidente ». Aussitôt on lisait une constitution toute dressée, et le primat la signait aveuglément. Ainsi fu-

rent érigées en lois une multitude de propositions captieuses, et qui devaient produire dans la république un entier changement. Ainsi fut effectué l'abaissement de toutes les grandes charges indépendantes de l'autorité du roi, et qui, depuis la rupture perpétuelle des diètes, formaient dans les quatre départemens, de la justice, de la guerre, des finances et de la police générale, autant de véritables souverains. La plupart de ceux qui exerçaient ces grandes charges, avaient méconnu l'autorité de cette diète; et sous le voile des jugemens sévères qu'elle rendit contre eux, elle renversa en effet tout le gouvernement. Pour remplacer les fonctions dont elle les destituait, elle créa quatre conseils souverains, composés chacun de seize commissaires, et les grandes charges si puissantes autrefois furent réduites à n'être plus que les simples présidences de ces commissions. Ce fut alors que le grand-chancelier de Lithuanie parut justifié de la sévérité implacable avec laquelle il avait dépouillé tous ses ennemis; il fit par un sacrifice volontaire ce qu'il avait exigé d'eux par la rigueur des jugemens. Il se démit de l'autorité suprême de la judicature, et

supplia les états de lui nommer des conseillers, générosité qui perdait un peu de son prix dans un homme assuré, en restreignant le pouvoir d'une charge, d'exercer bientôt le pouvoir souverain.

De toutes les réformes qu'il avait entreprises, la plus nécessaire était d'abroger cette folle loi de l'unanimité, source de tous les abus qui avaient perdu la république, Qu'un seul soit égal à tous, cette ancienne maxime des Polonais est infiniment dangereuse; mais que chacun séparément soit pour l'état plus que tous les autres ensemble, que l'opposition d'un seul suffise pour détruire l'autorité de tous les citoyens réunis: la république de Pologne est la seule sur la terre qui ait subsisté plus d'un siècle avec un principe si vicieux et si destructeur. Les Czartorinski voulaient profiter de tous leurs avantages pour obliger la noblesse à renoncer à cette absurde prérogative. Cette proposition faite dans la diète y fut vivement appuyée et vivement combattue. Mais aussitôt que les ambassadeurs de Russie et de Prusse apprirent qu'il était question de cette importante réforme, tous deux s'y opposèrent; Keyserling produisit les ordres de sa cour,

qui ne lui permettaient de condescendre à aucun changement ni sur cette loi, ni sur ses abus. Poniatouski présuma assez de son crédit sur l'esprit de la czarine, pour s'engager à lui inspirer des sentimens plus favorables. Il proposa dans les secrets conseils de sa famille, de suspendre toute délibération à ce sujet, jusqu'à une entrevue qu'il se flattait d'avoir bientôt avec cette princesse sur les frontières de Pologne. On disait, en effet, que tous deux avaient concerté de s'y rendre; et les préparatifs de ces deux voyages se faisaient publiquement. On cessa donc d'agiter cette affaire; et pour sauver l'honneur de la nation, le primat déclara en pleine diète, que beaucoup de nonces n'étant pas autorisés par leurs instructions à donner leurs voix sur un si grand changement, il fallait le renvoyer à d'autres temps; mais le grand-chancelier parvint à éluder tout ce que cette mauvaise volonté des puissances voisines avait de funeste pour la Pologne. Il avait attribué aux diètes le droit de nommer à toutes les places des quatre conseils souverains. Il établit alors, que pendant tout le temps où les diètes seraient séparées, le roi seul aurait cette

nomination; et comme on était sûr qu'aucune diète ne se tiendrait en Pologne tant que la loi de l'unanimité y subsisterait, ce droit attribué aux états devenait illusoire, et n'était réel que pour le roi. Par là l'opposition des puissances voisines à l'établissement de la pluralité, au lieu de maintenir la république dans ses anciens désordres, comme elles l'avaient prétendu, allait au contraire produire une singulière augmentation du pouvoir monarchique.

Dans les réglemens faits par ces commissions, il employa d'autres artifices. Des expressions générales déguisaient le rétablissement réel de l'ordre dans toutes les parties de l'état. Tous les projets qui se rapporteraient par quelque circonstance que ce fût, au profit de la république, devaient au commencement des diètes être proposés par la commission du trésor, et décidés avant tout autre objet par la forme judiciaire, ce qui voulait dire par la pluralité. Tout pouvait entrer dans l'étendue de cette loi si on reprenait assez d'avantages contre les puissances voisines, pour faire usage de cette expression captieuse. La commission de guerre fut établie sur le même

pied que celle du trésor, et chargée de veiller à toutes les parties de l'administration militaire, telles que la levée des troupes, leur entretien, leur discipline et leur instruction. Une multitude d'autres réglemens sur toutes les parties de l'état tendirent au rétablissement général de l'ordre ; et dans les réglemens pour la commission de justice, on fit des lois favorables aux paysans, et qui restreignaient l'autorité excessive de la noblesse sur ces infortunés.

Il parut alors une requête imprimée des dissidens, adressée à la république, dans laquelle ils exposaient très-éloquemment les motifs qui pouvaient engager à les laisser parvenir à toutes les charges comme dans les anciens temps. Ils signaient vos *fidèles sujets et frères.* Pour intéresser directement la Russie à leurs demandes, ils affectaient de faire cause commune avec tous ceux qui en Pologne professaient la religion grecque. Mais depuis que la noblesse grecque s'était réunie à la religion romaine, elle était admise à toutes les dignités ; elle ne pouvait avoir aucune sorte de part à cette requête ; et les simples paysans qui professaient encore cette religion, ayant leurs

églises, leurs évêques et leurs pasteurs, vivaient tranquilles, ne formaient ni plaintes, ni demandes, et ignoraient entièrement cette affaire. Toutefois le nom de *tolérance* donné à tout ce que les dissidens demandaient, rendit la plus grande partie de l'Europe favorable à leur requête. On ne songeait pas que non-seulement ils étaient tolérés, mais qu'ils étaient admis au partage des plus riches starosties, à tous les droits civils de la noblesse, à tous les emplois militaires, et qu'ils demandaient non pas la tolérance, mais le partage de la souveraineté. Le grand-chancelier de Lithuanie, uniquement occupé de rétablir l'ordre dans la république, d'y restreindre les priviléges de tous les états, de toutes les charges, ceux même des provinces, était bien loin d'accorder de nouveaux priviléges à des sectes que la protection des puissances étrangères rendait si dangereuses; et leurs prétentions étaient absolument contraires à tout le système des constitutions nouvelles. Il se conduisit avec une profonde dissimulation, et en paraissant favoriser leurs demandes, il abandonna cette affaire au fanatisme de la multitude. En effet, le zèle pour la

religion catholique éclata dans la diète avec plus de hardiesse que l'amour de la liberté n'avait osé faire. Le vieil ambassadeur Keyserling savait combien il est difficile de gouverner les mouvemens populaires, et que les plus habiles sont obligés de céder quelquefois à ces tempêtes. Il abandonna la protection que sa cour accordait à cette requête, en disant « que le grand objet actuel était uni- « quement l'élection ; qu'on devait écar- « ter avec soin tout ce qui pouvait en « détourner, et qu'il fallait tout assou- « pir. » Mais le zèle de la diète se porta jusqu'à faire déchirer le projet qui avait été présenté ; et les priviléges dont jouissaient les dissidens furent encore restreints. On leur ôta le droit de posséder des starosties, comme ils en avaient obtenu sous le dernier règne ; et on les réduisit à la plus étroite tolérance.

Enfin, dans les derniers jours de la diète, on profita de l'absence de tous les députés de la province de Prusse, pour dépouiller cette province des prérogatives qu'elle s'était réservées en s'unissant à la Pologne. On exerça contre elle le pouvoir législatif qu'elle avait droit d'exercer elle-même. On limita le nombre de

ses députés aux diètes. On ordonna que tous ses autres priviléges, et ceux de ses grandes villes, seraient soumis à un nouvel examen; et on les rendit en quelque sorte dépendans de la volonté du roi qu'on allait élire.

C'est ainsi que le grand-chancelier de Lithuanie parvint à changer le gouvernement de son pays en une véritable monarchie, sous le voile de rétablir simplement un meilleur ordre dans quelques parties de l'administration, et sans que les puissances qui protégeaient cette faction, intéressées à tenir les Polonais dans l'abaissement, s'aperçussent qu'on employait leur protection à donner une nouvelle constitution à la république. Ce que les rois de France ont eu peine à faire en plus de quatre siècles, l'abolition des grandes charges dont l'autorité était presqu'indépendante de celle de roi, l'abaissement des grandes familles, la noblesse affaiblie par la diminution de son pouvoir sur les esclaves, l'abrogation des priviléges particuliers des grandes villes et leur réduction à l'obéissance immédiate, les provinces entières dépouillées de leurs droits, les sectes de la plus grande partie des leurs, l'établissement

arbitraire des impôts, tout cela fut l'ouvrage de six semaines ; et pour mieux déguiser encore aux yeux des puissances voisines et des Polonais eux-mêmes, l'état nouveau de la république, en leur montrant les apparences des anciennes formes dans le pouvoir même qui ferait exécuter les lois nouvelles, la diète, dans sa dernière séance, se changea en confédération, et le dessein était pris d'y faire adhérer de gré ou de force toute la noblesse du royaume. Le grand-duché de Lithuanie était confédéré d'avance par les ennemis du prince Radziwil, aveugles instrumens de cette singulière et surprenante intrigue ; et par là, les Czartorinski, maîtres de tous les conseils de ces deux ligues réunies, l'étaient en effet de tous les pouvoirs de l'état ; ils devaient, après la séparation de la diète, rester toujours armés d'une dictature capable d'en imposer à quiconque voudrait se plaindre ou tarderait à se soumettre. Le prince Auguste Czartorinski fut élu maréchal général de cette confédération. Il était contre les anciennes lois, qu'un sénateur fut élevé à une pareille dignité ; mais on ne suivait plus les principes d'un gouvernement qu'on venait de détruire;

et l'on n'écouta plus la voix de ceux qui voulurent s'opposer à cette nouveauté ; c'était dédommager ce prince de la couronne, que de le rendre sous un autre titre, le véritable chef de la nation.

Le comte Poniatouski donnait alors ses journées entières au soin de se faire peindre avec tous les ornemens de la dignité royale. Uniquement occupé de frivoles intrigues, il offrait aux femmes qu'il voulait séduire, l'espérance de le gouverner sur le trône. Dans une de ces lettres qu'on surprit dans ce temps-là, il disait à une jeune princesse polonaise : « Qu'il préférait un seul de « ses regards, aux plus tendres faveurs « des têtes couronnées ». On répandit avec affectation des copies de cette lettre, dans laquelle se trouvaient encore d'autres expressions capables d'offenser la czarine ; mais ce fut alors même que les ambassadeurs de Russie et de Prusse prirent une audience du primat, pour nommer authentiquement ce jeune Polonais, comme le candidat que leurs cours protégeaient. Cette démarche, prévue depuis long-temps, produisit néanmoins la plus vive sensation. Les uns voyaient avec plaisir approcher le temps

des récompenses promises, et affectaient d'autant plus de joie que les grâces ne pouvant suffire à contenter tous ceux qui en attendaient, chacun voulait mériter des préférences. Les autres sentaient, avec désespoir, qu'ils allaient être forcés de recevoir un maître dont ils mépriseraient la naissance, dont ils haïssaient la personne, et dont tant d'innovations leur faisaient redouter les desseins. Les bruits d'un prochain mariage entre l'impératrice et le roi désigné, se renouvelaient de toutes parts. Cette princesse était attendue à Riga ; et lui, de son côté, avait fait de magnifiques apprêts pour s'y montrer avec une pompe presque royale. Tous les états voisins commençaient à craindre de voir la Russie et la Pologne sous une même domination, et une si énorme puissance entre les mains de deux personnes si entreprenantes, dont l'ambition et l'audace prendraient encore de nouvelles forces dans le succès même d'une aventure si romanesque.

Tout ce qui avait osé faire quelque résistance était dispersé; le parti triomphant avait jeté partout la terreur, en faisant périr sur l'échafaud deux gen-

tilshommes, l'un en Lithuanie, l'autre en Pologne. Une tentative de confédération dans les provinces méridionales, formée par quatre jeunes gens de la maison Potocki, avait échoué; et ces quatre chefs, après avoir perdu un combat contre les Russes, et s'être jetés dans une forteresse, avaient été pris, et devenaient autant d'otages dans les mains des vainqueurs. On ne voyait dans tout le royaume que gens déconcertés, et qui reconnaissaient enfin avec autant de consternation que d'étonnement, l'abandon dans lequel toutes les puissances laissaient cette république.

Les Polonais, depuis plus d'un siècle, s'étaient persuadé que le maintien de leur liberté était nécessaire au système politique de l'Europe. Attachés à leur gouvernement, dont tous les vices leur étaient agréables, et dont ils ne pouvaient se dissimuler la faiblesse, ils se croyaient suffisamment protégés par leurs alliances; ce qui fut toujours vrai pendant un siècle entier : mais ils s'étaient mis, par cette fatale sécurité, dans une dépendance absolue des événemens; et dès que l'état de l'Europe se trouvait dérangé, dès que l'équilibre

était rompu, ils se trouvaient réduits à leur propre faiblesse, et demeuraient exposés à toutes les entreprises de leurs ennemis naturels. Cet abandon, qui eut des suites si importantes pour l'Europe entière, et si déplorables pour la Pologne, était, en quelque sorte, publiquement avoué par le départ de tous les ambassadeurs, ministres, résidens, consuls et secrétaires des cours de Vienne, de Versailles, de Madrid et de Dresde. Tous, par un concert unanime, avaient quitté Varsovie. L'événement qui occasionna ce départ précipité, roule sur une complication d'incidens obscurs et difficiles à saisir et à développer. Mais, comme il est devenu l'époque de ce délaissement général et de cette destitution de tout appui étranger, nous avons cru devoir entrer dans quelques éclaircissemens.

Il prend son origine secrète dans ces correspondances mystérieuses du comte de Broglie, dont nous avons parlé plus d'une fois. Un confident de cette intrigue, alors employé à Varsovie, sous le titre de résident, crut encore possible, au milieu des désastres qu'éprouvèrent les anciens amis de la France, de sau-

ver et de conserver les restes d'un parti, soit afin de le rallier quelque jour, si les conjonctures devenaient plus favorables, soit uniquement pour sauver l'honneur de la France, ou peut-être par attachement personnel pour de zélés républicains avec lesquels il avait depuis long-temps d'intimes liaisons. Il s'adressa directement à Poniatouski, en lui faisant espérer que la France et l'Autriche consentiraient à le regarder comme légitime roi de Pologne, et reconnaîtraient la validité de son élection, si, de son côté, il consentait à rétablir dans leurs dignités tous ceux qui venaient d'en être dépouillés, et s'il faisait sortir de Pologne toutes les troupes russes. Poniatouski parut accueillir cette proposition, quoiqu'elle fût entièrement opposée au plan que suivaient ses deux oncles; et nous ne déciderons point s'il se livrait, en cette occasion, à sa duplicité accoutumée, ou si ce jeune homme cherchait à s'emparer enfin de quelque rôle dans les soins qui devaient lui donner une couronne. Quoiqu'il en soit, d'après sa promesse positive, le résident crut devoir suivre une négociation qui, en apparence, commençait si favorable-

ment ; et pour y donner plus de consistance, il proposa à l'ambassadeur de France, qui n'avait reçu de sa cour aucun ordre à ce sujet, de faire ouvertement la même démarche auprès du grand chancelier de Lithuanie ; mais la sévérité même de ces destitutions et de ces proscriptions tenait au plan des constitutions nouvelles ; et le chancelier de Lithuanie sentait que pour opérer de si grands changemens, il avait besoin d'avoir de grandes forces à sa disposition. La dureté de son caractère lui servit à cacher la profondeur de ses vues. De violentes ironies furent ses uniques réponses. Il parut choqué de la seule idée de faire grâce à ses compatriotes. Il dit : « Qu'on ne pouvait se fier à cette troupe de rebelles ; « que le grand-général était un vieillard « gâté par l'adulation ; le prince Radziwil « une bête féroce, et que les cours de « France et de Vienne voulaient seulement, par ressentiment contre l'impératrice de Russie, envisager les affaires de Pologne sous un autre point « de vue qu'elle. » Aussitôt, pour achever d'abattre et de déconcerter ceux qui s'obstinaient encore à espérer quelqu'appui de ces cours, il publia qu'elles avaient

sollicité avec instance un accommodement. A cette nouvelle, l'ambassadeur de Vienne se plaignit amèrement d'une démarche faite sans sa participation. En effet, ni l'une ni l'autre de ces deux cours n'avait encore fait entendre qu'elle voulût, dans aucun cas ni à aucune condition, reconnaître l'élection de Poniatoúski. La cour de Vienne vit donc avec un orgueil jaloux et défiant qu'on eût voulu la devancer. Le ministère français se justifia auprès d'elle, en marquant le plus vif mécontentement à l'ambassadeur de France; et dès-lors celui-ci ne chercha plus qu'à se dérober à un séjour que tout avait rendu si désagréable pour lui: il demanda et obtint facilement son rappel. Il devait, en partant, accréditer à sa place ce même résident, connu depuis long-temps dans cette république, aimé dans tous les partis, et que la médiocrité de ce titre eût moins exposé à être compromis. Mais les Czartorinski se livrant à leur ancienne haine contre la France, et, pour éloigner toute occasion de troubles, voulant étouffer jusqu'aux restes du parti qu'on lui supposait encore en Pologne, crurent devoir profiter de cette occasion pour forcer

tous les ministres français à se retirer : politique qui pouvait réellement avoir un côté sage, mais qui pouvait, à beaucoup d'autres égards, devenir dangereuse, comme l'événement l'a prouvé ; et il paraît que cette fois le caractère dur et violent du grand chancelier de Lithuanie l'emporta au-delà des justes mesures. Un affront fait à l'ambassadeur de France, dans la cérémonie de sa dernière audience, fut le moyen qu'on employa. Cet ambassadeur, dans cette audience solennelle, dit au primat : « Que « la république étant divisée et la ville « de Varsovie livrée à des troupes étran- « gères, il ne pouvait rester décemment « au milieu de ces troupes, et qu'il avait « ordre de se retirer, jusqu'à ce que le « calme et le bon ordre fussent rétablis. » Le primat, en élevant la voix, lui répondit : « Vous ne reconnaissez donc pas « la république. » L'ambassadeur reprit : « Je reconnais la république divisée. »

Le résident, qui avait accompagné l'ambassadeur pour être accrédité à sa place, fit remarquer que le primat répondait à ce que l'ambassadeur ne disait pas ; mais quoique tous deux s'efforçassent d'expliquer l'espèce de neutralité énoncée

par les paroles de l'ambassadeur, jamais ils ne purent faire sortir le primat de la leçon qu'il avait apprise, il répétait toujours : « Puisque vous ne reconnaissez « pas la république, vous pouvez l'aller « chercher où il vous plaira, vous et tous « les ministres de France : » et aussitôt affectant un air familier, feignant de ne plus regarder l'ambassadeur comme revêtu de ce caractère, il lui dit : « Adieu « M. le marquis de Paulmi. » L'ambassadeur répondit du même ton : « Adieu « M. l'archevêque de Gnesnes ; » et en sortant de cette audience, on ne lui rendit point les honneurs qu'il avait reçus en y entrant. Tous les ambassadeurs et ministres alliés ne cherchaient qu'un prétexte pour ne pas rester plus longtemps exposés à la hauteur d'un parti et aux reproches de l'autre. Ils annoncèrent que leurs cours partageraient le ressentiment de cet outrage ; et ils ne tardèrent pas à recevoir l'ordre de quitter la Pologne. Ils partirent successivement, sans prendre congé du primat ; et ce prélat, au désespoir de voir son gouvernement méconnu de la plus grande partie de l'Europe, se livrait à d'inutiles regrets, et s'écriait dans sa douleur : *Ah!*

la France, la France! plus justement affligé, s'il eût prévu toutes les suites de cette retraite générale, qui ne laissait plus en Pologne aucun ministre, aucun ambassadeur capable d'y contrebalancer le crédit et l'autorité de l'ambassadeur et du ministre russe et prussien.

Dans cette extrémité, Mokranouski renonçant à toutes les fausses espérances que lui donnaient depuis si long-temps ses liaisons publiques avec le ministre français et ses liaisons secrètes avec le roi de France, s'indignant de l'abandon où ils laissaient la Pologne dans une conjoncture aussi décisive, prit la résolution de courir à Berlin, et de s'adresser directement au roi de Prusse. Il le trouva mal informé des affaires de Pologne, ou du moins affectant de le paraître; il n'en parlait que sur les plus fausses nouvelles. Dans le dédain que ce prince a marqué de tout temps pour cette politique inquiète qui agite l'Europe, il a toujours peu dépensé dans son ministère des affaires étrangères. On sait qu'avant la dernière guerre, tous les frais de ce département, en y comprenant les appointemens de ses ambassadeurs et de ses ministres, ne se montaient pas à plus de quatre cent

mille livres. Aussi de faux avis ont-ils plus d'une fois dirigé sa conduite ; mais ses talens et ses forces ont tout réparé. Il croyait, ou il feignait de croire, qu'on avait voulu écraser les Czartorinski, joindre l'armée de la république à un corps de quarante mille Autrichiens sur les frontières de Hongrie, et enfin qu'on voulait établir la succession au trône dans la maison de Saxe. Mokranouski n'oublia rien pour le détromper, lui jura que jamais l'Autriche n'était entrée dans aucun arrangement avec eux ; que les Polonais, en favorisant aujourd'hui la maison de Saxe, malgré leur juste ressentiment contre elle, avaient voulu uniquement secouer le joug de la Russie. Vous êtes les plus faibles, il faut céder, lui dit le roi. Le général reprit : « Votre « majesté ne nous a pas donné de pareils « exemples ; elle a seule résisté à toute « l'Europe. Sans un événement, lui ré- « pondit le roi, j'étais perdu. Il est ar- « rivé, lui répartit Mokranouski ; et les « talens de votre majesté ont donné le « temps à la fortune. Le roi répliqua « qu'ils étaient accoutumés à recevoir « leurs rois de la Russie. Elle nous en « a donné un seul, dit le général, et

« nous n'en voulons plus de sa main.
« Mais votre majesté ne paraîtra-t-elle
« jamais chez nous que pour jouer un
« second personnage? Quand vous étiez
« allié de la France, votre ministre en
« Pologne se joignait à l'ambassadeur
« de France, et répétait les mêmes choses
« que lui. Aujourd'hui que vous êtes
« allié de la Russie, votre ministre ne
« paraît qu'à la suite de son ambassa-
« deur. Emparez-vous enfin du rôle qui
« convient à votre gloire; donnez-nous
« un roi; donnez-nous votre frère le
« prince Henry. » Le roi répondit: « Il
« ne veut pas se faire catholique ». Le
général n'ayant répliqué que par un sou-
rire. « Non, reprit le roi, il ne le veut
« pas, et son parti est si bien pris qu'il
« est inutile que vous lui parliez; je
« vous défends de le voir. Sire, au moins
« sauvez notre liberté, lui dit le général »;
et il lui expliqua comment la république
allait être soumise au despotisme. Le roi
montra beaucoup de curiosité sur tous
les changemens qui avaient été faits dans
la constitution; il lui demanda des notes
sur les plus importans, les lui fit écrire
sous ses yeux, les apostilla de sa main;
et lui dit: « Qu'il chargerait son mi-

« nistre à Varsovie de veiller au réta-
« blissement de la liberté ; que l'alliance
« qu'il avait contractée avec la Russie,
« n'avait point d'autre but ; qu'il ne
« dépendait que des patriotes de tout
« pacifier, en se réunissant au corps de
« la république, et que si c'était là leur
« dessein, il s'emploierait à faciliter les
« voies de la conciliation ». Le roi lui
demanda ensuite ce que c'était qu'un
bruit généralement répandu sur le mariage de l'impératrice avec Poniatouski?
Le général répondit « qu'il savait seu-
« lement que c'était un bruit public ».
Le roi reprit avec un visage sévère : « Je
« ne le leur conseille pas ni à l'un ni à
« l'autre ; je viens de leur écrire à tous
« deux de ne pas faire cette folie là ».
Cette conversation finit par des propositions que fit le roi au général, pour l'engager à quitter un pays si en désordre, et à entrer de nouveau à son service. Mais le général lui répondit, qu'il ne chercherait une retraite que quand sa patrie serait libre et tranquille. Le roi le congédia avec bonté ; et comme le prince Henry, alors absent, était sur le point de revenir à la cour, le roi pressa Mokranouski de partir, et il le fit, en

quelque sorte, garder à vue jusque sur la frontière.

Dans le même temps, le référendaire Podoski, zélé partisan de la maison de Saxe, intrigant, audacieux, ne désespérant jamais des choses qu'il désirait, avait couru à Dresde. Cette cour regardait encore l'élection d'un prince de Saxe au trône de Pologne comme facile, et tout ce qui pouvait la traverser comme impossible. Si on entreprenait de leur en démontrer les obstacles, ils écoutaient ce discours avec ressentiment, et comme la preuve de quelque mauvaise volonté déclarée contre eux. Ils ne doutaient pas qu'après la diète de Varsovie, le retour des députés dans les provinces, ne devînt l'occasion d'un soulèvement général, et que les partisans de leur maison n'en profitassent pour lui rendre le trône. Le référendaire Podoski leur avait donné de loin ces opinions, d'ailleurs si naturelles à toute famille royale, et il vint encore les confirmer de vive voix. Il vint assurer que malgré les désastres et l'oppression, le même sentiment restant dans tous les cœurs, et l'indignation lui donnant même une nouvelle force, non-seulement l'espérance n'était pas dé-

truite, mais qu'elle devait augmenter; que la nation était prête à se porter aux partis les plus violens et les plus extraordinaires; que la crainte de perdre sa liberté lui rendrait toutes ses forces; que si un des princes de Saxe voulait être roi, il n'avait qu'à paraître en Pologne à la tête de quelques troupes, et que toute la nation se réunirait à lui. Il leur représentait que le droit de la noblesse étant de faire l'élection en corps, une assemblée de quatre-vingt mille gentilshommes ne recevrait pas la loi, et que du moins on ferait facilement une double élection. Mais après de longs conseils, la cour de Dresde, gouvernée par un ministre prudent, répondit : « Nous ne pouvons empêcher l'élection « de Poniatouski ; il faut le laisser monter « ter sur le trône, dans peu d'années « nous verrons à l'en faire descendre ». Et le référendaire Podoski fut prié de réserver son zèle pour ce temps-là.

Quelques nuages commencèrent aussi à s'élever du côté de la Turquie, la seule puissance qui, dans la situation actuelle de l'Europe, pouvait traverser les desseins de Catherine. Cette princesse n'était pas assez affermie sur le trône,

pour engager son empire dans une guerre contre les Turcs; et la crainte rendait ses négociations à Constantinople un tissu des plus subtils artifices. Elle profita du nouveau crédit que le roi de Prusse y avait acquis par ses longues guerres contre la maison d'Autriche; et le ministre de ce roi y devint le plus fidèle émissaire de la Russie. Presque tout l'argent destiné aux corruptions, se répandit par ses mains; les Russes n'espérant pas qu'on ajoutât foi à leurs mensonges, les faisaient passer par une bouche étrangère. Mais ce fut l'empressement des deux ministres russe et prussien, pour aller au-devant de tous les obstacles, qui encouragea ces longues et sanglantes querelles. Il faut reprendre ce récit d'un peu plus haut.

Mustapha, après quelques années de règne, se croyant en état de suffire par lui-même au gouvernement de son empire, pourvu que la vérité fut toujours mise sous ses yeux, avait choisi pour grand visir un homme doué de toutes les vertus, mais dénué de tous les talens; il se flattait de l'éclairer sur toutes les affaires. Mais bientôt convaincu de son erreur, il avait fait un choix entière-

ment contraire ; il avait appelé d'Asie, pour son ministre, un homme connu par de grands talens, mais diffamé par de grandes prévarications ; se flattant de le maintenir par sa vigilance. Celui-ci, nommé déjà trois fois grand visir et trois fois disgracié, avait une véritable connaissance des intérêts de l'empire. Il avait, dans ses ministères précédens, arrêté les entreprises des Russes. Il savait avec quel soin on devait surveiller cette puissance active, ambitieuse et perfide; et dès le premier moment de son arrivée à Constantinople, une extrême attention sur les affaires de Pologne succéda à la plus profonde indifférence. Le kan des Tartares eut ordre de redoubler de zèle. Les princes de Moldavie et de Valachie reçurent également ordre d'envoyer à Varsovie des ministres publics, qui rendissent compte de tout ce qui s'y passerait. Enfin, le ministre russe à Constantinople, reçut une injonction formelle d'informer exactement la Porte des intentions de sa cour. Mais ce nouveau grand visir ne tarda pas à reconnaître qu'il n'avait pas la confiance ni l'estime de son maître. Il craignit de s'engager dans des projets

dont l'événement était incertain. Uniquement occupé de conserver sa place, et dans l'attente perpétuelle d'une quatrième disgrâce, il rallentit cette première activité de ses démarches. Le grand seigneur instruit, il est vrai, par ce visir, commença à sentir les conséquences que les entreprises des Russes pouvaient avoir pour ses états; mais ce prince voulant tout faire par lui-même dans un gouvernement trop étendu pour que tout y soit régi par une seule main, fut bientôt distrait, et pour ainsi dire, emporté par le courant de ses occupations journalières. Tout ce qui regardait la vacance du trône de Pologne était oublié, et en quelque sorte perdu dans la foule des affaires d'un si vaste empire.

Ce fut alors que les deux ministres russe et prussien, inquiets des premières démonstrations d'un intérêt qui déjà n'existait plus, vinrent assurer au ministre ottoman, par des déclarations authentiques, que ces deux puissances n'enverraient pas un seul soldat en Pologne; que l'élection serait entièrement libre; qu'elles désiraient seulement que le nouveau roi fût Polonais, et que d'ailleurs elles ne soutiendraient et même n'indi-

queraient aucun candidat. Les deux ministres allèrent jusqu'à solliciter la Porte, de se joindre à leurs cours dans des vues qui semblaient si légitimes; soit que ce fût un excès de zèle égal entre ces deux collègues; soit plutôt que le zèle du ministre prussien ne fût pas exempt d'artifice, et qu'il eût pour véritable objet de contenir la Russie, en affectant de la servir.

Le ministre ottoman, sur la foi de ces déclarations, ne vit dans les troubles qui s'élevèrent bientôt en Pologne, que des discussions intestines; et le grand seigneur se persuadant que les deux partis étaient abandonnés à leurs propres forces, leur fit écrire : « Que s'ils écoutaient un « bon et sincère conseil, ils feraient l'é« lection d'un roi d'un commun accord; « mais que la Porte, en leur donnant ce « conseil de paix, les laissait maîtres de « faire ce qu'ils jugeraient à propos, « et s'intéressait seulement à la répu« blique en général, parce qu'elle avait « fidèlement observé les traités ». Ces lettres étaient d'ailleurs pleines d'ignorance sur le gouvernement de Pologne, et confondaient perpétuellement le sénat avec la diète, et la diète avec la noblesse.

Le grand seigneur fit dire en même temps au roi de Prusse et à l'impératrice de Russie, qu'il espérait que, suivant leur *ingénuité* ordinaire, (ce fut l'expression turque) ils tiendraient la promesse qu'ils lui avaient faite, de ne se point mêler des dissensions polonaises. Son étonnement fut extrême, lorsque bientôt après il apprit qu'une armée russe était en Pologne; le grand visir en demanda aussitôt raison au résident de Russie. Celui-ci répondit que la république avait sollicité l'envoi de quelques troupes, pour protéger ses libertés dont la Russie était garante; et que, sur cette prière, on avait envoyé dans ce royaume, sans canons et munitions, six mille hommes d'infanterie et mille Cosaques pour y être employés aux ordres de la république. Le sultan parut satisfait de cette explication, et fit répondre à l'ambassadeur de France et au kan de Crimée, qui avaient fait répandre cette nouvelle dans le sérail, qu'il n'avait aucun droit de s'opposer à cette entrée des Russes en Pologne; que les Russes non-seulement y étaient souvent entrés, sans que la république s'y fût opposée, mais qu'elle les avait souvent reçus à

titre d'hospitalité; que les traités ne faisaient aucune mention de ce point, et qu'il ne serait pas convenable que la Porte voulût gêner la liberté de la république. Il fallut encore bien du temps pour informer les ministres turcs, et par eux le grand seigneur, du dessein qu'avait l'impératrice de donner la couronne à un jeune homme qui avait eu avec elle les plus intimes liaisons. Mustapha apprit avec la plus vive colère, cette recommandation publique faite au primat du royaume, en faveur de Poniatouski, contre la promesse formelle faite au grand visir, que la czarine ne recommanderait ni même n'indiquerait aucun candidat. Il s'indigna d'avoir été joué, et le ressentiment de cette perfidie eût dès-lors éclaté par la guerre, si le muphti, que la religion rendait tout puissant sur l'esprit de son maître, et qui lui-même était gouverné par un Iman, vendu aux Russes, n'eût calmé ce premier transport (1). Le

(1) Presque tous ces lettrés ont abjuré, dit-on, leur ancien fanatisme; ceux qui sont versés dans les lettres orientales n'ajoutent plus aucune foi aux dogmes de Mahomet, et c'est le pur déisme qui règne secrètement à

grand seigneur crut devoir cependant à la dignité de sa couronne, et à son honneur personnel, d'exclure nommément de l'élection au trône, le Polonais recommandé par la Russie contre la foi des promesses les plus sacrées. Mais soit que les ministres ottomans évitassent d'engager leur maître par une démarche publique, soit qu'ils espérassent qu'en ménageant l'orgueil de l'impératrice, ils obtiendraient plus facilement qu'elle renonçât à son dessein; ce fut dans une conférence très-secrète, avec le résident de Russie, qu'ils donnèrent une exclusion formelle à Poniatouski. Ils firent, en même temps, quelques préparatifs de

---

Constantinople; mais qu'en est-il résulté pour l'empire? Ils n'en sont pas moins occupés, comme le sont les prêtres de tous les autres pays, à maintenir en crédit une religion, source de leur puissance; et l'ancien esprit de la loi Mahométane ne dirigeant plus leurs décisions, ils emploient, chaque fois, toutes les subtilités des interprétations théologiques, à trouver seulement dans les livres saints, ce qui peut favoriser la perpétuité de la paix, et la molesse générale.

(*Note de Rulhière.*)

guerre sur les frontières de Russie et de Pologne. Quinze mille janissaires, et huit mille spahis s'avancèrent de ce côté comme pour se joindre aux Tartares, dont le kan avait formellement promis aux Polonais un secours de cent mille hommes; et ces mouvemens de guerre semblaient appuyer cette déclaration secrète du grand visir.

Par ces dispositions générales de toutes les cours, et par celles du plus grand nombre des Polonais, on voit que le trône où Poniatouski allait monter était en quelque sorte miné de toutes parts. De fâcheux événemens devaient encore précéder son élévation. L'impératrice de Russie faisait alors sur les frontières de son empire et de la Pologne, ce voyage annoncé depuis le commencement de l'interrègne, et devenu l'objet d'une attente générale. Elle y vint à deux cents lieues de sa capitale, s'assurer par elle-même de tout ce qui avait rapport à la marine, au militaire et au civil dans la province de Livonie, qui conserve encore sous le despotisme russe une administration et des priviléges particuliers. Elle s'instruisit de tous les détails, elle vit tout par ses propres yeux; elle vint aussi jeter quel-

ques regards sur la Courlande, et y reçut avec fierté les hommages de Biren dans la souveraineté qu'elle lui avait rendue. Poniatouski était attendu sur cette frontière. Il avait mis la plus fastueuse ostentation dans les apprêts de son voyage. Il avait depuis long-temps annoncé cette entrevue, et on ne doutait pas qu'elle ne produisît les événemens les plus extraordinaires. Mais Orlof, dont la faveur avait dans ce moment plus d'éclat que jamais, annonça que si cet ancien rival osait paraître, fût-il déjà roi, il le ferait poignarder, et qu'aucun déguisement ne pourrait le soustraire à sa vigilance. De nouveaux ennemis que les Czartorinski s'étaient faits dans leur propre-faction, saisirent au contraire cette occasion pour former des liaisons personnelles dans la cour de Russie. Quelques-uns se rendirent à Mittau, sous des prétextes vraisemblables. Ils s'adressèrent au comte Orlof, et portèrent à ce favori leurs plaintes sur l'ambition de son ancien rival, et sur tous les changemens faits à la constitution dans la dernière diète. Pendant que la czarine s'occupait dans cette province de tous les objets de l'administration,

et paraissait remplir si dignement les devoirs du trône, un horrible événement se passait dans l'intérieur de son empire. On égorgeait dans une forteresse voisine de Pétersbourg, ce malheureux Ivan, chef de la maison impériale. Ce n'était pas assez qu'il mourût, il fallait, pour la sûreté de cette princesse, que tout l'Empire russe fût certain de cette mort. Exposer le corps de cet infortuné ne suffisait pas : sa vie entière s'était passée dans les fers; et l'exposition d'un corps inconnu aurait laissé aux mal-intentionnés le droit de dire qu'Ivan s'était évadé, et la facilité de produire sous son nom quelqu'audacieux imposteur. Une détestable intrigue satisfit à tous ces embarras. Il parut que des factieux, enhardis par l'absence de l'impératrice, avaient voulu enlever Ivan pour lui rendre la couronne, et que les officiers chargés de sa garde, sur le point d'être forcés, avaient en l'égorgeant, prévenu l'exécution de ce complot, comme ils en avaient l'ordre positif dans leurs instructions; de sorte que tout l'empire de Russie, et l'Europe entière, qui ne connaissait de ce malheureux prince que son nom, ne purent pas dou-

ter que le corps exposé à Pétersbourg ne fût véritablement le sien. Catherine apprit cet événement avec une profonde tranquillité, et retourna lentement dans sa capitale. Mais un bruit vague qu'il y avait eu des troubles en Russie, tint pendant quelques jours toute la Pologne attentive. L'inquiétude et l'espérance étaient extrêmes, et faisaient sentir à cette république qu'elle n'était plus libre.

Mais déjà les troupes russes, après s'être séparées en plusieurs détachemens pour disperser les partis qui avaient voulu se former, et pour forcer la noblesse éparse dans ses terres de signer la confédération de Varsovie, étaient revenues aux environs de cette capitale, afin de soutenir la diète d'élection. Les Czartorinski appréhendaient que l'assemblée de la noblesse n'y fût trop nombreuse, parce que tous les députés dont ils étaient assurés n'eussent pas égalé la noblesse d'une seule province. Ils avaient pris soin de faire craindre à tous les gentilshommes que, pendant leur absence, leurs châteaux ne fussent pillés par les Russes; ils envoyèrent des troupes couper le chemin à ceux qui voulaient se réunir pour marcher en corps; et par ces

manœuvres, la diète d'élection fut la moins nombreuse qui eût jamais été. De cette foule de quatre-vingt mille gentilshommes, qui avaient toujours concouru à l'élection des autres rois, il n'y en avait pas quatre mille au champ électoral. Sept provinces n'y avaient pas même de députés. Ce beau spectacle, que les seuls Polonais pouvaient encore dans notre siècle offrir à l'univers, cette élection du chef d'une nation libre, ne paraissait en cette occasion, suivant l'expression des Polonais eux-mêmes, qu'une pompe funèbre sous laquelle on ensevelissait toutes leurs lois. Au lieu des mouvemens tumultueux de la liberté, toutes les démarches, concertées d'avance, n'étaient que des cérémonies. On rendait tristement à la force des hommages involontaires. Ceux même qu'on devait croire au comble de leur prospérité, ne se montraient en public que taciturnes, et le front chargé de soucis. Ils semblaient partager cette impression générale de tristesse et d'horreur, et on ne pouvait deviner pourquoi ils étaient si loin de se livrer ouvertement à la joie qu'on leur supposait. Mais, en effet, de nouvelles espérances et de nouvelles craintes agi-

taient alors en secret tous les chefs de cette faction triomphante.

L'élection de Poniatouski, dont le projet avait paru chimérique, étant sur le point d'être consommée, tous les obstacles paraissant applanis par la prudence et la circonspection de trois vieillards, par l'activité inconsidérée et téméraire de quelques jeunes gens, par l'abandon où l'Europe entière avait laissé les Polonais, les résolutions de l'impératrice de Russie changèrent. Il est vraisemblable que plusieurs causes agissant à-la-fois sur son esprit, contribuèrent à ce changement inattendu. L'exclusion donnée à Poniatouski par les Turcs, en secret et de manière qu'en y cédant elle ne croyait pas sa gloire compromise; leurs mouvemens sur leurs frontières; cette consternation qui régnait en Pologne, et qu'elle devait prendre pour une soumission entière à ses volontés; la lettre du roi de Prusse, qui lui ôtait toute espérance de mariage avec son ancien amant; la faveur du nouveau, et les emportemens de sa jalousie; cette lettre de Poniatouski surprise, publiée, et si offensante pour elle; le caractère de ce jeune homme mieux connu d'elle, depuis que les événemens leur

avaient également permis à tous deux de s'abandonner à toute l'étendue de leurs penchans, et que Poniatouski ne pouvait plus, comme autrefois, ne se montrer à elle que sous les apparences qu'il voulait prendre et qu'il avait soin d'étudier; enfin, le massacre d'Ivan, qui lui persuadait que désormais son règne était assuré, sans l'appui d'un royaume voisin; telles furent, sans doute, les causes de cette nouvelle révolution. Elle écrivit à son ambassadeur, qu'elle lui laissait la liberté de choisir dans la maison Czartorinski, le roi qui serait le plus agréable à la nation polonaise; et il est remarquable que depuis ce temps-là, le prince Adam et le comte Oginski sont toujours demeurés chacun dans une égale persuasion d'avoir été l'objet de ce changement. Mais Keyserling était sur le bord du tombeau; ce caprice importunait ce vieillard mourant. Poniatouski, que depuis longtemps il appelait son fils, se jeta à ses genoux, fondant en larmes, lui jura de ne se conduire sur le trône que par ses lumières, et que sous le nom de Poniatouski, ce serait en effet Keyserling qui régnerait. On ajoute que le ministre Panine avait eu l'adresse d'insérer dans cette

lettre de l'impératrice, un billet particulier pour le prince Repnine, par lequel il disait que l'impératrice avait eu un moment de timidité ; que ce serait la bien servir que de ne pas lui obéir dans cette conjoncture, et qu'il prenait sur lui l'événement. Les ministres russes mandèrent donc à leur souveraine qu'il n'était plus temps, et qu'il suffisait pour rassurer les Turcs, et faire tomber le motif de l'exclusion qu'ils donnaient au comte Poniatouski, de stipuler, dans les conditions que la république devait imposer au roi, celle de ne se marier qu'avec une Polonaise.

Douze sénateurs avaient été chargés de rédiger ces conditions ; et dociles aux volontés du grand-chancelier de Lithuanie, ils avaient achevé, par cet acte même, le singulier édifice de cette nouvelle monarchie. Les quatre régimens des gardes soumis immédiatement aux ordres du roi, les hôtels des monnaies et les bureaux des postes remis entre ses mains, le droit de s'approprier, à son choix, quatre des plus beaux domaines destinés à la noblesse, telles étaient les nouvelles prérogatives ajoutées encore, en cette occasion, à toutes celles dont on avait

augmenté l'autorité royale. Il s'éleva, à ce sujet, quelques oppositions. Des étincelles de liberté jetèrent encore quelqu'éclat sous les débris de toutes les anciennes lois. Dans le même temps, l'ambassadeur de Prusse demanda formellement, qu'une des conditions imposées au nouveau roi, fût de ne se marier qu'avec une Polonaise; et ce qui remplit tous les esprits d'étonnement, l'ambassadeur et le ministre de Russie firent la même demande, et insistèrent plus fortement encore sur cette même condition. Mais les Czartorinski parvinrent à éluder ces instances, en remettant jusqu'après l'élection à régler tous les points contestés. Enfin, le 7 de septembre 1764, au milieu de toutes les cérémonies prescrites par l'usage et la loi, le comte Poniatouski fut élu roi d'une voix unanime, par la noblesse qui se trouva présente au champ électoral. Le vieux Keyserling était près d'expirer, après avoir eu la singulière destinée de faire élire trois souverains, chacun contre le gré de la nation qui l'avait élu. Il envoya porter à la diète une harangue, où il disait, en félicitant la noblesse polonaise du choix qu'elle venait de faire : « Que ce n'est

« point une galerie pleine d'anciens por-
« traits qui fait la noblesse ; que per-
« sonne ne peut avoir vécu avant nous
« pour notre gloire ; que c'est l'ame qui
« fait les grands ministres, les hommes
« illustres et les rois eux-mêmes ». Et après avoir loué les talens du nouveau roi, et la magnanimité de l'impératrice de Russie, il finissait par une citation de Publius Syrus : « *Beneficium digno tibi*
« *des, omnes obliges.* Donner un bien-
« fait à celui qui en est digne, c'est
« obliger tout le monde ». Ce vieil ambassadeur expira le même jour, et Poniatouski avait déjà commencé son règne sous le nom de *Stanislas Auguste.*

LIVRE VII.

SOMMAIRE.

Erreur dans laquelle on était généralement en Europe sur les sentimens mutuels de la czarine et du nouveau roi. Etat de ce nouveau roi. Manière dont la czarine reçoit la nouvelle de l'élection. Colère du grand-seigneur en apprenant cette nouvelle. Etat de l'empire Turc. Engagement que prennent les ministres russe et prussien à Constantinople, et leurs différentes vues. Exil de Crim Gueray. Nouveau grand-visir. Entretien remarquable du kan des Tartares et du grand-seigneur. Inquiétude du roi de Prusse sur le nouveau gouvernement. Repnine brouillé avec les princes Czartorinski et devenu ambassadeur malgré eux. Ecrits pour et contre les nouvelles lois. Couronnement du roi, et son début sur le trône. Diète de couronnement, dans laquelle les princes Czar-

torinski achèvent ouvertement la révolution qu'ils avaient entreprise; ils refusent une alliance offensive proposée par la Russie. Continuation de l'affaire des dissidens. Réflexions sur le nouveau gouvernement établi par les Czartorinski, et fin de la diète. Tous les mécontens s'adressent à la czarine. Situation de la Russie relativement à la Pologne. Lettre du nouveau roi à Catherine, au sujet des dissidens. Projet de la czarine d'ériger un nouveau royaume pour son nouvel amant. Conduite des Russes envers les Polonais. Poniatouski reconnu pour roi de Pologne par les cours étrangères. Parti que prennent Branicki, Mokranouski et Radziwil. Etat de la Pologne et conduite du nouveau roi; sa brouillerie avec ses oncles. Le roi de Prusse s'oppose à l'établissement du nouvel impôt; ses ressentimens personnels contre Poniatouzki. Voyage du baron de Saldern à Varsovie comme médiateur, et son caractère. Négociations pour une alliance générale de tous les états du Nord, confiées à Saldern; et premières démarches de la France pour susciter des embarras à Catherine. Conduite de Saldern à Varsovie comme médiateur. Election

des nonces pour la diète. L'évêque de Cracovie devient chef du parti opposé à la cour et à la Russie ; son caractère et ses premières démarches. Arrivée de deux colonels russes pour seconder Repnine. Déclaration de Catherine au sujet des dissidens ; et démarches de Repnine au sujet des autres demandes de la Russie. Raisons pour et contre les dissidens, mises sous les yeux du ministère russe. Catherine consent à modérer les demandes qu'elle faisait en faveur des dissidens. Fausse réconciliation du roi et de ses oncles ; leur projet pour soutenir et perfectionner le nouveau gouvernement, en se servant du fanatisme de la nation. Discours public du roi à Repnine. Commencement de la diète. Repnine forme un nouveau parti opposé à la cour. Caractère de Podoski et ses projets contre le roi. Le roi, étonné de la contradiction qu'il éprouve, s'évanouit sur son trône ; résistance qu'il oppose à l'ambassadeur russe. Accommodement prêt à se conclure en faveur des dissidens. Nouveaux ordres envoyés de Russie contaires à cet accommodement. Tremblement de terre à Constantinople. Catherine et son conseil s'engagent à sou-

tenir les dissidens par la force des armes. L'ambassadeur de Russie, le ministre de Prusse, le nonce du pape prennent audience des Etats. Le roi cherche à éluder par l'affaire de la religion l'éclaircissement des nouvelles lois. Conjuration contre ce prince ; ses oncles et lui consentent à dissoudre le nouveau gouvernement. Concessions faites aux dissidens. Fin de la diète ; état où elle laisse la nation. Démarches des dissidens pour se confédérer. Refus que font les mécontens de se confédérer avec eux. Manœuvres de Podoski pour soulever la nation contre le roi. Signification faite par la czarine au roi. Résultat de ses démarches.

L'ÉLÉVATION du comte Poniatouski, si détestée des Polonais, était applaudie de l'Europe entière. Les femmes réunies dans les grandes villes, et qui, pour la plupart, uniquement occupées de leurs amours, ou des intrigues qui s'y rapportent, déterminent cependant aujourd'hui toutes les opinions publiques, voyaient avec plaisir qu'une femme, à peine parvenue au trône, eût

employé sa puissance à donner à son amant un royaume voisin de son empire. Ce qu'il y avait de romanesque dans cette aventure, faisait oublier ce qu'elle avait de violent et d'injuste. Les plus habiles politiques, instruits de l'oppression dont la Pologne gémissait, ne s'alarmaient pas encore des desseins ambitieux de Catherine, parce qu'ils ne supposaient dans sa conduite que le délire d'une amante. Les plus prévoyans, comme les plus timides, imaginaient seulement que deux amans allaient gouverner, de concert, deux nations naturellement ennemies. Mais cette passion, devenue l'entretien de l'Europe entière, et regardée alors avec une indulgence, ou plutôt avec une faveur générale, n'existait plus ; et quand la fortune amena enfin un événement si extraordinaire, si vivement désiré par ces deux amans, si impatiemment attendu, ils éprouvèrent cette triste fatalité attachée à presque tous les succès humains : le temps où il aurait fait leur bonheur était passé.

Jamais aucun prince ne monta sur le trône dans des circonstances plus difficiles et plus malheureuses que celles où Stanislas Auguste commença de régner.

Abandonné dans le moment qui précéda son élection, par la puissance même qui l'avait protégé; élu roi, malgré la plus grande partie de sa nation; méconnu de presque toute l'Europe; menacé par les Turcs qui lui avaient donné l'exclusion; une armée étrangère, son unique soutien, répartie dans toutes les provinces de son royaume, et ne recevant de lui aucun ordre; les deux hommes les plus considérés de son pays réfugiés au-delà des frontières; un nouveau gouvernement établi par l'artifice, après cent années d'anarchie, et dirigé par deux vieillards jaloux de son élévation, qui ne s'en consolaient que par l'espérance d'exercer toute son autorité; ce nouveau gouvernement, formé sous la protection, mais à l'insu des puissances même auxquelles il devait la couronne; des sectes de religion irritées du refus qu'elles venaient d'éprouver, et protégées par ces mêmes puissances : telle fut sa position en arrivant au trône.

De son côté, l'impératrice, en apprenant la nouvelle de cette élection, ne montra aucune joie. Elle dit au comte Oginski, d'un air sérieux : « Je vous « fais mon compliment », et rentra aus-

sitôt dans ses appartemens. Son ouvrage se trouvait achevé, malgré la prudence qu'elle avait eue d'y renoncer; et ce succès, qui n'en était plus un pour elle, ne lui donnait que de cruelles inquiétudes.

En effet, le grand seigneur apprit avec la plus violente colère qu'on n'avait eu aucun égard à l'exclusion positive et formelle qu'il avait donnée au comte Poniatouski; il s'écria, dans son indignation : « Je saurai réduire ces infidèles ». Les ministres ottomans conformaient avec soin leur langage à celui de leur maître. Ils recherchaient les ministres des cours qui avaient essayé de traverser cette élection. Ils leur disaient, en vantant les richesses accumulées dans le sérail, que le grand seigneur était prêt à ouvrir, s'il le fallait, tous ses trésors pour renverser Poniatouski du trône. Mais aucun des ministres de ces différentes cours n'osait se fier à ce langage, ni exciter cet empire à la guerre.

Ils voyaient de trop près sa faiblesse intérieure; les provinces remplies de brigands, l'Egypte soulevée, la Mecque envahie, la Tartarie ou révoltée ou suspecte; toutes les affaires languissantes, à l'exception des seules affaires du fisc im-

périal; le sultan laborieux, austère, appliqué, mais sans expérience, parce qu'il avait passé dans une prison les seules années où elle peut s'acquérir; sans suite dans les affaires, parce que la multiplicité des détails qu'il embrassait lui faisait perdre de vue ceux qui la veille avaient le plus occupé son attention. Ils voyaient dans chaque occasion l'intérêt de l'empire sacrifié aux intérêts particuliers; le ministère incapable, par son amour pour la tranquillité, de soutenir long-temps des résolutions courageuses; le grand visir sans crédit; les gens de loi maîtres de tous les conseils; les janissaires dégénérés, par le soin que les sultans eux-mêmes avaient pris d'altérer la constitution de cette milice; les spahis ruinés par le luxe, et mis hors d'état, par les folles dépenses qu'il entraîne, de se pourvoir d'armes et d'entrer en campagne; enfin toutes les parties de la constitution de l'empire dénaturées et son ancien esprit militaire entièrement éteint. L'ambassadeur de France (c'était le comte de Vergennes qui depuis, dans les conjonctures les plus épineuses, gouverna les affaires étrangères de sa patrie avec tant de sagesse et de succès) l'ambassadeur de

France, maître d'exciter les Turcs à la guerre, autorisé même, pour y parvenir, à leur promettre la neutralité de la maison d'Autriche, ne leur fit point cette promesse, dans la juste appréhension, si elle était inutile, de compromettre deux cours; et si elle produisait tout son effet, d'entraîner les Turcs à des résolutions précipitées. La profonde connaissance qu'il avait de ce pays, le mit à portée d'observer que dans cette indignation apparente des ministres ottomans, ils étaient plus embarrassés d'un événement qui causait tant de colère au grand seigneur, qu'ils n'en étaient eux-mêmes irrités; qu'ils en avaient plus de confusion que de ressentiment. Il remarqua qu'ils employaient toute leur adresse à chercher des moyens qui appaisassent l'animosité du grand seigneur, et qui satisfissent à la dignité de l'empire sans en troubler le repos.

Dans ces conjonctures, les envoyés russe et prussien parvinrent à se procurer une audience du reys effendi, ou ministre des affaires étrangères; celui-ci instruit, quoique d'une manière imparfaite, de l'oppression des Polonais et du changement fait aux lois de la ré-

publique, leur dit dans cet entretien : « Peu nous importe qui est ou qui sera « roi en Pologne ; le nom ne nous fait « rien ; mais ce qui nous intéresse est de « savoir comment et à quelle condition ». Les deux envoyés saisirent cette espèce d'ouverture. Ils promirent formellement et par écrit, que le nouveau roi n'épouserait point une princesse étrangère, qu'on rétablirait dans leurs dignités tous ceux des Polonais qui en avaient été destitués ; que les domaines nouvellement attribués au roi seraient restitués à la noblesse ; que les troupes russes sortiraient de toutes les terres de la république. Les deux envoyés signèrent entre les mains de ce ministre turc toutes ces promesses rédigées par articles ; et ils ajoutèrent à leur signature qu'ils s'obligeaient personnellement et comme otages à l'exécution de ce traité. On ne peut douter que ces deux envoyés, dans une démarche qu'ils faisaient de concert, n'eussent des vues absolument opposées. Le moscovite prenait sur lui-même tous ses engagemens, dans l'espérance que les Turcs, après quelques accès de colère, retomberaient dans leur léthargie, que cette ardeur de vengeance ne tarderait

pas à s'évanouir, et qu'ils ne songeraient pas à réclamer l'exécution de ces promesses. Le prussien, au contraire, obéissait aux instructions positives de son maître. Ce prince veillait avec un extrême soin à dissoudre tout le nouveau gouvernement polonais; et son ministre, intrigant, très-rusé, prenait avantage sur le moscovite, et ses insinuations l'engageaient peu à peu à toutes ces promesses. Toutes ces manœuvres furent enfin découvertes, et la czarine demanda au roi le rappel de cet envoyé qui fut aussitôt sacrifié.

Cependant Crim Gueray, déterminé à entrer en Pologne, quels que fussent les ordres de Constantinople, offrait au Prince Radziwil, réfugié dans une province voisine de Tartarie, de le reconduire dans sa patrie. Mais dans ces conjonctures, il fut mandé à Constantinople, soit que les ministres lui eussent tendu ce piége pour le perdre, soit que le grand seigneur, encore irrésolu sur la guerre, voulût véritablement appeler le kan au conseil. Crim Gueray, qui avait obligé la Porte de consentir à son élévation, qui méprisait et craignait les intrigues du sérail, ne voulut

pas y paraître dépouillé de la force qui l'avait élevé ; il chercha des prétextes pour ne pas obéir. Dix mille spahis et vingt mille janissaires, tirés de toutes les garnisons de ces contrées, bordaient alors les frontières de l'Ukraine. Ils étaient répandus autour d'Oczakof et de Bender, sous le prétexte vraisemblable d'en visiter et d'en réparer les fortifications. De nombreux détachemens furent apostés sur sa route. Le commandant des spahis, en arrêtant la voiture de ce prince, y jeta une paire de bottes, marque ordinaire de la disgrâce des kans. Crim Gueray voulut se précipiter hors de la voiture et appeler les Tartares ; il en parut un petit nombre ; mais ils furent aisément contenus par les spahis ; ceux-ci ayant entouré le chariot, le conduisirent de relais en relais jusqu'à Constantinople, et tandis que la destinée, par la suite d'une ancienne intrigue d'amour, donnait une couronne à un jeune homme sans fortune, sans noblesse, sans talens, un prince d'une race illustre, un descendant de Gengis-Kan, belliqueux, infatigable, également juste et pénétrant dans sa politique, se vit renversé du trône. Sa disgrâce n'abattit

point son courage ; certain que la guerre ne tarderait pas à éclater, il ne doutait pas qu'elle ne fût l'époque de son rappel. Il parvint même du fond de son exil à se venger du grand visir qui l'avait trahi ; et ses justifications mises sous les yeux du sultan, coûtèrent la tête à ce premier ministre.

Pour remplacer celui-ci, le sultan fit choix d'un vieillard désintéressé, économe, versé dans les affaires intérieures de l'empire ; mais faible, timide, ne concevant aucun des rapports qui lient les états entre eux, dévot musulman qui subordonnant la politique au texte littéral de l'alcoran, soutenait que la religion défendait d'attaquer les Russes, tant qu'ils laisseraient en paix l'empire ottoman. Un seul trait achevera de faire bien connaître la situation de cet empire. Le nouveau kan se rendit à Constantinople. Les ministres turcs craignirent les entretiens qu'il allait avoir avec le grand-seigneur, et employèrent tous les moyens qu'ils purent imaginer pour le dissuader de prendre aucun intérêt aux affaires de Pologne. Mais ce prince tartare, dans son entrevue avec le grand-seigneur, n'en ayant pas moins insisté

sur le préjudice irremédiable que l'asservissement de la Pologne causerait à l'empire ottoman, le sultan lui répondit : « Mon frère, je sens la vérité de « ce que vous me dites ; mais que puis-« je seul ? Tous ceux qui sont dans « l'administration, ou qui peuvent y « parvenir, sont amollis et corrompus. « Ces gens là ne veulent que des kios-« ques, des maisons sur le canal, des « musiques, de belles esclaves ; je tra-« vaille à mettre de l'ordre et de la « règle ; mais il n'y a personne dans mon « empire qui veuille m'aider ». Telle était la situation de ce malheureux empereur, qui seul dans une cour dégénérée, conservait encore quelque sentiment de la fierté ottomane, et qui pouvait être comparé à une ame saine et vigoureuse dans un corps affaibli, dont tous les organes seraient altérés par des maux irremédiables. L'interprète tartare qui suivait le kan à cette entrevue, répéta de la part de ce prince, toute cette conversation au comte de Vergennes, et elle est copiée mot à mot du compte qu'il en rendit à la cour de France.

Pendant ce temps, le roi de Prusse étonné du nouveau gouvernement qui

se formait en Pologne, ne savait s'il avait été joué par la czarine, ou si cette princesse elle-même avait été trompée. Tant d'innovations en faveur de l'autorité royale, lui faisaient ajouter quelque foi au bruit toujours répandu, d'un mariage entre elle et le nouveau roi. Ce prince, si attaché à l'opinion que tous les événemens sont entraînés par un hasard aveugle, est cependant celui de tous les hommes qui a le plus diminué l'influence du hasard dans les affaires de son temps, et qui en a gouverné la plus grande partie par la sagacité de sa prévoyance et l'habileté de sa politique. Il résolut de miner sourdement cet ouvrage, ou de le renverser, s'il le fallait, ouvertement. Aux manœuvres secrètes que son ministre avait commencées à Constantinople, celui qui résidait à Varsovie eut ordre d'en ajouter de publiques. Cet autre ministre eut à ce sujet de longues explications avec le prince Repnine; et aussitôt que les députés arrivèrent des provinces pour le couronnement du nouveau roi, il leur représenta que la république étant rétablie dans un état tranquille, la confédération générale devait se dissoudre, et

toutes les anciennes lois reprendre leur cours accoutumé. Repnine, par des raisons différentes, tenait sur la confédération un langage entièrement semblable. Repnine était en quelque sorte l'ame et le chef de cette société de jeunes hommes et de jeunes femmes, qui dans la faction dominante et devenue maîtresse de l'état, formaient depuis quelque temps un nouveau parti ; il était lié avec tous les jeunes confidens du nouveau roi, qui par l'activité de leurs démarches se flattaient chacun qu'il leur devait la couronne. « C'est moi seul qui l'ai mis sur « le trône », disait hautement chacun d'eux. Et ils étaient tous également persuadés de l'avoir emporté sur la prétendue cabale des vieillards, dont la modération avait été suspecte à leur impatience. Chacun d'eux croyait juste que toute l'autorité fût remise en ses mains ; et se flattait de régner sous le nom du roi. Ils voyaient avec chagrin que la confédération générale, dirigée par les deux princes Czartorinski, rendit ces deux vieillards les seuls maîtres de l'état. Ceux-ci, depuis la mort de Keyserling, faisaient tous leurs efforts pour détourner le malheur d'avoir en Pologne Rep-

nine pour ambassadeur. Leur inimitié avait pris le prétexte de tous ses vices pour le discréditer à sa cour; et véritablement sa légèreté, ses dettes et ses débauches inspiraient trop de défiance contre lui à ceux même qui avaient de pareilles mœurs; son ignorance altière et ses emportemens révoltaient ceux même qui s'étaient le plus bassement vendus à toutes les volontés des Russes ; et son extravagance ne laissait aucune prise ni à l'adresse la plus souple, ni à la patience la plus soutenue. Repnine n'ignorait pas qu'on s'était plaint de lui à sa souveraine ; il avait pendant plusieurs semaines attendu son sort avec inquiétude. Mais le crédit des jeunes Polonais à Pétersbourg l'emporta sur les plaintes des vieillards. Repnine, nommé ambassadeur malgré ceux-ci, s'efforçait d'arracher de leurs mains toute l'autorité du nouveau règne, et joignait au désir de les humilier et de se venger, l'impatience d'exercer lui-même toute cette autorité.

Mais les Czartorinski, loin de céder aux murmures de la nation, aux inquiétudes des puissances voisines, et aux intrigues qui se tramaient dans leur pro-

pre parti, poursuivaient leurs desseins avec une constance inflexible ; et ils avaient résolu de consommer leur ouvrage dans la diète qui suit le couronnement, la dernière des assemblées occasionnées par le changement de roi. Ils avaient tâché, par des écrits anonymes répandus dans le public, de démontrer les avantages des changemens faits à la constitution, et même de justifier les rigueurs exercées sur quelques citoyens. On disait dans ces écrits, « Qu'un peu « de violence, quoique suspecte de tyrannie, est malheureusement nécessaire dans toute révolution ; que la « plupart des législations anciennes, si « admirées aujourd'hui, ne se sont établies que par de semblables violences ; « que Lycurgue lui-même avait d'abord « pris les armes contre les Spartiates, « et s'était ensuite servi de leur crédulité, joignant ainsi la surprise à la « force, pour faire adopter les plus sages lois qu'il y ait jamais eu sur la « terre ; que ce malheur est en quelque sorte inhérent à la nature des « plus utiles réformes, parce que les « mauvaises mœurs et tous les abus qui « rendent ces réformes nécessaires, ren-

« dent les citoyens incapables d'y con-
« sentir ».

Les adversaires des nouvelles constitutions publiaient de leur côté que le nouveau législateur de la Pologne avait employé beaucoup de génie et d'intrigues, une science profonde, une subtilité incroyable à faire un ouvrage insensé, publiant cet ancien mot d'un Athénien : « Le monstre le plus ridicule est une ty-« rannie impuissante ». La Pologne, disaient-ils, ne pouvait pas croire ses maux réparés par l'établissement de ce despotisme ; les cours voisines ne pouvaient pas tarder à reconnaître le piége où il les avait engagées ; il était facile de prévoir qu'elles s'en irriteraient, qu'elles renverseraient avec fureur un édifice si vaste et si témérairement élevé ; lui-même, en croyant les tromper, avait favorisé l'accroissement de leur autorité ; il avait abattu les anciennes digues qui, toutes faibles qu'elles étaient, servaient encore à les arrêter ; et les digues nouvelles qu'il avait cru leur opposer ne pouvaient pas s'affermir assez tôt pour résister à leur violence. Ils ajoutaient que cette faction, protégée par la Russie, et devenue si puissante par cette protection, en

deviendrait elle-même la première victime, et ressemblerait à ces malheureux qui, croyant avoir apprivoisé des animaux féroces, finissent tôt ou tard par en être dévorés.

Tels étaient et les dispositions et les discours opposés, lorsqu'arriva la cérémonie du couronnement. Le nouveau roi l'avait fixée au jour de Sainte-Catherine, pour faire de cette solennité même une sorte d'hommage à l'impératrice de Russie.

Stanislas Auguste annonça dès cette première action de son règne, les mêmes penchans qu'on lui avait reprochés dans sa vie privée. La loi exigeait qu'il se fit couronner en habit polonais, la tête rase, suivant l'usage antique et général de cette nation ; il devait sacrifier de longs cheveux noirs, qu'il avait conservés jusqu'alors, à la faveur de l'habit français admis à la cour sous les derniers règnes. Une couronne à recevoir ne put l'engager à ce sacrifice. Il imagina une sorte d'habit théâtral, se coiffa d'un casque, chaussa des brodequins, et s'offrit ainsi jusque dans la cérémonie auguste de son sacre, à la risée d'un peuple indigné de son élévation. On vit

cependant avec plaisir ce prince qui n'étant rien, paraissait fier et dédaigneux, parvenu désormais au faîte des grandeurs, se montrer affable et populaire: comme si l'orgueil étranger à son naturel, n'eût été en lui qu'un pressentiment de sa fortune, et l'eût abandonné aussitôt que son ambition fut satisfaite. L'accès toujours facile qu'il laissa auprès de lui, l'accueil séduisant qu'il fit à ceux même qu'il connaissait pour ses ennemis, quelques réponses où on remarqua de la force et de la bonté, le soin qu'il prit d'admettre à sa table, avec les plus grands de l'état, les gentilshommes sans fortune, enfin les bonnes intentions qu'il annonçait, les larmes qu'il versait en parlant du bien qu'il espérait faire, tout parut justifier cette foule d'hommes avides, qui n'attendaient plus que des prétextes pour grossir sans honte le petit nombre de ses partisans.

Ses deux oncles, toujours respectueux en sa présence, affectaient de donner cet exemple à la nation. Ils avaient tenté d'établir une sorte d'étiquette orientale, et fait enlever dans le palais tous les siéges des anti-chambres; mais le roi semblait oublier le plus souvent cette majesté si

nouvelle pour lui, et, non sans quelque grâce, faisait à ses courtisans les honneurs de son palais. Au milieu de cette simplicité apparente, on remarquait toutefois dans tous ses discours les plus étudiés, comme dans les moins prévus, je ne sais quel faste, un retour perpétuel aux mots de *roi*, *de royauté*, *de pouvoir royal*. On voyait que cette seule idée avait toujours dominé dans son esprit, et que cette joie remplissait seule toute son ame. On reconnut aussi bientôt dans la diète qui suivit le couronnement, qu'après avoir donné quelque soin à une vaine ostentation de générosité, il se livrait avec artifice à ses ressentimens ; et qu'au lieu de chercher à ramener les esprits par la facilité et l'indulgence, il voulait soutenir tout ce qui avait été fait de plus rigoureux pendant l'interrègne, contre ceux qui s'étaient opposés à son élévation.

De leur côté, les princes Czartorinski achevèrent dans cette assemblée tout ce qu'ils avaient entrepris pour établir en Pologne un gouvernement nouveau. Autant, jusque-là, ils avaient employé d'art à cacher leurs desseins, avançant à travers mille obstacles, et tâchant d'éluder ceux qu'ils ne pouvaient rompre,

autant désormais ils employèrent d'audace, agissant à front découvert, revenant sur leurs pas pour renverser tout ce qu'ils avaient laissé derrière eux, et se pressant d'autant plus que les puissances voisines étaient devenues plus attentives.

Chaque citoyen, suivant l'ancienne constitution, aurait dû reprendre dans cette diète du couronnement, toute l'étendue de sa liberté. C'était dans cette assemblée qu'on aurait dû examiner les lois nouvelles, proposées pendant l'interrègne, et c'était par l'unanimité qu'elles devaient alors recevoir leur dernière sanction, ou être rejetées par une seule opposition. Mais les Czartorinski se gardèrent bien d'exposer leurs établissemens à une pareille épreuve, ni de dénouer cette confédération générale, qui remettait tous les pouvoirs de l'état entre leurs mains, et dont l'essence est de traiter toutes les affaires par la pluralité des suffrages. On avait conservé au grand-général de Lithuanie, jusqu'à sa mort, tous les honneurs et tous les pouvoirs de sa charge ; mais quittant alors tous ces ménagemens, on le réduisit à n'être plus, comme les autres titulaires des grandes

charges, que le simple président d'un conseil souverain. Les deux Massalski opposèrent à cette constitution une résistance opiniâtre; le roi les appela auprès de son trône pour tâcher de les persuader. Tous les sénateurs présens se levèrent; la plupart des nonces s'y joignirent pour supplier le grand-général de résigner volontairement son autorité. Il demeura inébranlable. Son fils et lui s'indignant de voir retomber sur eux-mêmes la puissance qu'ils avaient contribué à former, quittèrent la diète. Mais la loi fut portée malgré leur réclamation, et le nouveau gouvernement fut achevé en cette partie.

Toutes les provinces, quels que fussent leurs différens priviléges, furent déclarées également soumises à un nouvel impôt; c'était un péage général à toutes les entrées du royaume. Le mot de contrebande, jusqu'alors inconnu en Pologne, et toujours odieux dans les pays même les plus assujétis, allait être prononcé sur toutes les frontières. Quelques-uns des députés représentèrent qu'ils n'étaient pas autorisés à donner leur consentement à une pareille loi; qu'ils la recevaient seulement comme un projet

dont ils rendraient compte à leurs provinces. Mais leurs réclamations ne furent point écoutées, et la levée de cet impôt fut passée en loi.

Dans cette même diète, l'impératrice de Russie proposa de laisser la Pologne lever et entretenir une armée de cinquante mille hommes, à la condition que la république se lierait avec l'empire de Russie par une alliance offensive et défensive. Mais le grand-chancelier craignait que dans cette alliance les Polonais ne jouassent le rôle des alliés de l'ancienne Rome, toujours entraînés, comme sujets, à des guerres absolument étrangères pour eux, et contribuant, au prix de leurs fortunes et de leurs vies, à accroître la puissance romaine, et par conséquent à aggraver leur propre assujétissement. Cette proposition fut rejetée; et l'ambassadeur de Pologne à Pétersbourg eut seulement ordre d'y proposer et d'y négocier une alliance purement défensive. Aucune considération, aucune crainte ne put engager le grand-chancelier à porter la condescendance plus loin qu'il ne se l'était prescrit; persuadé qu'il n'avait que trop fait pour Catherine, en sacrifiant toute l'ambition de

sa propre famille au caprice qu'elle avait eu de couronner son ancien amant. Il consentit toutefois à dédommager cet empire de toutes les dépenses qu'il avait faites, en offrant de terminer au gré de la Russie, les querelles qui subsistaient depuis un siècle entre les deux états, pour le réglement de leurs frontières : c'était le prix qu'il avait proposé de tout temps à la protection qu'il en avait sollicitée; dans la persuasion que la perte même d'une province serait assez compensée par les avantages que la Pologne retirerait d'une réforme dans son gouvernement.

Les dissidens firent encore dans cette diète de nouvelles tentatives pour obtenir l'admission à tous les droits de la noblesse polonaise. Ils s'étaient adressés aux différentes cours de leurs religions, et toute l'Europe commençait à prendre intérêt à cette question. Mais quoiqu'ils eussent dit formellement dans leurs mémoires : « ce serait se méprendre sur l'état de la « république et sur celui des dissidens, « que de supposer qu'ils demandent à « être tolérés »; quoiqu'ils parussent s'offenser du mot de tolérance, c'était cependant sous ce nom que les souverains

les recommandaient, et que les philosophes écrivaient en leur faveur ; tant une équivoque peut avoir d'influence sur les plus grandes affaires; tant elle peut tromper les meilleurs esprits! Les mêmes principes qui avaient dirigé la conduite des princes Czartorinski dans les diètes précédentes, les conduisirent encore en cette occasion. Cette affaire fut laissée au fanatisme de la multitude, dont ils ménageaient la faveur pour assurer le succès de toutes leurs entreprises. La diète fut inexorable. Aussitôt que le primat eut parlé d'un projet sur la religion, de grands cris s'élevèrent. Le secrétaire de la diète, qui tenait en main ce projet, ne put en commencer la lecture. Les nonces menacèrent de le massacrer s'il était assez hardi pour en lire un mot; et il fallut renoncer à toute proposition.

Les princes Czartorinski, dont le caractère particulier était une constance opiniâtre dans tous leurs desseins, firent décider à leur avantage, dans les derniers jours de cette diète, toutes les querelles qu'ils avaient suscitées ou soutenues depuis leur brouillerie avec le feu roi. Ils s'emparèrent de l'héritage d'Ostrog; ils dépouillèrent les enfans du comte Brulh;

ils donnèrent au comte Oginski le palatinat qu'ils avaient demandé pour lui quand Radziwil l'avait obtenu ; ils joignirent ainsi à la foule des mécontens une foule d'ennemis personnels. Mais la nation ne devait plus se rassembler qu'après un intervalle de deux années ; et pendant ce temps l'autorité législative n'existant plus, rien ne pouvait détruire les résolutions qui avaient été prises.

La révolution paraissait achevée. Le grand-chancelier de Lithuanie avait employé les vices même de ses concitoyens et les forces de leurs ennemis naturels, à réformer la constitution de son pays; étonnante entreprise, pleine de difficultés, d'inconvéniens et de périls, dont l'inconcevable témérité pourrait être justifiée par la nécessité de tout risquer pour relever la république du penchant de sa ruine. On sait que depuis ce temps-là, le grand-chancelier se comparait à un pilote qui, dans un naufrage inévitable, essaie une manœuvre dangereuse, laquelle peut accélérer de quelques momens la perte du vaisseau, et la seule toutefois qui puisse ouvrir encore quelque espoir de salut. Mais indépendamment de tous les périls attachés de toutes

parts à cette entreprise, le caractère même de ce nouveau législateur, cette dureté méprisante qui rendait odieuses en lui de très-grandes qualités, ces haines implacables qu'il avait nourries dans l'animosité des factions, infectèrent, pour ainsi dire, tout son ouvrage.

Cette diète avant de se séparer, décerna des statues à ces deux princes; l'une au grand-chancelier de Lithuanie, dans la capitale de cette province; l'autre au prince Auguste Czartorinski, dans la capitale de Pologne. Le soir on afficha, il est vrai, dans les principaux endroits de la ville un distique latin, dont le sens était:

« Elevez deux gibets; c'est leur vrai monument. »

Mais, accoutumés aux fureurs républicaines, ils dédaignaient ces murmures, et ils assurèrent encore, à la séparation de cette diète, qui finit le 10 décembre 1764, la durée de cette confédération générale dont ils étaient les chefs, et qui mettait entre leurs mains le pouvoir de soutenir et de défendre tous leurs ouvrages.

Mais déjà toutes les représentations contre les lois nouvelles, toutes les plain-

tes, toutes les accusations contre les princes Czartorinski, étaient directement adressées à l'impératrice de Russie. La province de Prusse refusant de se soumettre au nouvel impôt, recourut à l'autorité de cette princesse. Les Massalski envoyèrent un émissaire à sa cour; les dissidens lui députèrent un de leurs membres les plus accrédités; la ville de Dantzick, inquiète pour sa liberté, implora la même protection. Il est trop vrai que la Russie paraissait enfin arrivée au terme où, depuis la défaite et la ruine des Suédois, son ambition s'était constamment dirigée. Cinquante années d'alliances, d'intrigues et de guerres, secondées par les plus favorables conjonctures, avaient, malgré des fautes multipliées, donné au trône des czars une prépondérance absolue en Pologne.

Les Czartorinski s'étaient efforcés de mettre entre les mains du roi toute la puissance de la république. Mais ce nouveau roi, exposé aux dangers d'une révolution dès que la Russie cesserait de le protéger, ne pouvait régner que par elle. Le nouveau gouvernement qu'ils avaient établi n'étant pas fondé sur des réformes avouées de la nation, était gé-

néralement odieux et suspect. Les différentes factions polonaises, n'obtenant plus aucun appui de leurs différens protecteurs étrangers, se précipitaient en foule aux pieds de la czarine; et de toutes parts on implorait contre ces législateurs la même protection qui les avait élevés.

Il ne lui restait plus désormais qu'à bien connaître le caractère de ces républicains, si éperduement attachés à leurs folles prérogatives, et si imprudemment livrés aux fureurs de parti. En supposant, comme l'imagina bientôt cette princesse, qu'il y eût une véritable gloire à soumettre cette république, il fallait en différer l'éclat pour en assurer le succès, consommer cet ouvrage en silence, leur rendre le joug insensible, employer cette politique souple, adroite et patiente, dont Keyserling venait de donner l'exemple. Mais comment cette souveraine, toujours environnée d'esclaves dont l'aveugle soumission ne lui laissait jamais apercevoir aucun mouvement de caractère ni de passion, aurait-elle pu acquérir cette connaissance des hommes, si nécessaire à qui voulait entreprendre de gouverner arbitrairement des

hommes nés libres ? Catherine n'avait encore aucun projet arrêté sur ce royaume. Son orgueil était blessé, il est vrai, des refus qu'elle venait d'éprouver. Mais le nouveau roi lui avait écrit en ces termes : « La protection que vous accordez aux dissidens est digne de votre humanité et de votre philosophie. « La tolérance établie dans mon royaume « sera un très-bel événement de votre « règne. La Pologne même ne peut qu'y « gagner infiniment, par l'affluence des « étrangers et par l'établissement des « manufactures qui suivra cette affluence. Je veux même, de concert avec « votre majesté, établir un synode catholique qui puisse exercer en Pologne l'autorité que s'y arrogent les « légats du pape, et soustraire ainsi mes « sujets à une domination étrangère. « Mais laissez-moi un peu de temps. Il « faut avant que je puisse amener les « esprits de ma nation à de tels changemens, que j'aye pu gagner leur confiance. Je n'ai pas besoin de vous dire « avec Racine :

« Gardons-nous de réduire un peuple furieux,
« Madame, à prononcer entre nous et les Dieux. »

Mais indépendamment de cette lettre

et de l'espèce de promesse qu'elle contenait, Catherine recueillait déjà de cette démarche le prix qui la flattait le plus, un grand éclat de renommée attaché à cette protection ; et si son orgueil était blessé, sa vanité était satisfaite. Ne se croyant plus menacée de la guerre qui avait été près d'éclater au moment qui suivit l'élection, elle se livrait aussi sans inquiétude à cette autre vanité d'avoir élevé son ancien amant sur un trône. On a vu écrit de sa main sur les marges d'un livre, à côté du nom d'Elisabeth, reine d'Angleterre : « Il n'a manqué au bonheur de cette princesse que d'avoir « un royaume à donner au comte d'Es-« sex ». Il semblait aussi à Catherine qu'il ne manquât plus à son bonheur que d'avoir encore un autre royaume à donner à son nouvel amant. Elle s'occupait de lui en composer un vers les plaines d'Astracan, à l'autre extrémité de son empire. On y aurait bâti une nouvelle capitale, dont le plan était déjà exposé dans les cabinets de ce favori. Cette princesse, occupée tour à tour par les soins du gouvernement intérieur de ses vastes états, par les distractions que lui causaient ses plaisirs, par son goût

pour des lectures capables de cultiver et d'orner son esprit, par ses correspondances avec des hommes célèbres, dont les éloges lui paraissaient la véritable gloire; enfin par tous les soins qu'elle donnait à l'ostentation de tous les genres, s'occupait peu des affaires intérieures de la Pologne. Elle méditait un voyage dans les provinces les plus reculées de la Russie, dont l'objet réel était de visiter l'emplacement proposé pour la capitale du nouveau royaume qu'elle avait dessein d'ériger pour le comte Orlof. Elle aurait eu ainsi aux deux extrémités de son empire deux royaumes dépendans de ses volontés, et elle aurait placé ses amans sur chacun de ces trônes.

Pendant ce temps, le soin des affaires politiques était abandonné au comte Panine. Ce ministre, indolent et valétudinaire, en abandonnait tout le détail à un subalterne. Celui-ci pour faire sa cour au ministre dont il attendait sa fortune, voulait confier une autorité sans bornes à l'ambassadeur Repnine, que son oncle aimait avec une aveugle prédilection. Mais le comte Orlof et le ministre Panine, ennemis irréconciliables, et tous deux également accré-

dités auprès de leur souveraine, n'étaient point d'accord sur le plan qu'il fallait suivre. Orlof soutenait les républicains; il obtenait de l'impératrice, pour leurs émissaires, de secrètes audiences. Panine, au contraire, protégeait les constitutions nouvelles; et s'il découvrait à Pétersbourg un envoyé des mécontens, il le forçait de fuir. Jamais aucun Polonais ne parvint à négocier dans cette cour avec quelque sûreté. Orlof y traitait avec indignité ceux qu'il croyait attachés aux intérêts de Poniatouski; et Panine rendait les mêmes outrages à ceux que les républicains y envoyaient. Plus de vingt mille Russes étaient répartis dans les provinces polonaises. Aucun des ordres donnés à leurs généraux n'était révoqué. Ils faisaient partout, à main armée, signer la confédération générale, que Repnine voulait dissoudre à Varsovie, et partout exécuter les lois nouvelles. On travaillait au nouveau règlement des limites; et la Russie voulait envahir une étendue de plus de deux cents lieues, depuis la mer Baltique jusque près de l'embouchure du Boristhène. Elle voulait s'approprier cette communication entre les deux mers, dont le comte Oginski

faisait exécuter le projet. Les commissaires russes envoyés dans ces provinces, en levaient tous les plans, y constataient la qualité des biens et des personnes. Quelques troupes avaient pris leurs quartiers sur cette ligne pour contenir les habitans, qui s'indignaient de passer sous cette domination. Plusieurs évêques moscovites y étaient arrivés pour y prêcher leur religion. Ils venaient, disaient-ils à tous les paysans, les ramener à la foi de leurs pères : ils conquéraient ces contrées par la prédication, avant même que cette affaire eût été décidée par le traité. Tout ce qu'il y avait de troupes russes voisines des frontières, avait ordre d'enlever les artisans et les artistes que les seigneurs polonais avaient attirés à grands frais sur leurs terres ; on les transportait en Russie sous de fortes escortes ; et les Russes, chez un peuple qu'ils méditaient d'incorporer à leur empire par une alliance perpétuelle et volontaire, se conduisaient encore comme au temps de leurs anciennes incursions.

Cependant le nouveau roi était encore méconnu de la plus grande partie de l'Europe ; et la plupart des Polonais ne

doutaient pas que le rétablissement de la république dans son ancienne constitution, celui du grand-général comte Branicki dans tous les droits de sa charge, et du prince Radziwil dans toute la splendeur de sa maison, ne dussent être les conditions imposées par toutes les cours avant de consentir à cette reconnaissance. Ces deux illustres citoyens, dont la plupart de ces cours avaient encouragé la résistance, devenus encore plus chers à leur nation par l'oppression qu'ils souffraient, étaient refugiés au-delà des frontières : Branicki résolu d'abandonner sa patrie, de laisser confisquer ses biens, et d'aller mourir dans quelque asile plutôt que de consentir à la dégradation de sa charge, dont le rétablissement eût toutefois entraîné la ruine du nouveau gouvernement ; Radziwil plus opprimé encore, son palatinat donné comme s'il eût été vacant, ses biens partagés à une foule de personnes, sous le prétexte d'acquitter les anciennes dettes de sa maison, une argenterie immense portée à la monnaie, ses forteresses occupées par les Russes, toute sa puissance détruite, et toutes ces rigueurs confirmées par des condamnations ; fier dans son infortune,

déterminé à ne point fléchir, demandant vengeance et non pas grâce, résolu de ne remettre les pieds dans sa patrie que pour être rétabli dans toutes ses dignités et dédommagé de toutes ses pertes : telle était la situation des deux plus grands seigneurs de Pologne et les difficultés de leur rétablissement.

Les Turcs cependant ne cessaient de l'exiger ; les deux ministres russe et prussien à Constantinople s'y étaient formellement engagés. La Porte protégeait, il est vrai, ces deux seigneurs polonais, en évitant de les en instruire. Mais sa politique lente et mystérieuse avait de la persévérance ; elle accordait du temps sans se laisser fléchir ; elle condescendit même à recevoir un envoyé de Pologne, mais seulement comme envoyé de la république, et sans jamais nommer la personne du roi. Toutefois se flattant de tout conserver, sans en venir à une rupture avec la Russie, elle ne donnait à ces deux illustres fugitifs que des conseils de paix. Les autres cours de l'Europe agissaient encore avec plus de mollesse. Tous les états voulaient rester tranquilles. Une élection faite en Pologne, et qui n'était pas généralement reconnue, semblait une

étincelle de guerre : on ne travaillait dans toutes les cours qu'à maintenir la paix, et à écarter les moindres sujets de dissension. Branicki ne se dissimula point qu'il allait être sacrifié ; et ne recevant des pays étrangers d'autres conseils que de se soumettre aux circonstances, il prit alors une résolution digne de lui. Il écrivit au roi, uniquement sous le nom de frère, lui demanda la paix, et, sans attendre aucune réponse, partit sous l'escorte de trois cents hommes qui, dans toutes les calamités où il s'était trouvé, lui étaient demeurés fidèles ; traversa la Pologne entière ; revint dans sa résidence ordinaire de Bialistok, et y resta sous la garde de ses troupes. A peine y fut-il arrivé, que tous les républicains se flattèrent d'avoir un chef. On vint de toutes parts lui proposer de former une réconfédération pour rétablir les anciennes lois. Mais il aima mieux endurer dans le silence les offenses personnelles qui lui étaient faites, que d'exposer le royaume à des mouvemens où il n'entrevoyait aucune apparence de succès. Son autorité contenait les esprits, en même temps que sa personne et sa fermeté entretenaient encore quelque espérance. Plusieurs gé-

néraux russes accoururent également chez lui; ils lui proposèrent d'envoyer supplier leur impératrice de s'interposer en sa faveur. Soit qu'elle cherchât dès-lors à rallier tous les ennemis du parti triomphant, afin d'abaisser tous les Polonais les uns par les autres; soit plutôt que, réduite à tenir les engagemens secrets pris avec les Turcs, elle eût souhaité que Branicki, en s'humiliant devant elle, donnât un prétexte honorable à cette condescendance: un secret émissaire vint lui apprendre, d'une manière positive, les espérances que lui donnait la czarine, s'il voulait unir sa cause à celle des généraux de Lithuanie; mais il rejeta constamment toutes ces propositions. Rien ne fut capable de déterminer cet illustre vieillard à implorer une puissance qu'il continuait de regarder comme l'ennemie de sa patrie.

Le brave Mokranouski avait suivi le sort du grand-général; mais à peine fut-il revenu avec lui à Bialistok, que le ministère polonais lui fit déclarer que, s'il ne venait pas à Varsovie rendre hommage au roi, on instruirait son procès, et on le poursuivrait criminellement, pour avoir pris les armes contre la

république. Il se crut forcé d'obéir. Pendant qu'il traversait les salles du palais, pour se rendre à l'audience du roi, une voix s'éleva de la foule qui était accourue pour être témoin de ce spectacle, et lui cria : « Vous venez trop tard ». Il répondit d'une voix haute : « On ne vient « point trop tard quand on ne demande « rien ». Le roi, contre l'usage ordinaire, ne fit aucun pas vers lui, et se tint dans le fond de son appartement. Mokranouski, en l'abordant, lui dit : « Sire, puisque la Providence vous a « placé à la tête de la république, je « n'ai pas cessé d'en être citoyen, et « en cette qualité je vous dois mon « hommage. Mes sentimens pour ma « patrie ne changeront jamais ; si c'est « un moyen de mériter vos bontés, je « les espère à ce titre ». Le roi lui répondit : « Mes intentions sont pareilles « aux vôtres ; les mêmes sentimens nous « unissent ; et je me flatte que le bien « dont vous serez témoin, vous atta-« chera à mon règne ». Le roi l'embrassa alors en pleurant, et ajouta : « Mokranouski, ne vous séparez point « de moi ; vous voyez tout ce qu'il m'a « fallu employer de moyen pour trom-

« per les Russes ». Mokranouski lui demanda s'il croyait donc les avoir trompés ? Il séjourna peu de temps à Varsovie, accueilli à la cour, caressé par ses ennemis même, mais veillé de près et bientôt dénoncé pour quelques propos de mécontentement contre le despotisme qui se formait dans la république. On lui ôta l'administration des postes qu'il avait eue au commencement de l'interrègne ; on le menaça de le dépouiller de ses autres emplois ; il paraissait tranquille sur ces événemens, et quitta Varsovie le jour qu'il avait indiqué en arrivant.

Le prince Radziwil se réfugia à Dresde. Cette cour ne pouvait, sans déshonneur, lui refuser un asile ; mais comme elle cherchait alors tous les moyens de se rapprocher de la Russie, elle crut devoir s'en justifier, en faisant dire à la czarine qu'il n'avait été ni invité ni attendu. Les intérêts de ces illustres citoyens ne furent cependant pas totalement négligés dans les négociations qui se suivaient alors. Les cours de Vienne, de France, de Madrid, de Naples et de Dresde, négociaient de concert, et faisaient dépendre de leur satisfaction mu-

tuelle, la promesse de reconnaître le nouveau roi. Dresde exigeait un désistement formel de toutes les prétentions que la république voulait former à la charge de la Saxe, et un apanage en faveur des princes saxons. La France exigeait une réparation authentique de l'insulte faite par le primat à l'ambassadeur de France. La cour de Vienne, où était le centre de ces négociations, se flattait secrètement de former des liaisons avec Poniatouski, et d'employer le crédit qu'on lui supposait encore sur la czarine, pour détacher cette princesse du roi de Prusse. Naples et Madrid n'avaient rien à demander, et faisaient seulement corps avec les autres cours. Toutes exigèrent un engagement par écrit, que ni le grand-général, ni le prince Radziwil, ne seraient poursuivis comme rebelles. La cour de France députa un secrétaire d'ambassade au grand-général, pour l'instruire de cet engagement; et la cour de Vienne fit une pareille mission au prince Radziwil. Mais Branicki apprit avec indignation qu'on eût promis, par un écrit, de ne le point poursuivre. « Comme si j'étais, écrivit-il au « ministre de France, dans le cas d'une

« amnistie, parce que je n'ai pas voulu « me soumettre aux volontés des puis- « sances qui ont arrêté la destinée de « ma patrie, parce que j'ai soutenu « l'indépendance de ma nation, tant « qu'il a été en mon pouvoir » ! Il demanda qu'on ne fît aucune mention de lui, plutôt que de lui accorder cette grâce humiliante. Mais la France marqua pour cet illustre vieillard une considération qui adoucit un peu ses chagrins. Un jeune Français, qui fut chargé d'aller à Varsovie complimenter le nouveau roi, eut ordre de se rendre à Bialistok, pour complimenter aussi le grand-général. Un gentilhomme espagnol y arriva dans le même temps, envoyé par le roi d'Espagne, pour lui apporter les marques de la toison d'or. Un prodigieux concours de noblesse se rendit de toutes les provinces pour assister à sa réception dans cet ordre; et il reprit, dans sa disgrâce, par sa considération personnelle, une autorité bien plus flatteuse que celle dont on l'avait privé.

Cependant la nation polonaise voyait avec surprise les quatre commissions souveraines exercer bien plus de pouvoir qu'elle n'avait cru leur en confier. Le

conseil de la guerre forçait tous les officiers à lui prêter serment d'obéissance; et sous l'autorité du conseil des finances, non-seulement la douane générale était imposée, mais une troupe de soldats avait été créée pour en protéger les commis. On s'inquiétait de voir passer entre les mains du roi, par ces moyens détestés, de grandes sommes qui pouvaient lui fournir encore de nouveaux moyens pour attenter à la liberté. Les bureaux des postes dépendaient de lui seul; de sorte que par une infidélité autorisée autant qu'elle peut l'être par l'exemple des autres souverains, presque tous les secrets des particuliers étaient entre ses mains. Les confidences devenaient plus embarrassées et les ligues plus difficiles. On commençait à flatter les paysans, par des écrits imprimés et par des insinuations sourdes, de leur accorder la liberté. On parlait d'établir des tribunaux, où ils eussent le droit de plaider contre leurs seigneurs; et la noblesse voyait d'avance, dans cette conduite, l'entier abaissement de sa puissance. Les princes Czartorinski, maîtres de toutes les grâces, n'élevaient aux dignités que des gens dont la naissance et les biens héréditaires étaient médiocres.

Ils évitaient de former aucune fortune considérable ; et toujours attentifs au double dessein d'abaisser les grands, et d'assurer l'exécution des lois nouvelles, aussitôt qu'ils découvraient dans la petite noblesse attachée aux familles puissantes, quelques hommes d'un mérite éprouvé, ils ne négligeaient rien pour les détacher de leurs maîtres, et les faire entrer dans quelque emploi du nouveau gouvernement. La promesse de fonder une école militaire, faite successivement par les deux rois saxons, était enfin exécutée par le nouveau roi. On se flattait d'en voir sortir bientôt une foule de militaires instruits dans toutes les parties de la guerre. Ce n'était plus, disait-on, cette Pologne qui, par le caprice d'un seul nonce, voyait arrêter toutes les délibérations publiques, et qui, retenue captive sous ses mauvaises lois, avait été justement comparée à un géant enchaîné. Le roi, ses ministres, ses favoris, ne parlaient que de réformes et d'établissemens nouveaux. Dans le temps où peut-être il aurait fallu calmer et rassurer la nation, ces discours pleins d'ostentation, ajoutaient au contraire à l'inquiétude générale ; les projets les plus avantageux

devenaient suspects de tyrannie; et d'ailleurs la conduite du roi n'inspirait pas assez de confiance pour que la nation lui abandonnât un si grand pouvoir. Les meubles, les équipages, les habits, étaient l'objet perpétuel de son attention. On l'avait mille fois entendu, avant son élévation, déclamer contre le luxe amené en Pologne par les rois de la maison de Saxe. Mais aussitôt qu'il fut parvenu au trône, son exemple le fit monter à un excès bien plus extravagant. Le goût des fêtes l'entraîna dans d'incroyables dépenses. Quelques-uns, pour se faire un mérite auprès de lui, perdirent leur fortune dans l'espoir d'obtenir des grâces. Les spectacles, les bâtimens, un jeu énorme, mirent Varsovie dans une sorte de délire et d'ivresse. On n'était point heureux; on ne se flattait pas de le devenir: le roi n'était point aimé; il servait plutôt de prétexte aux fêtes, que de motif aux réjouissances. Ce peuple léger s'étourdissait sur les affronts qu'il venait de recevoir, et sur les maux auxquels il s'attendait.

Stanislas-Auguste crut que c'était un devoir du trône de paraître aimer le militaire, et voulut se montrer capable de

conduire ses troupes. Il créa plusieurs régimens, et mit à leur tête des officiers prussiens. Tout fut prussien, jusqu'à son habillement et à son air. Mais dans les détails même, ses goûts dominans et son caractère se firent encore reconnaître. Il n'y eut sorte d'uniformes qu'il n'inventât, presque tous aussi incommodes que magnifiques, presque tous aussitôt abandonnés qu'essayés. Il donna au corps des cadets, pour la plupart composé d'enfans, des casques énormes, surmontés d'un plumage si élevé, que le moindre vent leur faisait perdre l'équilibre. Il présidait à presque tous les exercices; mais les spectateurs démêlèrent bientôt, les uns avec douleur, les autres avec une joie maligne, le peu de disposition qu'il avait à ce genre d'occupation : ceux-ci croyant voir, dans chacun de ses défauts, un moyen de recouvrer la liberté; ceux-là s'affligeant que la fortune eût confié le rétablissement de l'état aux mains d'un pareil homme.

Tous ceux que la faveur des derniers rois avait élevés aux premières dignités du palais, et qui avaient servi avec orgueil dans la pompe et le faste des deux cours saxonnes, ne se cachaient point à

eux-mêmes leur humiliation en servant Poniatouski. Ils se raillaient entre eux de leur avilissement mutuel. L'usage de baiser la main du roi n'était plus pratiqué que par les plus vils flatteurs ; et si lui-même avait d'abord senti, au milieu de ces respects forcés, quelque plaisir de vanité et de vengeance, bientôt son ame sensible ne put supporter la présence d'une cour ennemie ; il fuyait son palais ; il se rejetait dans les plaisirs de sa première condition : au milieu d'une troupe de jeunes favoris, il allait de maison en maison porter son désœuvrement et son ennui. Cette familiarité, qu'on avait prise pour une vertu au commencement de son règne, ne parut bientôt plus que l'amour d'une vaine dissipation. Les plus simples citoyens se trouvèrent importunés de ses fréquentes visites ; et l'embarras que la présence d'un roi cause toujours dans une maison particulière, n'était plus compensé par aucun honneur.

Ceux qui avaient craint que l'impératrice de Russie n'épousât le simple gentilhomme qu'elle venait de couronner, ne tardèrent pas à être rassurés. Stanislas-Auguste, qui dans sa vie privée, avait souvent tenu à l'égard des femmes la

conduite la plus circonspecte, au point de se faire soupçonner quelquefois d'une fidélité romanesque, parut bientôt se faire gloire de multiplier les plus méprisables conquêtes. Dans une cour licencieuse, où sa beauté et ses agrémens auraient suffi pour lui procurer tous les plaisirs de l'amour et de l'inconstance, on eût dit que ces plaisirs fussent devenus à ses yeux le plus grand avantage du trône. Les femmes toujours avides de crédit, se laissaient aisément séduire par l'espoir de la faveur. On le vit attaquer l'une après l'autre, à la ville, à la cour, au théâtre, toutes celles qui avaient quelque charme, ou seulement quelque réputation, même ancienne. Bientôt ce ne fut plus un honneur de lui avoir appartenu; et pour prouver l'avilissement où l'offre de son cœur était tombée, on racontait cette réponse qu'une danseuse fit à ses propositions : « Sire, je ne suis « pas cruelle, mais je suis chère. »

Une pareille conduite, dans un temps où il avait à soutenir l'immense fardeau d'une monarchie naissante, donna de trop justes prétextes aux ressentimens de ses deux oncles. Cette ligue de la maison Czartorinski, maintenue depuis cinquante

années par une ambition et des haines communes, aussitôt qu'elle eut atteint le faîte des grandeurs, commença à se diviser. La distribution des grâces, source éternelle de jalousies et de plaintes, fut d'abord abandonnée au grand-chancelier de Lithuanie. Cet homme, à qui il était indifférent de plaire, ou plutôt qui se faisait un plaisir malin de l'ironie et de l'injure, devenu le dispensateur de tous les bienfaits, choquait ceux même qu'il obligeait. De jeunes complaisans cherchèrent bientôt à enlever le roi à des conseils si durs. Branéki, son premier confident, qui se faisait gloire de tous les vices, les autres Poniatouski élevés à la dignité de princes, et qui cherchaient à étayer la grandeur subite de leur maison, les aides-de-camp du roi, presque tous choisis parmi les joueurs ou les aventuriers, genre d'hommes dont la réputation est toujours équivoque, enfin, tout ce qui environnait ce prince tendit constamment à l'éloigner de ses deux oncles. La gravité de l'un devenue plus imposante et plus sévère depuis qu'il avait perdu l'espérance du trône, la dureté de l'autre augmentée par la puissance qu'il exerçait, étaient également incompati-

bles avec les mœurs de cette folle jeunesse. Peu à peu le roi disposa des grâces sans les consulter : et quand ils le virent, au lieu d'être appliqué, comme la difficulté des conjonctures l'exigeait, quitter le soin des affaires pour se livrer à la plus vaine dissipation ; quand de jeunes femmes eurent fait donner à de méprisables protégés des emplois promis à des hommes utiles, alors leurs ressentimens profonds, quoique toujours dissimulés, éclatèrent sur ce prétexte. Trop de sujets de haine devaient concourir à cette rupture. Des mœurs pour ainsi dire formées dans des siècles différens, l'austérité exigeante de ces deux vieillards que le roi eût à peine satisfaits par l'abandon de son autorité ; cette impossibilité où il était de s'acquitter jamais envers eux, et le vice inhérent au cœur humain, par lequel la reconnaissance se change presque toujours en haine, quand elle ne peut égaler le bienfait ; enfin les intérêts des deux familles devenus nécessairement contraires, achevèrent de séparer cette ligue si long-temps formidable aux Polonais. Mais c'était surtout le grand-chancelier de Lithuanie qu'on s'appliquait à décréditer auprès du roi.

C'était lui qu'on voulait perdre à la cour de Russie, d'autant plus aisée à irriter contre lui, qu'il montrait ouvertement l'intention de se dérober au joug de cette cour. Ce dernier soin était le point le plus difficile de ses grands desseins. Sans ce dernier succès, sa conduite pleine de hardiesse et de subtilité, n'aurait plus été que dangereuse et funeste à son pays. Les jeunes favoris occupés à le détruire, cherchaient dans cette conduite même les moyens de le perdre. Quand les désirs de la Russie n'étaient pas remplis, ils faisaient tomber sur lui seul le ressentiment de cette cour. Repnine, qu'il avait offensé par un mépris insultant, devenait contre lui un perpétuel dénonciateur. Repnine, que des rivalités de galanterie brouillèrent bientôt avec le roi, cherchait également à aigrir l'impératrice contre toutes les factions polonaises. Il voulait s'arroger à lui seul toute l'autorité du nouveau gouvernement. Il accusait avec une égale animosité et le roi et les deux princes Czartorinski. Il menaçait quelquefois Stanislas-Auguste de laisser former contre lui une confédération de tous les mécontens, et de l'abandonner à la haine générale. Des fem-

mes de toutes les sortes étaient perpétuellement mêlées dans leurs raccommodemens ou leurs querelles, et ces méprisables intrigues influaient sur les espérances ou les craintes de la cour et de la nation. Ainsi se conduisait la nouvelle cour de Pologne, dans un temps où l'assemblage de toutes les vertus et l'union la plus indissoluble eussent à peine suffi contre la difficulté des conjonctures.

Cette difficulté s'accroissait à chaque moment. Le roi de Prusse, à qui tout prétexte était bon pour attaquer à force ouverte cette puissance qui se formait dans son voisinage et qu'il avait minée de tous côtés par de sourdes manœuvres, saisit hautement l'occasion qu'il crut trouver dans l'établissement de la douane générale. Il prétendit que les traités entre les deux Prusses défendaient d'y établir aucune douane que ce ne fût d'un consentement réciproque. En vain on lui représenta l'indépendance mutuelle des deux états. Sans autre réplique, il envoya un détachement de ses troupes sur une des rives de la Vistule, imposer un péage exorbitant sur tout le commerce de la Pologne avec Dantzick, unique port

de mer de ce royaume. Il fit placer dans une île, au milieu du fleuve, une batterie de canons d'où on tirait sur les bateaux qui croyaient échapper en cotoyant la rive polonaise; et le résident de Prusse à Varsovie demanda authentiquement au roi la cassation de cette douane; c'était cependant sur le produit de cette perception qu'étaient fondées toutes les dépenses nécessaires au gouvernement actuel; et il fallait une diète pour révoquer un impôt statué par une diète.

Mais bientôt un ressentiment personnel anima contre Poniatouski cet ennemi terrible. Poniatouski se flattait d'assurer sa puissance et peut-être même de la perpétuer dans sa famille par une alliance illustre. La cour de Vienne lui avait, dit-on, laissé entrevoir l'espérance d'épouser une archiduchesse. On ajoute que c'était un piége tendu par le premier ministre autrichien; que cette idée jetée au hasard, fut une amorce à laquelle se prit toute l'ambition des Poniatouski, et que depuis ce moment le roi de Pologne ne cessait d'écrire à la czarine les lettres les plus pressantes, pour lui persuader de reprendre l'ancien système des alliances de cette cour. Le roi de Prusse

découvrit ces manœuvres; et se livrant à toute l'impétuosité de sa colère, il dit ces propres mots : « Je lui écraserai la « tête avec sa couronne ». Un ministre prussien, envoyé à Varsovie pour complimenter Stanislas sur son avénement, eut ordre de demander une nouvelle démarcation de limites, le rétablissement des dissidens dans toutes les prérogatives de la noblesse polonaise, la permission de faire des recrues en Pologne pour les troupes prussiennes, un réglement pour les monnaies concerté entre les deux cours. Cet envoyé prenait ouvertement dans la capitale des informations sur tous les changemens faits dans la république. Les ministres polonais ne pouvaient opposer à ses demandes que les expressions des traités et les principes du droit naturel. Mais Stanislas espérait y opposer la puissance de la Russie; il implorait la protection de la czarine, et se fiant sur la séduction de son éloquence, il ne doutait pas de l'engager à soutenir la puissance qu'il tenait d'elle.

L'impératrice, après avoir été plusieurs mois sans répondre ni à ses lettres, ni à aucune de celles dont toute cette cour ne cessait de la fatiguer, prit enfin la réso-

lution d'y envoyer un arbitre suprême. L'homme dont elle fit choix mérite d'être peint.

Saldern, né en Holstein, dans une condition obscure, employé d'abord dans l'éducation d'un jeune prince, en avait été récompensé par une charge de judicature. Mais convaincu de prévarication dans cet emploi, et même, dit-on, d'un vol sur de fausses signatures, il avait fui en Russie. Le grand-duc, étant l'aîné de la maison de Holstein, et souverain de ce duché, l'avait accueilli; ce qui l'approcha de Panine, gouverneur du grand-duc. Saldern était infatigable dans le travail du cabinet, et Panine indolent, mélancolique, cherchant la retraite et le repos au milieu des affaires et de la cour, occupé à rendre à de jeunes femmes les soins qu'il en recevait, se livrant quelquefois au travail, pour se dérober à l'ennui, et le quittant presque aussitôt pour retomber dans l'indolence. Panine regarda comme un bonheur d'avoir sous sa main un homme actif, laborieux, plus instruit qu'on ne l'est communément à cette cour. Saldern, dont la tête était forte, la santé robuste et la plume éloquente et facile, se rendit bientôt

nécessaire; et quoique son esprit fût aussi méchant que son caractère, qu'il fût naturellement dur, impétueux et mordant, quoique dépourvu de tout usage du monde, il joignît la grossièreté d'un paysan holstenois à la pédanterie d'un professeur allemand; toutefois, dans ce commencement de fortune, dans ces premières espérances d'un homme à qui la cour sourit pour la première fois, et qui sent la nécessité de dominer lui-même tous ses penchans, qui s'étudie sur tous les points, et à qui la retenue d'un subalterne et la souplesse d'un ambitieux tiennent lieu pendant quelque temps de politesse et de toutes les qualités qui lui manquent; les défauts de Saldern et tous ses vices étaient encore contenus et dissimulés. Devenu en Russie l'homme de confiance du ministère, il cherchait à élever sa fortune par les grands services qu'il rendrait à l'empire. Malgré la flétrissure qu'il avait reçue en Holstein, il venait d'être nommé administrateur souverain de ce duché; et sous le prétexte d'un voyage qu'il allait y faire, il devait s'arrêter quelque temps à Varsovie. Il était chargé d'y être médiateur entre tous les partis qui divisaient la

cour, d'y examiner la conduite de Repnine, de confronter les relations de cet ambassadeur avec l'état réel de la nation, de mettre fin aux querelles avec le roi de Prusse, et d'indiquer les vrais moyens de réussir dans les trois points qui flattaient également l'ambition et la vanité de l'impératrice, savoir l'affaire des dissidens, l'alliance offensive et la démarcation des limites. Cette commission si étendue n'était cependant qu'une des moindres parties de la véritable commission dont Saldern était chargé.

Un dessein vaste, ou plutôt chimérique, occupait alors l'esprit de cette princesse. Elle voulait réunir l'Angleterre, le Danemarck, la Suède, la Pologne et la Prusse dans une ligue dont la Russie serait le chef. Un hasard remarquable avait voulu que la Turquie, l'Autriche et les différentes branches de la maison de Bourbon, c'est-à-dire, tout le midi de l'Europe, eussent été contraires aux desseins de Catherine. Elle voulait opposer à toutes les cours du Midi une ligue générale de tous les états du Nord. C'était la France surtout qu'elle accusait d'avoir cherché à lui susciter des obstacles; et la considération dont ce

royaume jouit en Europe, choquait cette princesse altière. Elle négociait en Danemarck et en Suède pour y détruire le crédit que la France y conservait. Cette ligne était aussi le véritable objet de l'alliance qu'elle avait proposée aux Polonais; et c'est dans cette vue qu'elle avait jusque-là consenti à y maintenir la force que le gouvernement venait d'acquérir.

Un dessein si romanesque, qu'on appelait la grande alliance du Nord, fondé sur l'espérance d'entraîner plusieurs cours sages et habiles dans les liaisons contraires à tous les principes d'une saine politique, commençait cependant à prendre quelque air de vraisemblance. On disait déjà dans le Nord que les peuples du Midi n'avaient qu'à élever un mur à l'exemple des Chinois, pour se garantir des invasions.

Ce dessein était si annoncé, les manœuvres pour y réussir étaient si à découvert, cet unique objet du voyage que Saldern allait faire dans toutes les cours du Nord, était publié avec tant d'ostentation, que la France regarda dès ce moment cette princesse comme une ennemie capitale, dont elle devait humilier l'orgueil et déconcerter les desseins.

De toutes les nations qu'on avait le projet de faire entrer dans cette alliance formidable, les Anglais étant les seuls qui eussent pu en soudoyer les armées, le ministère français craignit qu'ils ne s'en appropriassent bientôt toutes les forces. Le duc de Choiseul, qui gouvernait la France, en avait, depuis la paix, confié les affaires étrangères à un de ses parens, homme sage, d'une imagination froide, dur dans son autorité et circonspect dans ses mesures. Mais il reprit alors pour lui-même ce département où les nouvelles conjonctures exigeaient toute l'activité de son génie. L'ambassadeur de France à Constantinople reçut de nouveaux ordres. On permit à son zèle d'employer tous les moyens nécessaires pour déterminer ou du moins pour éclairer les ministres turcs. Les rapports les plus certains et les plus suivis sur toutes les entreprises des Russes, soit en Pologne, soit en Suède et ailleurs, furent directement adressés à cet ambassadeur; et les ministres ottomans les recevant alors par écrit, n'osèrent plus les altérer. Ils parvinrent dans toute leur vérité sous les yeux même du sultan. Mais n'anticipons point

sur les événemens, et contentons-nous de remarquer ici que l'ostentation de la czarine dans ses démarches pour liguer tout le Nord, est la véritable source des embarras où elle s'est trouvée depuis.

Saldern, chargé de réconcilier toute la cour de Varsovie, et de former sur les lieux mêmes le plan de conduite que la Russie devait désormais suivre dans ce royaume, commença par écouter avec une patience apparente les plaintes du roi contre ses oncles, celles de ces deux vieillards contre Repnine, et celles du ministère polonais contre le roi de Prusse. Il affectait une exacte impartialité, faisant, autant qu'il le pouvait, des interrogatoires juridiques, écrivant les réponses en présence de ceux qu'il interrogeait, engageant les deux princes Czartorinski à écrire directement à Panine tous les griefs contre l'ambassadeur russe. Mais bien instruit de la passion qu'avait ce ministre de soutenir son neveu, il dressait tous les mémoires qu'il envoyait en Russie de la manière la plus favorable à cet ambassadeur. Sa violence, qui devint depuis si funeste à la république, perça dès-lors au travers de ses fausses souplesses. Cet homme choisi comme un

habile négociateur, crut réconcilier toute cette cour en laissant entendre que la czarine ferait dévaster les terres de ceux qui refuseraient de rentrer en bonne intelligence.

Quant aux demandes de la Russie, il reconnut la nécessité indispensable de les renvoyer toutes à la diète qui allait s'assembler. Mais il sentit que l'oppression pourrait seule y déterminer les Polonais. Il proposa, comme un moyen sûr et facile, de faire environner cette diète par les troupes russes. Il permit toutefois d'essayer un moyen plus doux, celui de perpétuer dans cette diète la confédération générale, parce que les maréchaux de cette confédération présideraient dans les différentes provinces, au choix des députés, et que les affaires dans une diète confédérée se traitant toujours à la pluralité des suffrages, en présence du sénat et du roi, on pouvait espérer de se rendre facilement maître de cette pluralité. Tel fut en effet le plan qui parut dès-lors concerté entre les deux cours.

Saldern après avoir exigé une promesse positive et par écrit, qu'on satisferait dans cette prochaine diète aux

principales demandes du roi de Prusse, se rendit à Berlin pour y faire entendre, disait-il, des vérités dures. Le roi de Prusse éluda de répondre positivement sur la proposition de la grande alliance du nord; mais il promit de travailler conjointement avec la Russie au succès de toutes ses vues en Pologne; en acceptant toutefois les moyens qui pourraient l'engager personnellement dans une guerre.

Les approches d'une diète sont dans tous les pays libres un temps de fermentation générale. Tous les partis, tous les intérêts, toutes les opinions cherchent à s'assurer d'avance tous les moyens de prévaloir. Mais dans la situation étrange où se trouvait alors cette république, les mouvemens orageux qui précédèrent cette première assemblée du nouveau règne, n'annoncèrent que trop évidemment par leur violence les désastres qui devaient les suivre.

On reconnut aisément, aux choix des députés dans les différentes provinces, que les deux familles dominantes n'avaient point agi de concert dans leurs intrigues; qu'une réconciliation forcée, loin d'étouffer les germes de mésintel-

ligence entre elles, les avait secrètement aigris ; qu'elles avaient cherché à l'envi l'une de l'autre à gouverner cette diète, et qu'une grande partie des nonces dépendait uniquement des princes Czartorinski, tandis que l'autre partie dépendait uniquement du roi et de ses frères. Huit nonces seulement, sur toute la diète, n'étaient ni au roi, ni à ses oncles, mais à la patrie, tel que le vieux comte Malakouski, maréchal de tant de diètes, son fils digne d'un père si vertueux, le comte Wielhorski, le comte Czazcki, et quatre nonces de Prusse, dont les lumières et la vertu ne laissaient aux factions dominantes aucune espérance de les intimider, de les séduire ou de les corrompre. Encore quelques-uns d'entre eux avaient-ils été choisis par les intrigues de la maison de Saxe. La princesse électorale avait employé la vénalité de quelques districts pour en assurer les voix à des hommes intègres et vertueux, dans l'espérance que leur fermeté pourrait jeter quelque désunion dans cette diète.

Mais dans les conjonctures actuelles, toute la nation avait surtout les yeux sur le corps des évêques. Leur dignité

donne le premier rang au sénat; et l'étendue de leurs droits, souvent contestés dans une république où la licence est depuis si long-temps prise pour la liberté, n'avait pu être maintenue depuis tant de siècles que par un extrême soin de se concilier la faveur publique; ils voyaient avec douleur l'excessive faiblesse du primat. Sa conduite passée le leur rendait justement suspect; et maintenant encore il exhortait ses amis à goûter en paix la liberté dont jouissait la patrie. On ne lui répondait que par d'amères ironies, et on sentait la nécessité d'avoir un autre chef. Une vieillesse avancée empêchait l'archevêque de Léopol, premier sénateur du royaume après le primat, de se livrer à toute l'activité de son zèle; ce fut donc à celui des évêques qui le suivait immédiatement qu'appartint l'honneur et le danger d'être ouvertement le chef du parti opposé à la cour et à la Russie; il y fut également porté par son rang, par son caractère, et par les sollicitations de tous les évêques.

Caëtan Soltik, évêque de Cracovie, et duc souverain de Severie, né d'un sang illustre, mais sans fortune, joignait

au caractère le plus ferme la vertu la plus pure et le génie le plus élevé. Trop d'orgueil était la seule tache qui obscurcît de si grandes qualités, mais ce défaut même lui donnait dans ses résolutions une constance inébranlable. Il avait suivi dans ses premières années le sort de ce roi Stanislas, qui dut à de si cruelles adversités dans sa patrie, un si long cours de prospérités dans un royaume étranger. Soltik n'en avait partagé que les malheurs. Attaché au primat de ce temps là, il fut enlevé par les Russes, et détenu à la suite de ce prélat dans une rigoureuse captivité. Sa liberté lui étant rendue à la paix, il avait passé en France avec la recommandation de sa fidélité et de ses souffrances. Il parut un moment destiné à faire dans ce pays une grande fortune ecclésiastique ; mais des affaires importantes l'ayant rappelé en Pologne avant d'avoir été revêtu en France des dignités qui lui étaient promises, il éprouva le sort des absens. Stanislas et sa fille, reine de France, l'oublièrent ; et très-jeune encore, il fut déjà un nouvel exemple de l'ingratitude des cours. Le chemin de la fortune lui fut ouvert en

Pologne par le premier ami qu'il avait eu dans son enfance, le comte Mnizek, son compagnon de collége, devenu gendre du comte Brulh. Mais il semblait qu'on ne pût approcher du comte Brulh sans contracter quelque sorte de flétrissure. Les ennemis de Soltik soutiennent que son ambition, sous la fin du dernier règne, avait pris la voie des intrigues de cour, qu'il prétendait au premier crédit de la république par la faveur de Brulh, et même par la faveur des femmes amies de ce ministre. Mais ses plus cruels détracteurs avouent que depuis la vacance du trône, son ambition avait pris une voie plus digne de l'élévation de son génie et de la fierté de son caractère, celle d'une vertu rigide et d'un attachement inébranlable à la liberté de son pays. Les observateurs les plus défians, dans de fréquens entretiens qu'ils eurent avec lui pendant l'interrègne, ne parvinrent pas à y découvrir un seul mouvement d'intérêt personnel. Il ne s'était déclaré pour aucun parti, tant qu'il y avait eu quelque espérance de conciliation; sa conduite avait toujours été mesurée. Il avait été en conférence avec tous les différens chefs. Mais aussi-

tôt que les lois furent opprimées, il se déclara ouvertement pour elles. Il vit que dans les conjonctures où était alors la Pologne, il serait impossible de prévenir l'élection du comte Poniatouski. « Eh bien! dit-il, supposons-le roi; « occupons-nous de le détrôner». Les Czartorinski craignirent que par son rang, ses richesses, son caractère personnel, il ne s'emparât dans le parti contraire d'un premier rôle en opposition avec le primat; ils lui offrirent tout ce qu'il pourrait demander, pourvu seulement qu'il se retirât dans son diocèse, et ne se joignît pas au grand-général. Il rejeta toute proposition. On lui fit entendre qu'il serait enlevé par les Russes; il répondit « qu'il n'en fe« rait pas moins son devoir ». Il avait enfin ployé avec sa patrie, en reconnaissant Poniatouski pour roi; mais sans démentir, dans les respects même qu'il lui rendait, le grand caractère que nous le verrons soutenir dans les plus cruelles extrémités. Prêt à se rendre à Varsovie pour cette prochaine diète, il écrivit au grand-général pour le presser de s'y rendre. Branicki répondit que: « touchant au dernier terme de la

« vieillesse, il avait pris la résolution « de passer ses derniers jours éloigné « des affaires; mais qu'il offrait sa for- « tune pour le rétablissement des lois, « et qu'il envoyait un plein pouvoir « pour toucher au besoin ses revenus « dans tout le royaume ». Soltik écrivit à tous les souverains catholiques; il en reçut des réponses flatteuses et encourageantes. Mais toutes les cours, après avoir reconnu l'élection du roi de Pologne, et fait complimenter ce prince sur son avénement, n'avaient laissé auprès de lui ni ambassadeur, ni envoyé, ni résident, et n'avaient, à l'exception de celle de Saxe, repris avec la Pologne aucune espèce de liaisons. Ainsi ce royaume demeurait réellement abandonné au pouvoir de la Russie et aux intrigues du roi de Prusse, sans qu'aucun autre ministre à Varsovie pût éclairer leurs desseins et traverser leurs manœuvres. Soltik envoya même un émissaire en Russie pour mettre la vérité sous les yeux de l'impératrice, et lui exposer les véritables dispositions où était la nation. Tel fut long-temps le singulier respect des Polonais pour cette princesse, et leur confiance dans

les vertus dont elle se louait elle-même par ses déclarations publiques, qu'ils la crurent toujours mal informée de leurs affaires. Ils étaient persuadés que Repnine, soit extravagance, soit dessein de se faire valoir, passait les ordres qu'il recevait, donnait plus d'extension aux demandes qu'il était chargé de faire, envoyait de fausses relations adaptées à ses vues personnelles, et qu'enfin la czarine était perpétuellement trompée sur le véritable état de la république.

Repnine ayant fait prier l'évêque de Cracovie, qui se tenait encore dans la capitale de son diocèse, de lui envoyer un homme affidé, dit à cet homme, en présence de plusieurs sénateurs, que la czarine promettait sa bienveillance à cet évêque; mais qu'elle le voyait avec peine tenir une conduite contraire aux intérêts de la Russie; qu'il devait mériter les bontés de cette princesse par une plus grande déférence; que s'il persistait dans son opposition, il devait s'attendre à voir ses terres ravagées, les revenus de son évêché séquestrés, sa personne exposée, et que ses parens mêmes répondraient de ses actions. L'évêque, inaccessible à toute

espèce de crainte, écrivit au roi pour se plaindre de la tyrannie que le ministre d'une puissance étrangère osait exercer en Pologne. Il protesta dans cette lettre qu'il n'agissait ni par esprit de parti, ni par des vues particulières, et qu'il ne consultait que le vœu général de la nation, et les devoirs de son état. Enfin, ayant rendu publiques les menaces de l'ambassadeur, et exhorté ses diocésains au jeûne et à la prière, il partit pour Varsovie, dans la résolution immuable de n'acquiescer jamais à rien de contraire à l'indépendance de son pays.

Deux jeunes colonels, joueurs et débauchés, étaient arrivés de Russie pour aider le prince Repnine dans ses travaux; dignes satellites d'un tel homme. Leur première commission fut d'aller dans les provinces prévenir les évêques qu'il leur était interdit de parler à la diète sur les dissidens, sur le séjour des troupes russes en Pologne, sur la démarcation des limites, et sur le traité d'alliance. On les menaça, s'ils osaient parler contre un seul de ces projets, de faire dévaster leurs terres. Tous répondirent avec fermeté que leur dignité d'évêques et de sénateurs ne leur permettait pas de garder

le silence sur des objets si importans ; et comme il était d'usage d'ordonner dans les provinces des prières publiques pour l'heureux succès de la diète, la plupart dans leurs mandemens, excitèrent les fidèles et les citoyens à s'unir pour la défense de la religion et de la liberté. L'empressement et le zèle avec lequel ces mandemens furent partout accueillis, ne firent que trop pressentir combien il serait facile d'inspirer à toute la nation, un fanatisme prêt à tout tenter et à tout souffrir. Les deux jeunes colonels, après avoir parcouru les provinces, revinrent à Varsovie tenir les mêmes discours aux évêques assemblés. Repnine n'imagina jamais que plus il mettait de publicité dans ses démarches, plus l'honneur obligeait d'y résister ; ce fut surtout ce sentiment d'honneur inconnu aux Russes, et toujours offensé par eux dans les Polonais, qui rendit toutes ces affaires inconciliables. Le mécontentement était si universel que Repnine, n'ayant jamais cru que personne osât résister, paraissait enfin inquiet et embarrassé. Mais quarante mille Russes bordaient les frontières de Pologne, tout prêts à se joindre aux vingt mille hom-

mes de cette nation, déjà répartis dans le royaume. Repnine, sous cet appui, publia une déclaration où il commençait par exalter « les avantages que l'impéra-« trice avait procurés à la Pologne, en « favorisant l'élection du roi, né pour le « bonheur de la nation. Il ajoutait que « pour affermir la tranquillité publique « sur des fondemens durables, elle vou-« lait encore rétablir dans leurs droits « plusieurs gentilshommes opprimés ; « qu'elle demandait que tous les dissi-« dens grecs, luthériens, calvinistes, eus-« sent l'exercice de leur religion, avec le « droit de participer aux grâces, de rem-« plir toutes les magistratures, et d'être « admis au sénat ; que s'il se trouvait, « contre son attente, des oppositions que « les réflexions ne pussent vaincre, elle « serait contrainte d'employer la force, « et qu'elle déclarait y être résolue ». En publiant par une déclaration cette unique demande, Repnine, dans tous ses entretiens, tenait le même langage sur le traité d'alliance offensive, et sur la démarcation des limites ; deux affaires qu'il semblait désormais vouloir terminer avec un égal despotisme, mais sans éclat et sans bruit.

Pendant que ces premières dissensions en faisaient prévoir de plus funestes, un émissaire des dissidens à Pétersbourg, et un ambassadeur de Pologne mettaient sous les yeux de la czarine les raisons contradictoires des deux partis. L'ambassadeur exposait « que ce n'était pas la « tolérance que les dissidens réclamaient, « qu'ils en jouissaient ; que plus de deux « cents temples actuellement subsistans « suffisaient à leur petit nombre ; qu'ils « demandaient à jouir de toutes les pré- « rogatives de la religion dominante, et « à partager toutes les fonctions de la « souveraineté ». Il examinait quels pouvaient être dans cette question les droits des puissances étrangères ; il prouvait que dans le traité de Velau, unique traité que le roi de Prusse eût à citer, conclu en 1657, par lequel la Pologne a cédé ses droits de suzeraineté sur la Prusse à la branche ducale actuellement régnante ; le seul article où il fut question de religion était destiné à maintenir dans le duché qui devenait indépendant, les prérogatives de la religion catholique ; que dans le traité d'Oliva, conclu en 1660 avec la Suède, sous la garantie de la France, deux articles en réciprocité l'un

de l'autre stipulaient, l'un que la religion catholique serait conservée dans la Livonie, et l'autre que le libre exercice des religions réformées serait maintenu dans les villes de la Prusse polonaise: il l'était en effet sans que ces villes formassent la plus légère plainte. Il rejetait l'interprétation forcée que les dissidens donnaient au mot d'*amnistie*, inséré dans le traité, mais uniquement relatif au pardon général accordé après ces troubles. Enfin il prouvait que dans le traité de 1686, le seul où la cour de Russie pût chercher ce qu'elle nommait ses droits, la tolérance de la religion grecque en Pologne était stipulée, en réciprocité de la protection que les Polonais exigeaient pour la religion catholique dans les provinces qu'ils cédaient à la Russie. La religion grecque était tolérée en Pologne, au lieu que la religion catholique n'existait plus dans les provinces cédées aux Russes. Ainsi le véritable droit qui résultait des traités était celui que les Polonais auraient pu avoir de demander son rétablissement. Il représentait ensuite qu'il n'y avait pas en Europe un seul gouvernement qui pût servir de modele au système politique qu'on voulait

faire adopter par la nation polonaise ; que chez les nations les plus libres, chez les plus sages, on voit partout une religion dominante ; que dans les pays les plus tolérans, des lois sévères écartent la multiplicité des religions de l'administration publique ; qu'on avait tâché par-là de diminuer les influences de l'esprit de faction, si funeste dans les républiques ; et que surtout en Pologne, où l'opposition d'un seul arrêtait l'activité de tous, le danger de l'état serait manifeste si plusieurs sectes partageaient la magistrature et la législation. Enfin, il examinait les constitutions polonaises ; il prouvait que, dans la plus favorable aux dissidens, il n'était fait aucune mention de leur admission aux charges ; il citait à la cour de Russie même les constitutions de 1717, qui défendaient expressément de les y admettre, et qui avaient été faites sous la médiation de Pierre I[er]., et sous la protection d'une armée russe; de sorte que la Russie, dont la prétention d'exercer en Pologne un droit de garantie était uniquement fondée sur ce même traité, devait, pour agir conséquemment aux principes qu'elle affectait depuis cinquante ans, soutenir

la république contre les prétentions des dissidens.

L'émissaire des dissidens répondait : « que l'institution politique de la Polo-« gne avait pour base l'égalité entre les « citoyens; que la souveraineté apparte-« nait à l'assemblée de toute la noblesse; « que leur association était purement ci-« vile, temporelle, politique, et ne te-« nait à aucune autorité spirituelle; que « dans les constitutions anciennes on n'a-« vait point stipulé l'admission des dissi-« dens à toutes les charges, parce qu'elle « était de droit, et que des citoyens égaux « n'avaient pas eu besoin alors d'entrer « dans des détails particuliers sur leur « état connu et déterminé; que les déci-« sions du souverain ne pouvaient re-« tomber contre eux, puisqu'ils étaient « eux-mêmes des parties du souverain; « que refuser de les admettre, c'était « prononcer la dissolution de la société, « c'était déclarer que chacun était rendu « à sa liberté primitive, et le maître de « pourvoir à son salut de la manière qui « lui paraîtrait la plus sûre. Il ne récla-« mait point les anciens traités de la Po-« logne avec les puissances étrangères; « mais il soutenait que les dissidens, par

« leur séparation d'avec la noblesse po-
« lonaise, rentraient dans l'état primitif;
« que le législateur ne pouvait dans ce
« cas exercer aucun droit contre eux,
« parce que, s'étant privé d'une partie
« de ses membres, il avait renoncé à
« l'autorité qu'il avait eue sur eux; que
« la partie la plus forte se séparant de
« la plus faible, ne dénature point les
« droits de celle-ci; que libre, indépen-
« dante, souveraine comme l'autre, elle
« est dans le cas d'une légitime défense,
« et de faire usage de tous les moyens que
« lui permet sa faiblesse; que dans ce
« cas, toute assistance des puissances voi-
« sines devient naturelle et légitime, et
« n'a pas besoin d'être autorisée par des
« garanties précédentes. Il répondait aux
« exemples pris des autres pays, que ce
« n'était pas une autorité pour un état
« qui ne dépend que de lui-même; qu'il
« n'y avait aucune comparaison entre le
« gouvernement de Pologne et le leur;
« qu'en Hollande et en Angleterre, où la
« religion protestante a fondé la liberté
« publique, il y a deux classes de ci-
« toyens, les vainqueurs et les vaincus;
« que ceux-là ayant imposé la loi, ceux-
« ci la subissent; et que sans doute on

« ne voulait pas mettre la constitution « du gouvernement polonais aux mêmes « épreuves ».

Ces raisons contradictoires étaient exposées dans des conférences réglées en présence des ministres russes. On y répétait chaque fois les mêmes raisonnemens. Mais enfin l'impératrice, sans entrer dans l'examen des droits, sans donner d'autre raison que sa volonté, remit à l'ambassadeur de Pologne une note où les prétentions des dissidens étaient un peu modérées; et elle ajouta: « Je vous préviens « que si on ne m'accorde pas ce que je « demande ici, mes demandes n'auront « plus de bornes ».

Cependant le roi de Pologne, absorbé dans le plus noir chagrin, ne sachant plus ni ce qu'il devait faire, ni même ce qu'il devait vouloir, ne trouvant aucune ressource dans les conseils de ses jeunes favoris, implora les conseils de ses deux oncles. Il fallut supporter la sévérité de leurs reproches que sa présomption naturelle et la fierté du trône lui avaient rendus de jour en jour plus insupportables. Mais, quelques fussent leurs ressentimens contre lui, l'espérance que, ramené vers eux par la nécessité, il prendrait désor-

mais leurs conseils pour règle de sa conduite, l'espérance même de soutenir et de perfectionner encore dans cette crise le gouvernement qu'ils avaient établi, tout les engagea à se réunir une seconde fois avec ce prince. Presque tous les députés pour la diète étant ouvertement dévoués ou à ce prince, ou à eux-mêmes, ils se flattèrent que leur réunion les rendrait facilement les maîtres de cette assemblée. Le roi, se conduisant par l'avis de ces deux vieillards, assembla le corps des évêques et leur dit : « que s'ils étaient « déterminés à ne point traiter avec les « dissidens comme avec leurs égaux, à « ne leur accorder de priviléges qu'à titre « d'indulgence et de grâces, à les regar- « der toujours comme une secte tolérée, « il fallait que la nation commençât par « assurer son indépendance, qu'elle se « rendît assez forte pour exclure entiè- « rement l'influence des puissances étran- « gères ; que cette résolution ne devait « pas être la décision imprudente et pré- « cipitée d'un conseil tumultueux, mais « la résolution d'un peuple courageux, « déterminé à tout sacrifier pour défen- « dre sa religion et ses lois ; qu'en con- « séquence ils devaient assurer au gou-

« vernement le pouvoir d'augmenter les « troupes et de les employer à la défense « du pays ; que la seule manière d'y par« venir était de statuer dans la diète que « dorénavant l'augmentation de l'armée « ne serait plus sujette au *liberum veto*, « et que toute proposition à ce sujet se« rait accordée ou rejetée à la pluralité « des suffrages ».

Presque tous les évêques et les sénateurs promirent par les sermens les plus sacrés de mettre le gouvernement en état de soutenir le refus qu'on allait faire, et s'engagèrent à appuyer de tout leur crédit dans la diète une loi si nécessaire.

Ces résolutions prises, le roi, dans une audience publique qu'il donna à l'ambassadeur de Russie, lui parla en ces termes : « Je ne méconnais pas les obliga« tions que j'ai à l'impératrice de Rus« sie, dans les moyens dont Dieu s'est « servi pour m'élever au trône ; mais en « y montant, j'ai juré l'exacte obser« vance de ma religion dans toute l'éten« due de mon royaume. Si j'étais assez « faible pour l'abandonner, ma vie et « mon trône seraient exposés au juste « ressentiment de ma nation ; d'un autre « côté, vous me menacez d'employer la

« force pour établir vos projets, c'est une « extrémité qui me deviendrait égale- « ment funeste ; et je n'entrevois que des « périls dans les résolutions que j'ai à « prendre ; mais j'aime mieux m'expo- « ser à celui que l'honneur et le devoir « m'engagent à choisir : et dès à présent « je m'unis à ma nation pour la défense « de notre sainte religion ». Mais le roi, en prenant une résolution si ferme, ne suivait pas l'impulsion de son propre génie, et bientôt ses fausses subtilités le ramenèrent à l'espérance de tirer, par de doubles manœuvres, un parti encore plus avantageux pour lui-même de ces terribles conjonctures.

Aussitôt que dans les premières séances de la diète on eut commencé, suivant l'usage, à lire les conditions imposées au roi à son élection, afin que les sénateurs et les députés examinassent s'il ne les avait pas enfreintes, l'évêque de Cracovie remarqua que le premier point était le maintien de la religion ; il en prit occasion d'accuser les dissidens d'avoir, contre la défense expresse des lois, recherché la protection des puissances étrangères. Il proposa de statuer que jamais on ne leur accorderait les priviléges qu'ils osaient

réclamer d'une manière si criminelle, de les restreindre pour toujours à la simple tolérance dont ils jouissaient, et de déclarer dignes de mort ceux qui par la suite seraient convaincus d'avoir recherché un appui étranger. Tout le corps des évêques sollicita aussitôt les états de porter cette loi. La diète répondit par une acclamation générale ; et ce projet allait être signé, si le roi, surpris par cette fureur de zèle, se voyant près d'être entraîné plus loin qu'il ne l'avait résolu, cherchant à éluder cet engagement pris avec les évêques et que lui-même avait sollicité, ne s'était pressé de tout suspendre. Il prit la parole avec un air d'embarras et de trouble, en offrant sa couronne et sa vie pour la défense de la même cause. Il dit qu'ayant été élevé dans ces principes, il était résolu d'y mourir. Mais il ajouta que ce n'était pas le moment de porter cette loi, ni même d'agiter cette question ; que l'ordre prescrit pour les diètes exigeait qu'on procédât à d'autres affaires. Ce discours prononcé avec un extrême désordre, laissa la diète dans l'étonnement et l'irrésolution. Il en profita pour chercher à détourner l'attention publique, en don-

nant quelques grâces vacantes. L'évêque de Cracovie laissa passer dans un profond silence les complimens auxquels ces nominations donnèrent lieu, et aussitôt après il reprit la suite de son discours. Il pria le roi, au nom de la république, d'obtenir enfin de la czarine l'entière sortie des troupes russes, et le dédommagement des torts qu'elles causaient depuis si long-temps aux Polonais. Il demanda la cassation de la confédération générale, en annonçant, d'après l'exemple de la république romaine, la perte de la liberté, si cette dictature devenait perpétuelle. Il demanda, suivant les anciens usages, la communication aux états assemblés, des instructions que le roi avait données à ses ministres dans les cours étrangères, et nommément aux cours de Russie et de Vienne. Mais, quelle que fût son éloquence, toutes les intentions de la cour prévalurent dans cette assemblée. Les deux factions dominantes s'étant réunies, elles étaient maîtresses absolues sur tout ce qui n'avait aucun rapport à la religion; et pour éluder le fanatisme général, pour gagner du temps et satisfaire néanmoins la multitude, de manière à en obtenir facilement

tous les autres points, on eut soin d'ériger le corps des évêques en commission particulière chargée d'examiner les demandes des dissidens, et d'en rendre compte dans les dernières séances de la diète. La cour, constante dans ses démarches, avançait toujours vers son objet. Les délibérations du sénat, tenues à portes fermées depuis le commencement de ce règne, furent aussi lues dans la diète à portes fermées, malgré les murmures d'un grand nombre de noblesse accourue des provinces, et accoutumée, dans les derniers règnes, à être en toute occasion témoin, et pour ainsi dire juge de tout ce qui se passait dans ces assemblées. Lorsque la diète leur fut enfin ouverte, les avantages du nouveau gouvernement furent publiquement démontrés par les comptes que rendaient les commissions des finances. Les rentes des deux provinces, qui se montaient à quinze millions, ayant excédé les dépenses, il restait en argent comptant près de quatre millions dans les deux trésors. La cour voulut profiter de la disposition favorable où cette heureuse situation des finances devait mettre tous les esprits. On proposa, en abolissant la douane générale,

comme on s'y était engagé, d'y substituer un nouvel impôt nécessaire à toutes les dépenses du nouveau gouvernement. En vain quelques citoyens, d'autant plus courageux qu'ils croyaient agir contre la volonté des Russes, et s'exposer à la double vengeance de deux cours, demandaient en toute occasion le rétablissement des anciennes lois ; c'était surtout les deux nonces de Volhynie, Czazcki et Vielhorski. « Daignez, mes-
« sieurs, disaient-ils, nous instruire,
« quel est aujourd'hui notre gouver-
« nement ? Notre république a perdu
« son ancienne forme, et dans l'as-
« semblée même de la nation, nous en
« cherchons en vain quelques vestiges.
« Ce serait s'aveugler, que de vouloir
« les reconnaître dans cette espèce de
« confédération qui s'est élevée au milieu
« de nous, irrégulière dans son principe,
« dans ses moyens, dans sa durée. Deux
« autorités nouvelles viennent de se for-
« mer auprès du trône, ces deux con-
« seils souverains de la guerre et des
« finances. Qui osera nous répondre
« que du sein de ces commissions il ne
« sortira pas des hommes ambitieux qui
« nous deviendront aussi redoutables

« que le fut à Rome le décemvirat ? Il « est pour nous d'une nécessité indispen- « sable de leur fixer des bornes, et que « surtout leur élection ne soit pas con- « fiée à la faveur des rois, mais à l'es- « time des citoyens. Nous sommes en- « vironnés de périls, il est vrai ; mais « un roi trop puissant est le plus grand « des maux que nous ayons à redouter. « Les dernières constitutions sont plei- « nes d'obscurités captieuses, et dans « le fond de leurs ténèbres se cache cette « effroyable furie du despotisme. Dai- « gnez, Sire, y porter le flambeau, et « nous aider à les éclaircir d'une ma- « nière qui dissipe toutes nos alarmes ». Mais tandis qu'ils parlaient ainsi, l'œil sévère des Czartorinski ôtait jusques à l'attention même qu'on prêtait à ces discours. On craignait l'esprit vindicatif de ces princes. Le roi appelait auprès de son trône ceux qui voulaient parler, et employait tour à tour contre eux les reproches et les promesses. Deux constitutions nouvelles, dont on ne peut nier l'extrême utilité, furent passées en loi dans ces premières séances. Il fut établi que les diétines de provinces pour la nomination de leurs

députés, soit aux diètes, soit aux tribunaux, se tiendraient dans la suite à la pluralité des suffrages; que l'unanimité n'y serait plus nécessaire, de sorte que ces diétines ne pourraient plus être rompues, et que les opérations du gouvernement dans ces deux parties ne se trouveraient pas perpétuellement entravées, comme il était arrivé depuis plus d'un siècle; en un mot, la cour se croyait déjà certaine du succès de tout ce qu'elle avait résolu; elle pensait désormais n'avoir plus qu'à se soustraire au joug des cours voisines, et commençait elle-même à solliciter la sortie des troupes étrangères, par des mémoires remis publiquement à l'ambassadeur russe.

Mais cet ambassadeur cherchait à se lier avec tous ceux qui dans cette diète, montraient une opposition marquée aux desseins de la cour. Il les complimentait sur leur zèle et leur patriotisme. Il leur disait qu'il en avait fait à sa souveraine les rapports les plus favorables. Il leur promettait la protection de cette princesse. Il les excitait à parler de nouveau, en les assurant qu'ils seraient soutenus dans la diète par ceux même sur lesquels ils se figuraient devoir le moins

compter. Il cessait d'appeler séditieux, ceux qui avaient refusé de souscrire aux projets de la Russie. L'affaire de la religion paraissait entièrement assoupie. On eût dit qu'il s'était fait tout à coup quelque grand changement dans les esprits. Cet ambassadeur et le ministre de Prusse se présentaient à la Pologne comme les défenseurs de sa liberté. Ils insinuaient dans tous leurs entretiens, que le temps était venu pour la nation de rentrer dans ses droits. Ils recherchaient les amis du prince Radziwil, les partisans de la maison de Saxe, les femmes qui avaient eu un grand crédit dans l'ancienne cour et qui regrettaient de s'en voir déchues, cette foule de subalternes anciens émissaires du comte Brulh, que ce ministre employait pour les désavouer dans l'occasion, et qui habitués à traiter dans de sourdes intrigues avec la nation polonaise, en connaissaient les faibles et les passions, et savaient employer jusques à ses vertus à l'égarer et à la corrompre. Ils recherchaient les ennemis personnels du roi qu'il avait crus trop affaiblis pour les craindre.

Il y avait alors à Varsovie un ecclésiastique nommé Podoski, venu dans cette ville

avec le dessein hautement annoncé de favoriser, malgré son état, la cause des dissidens, et qui joignait à de justes ressentimens contre le roi, des talens fort redoutables, et un genre d'esprit fort dangereux. Dès qu'il se livrait au sentiment de l'espérance, c'était avec une impétuosité qui l'entraînait. Dans les choses qu'il désirait, tout ce qui était possible lui paraissait certain ; s'il entreprenait une affaire, il en parlait comme si elle eût été finie. Les revers inopinés n'avaient rien qui l'étonnât. Son imagination fertile en ressources, soutenait son espérance et son courage ; et pendant les temps les plus fâcheux, un goût naturel pour la paresse lui tenait lieu de cette patience si nécessaire dans les grandes affaires. On l'avait vu tour à tour, ou le plus entreprenant, ou le plus indolent des hommes, s'avançant à la plus grande fortune sans aucune espèce d'ambition personnelle, et souvent mêlé dans les plus grandes intrigues de la cour et de la république, en n'aimant que la société la plus familière et les douceurs de la vie privée. Destiné à l'église dès ses premières années, ses mœurs peu ecclésiastiques, son abandon à la mollesse, sa pas-

sion pour les chevaux, et surtout pour les plaisirs de la table, irritèrent ses parens. Ils espérèrent qu'en lui refusant tout, le besoin le ramènerait à leurs vues. Mais il trouva des ressources, et je suis forcé d'entrer dans ces détails. Il trouva, dis-je, des ressources dans la passion qu'avait conçue pour lui une jeune luthérienne, veuve d'un riche négociant. Le principal commerce de cette femme consistait à fournir la table du roi et celle du comte Brulh, de tout ce que les pays étrangers ont de mets plus exquis; et ce jeune abbé, au sein de la plus voluptueuse indolence, riche par la fortune de sa maîtresse, dans un loisir qui lui permettait de légères études que la facilité de son génie lui rendait profitables, rencontra encore dans cette même maison si favorable à tous ses penchans, les espérances de la fortune : la société qui s'y rassemblait était composée des domestiques favoris du premier ministre. Ils parlèrent à leur maître du jeune abbé Podoski, l'oracle de leur société. Ce ministre, sur leur témoignage, l'employa d'abord à concilier des différends qui s'étaient élevés entre la magistrature et la bourgeoisie de Dantzik. Podoski, que le

désœuvrement plongeait dans l'indolence, dès qu'il se chargeait de quelque entreprise, devenait laborieux et infatigable. Il montra dans cette première affaire des talens et une activité, dont le premier ministre saxon chercha dès-lors à tirer parti. On le fit chancelier des jeunes princes, et bientôt l'élection du prince Charles au duché de Courlande lui offrit une nouvelle occasion de travail et d'avancement. Ce fut dans cette affaire qu'il commença à développer cet esprit d'expédiens et de ressources, qu'aucune difficulté n'étonnait, capable d'arriver à ses fins à travers mille obstacles ; genre d'esprit qui a peut-être des dangers plus grands que ses avantages, et qui, à force de chercher sans cesse quelque nouveau faux-fuyant, risque trop souvent de s'engager dans un labyrinthe de difficultés insurmontables, qui n'ont plus de retour ni d'issue. Tel fut en effet le succès même de l'élection du prince Charles au duché de Courlande. Podoski en fut cependant récompensé par la charge de référendaire ecclésiastique de la couronne, une riche abbaye et le cordon de l'ordre de Pologne. Il devint le confident et le favori du duc Charles. Aussi, dès le commencement de

l'interrègne, fut-il le premier à manifester son attachement pour la maison de Saxe. Non-seulement la fertilité de son imagination à proposer sans cesse de nouveaux moyens, et son activité dans leur exécution, irritèrent contre lui tout le parti russe ; mais les sarcasmes que la franchise et la gaîté lui arrachaient sans cesse, le rendirent personnellement odieux à Poniatouski toujours sérieux, dissimulé, et que de vives plaisanteries blessaient profondément. Celui-ci, après avoir fait beaucoup de tentatives pour le gagner, essaya de l'intimider. Rien ne réussit. Podoski se montra jusqu'au dernier moment le partisan le plus zélé des princes saxons ; et même, quand tout paraissait perdu, il courut à Dresde pour relever leur courage. Il vola à Vienne pour solliciter des secours en leur faveur, et revint en Pologne, persuadé que les succès du parti qui triomphait ne seraient pas de longue durée. Le roi, dès les premiers jours de son règne, lui fit sentir toute sa haine ; il laissa un frère aîné de ce référendaire s'emparer de la plus grande partie de leur héritage commun. Podoski s'était alors retiré dans une petite terre qui lui restait près de

Varsovie, fuyant la cour où il était si mal venu, se livrant à son goût naturel pour la paresse, oubliant dans le sein de ses premières sociétés toute ambition et toute vengeance. Mais aux approches de cette diète, les partisans de la maison de Saxe l'attirèrent à Varsovie. Le principal objet qu'on y devait agiter, aurait seul suffi pour l'engager à quitter sa solitude. Tolérant par principes et par goût, il n'avait jamais perdu une occasion de manifester cette façon de penser. Ni le temps, ni les affaires, ni les dignités ecclésiastiques, rien n'avait rompu ses liaisons avec cette veuve protestante, à qui il avait dû le bonheur de sa première jeunesse. Pendant leur vie entière, tout fut commun entre eux, amis, société, fortune; et quand depuis on a vu cette marchande, unique maîtresse dans le palais primatial, comme autrefois il avait été l'unique maître dans le magasin qu'elle avait eu, on a formé beaucoup de conjectures sur la nature de leur union. On a prétendu qu'ils l'avaient secrètement consacrée par un mariage, et que dans les premiers temps de leur connaissance, cet abbé, oubliant que son état lui en faisait un crime dans

la religion qu'il suivait, avait cédé à la religion de cette femme, qui pour elle en faisait un devoir. A son retour à Varsovie, conduit chez l'ambassadeur russe, il applaudit à la protection que cette cour accordait aux dissidens; il promet d'en seconder le projet avec tout le zèle de la persuasion. Il est bientôt admis dans tous les secrets de cette ambassade. Il apprend que Poniatouski, avant même de monter sur le trône, avait déjà perdu la faveur de l'impératrice. Il apprend le fatal secret de cette élection, faite à l'instant même où l'impératrice venait d'abandonner Poniatouski. Il conçut aussitôt l'espérance de le renverser du trône. Repnine ne tarda pas à lui abandonner presque entièrement la conduite des affaires. Il lui laissait même le soin de composer les journaux de la diète, qu'il envoyait ensuite en Russie; et la haine inspirait à Podoski dans ce travail mille moyens d'irriter encore l'impératrice contre les deux maisons dominantes. Devenu ainsi l'agent le plus actif de l'ambassadeur russe, il parvint d'abord à former des liaisons entre cet ambassadeur et les citoyens les plus vertueux.

En vain on voulut les effrayer sur le danger de ces liaisons, et leur représenter que tous ceux qui s'étaient attachés à cette puissance, étaient devenus tôt ou tard le jouet de sa perfidie. Ils répondirent qu'il s'agissait de recouvrer la liberté perdue, de renverser l'ouvrage d'une maison odieuse; et quelles que fussent les intentions de la Russie, qu'il fallait toujours en ce point profiter des secours qu'elle offrait; que c'était un remède violent contre un mal désespéré; qu'il fallait briser le joug imposé par la tyrannie d'une seule famille, et remettre à des conjonctures plus heureuses le soin de rétablir un gouvernement plus sage. On vit donc avec étonnement les citoyens les plus considérés se liguer avec les vrais ennemis de la république, et l'évêque de Cracovie lui-même parut un moment se rapprocher de l'ambassadeur russe.

Le roi, qui ignorait encore ces mouvemens, ou qui les dédaignait, se fiant sur la prépondérance qu'il avait eue jusqu'alors dans la diète, tenta de faire passer en loi le projet qui devait soumettre pour jamais à la pluralité des suffrages l'augmentation des armées et la levée

des impôts. Quelques intrigues particulières lui avaient persuadé que, s'il parvenait à établir ainsi la pluralité des suffrages, il rendrait aisément sa couronne héréditaire ; que l'hérédité assurée, il épouserait une archiduchesse ; qu'avec une alliance si illustre, il augmenterait encore beaucoup son autorité. Tout l'édifice de son ambition s'élevait sur cette base. Ce projet ayant été présenté au nom du ministère, le roi, jusqu'alors maître de la diète, fut étonné des contradictions violentes qu'éprouva aussitôt cette proposition. La foule des spectateurs l'accueillit avec les clameurs de l'indignation ; et parmi les nonces même, quelques-uns de ceux qui lui avaient paru le plus dévoués, se montrèrent d'autant plus ouvertement ses adversaires, qu'ils avaient à regagner la confiance du nouveau parti auquel ils se donnaient. Cette diète qu'il avait lui-même composée de gens séduits, intimidés et mercenaires, lui parut se tourner maintenant où l'intrigue, l'argent et la puissance la faisaient tourner. Cette opposition inattendue lui fit voir tout à coup l'incertitude de ses vastes desseins. Tant de chimères renversées ne lui lais-

sèrent plus que l'idée de sa faiblesse ; au milieu de la séance, il s'évanouit sur son trône. Son indisposition dura quelques jours, pendant lesquels il se plaignait amèrement à ceux qu'il admettait auprès de lui. « Il était bien malheureux, di-« sait-il, qu'on n'eût pas en lui la con-« fiance qu'il méritait ». Il leur montrait du regret d'avoir souhaité la couronne ; il ne songeait qu'avec douleur qu'il avait perdu pour jamais le repos de la vie privée ; le joug qu'il s'était imposé lui était, disait-il, insupportable.

Repnine alors déclara que jamais sa cour ne permettrait en Pologne ni aucune augmentation de l'armée, ni aucune nouvelle imposition ; que si le roi y pensait, ce serait déclarer la guerre à la Russie, et que ce projet passé en loi serait regardé comme le premier acte d'hostilité. Il exigea au contraire, au nom de sa souveraine, que les nouvelles constitutions fussent éclaircies, et que toutes les expressions captieuses, par lesquelles on avait tâché d'abroger la loi de l'unanimité sur un grand nombre d'affaires fussent fixées d'une manière précise, et qui mît cette loi à l'abri de toutes les atteintes qu'on essayait d'y porter.

Six mille Russes étaient arrivés auprès de Varsovie, publiquement destinés à aller ravager les terres de ceux qui s'opposeraient aux volontés de la Russie. Mais le roi paraissait déterminé à perdre la couronne et la vie plutôt que de laisser agiter cette question, et par la résistance qu'il était encore maître de faire, on voyait évidemment combien, dans la constitution actuelle, la pluralité des suffrages établie pour toujours, l'aurait rendu véritablement souverain. Repnine essaya toutes les voies que leur ancienne liaison lui promettait. Ni raisons, ni prières, ni menaces ne purent faire changer cette résolution. Du froid de leurs dédains mutuels, ils passaient l'un contre l'autre à tous les emportemens de la colère. Les Russes reçurent ordre d'aller s'établir dans les domaines du roi pour y vivre à discrétion. Il subit enfin lui-même cette ignominieuse tyrannie à laquelle il avait exposé sa nation, et qu'il avait le premier employée contre ses ennemis. Ses émissaires secrets allaient porter ses plaintes chez tous ceux qu'il soupçonnait d'entretenir encore des relations avec la France. C'était lui qui maintenant gémissait de l'abandon où les autres puissances lais-

saient la Pologne. Il suppliait qu'on représentât aux Turcs que les Russes tenaient dans le royaume un corps d'armée comme une garnison perpétuelle dans un pays conquis, qu'ils y faisaient promener leurs troupes, pour intimider la noblesse dispersée, qu'ils les mettaient en cantonnement dans la capitale au milieu de la diète, et qu'ils prétendaient y donner des lois souveraines. Un violent dépit contre l'impératrice de Russie soutenait sa fermeté étrangère à son caractère ; et ses frères l'encourageaient, en le flattant toujours de leur projet chimérique d'alliance avec la maison d'Autriche, et de l'espoir d'obtenir enfin les secours de cette puissance.

Cependant Repnine, dès le commencement de la diète, avait reçu l'ordre de sa souveraine de modérer les demandes en faveur des dissidens; et dans le temps où il cherchait à se concerter avec l'évêque de Cracovie sur la dissolution des nouvelles lois, il lui avait envoyé le référendaire Podoski, avec un projet d'accommodement sur tout ce qui était relatif à la religion. L'espérance de ramener la tranquillité dans la république, en trouvant quelques moyens de conciliation sur

une affaire si dangereuse, était un des motifs que Podoski avait le plus fait valoir, pour nouer quelque correspondance entre cet évêque et l'ambassadeur russe. Ils étaient convenus que les dissidens pourraient parvenir aux dignités des provinces, à l'exception de celles qui exercent une magistrature perpétuelle; qu'ils pourraient être élus députés au nombre de deux par province, pour les tribunaux suprêmes; enfin tout était prêt à se concilier. Le roi seul montrait encore un zèle apparent pour l'honneur de la république, afin de ne pas laisser à l'évêque de Cracovie le mérite de cet accommodement. Mais cette dernière résistance paraissait facile à vaincre, et on entrevoyait enfin le moment où la Pologne allait rentrer dans le calme, du moins dans cette paisible anarchie où elle avait vécu heureuse pendant quarante années; lorsque tout à coup de nouveaux ordres arrivés de Russie vinrent changer entièrement la face des affaires.

La czarine avait appris avec indignation les résolutions courageuses que Poniatouski avait paru annoncer avant le commencement de la diète. Elle lui reprocha hautement d'avoir fait une af-

faire de religion, de ce qui n'était selon elle, qu'une affaire de politique. Elle lui reprocha surtout de l'avoir jouée par cette fausse promesse. Cette femme hardie, entreprenante et artificieuse, qui, pour s'affermir sur un trône toujours ébranlé, et pour éteindre dans leurs principes les conjurations qui se renouvelaient sans cesse en faveur de son fils, travaillait à multiplier les embarras du gouvernement, présenta sous les yeux de son conseil la résistance qu'elle éprouvait en Pologne comme un outrage fait à la religion grecque, comme une persécution opiniâtre que la piété et l'intérêt de l'état l'engageaient également à venger. Elle trouva, dans la superstition de ses sujets, le moyen de leur donner un intérêt commun avec ceux de sa politique. Le roi de Prusse, dont la colère contre Poniatouski, se livrait aux propos les plus outrageans, instruit de l'accommodement qui se préparait à Varsovie, se pressa d'écrire à cette princesse que ce n'était pas le libre exercice des différentes religions qu'il s'agissait d'établir en Pologne; qu'il fallait réduire la question à son véritable point, à la demande de la noblesse dissidente, lui faire ob-

tenir l'égalité qu'elle demandait, et la participation à toutes les parties de la souveraineté. On ajoute que cette princesse ignorait l'accommodement prêt à se conclure; que le ministre Panine, dans sa nonchalance mélancolique, dédaignait d'ouvrir les dépêches de son neveu, et n'avait pas rendu compte à sa souveraine de la nouvelle situation des affaires; enfin, comme si la destinée eût voulu, dans le même temps, affranchir cette princesse de tout ce qui aurait pu la retenir, les Turcs, devenus plus attentifs à l'oppression de la Pologne, et qui commençaient à exiger positivement la sortie entière des troupes russes de toutes les terres de la république, éprouvèrent alors les plus cruelles calamités. De fréquentes secousses de la terre renversèrent à Constantinople tous les édifices publics : cette ville ne présentait qu'un amas de décombres. La terre fut plus de quatre mois sans se raffermir. L'effroi général produisit le mécontentement public. Toute l'attention du ministère était absorbée par le soin de maintenir l'ordre parmi un peuple séditieux, et qui regardait cette suite de calamités comme les signes évidens de la malédiction céleste sur le gouvernement

actuel. Le sultan se voyait à regret forcé d'ouvrir ses trésors pour la reconstruction des bains, des mosquées, de tous les édifices publics. Le soin des affaires extérieures fut quelque temps abandonné, et la czarine se vit encore débarrassée cette fois des inquiétudes que l'attention du divan commençait à lui causer.

Cette princesse, et les principaux membres de son conseil, signèrent entre les mains du député des dissidens, la promesse de seconder à main armée les efforts qu'ils proposaient de faire, en se confédérant pour arracher par la force tout ce que la république leur refusait. L'impératrice promit de les soutenir avec une armée de quarante mille hommes ; et Repnine eut ordre de ne plus mettre aucunes bornes à toutes les demandes déjà faites en leur faveur.

Repnine demanda alors audience aux états, il prit place à côté du trône, et remit au roi un mémoire où les demandes des dissidens étaient sans mesure. Il ajoutait dans cet écrit : « Que le refus constant de leur rendre justice romprait le « contrat qui les unissait au reste de la « nation, et leur rendrait pleinement, « avec la liberté naturelle, celle d'en ap-

« peler au reste du genre humain, et de se « choisir parmi leurs voisins, des juges, « des alliés et des protecteurs ». Le ministre de Prusse se présenta aussi à la diète, avec moins d'appareil, pour leur recommander la même affaire. Mais ce ministre, faux et artificieux, sous le voile de la candeur, excitait d'un côté le prince Repnine à tout emporter par la force, et assurait d'un autre côté les évêques et les plus fanatiques de leurs partisans, que son maître ne serait point offensé de leur refus. Pour contrebalancer les sollicitations publiques et pressantes de ces deux ministres, le nonce du pape demanda aussi une audience aux états. Le peuple accourut en foule sur son passage, et versait des larmes de joie. La diète le reçut avec un égal enthousiasme. Il recommanda très-éloquemment les intérêts de la religion; et le chancelier lui répondit, au nom du roi, que les états ne permettraient pas qu'elle souffrît le moindre détriment.

Le roi convoqua chez lui les évêques, les chargea de nouveau d'examiner dans des conférences réglées les plaintes des dissidens, et les torts qu'on pouvait leur avoir faits dans la tolérance dont ils de-

vaient jouir. Ce prince paraissait chercher avec malignité dans cette affaire les moyens de se venger de l'évêque de Cracovie, en le compromettant avec l'ambassadeur russe. Si dans la diète on voulait s'occuper de la révocation des lois nouvelles, les députés dévoués à la cour cherchaient aussitôt à distraire de cet objet l'attention des états, en la ramenant sur les prétentions des dissidens. Au premier tumulte, excité par les clameurs opposées, le roi rompait la séance; et le terme de la diète approchant, la cour commençait à espérer qu'elle s'écoulerait toute entière sans qu'il fût possible de rien conclure. Une foule de gentilshommes accourus des provinces assistaient chaque jour comme spectateurs à ces assemblées, et par leurs acclamations ou leurs murmures, se mêlaient à ces tumultueuses querelles. Tous paraissaient indignés des perpétuels artifices du roi, de ses efforts pour retenir, malgré le vœu de la nation, l'autorité qu'elle voulait lui ravir, de ses odieuses manœuvres pour jeter le trouble dans la diète, et prévenir toutes les résolutions qu'on voulait y faire prendre. Quelques-uns commençaient à dire entre eux qu'il n'y avait

aucune diète où une pareille conduite n'exposât tout gentilhomme polonais à être massacré ; qu'une élection tyrannique et nulle n'avait pas donné à Poniatouski le droit de braver impunément la nation entière. Ils se racontaient qu'autrefois, sous le roi Louis de Hongrie, une troupe de gentilshommes avait secrètement égorgé la nuit tous ceux des sénateurs qui s'étaient vendus à ce prince, en avaient porté les corps dans le sénat ; et que le lendemain le roi à l'heure ordinaire s'étant rendu à cette assemblée, ils lui avaient dit : *Voici les traîtres, il ne manque plus parmi eux que le corrupteur*. Leur fanatisme s'excitait par de pareilles histoires.

Deux gentilshommes, nommés Zakrewski et Tressemberg, qui depuis ont tous deux péri dans les confédérations, étaient les plus audacieux de ces mécontens. Mais six autres complices s'étaient engagés à profiter avec eux du premier tumulte qui s'éleverait dans la diète, pour massacrer le roi et tous ceux des sénateurs qu'ils croyaient dévoués à ce prince. Pendant qu'ils travaillaient encore à accroître leur nombre, les deux ministres étrangers insistèrent avec colère sur l'é-

claircissement des constitutions, et sur la dissolution de la confédération générale. Ils n'accordèrent aux états qu'un délai de vingt-quatre heures. Le ministre de Prusse annonça au nom du roi son maître que douze mille Prussiens avaient ordre d'entrer en Pologne, si cette affaire souffrait un plus long retard. A la séance qui suivit une si pressante injonction, un des colonels russes vint à la porte de la diète demander une réponse aux déclarations de la Russie, en disant : *que si les longues remontrances n'opéraient rien, deux lignes suffiraient pour tout obtenir.* Mais au moment où les états s'attendaient à délibérer sur cet objet, un des chanceliers commença la lecture de deux projets sur les dissidens, l'un proposé dans les premiers jours de la diète par l'évêque de Cracovie, et l'autre absolument contraire à celui-ci, et qui leur était favorable. Aussitôt une clameur générale s'élève ; on demande en tumulte à signer le projet par lequel toutes les prérogatives de la religion étaient assurées, et les peines de hautes trahisons décernées contre ceux qui oseraient implorer la protection des puissances étrangères. On crie : « *que c'est*

un point convenu, qu'il est inutile de délibérer. ». L'évêque de Cracovie sentait que la cour avait réussi dans le dessein de faire prendre le change à la multitude, et que par l'affaire de la religion elle voulait encore éloigner l'abrogation des nouvelles lois. Au milieu de ce tumulte, il gardait un profond silence. On lui demandait ce qu'était devenu son zèle; on l'accusait d'hypocrisie, de connivence avec les Russes. Il dédaignait toutes ces clameurs et paraissait calme au milieu de ce soulèvement. Enfin, le tumulte s'accroissant, le roi résolu de limiter la séance, appela suivant l'usage, les ministres auprès de son trône; et à cette cérémonie, il y eut un instant de calme. Mais à peine un des chanceliers eut-il voulu séparer l'assemblée, un bruit épouvantable s'élève de nouveau; une partie du sénat, les députés, les spectateurs, tout se crut en droit de s'opposer à cette prérogative du trône; tous criaient: « nous n'y consentons pas; il n'est pas « permis; » et parmi ces clameurs on entendit quelques voix crier : « tue, « massacre. » Les conjurés que leur petit nombre rendait incertains, hésitaient s'ils se jetteraient alors sur ce prince. Ils

éprouvaient par ce cri si cette alarme ferait tirer quelques épées, et leur donnerait des complices. Mais le roi épouvanté se jeta dans la foule qui environnait le trône, s'y mêla précipitamment, et se sauva ainsi en désordre. On voulut par un renversement de tous les usages continuer la séance. On crie au primat de présider, et que le trône rempli comme il l'était, pouvait être regardé comme vacant. Sur le refus du primat, on l'accable de reproches, et chacun se retire en fureur, menaçant de se porter aux dernières extrémités. Les deux ministres étrangers reprochèrent vivement au roi l'artifice dont il s'était servi, et le menacèrent personnellement de toute la vengeance de leurs souverains s'il ne réparait pas le contre-temps qu'il avait fait naître.

Les princes Czartorinski craignant de se perdre, et leur patrie avec eux, par une plus longue résistance, avaient pris depuis quelque temps le parti de céder. Le roi, effrayé de tous les périls qui l'environnaient, promit enfin de suivre leur exemple. Une multitude de spectateurs se rendit à cette séance. Le prince Auguste Czartorinski avait feint une indisposition, et sous ce prétexte, s'était

absenté. Mais Repnine, qui du haut d'une tribune placée au-dessus du trône, examinait tout dans la diète, alla lui-même chercher ce prince; il lui déclara que s'il refusait de venir, ses terres seraient ravagées, ses châteaux rasés; et que s'il venait, au contraire, on lui accorderait toutes les grâces qu'il demanderait pour ses cliens, l'indigénat, la noblesse, les emplois; il ajouta que cette maison en paraissant encore diriger tout ce qui se ferait dans la république, conserverait l'air du crédit, qui souvent donne le crédit même. Le prince Auguste Czartorinski vint donc à cette assemblée: il y exposa la demande des cours de Pétersbourg et de Berlin; il conclut, suivant leurs desirs, à ce que l'augmentation de l'armée ni aucune imposition ne pût avoir lieu à la pluralité des voix. Il proposa, au contraire, d'établir que l'opposition d'un seul nonce suffit désormais pour rendre nulle toute délibération qui aurait quelque rapport aux affaires d'état. Ainsi le prince Auguste consentit à porter lui-même le coup fatal au gouvernement que son frère avait établi avec tant de travaux, tant d'artifices et de persévérance. Cet édifice, que ces deux princes

avaient élevé sur des ressorts si déliés et si subtils, s'écroula dans le dernier effort qu'ils faisaient pour en poser le comble ; et son peu de durée leur fit sentir, mais trop tard, toute l'erreur de leurs funestes liaisons avec les Russes. Cette loi nouvelle fut aussitôt rédigée ; quelques-uns des rédacteurs la signèrent les larmes aux yeux, et regrettèrent de savoir écrire. Mais les adversaires de la cour triomphèrent d'avoir renversé ses projets ambitieux ; et la nation, affranchie du despotisme qu'elle avait craint, se livra à la joie la plus vive au milieu de ses autres alarmes.

Le lendemain, les évêques prouvèrent, les traités à la main, qu'il n'existait aucune convention avec aucune puissance en faveur des dissidens. On lut ensuite à haute voix les recommandations de la Prusse, de la Russie, de l'Angleterre et du Danemarck. Il était bien étonnant de voir les ministres d'un si grand nombre d'états parlant publiquement au nom de leurs maîtres, citer les traités à faux. Néanmoins, pour répondre aux recommandations de tant de puissances, l'évêque de Cracovie fit agréer à la diète quelques articles favo-

rables aux dissidens ; ces mêmes articles que Repnine avait concertés avec cet évêque dans le temps où il cherchait un accommodement sur cette affaire. Tout était changé ; mais Soltik n'avait pas été plus loin : il consentait que les procès des dissidens, dans quelque affaire que ce fût, ressortissent désormais aux tribunaux séculiers ; qu'ils eussent partout le royaume la liberté d'exercer et d'enseigner leur culte dans leurs maisons ; qu'ils fussent reçus dans la nouvelle école militaire comme élèves et comme maîtres, parce que de tout temps ils avaient pu posséder tous les emplois de l'armée. Toutes ces concessions furent agréées. Mais les dissidens n'étaient pas satisfaits, ils aimaient mieux, disaient-ils, être terrassés entièrement que d'être relevés à demi. La fin de cette diète laissait tous les partis dans un égal mécontentement. Repnine éclatait en invectives et en menaces. Rien de ce qu'avait demandé la Russie, ni l'alliance offensive, ni la nouvelle démarcation des limites n'avaient seulement pu être proposées, et cet ambassadeur présidait une *guerre de vengeance*. Les partisans de la maison de Saxe n'avaient point réussi à faire

donner des apanages aux princes saxons. Radziwil demeurait proscrit. La nation, quoique rétablie dans une partie de ses anciens droits, n'avait pas réussi à faire rétablir les grandes charges. Les quatre conseils souverains, ouvrage des Czartorinski, laissaient encore dans les mains du roi presque toute l'administration de la république. La cour, en conservant de si grandes prérogatives, avait même réussi à établir la pluralité dans toutes les diétines des provinces; mais elle avait échoué dans le plus important de ses projets, et elle perdit à la séparation de cette diète, ce qui contribuait le plus à son autorité. Cette confédération générale, qui depuis plus de deux ans, avait tenu la république sous le joug, fut enfin dissoute avec un applaudissement qui parut universel. Toute la Pologne, au milieu de sa joie, attendait en frémissant quelles allaient être les résolutions de la czarine. Mais, quels que dussent être les ordres qui arriveraient de Pétersbourg, les Polonais, hors d'état de se défendre, étaient résolus de ne point céder. Ils prétendaient que leur déclarer la guerre, désarmés comme ils l'étaient, ce serait annoncer le dessein de les con-

quérir, éveiller les autres états, susciter enfin les Turcs, quelque profonde que fût leur léthargie, et donner de l'inquiétude et de la jalousie au roi de Prusse lui-même ; que d'entreprendre de forcer la Pologne en faveur des dissidens, ce serait abandonner tout au fanatisme, allumer un feu qu'on ne serait pas maître d'éteindre, intéresser peut-être le zèle de l'impératrice reine pour la défense de sa religion. Quelques-uns se flattaient que leur conduite pacifique fléchirait enfin une princesse qui parlait sans cesse de justice et de magnanimité. Ils se rappelaient l'exemple de cet ancien peuple, qui, injustement attaqué par les Romains, et hors d'état de soutenir une guerre, n'abandonna point ses campagnes à l'approche de l'armée ennemie, ne défendit point l'entrée de sa ville, continua dans les places, dans les tribunaux, dans les marchés, de vaquer à toutes les affaires publiques. L'armée romaine respecta ses tranquilles occupations, ne commit aucune hostilité où elle ne trouva aucune apparence de guerre, s'arrêta pour attendre de nouveaux ordres; et le peuple Romain laissant alors aux Tusculans leur indépen-

dance et leurs lois, se montra digne de gouverner le monde. Mais en se rappelant un des plus beaux exemples de vertu qu'ait donné l'ancienne Rome, on frémissait d'imaginer comment allait se conduire une armée russe dans une occasion semblable; et si la nation ne prenait aucune mesure pour sa défense, chaque citoyen en particulier se tenait prêt à tous les malheurs. Dès la fin de la diète, une foule de gens considérables avait demandé aux états, sous différens prétextes, la permission d'aller dans les pays étrangers. Chacun voulant faire face aux désastres qu'il attendait, n'avait plus pour objet que l'économie. Le luxe insensé qui avait perdu cette nation, était abandonné. Les foires publiques, que l'imprudente avidité des marchands rendait encore aussi riches que dans une paix florissante, n'avaient plus aucun débit. Le roi pour conserver son luxe personnel, après avoir perdu la plus grande partie des pensions que la Russie lui payait auparavant, retrancha presque toutes les grâces dont son trésor était chargé. Un prince Lubomirski donna alors l'exemple d'une réforme et d'une probité bizarres. Après s'être sou-

mis volontairement à une direction, il fit annoncer au son du tambour que personne n'eût à lui faire de crédit, sous peine de perdre ce qu'on lui avancerait. Dans cette inquiétude générale, tous les regards se tournaient vers ceux qui, dans les occasions passées, avaient montré de grands talens ou de grandes vertus. On n'avait point de chefs pour se défendre : on cherchait des modèles pour se conduire. Cette crainte répandue dans tous les esprits démentait ainsi les apparences de la sécurité publique; et sans prévoir encore comment il serait possible de résister, toute la Pologne se préparait aux calamités que sa résistance allait occasionner.

Les dissidens, assurés d'être soutenus par une armée russe, se préparaient à emporter, par la force, ce que trois diètes consécutives leur avaient refusé. Quelques-uns d'entre eux n'approuvaient pas ces violentes mesures. Ils disaient que le salut de la patrie est la première de toutes les lois; que chez toutes les nations, beaucoup d'injustices, qu'il aurait mieux valu prévenir, avaient, par laps de temps, acquis force de loi; que les maximes sur lesquelles on voulait fonder cette entre-

prise, ébranleraient toutes les constitutions; que la tolérance dont ils jouissaient, avant même d'avoir obtenu les nouveaux priviléges qu'on venait de leur accorder, était la plus grande qui fût connue en Europe; et que, dans tous les cas, il valait mieux se soumettre à l'injustice de leurs concitoyens, que d'ébranler tout l'état, et de finir peut-être par soumettre la république elle-même à une autorité étrangère. Mais ceux qui avaient engagé cette affaire, ne se croyaient plus maîtres de reculer. Les Goltz avaient levé sans bruit un grand nombre de soldats; et, depuis long-temps, l'un d'eux, colonel dans les troupes de la couronne, avait eu soin de ne composer son régiment que d'officiers et de soldats protestans. Mais le droit de se confédérer, sans passer pour rebelle, étant un droit de la noblesse en activité dans la république, les dissidens, regardés seulement comme sujets, en usurpant ce droit, eussent fait un acte de rebellion; d'ailleurs ils craignaient, en se réunissant en un seul corps, de déceler eux-mêmes combien ils étaient peu nombreux. Ils cherchaient donc à faire cause commune avec les mécontens, à confondre leurs plaintes avec celles que

la république pouvait avouer comme légitimes, à se lier avec tous ceux qui se plaignaient du gouvernement actuel et désiraient le rétablissement des anciennes lois. Ils firent proposer au prince Radziwil d'être maréchal de leur confédération. Ce prince, dépouillé de tout, traité en criminel, abandonné par les cours alliées de la Pologne, attendait à Dresde, où il s'était réfugié, que des événemens plus heureux lui rendissent sa première fortune. Les dissidens lui firent représenter qu'il pouvait rentrer dans toutes ses dignités, dans tous ses biens, à l'aide de la puissance même qui l'avait persécuté; que, proscrit par des lois injustes, il deviendrait le chef de la république et le réformateur des lois. Pour ne lui laisser aucun doute sur leurs propositions, ils lui firent communiquer la correspondance qu'ils avaient eue avec la cour de Russie; ils offrirent de lui envoyer une promesse signée de l'impératrice et de tout son conseil, de protéger cette confédération contre tout opposant, et la promesse même de confier aux ordres du maréchal toutes les troupes qui seraient nécessaires. Radziwil rejeta ces propositions, résolu de demeurer

pour jamais dépouillé et proscrit, plutôt que de se rendre le chef d'une entreprise désavouée par le plus grand nombre de ses concitoyens, et regardée comme une rebellion. Tous ceux des mécontens auxquels les dissidens firent la proposition de se joindre à eux, les refusèrent également; de sorte que, malgré leur petit nombre, ils se virent réduits à former seuls une confédération.

Mais, pendant ce temps, le référendaire Podoski, devenu le confident de Repnine, admis dans tous les secrets de l'ambassade russe, instruit de toute la colère que la conduite du roi, pendant cette diète, avait inspirée à l'impératrice, parcourt les provinces, pour rallier les principaux mécontens et leur proposer le détrônement de Poniatouski. Il porte à chacun d'eux des lettres de Repnine, qui leur mandait d'ajouter une foi entière à tout ce que leur dirait Podoski; et celui-ci les assure que le temps de la vengeance est arrivé; que la czarine a reconnu toutes les injustices qu'on avait eu l'audace d'autoriser de son nom, pendant l'interrègne; que non-seulement elle consentira à les laisser s'assembler, pour détruire le nouveau gouvernement,

rentrer dans leurs anciennes lois, ou en établir de nouvelles à leur gré ; mais qu'on peut obtenir d'elle une justice plus entière ; que la conduite du roi, toujours tissue de petits artifices, avait démenti le langage que son ambassadeur tenait à Pétersbourg ; qu'elle s'était aperçue de cette mauvaise foi ; qu'elle en avait conçu la plus violente colère ; qu'elle était entrée contre lui dans le ressentiment du roi de Prusse ; en un mot, qu'elle avait regret à son choix ; qu'il ne s'agissait plus que de ménager la vaine gloire de cette princesse dans le goût qu'elle avait eu autrefois pour lui, en avouant qu'il avait donné des espérances que son élévation avait démenties, et qu'il avait trompé l'attente de la nation. Il ajoutait encore que Panine, si long-temps favorable à ce prince, avait entièrement changé de système ; que Repnine, brouillé avec lui, et déchu, par cette rupture, de toutes les espérances de fortune qu'il avait fondées sur la vente des grâces polonaises, voulait s'unir à tous les ennemis du roi, et leur fournir des armes pour le renverser du trône ; qu'il fallait profiter de ces heureuses circonstances, former une nouvelle confé-

dération générale contre tout ce qui avait été fait de violent et d'illégal depuis la mort du feu roi, comprenant, dans ces expressions, et l'établissement des quatre conseils souverains, et la proscription de Radziwil, et toutes les grâces données par Poniatouski, et son élection même. Les plus zélés citoyens se laissaient séduire par la promesse de tout ce qu'ils désiraient; ils ne doutèrent pas que l'impératrice, qui parlait sans cesse de justice, de magnanimité et d'amour du genre humain, après avoir reconnu combien on l'avait trompée, ne rendît enfin à un peuple libre son gouvernement et son indépendance. Plus elle déployait de puissance contre une nation désarmée, plus ils se persuadèrent aisément qu'elle avait dessein de disposer une seconde fois du trône.

Mais d'un autre côté, cette princesse, en renvoyant au roi cette quantité de lettres qu'elle en avait reçues sans daigner les ouvrir, lui fit dire qu'elle voulait que les dissidens, de quelque manière que ce fût, obtinssent toutes leurs demandes; qu'elle le rendait responsable de l'événement, que le retour de sa bienveillance était uniquement à ce prix; que son intention n'était cependant pas qu'il

usât de violences, et qu'elle ne les lui conseillait pas; comme si un roi de Pologne pouvait user de violences; comme s'il pouvait dans cette république rien faire par son autorité. Ainsi cette princesse tentait en même temps tous les moyens opposés, et qui devaient mutuellement se détruire; protégeant la confédération des dissidens, qui, réprouvée par les lois, devait indigner la nation contre eux; laissant former la confédération des mécontens qui allaient soulever tout le royaume contre la cour; et promettant au roi le retour de sa bienveillance, s'il faisait réussir un dessein pour lequel il aurait eu besoin de tout son pouvoir : de sorte que toutes ces intrigues étant fondées sur des moyens contradictoires, il était impossible qu'en agissant à la fois, elles produisissent autre chose que des troubles.

Quarante mille Russes entraient en Pologne, y occupaient sans obstacle les postes les plus avantageux, y établissaient des magasins pour un long séjour. Les détachemens, à portée de se soutenir d'une province à l'autre, formaient un grand cordon, et tenaient ainsi tout le royaume en respect.

LIVRE VIII.

SOMMAIRE.

Confédération des dissidens : leur petit nombre. Les villes de Prusse forcées d'accéder à cette ligue. Audience du roi aux députés des dissidens. Projet de Podoski. Déclaration de la czarine et lettre de Panine. Mouvemens pour préparer la confédération générale. La cour tente de faire soulever les paysans. Projets de la confédération arrangés à Varsovie. L'impératrice veut que Radziwil en soit élu maréchal. On part pour aller former cette confédération dans les provinces. La cour se résout à convoquer une diète. Dispositions des provinces. Retour du prince Radziwil. Confédération de la Lithuanie. Conduite du grand-général Branicki. Confédération de Radom. Podoski est fait primat du royaume. Députations des confédérés à l'impératrice et au roi de Pologne. Intentions de la cour de Varsovie et celles de Repnine :

celles de Catherine : ses négociations avec les autres cours, et quelques réflexions sur ses deux législations de Russie et de Pologne. Le roi de Pologne craint pour ses prérogatives et cède en toutes choses à Repnine. Le grand-général se retire dans ses terres. Accession de l'évêque de Cracovie et des autres évêques. Repnine fait transférer le conseil de la confédération à Varsovie. Arrivée de Radziwil dans la capitale : son entrevue avec le roi : sa situation. Crainte et fermentation générale. Histoire des diétines et violences inouïes de l'ambassadeur russe. Plan que l'évêque de Cracovie voudrait faire suivre par tous les chefs de la nation. Histoire de l'évêque de Kaminiek et ses projets. Autre système de conduite suivi par le nouveau primat. Préliminaires de la diète : ses premières séances. Projet d'enlever les opposans, suspendu pour attendre à Varsovie l'évêque de Kaminiek. Nouvelles que celui-ci a reçues de Turquie. Manière dont les députés de la confédération ont été reçus à Moscow. Nouvelles menaces de Repnine. Autre séance de la diète. Première tentative pour enlever l'évêque de Cracovie : il est faux

qu'il ait été encouragé dans sa résistance par le résident de Prusse. L'évêque de Kaminiek vient déguisé dans un faubourg de Varsovie. Premiers projets de la confédération de Barr. Enlèvement des principaux opposans et ses succès. Etablissement d'une commission législative. Conduite du roi. Commencement des conférences. Affaire des dissidens signée: réflexions sur cette affaire. La commission se divise en comités. Conduite de Repnine; et belle réponse de Martian Potocki. Les nouvelles constitutions dépendent de celui des deux, du primat ou du roi, qui prendra le plus d'ascendant sur Repnine. Repnine veut inutilement faire faire le procès au grand-chancelier de Lithuanie. La fin de la commission législative accélérée par une démarche des Turcs; et ce qui se passe parmi eux relativement à la Pologne. Traité avec la Russie et nouveau code. La diète se rassemble. Manifeste contre le nouveau code. Protestation du nonce du pape. Séance de la diète. Premier avis d'une confédération formée à Barr. Fin de la diète. Cabale en Russie pour y faire Repnine ministre d'état. La nouvelle de la confédération de Barr se répand.

LES dissidens, après avoir vainement tenté d'associer à leur ligue les principaux mécontens, abandonnés de tous ceux même qui avaient à se plaindre du gouvernement, se virent enfin réduits à former seuls leur confédération. Un corps de deux mille Russes fut envoyé d'avance dans la ville de Thorn pour les soutenir, et un autre de pareille force dans la ville de Slouck en Lithuanie. Assurés d'un tel appui, ils cachèrent cependant leur projet et leurs marches, et se rendirent, le 20 mars 1767, par des chemins détournés, dans l'une ou l'autre de ces deux villes. Ceux de la Prusse, afin de grossir leur nombre, avaient appelé tous leurs parens de la Prusse Brandebourgeoise, quoique ceux-ci fussent sans intérêt dans cette querelle. Les noms des vieillards décrépits et des enfans à la mamelle furent inscrits comme si c'eût été leurs propres signatures, et des détachemens russes furent envoyés dans les provinces de Cracovie et de Sendomir, faire signer de force quelques familles qui ne voulaient

prendre aucune part à ces troubles. Il fut alors prouvé que ce que la cour de Russie appelait une grande partie de la nation, consistait, suivant le nombre même auquel ils parvinrent par ces moyens frauduleux ou violens, en cinq cent soixante-treize gentilshommes faisant profession de la religion luthérienne ou calviniste. Il y avait, il est vrai, un bien plus grand nombre de Grecs schismatiques; mais ils n'avaient aucune sorte d'intérêt aux prétentions des dissidens. C'était des marchands, des artisans et autres gens de cette classe, qui ne prétendaient point aux prérogatives de la noblesse polonaise, et dont la plupart ne savaient pas même que leur religion fût alors protégée si puissamment. Un évêque de cette religion, lequel était sujet de l'impératrice de Russie, adhéra seul à la confédération de Lithuanie, au nom, disait-il, de tous les Grecs. Cet évêque, nommé par les czars, et dont l'envoi dans les provinces polonaises de la religion grecque avait été toléré depuis dix-huit ans, voulait maintenant entrer dans le gouvernement de la république.

On voulait cependant donner à cette ligue l'apparence d'un parti formidable, et

les grandes villes des provinces de Prusse furent sommées d'y accéder. Elles répondirent qu'elles n'entraient pour rien dans les plaintes de la noblesse dissidente. De ces trois villes, Thorn était occupée par deux mille Russes ; Elbing par le régiment de Goltz ; Dantzick, la seule en état de résister, fut menacée de toute la vengeance de la czarine, si, dans l'espace de quatre jours, elle ne signait une accession ; et au contraire, on lui proposa, et elle reçut en effet pour prix de cette complaisance, une garantie perpétuelle de tout son territoire et de tous ses privilèges, au nom de l'empire de Russie.

Ces deux confédérations ainsi formées, envoyèrent aussitôt des députés au roi. Mais le roi ne pouvant reconnaître dans la noblesse dissidente le droit de se confédérer, leur refusa toute audience. Repnine le menaça, s'il persistait dans ce refus, de faire commencer les hostilités dans tout le royaume, menaces qu'il nommait des représentations amicales. Le roi eut recours à une subtilité pour éluder la loi, et se détermina à les recevoir comme députés du corps des dissidens, et non comme députés de leurs

confédérations. Ceux-ci introduits en sa présence, ne craignirent pas de lui opposer pour leur justification sa propre conduite, et lui dirent qu'on ne devait pas être surpris qu'ils eussent réclamé la protection des puissances étrangères, puisque cet exemple était tout récent en Pologne. Ensuite, se tournant vers tous les grands qui environnaient le trône, ils en implorèrent l'assistance comme étant tous frères, tous enfans de la même patrie ; et ils finirent par demander la convocation d'une diète extraordinaire, qui pût les rétablir dans les droits de leur naissance. Les deux chanceliers leur répondirent avec une noble sévérité ; et le roi indiqua une assemblée de tous les sénateurs pour les consulter, disait-il dans ses lettres circulaires, sur les moyens de détourner les maux dont l'état était menacé.

Mais en vain les dissidens s'étaient confédérés, en vain le sénat autoriserait le roi à convoquer la nation pour juger leurs plaintes ; il était vraisemblable que la nation refuserait de s'assembler pour cet objet. Ces confédérations étaient, dans tout le royaume, regardées comme des révoltes, et inspiraient plus d'indi-

gnation que de crainte. Les provinces retentissaient d'imprécations et de menaces contre eux ; et quand bien même la cour parviendrait à former une assemblée nationale, il était évident qu'on ne pourrait jamais y réunir, en faveur des dissidens, cette unanimité de suffrages dont la Russie, leur protectrice, venait elle-même de faire rétablir la nécessité. On ne concevait pas que la czarine prétendît aujourd'hui qu'on formât, pour cet unique objet, une autorité législative au milieu de cette même anarchie dont elle avait voulu renouveler et perpétuer les désordres. Mais cette difficile entreprise était conduite par le référendaire Podoski, d'après un projet qu'il avait mis sous les yeux de cette princesse, et dont le principal événement devait être le détrônement de Poniatouski. Il s'agissait de faire soulever contre la cour tous les mécontens, de les engager à se confédérer pour donner à la république des constitutions nouvelles, plus analogues aux prérogatives de la noblesse polonaise, que ne l'étaient les constitutions données par les Czartorinski, et ces deux ligues, l'une catholique, composée de tout le corps de la noblesse polonaise, et l'autre dissi-

dente, eussent traité ensemble sous la médiation de la czarine; ensuite les conditions convenues dans cette espèce de congrès, eussent reçu leur dernière sanction dans une diète dont l'unanimité eût facilement été maintenue par l'autorité réunie des deux confédérations, du congrès et de la médiation. Podoski, plus versé dans l'histoire de son pays qu'on ne l'était communément alors chez cette nation, avait été amené à ce dessein par deux exemples du même genre, et que nous avons eu soin de remarquer au commencement de cette histoire; l'un en 1673, lors de la conciliation entre les grands et la petite noblesse; l'autre en 1718, lors de l'accommodement entre la cour et la république; événemens d'autant plus remarquables, qu'ils avaient ramené la tranquillité après des temps plus orageux en apparence que les temps actuels, et que l'espèce d'ordre successivement établi en Pologne, à cinquante années de distance dans ces deux occasions différentes, était le véritable moyen dont la destinée s'était servi pour faire subsister cette république, malgré tous les vices de cette anarchie irremédiable. Mais tous ceux des mécontens à qui

Podoski avait persuadé que la czarine consentait à rétablir la nation dans tous ses droits, ne savaient plus, en apprenant la confédération des dissidens, ce qu'ils devaient espérer ou craindre. Ils n'osaient plus se fier à des promesses dont les premières leur paraissaient déjà violées. Repnine, pour dissiper ces alarmes, publia une déclaration de sa souveraine, où elle affectait le style d'une mère qui veut réconcilier ses enfans. L'ordre des faits y était renversé; et ces confédérations, faites sous les armes russes, étaient représentées comme une assemblée légale qui avait réclamé sa protection. Elle ajoutait que depuis quelque temps il couvait dans la république des semences de discorde qui en menaçaient à tout moment la tranquillité; qu'elle ne pouvait voir sans attendrissement le bonheur d'un état voisin attaqué jusque dans ses fondemens; qu'elle invitait toute la noblesse à réfléchir sur l'éloignement de ses principaux membres, sur la perspective des maux à venir si l'on n'ôtait pas l'espérance du succès à ceux qui avaient entrepris d'élever leur puissance en ruinant la liberté. Elle annonçait l'entrée de ses troupes, en déplorant de se voir réduite

à l'exécution triste et rigoureuse des engagemens de sa couronne. Mais elle ne voulait point, disait-elle, être considérée uniquement comme un souverain qui faisait respecter sa garantie, parce que le soin de sa dignité n'était pas plus puissant sur son cœur que le devoir sacré de l'humanité. Tout ce qu'elle desirait était de prévenir qu'un parti n'attaquât l'autre, et qu'elle n'eût la douleur d'apprendre qu'un citoyen eût versé le sang d'un autre citoyen. Quant aux dissidens, elle se bornait à demander qu'on déterminât la part qui pouvait leur être confiée dans l'administration ; de sorte que le plus zélé catholique pouvait croire qu'il s'agissait seulement de leur accorder quelques avantages de plus que ceux dont ils jouissaient. Elle déclarait enfin qu'elle ne demandait rien à la Pologne, qu'elle ne formait aucune prétention sur aucune province de la république ; que loin de chercher son agrandissement dans les troubles, elle n'avait en vue que de les prévenir ; que si, malgré ses soins, l'esprit de parti, s'abandonnant aux furies qui le conduisent, précipitait la Pologne dans les calamités d'une guerre civile, et si à cette guerre il s'en joignait une

étrangère qui fît craindre pour les possessions de la république, elle lui en *garantissait l'intégrité*, et qu'elle ne consentirait jamais à aucune paix avec qui que ce fût que *sur cette base*. Comme si on eût craint que les déclarations de cette souveraine, tant de fois démenties par sa conduite, n'eussent perdu toute créance, on fit publier avec celle-ci une lettre du comte Panine à l'ambassadeur, écrite d'une manière encore plus positive. « L'impératrice aurait, disait-il, le plus « vif regret s'il pouvait s'élever le moindre soupçon que c'est à l'ombre de « sa puissance qu'a été conçue la hardiesse des entreprises contre la forme « du gouvernement; et elle vous charge « expressément d'inviter tous les Polonais qui comptent pour quelque chose « la patrie et la liberté, à former entre « eux une association légale pour le rétablissement des lois ».

Le roi de Prusse fit remettre par son ministre, une déclaration conforme aux mêmes principes, par laquelle il conseillait aux Polonais de s'assembler, dans une diète extraordinaire, pour la pacification générale. Les émissaires de la Russie se répandent aussitôt dans les

provinces, et y portent la déclaration de l'impératrice et la lettre du comte Panine, imprimées en latin, en allemand, en français, en polonais. Les deux colonels russes attachés à l'ambassade, courent de châteaux en châteaux, parlant ouvertement de détrôner le roi, et ne donnant plus à ce prince que des noms injurieux. Le référendaire Podoski va dans tout le royaume soulever les mécontens; ceux même qui avaient toujours été en défiance contre la Russie, se laissent persuader à des promesses si positives. La haine contre les Czartorinski, l'espoir de la vengeance, le plaisir de voir humilier une faction dont les succès avaient tant excité d'envie et de crainte, entraînaient la plus grande partie de la noblesse. Quoique le dessein de détrôner le roi ne fût énoncé ni dans la déclaration de l'impératrice, ni dans la lettre de Panine, des gens, pleins de leurs préventions, supposaient, dans ce silence, quelque motif de politique; et Podoski leur promettait le détrônement, au nom et sur la foi de Repnine. Il communiquait à quelques-uns le plan de cette révolution, agréé par la cour de Russie; et d'ailleurs ils espéraient que

le cri général de la nation, quand elle serait assemblée, suffirait pour y déterminer la czarine. Les plus sages auraient voulu, il est vrai, obtenir quelque sûreté; ils tenaient différentes assemblées dans les provinces; ils craignaient que la nation ne devînt le jouet de la Russie; ils désiraient que d'autres puissances intervinssent pour consolider les nouvelles constitutions qu'on se proposait de faire. Mais la noblesse dispersée ne pouvait commencer par réclamer cet appui; et la Pologne, malgré tant de sujets de défiance, de ressentiment et de crainte, allait, avec une incroyable imprudence, se jeter dans les bras de son ennemi. Tous les chefs sollicités par Repnine, se rendent en foule dans la capitale. Les évêques de Cracovie et de Kaminiek, le palatin de Kiovie, le maréchal de la cour Mnichek, le grand-trésorier de la couronne Vesel, le strasnick de Lithuanie Pociei, le grand-maître d'hôtel de Lithuanie Vielhorski, une foule d'autres accourent dans l'espérance de concerter avec l'ambassadeur de Russie le détrônement du roi; tous affectent de ne point paraître à la cour; tous, en parlant du roi, ne lui don-

nent plus que le nom de son ancienne dignité ; la capitale est remplie des plus grands seigneurs de Pologne et le palais est désert.

Quelques-uns, avant de quitter leurs terres, avaient rempli les actes les plus sacrés de la religion ; et pleins d'une confiance qu'ils croyaient inspirée, ils annonçaient à leurs amis qu'une sorte de révélation ne leur laissait plus aucun doute sur le détrônement de Poniatouski. Le roi, abhorré dans son pays, sans aucun allié en Europe, sans forces, sans argent, ayant dissipé en folles prodigalités tout ce qu'il avait reçu depuis son élévation, n'a plus aucune cour, aucune suite, et, dans la solitude de son palais, ses deux frères sont ses uniques courtisans. Quelques émissaires de cette famille tentèrent, pour prévenir le soulèvement général et retenir les gentilshommes dans leurs terres, le plus dangereux moyen que la fureur pût imaginer ; ils répandirent, dans les foires publiques, un manifeste destiné à exciter un soulèvement parmi tous les paysans du royaume, ou du moins à inspirer aux gentilshommes la crainte que, s'ils quittaient leurs châteaux pour se

confédérer, leurs sujets, pendant leur absence, ne prissent les armes contre eux. Ce manifeste, qui paraissait composé au nom de tous les esclaves polonais, était une déclamation éloquente sur la liberté à laquelle la nature appelle également tous les hommes. « Nos « armes, disait-on, sont une faux ; mais « nous en trouverons d'autres dans vos « maisons. Notre armée est prête ; elle « est répandue dans toutes vos provin- « ces. Notre signal de ralliement sera « la misère ». Ce moyen terrible n'eut aucun succès, et dans aucune partie de la Pologne les esclaves ne firent aucun mouvement.

Cependant, dès la première conférence entre les républicains et l'ambassadeur russe, ceux-là virent avec effroi l'autorité que cet ambassadeur prétendait s'arroger dans leurs assemblées ; il voulait les réduire à autoriser, seulement par leur présence, des opérations déjà décidées. Le plan d'une confédération générale et des confédérations particulières, était dressé. Non-seulement ces premiers actes contenaient des protestations de respect envers le roi, non-seulement on promettait d'y accéder à

toutes les demandes des dissidens, mais les confédérés paraissaient y supplier l'impératrice d'étendre sa garantie à toutes les parties de leur gouvernement. Ils ne virent dans des propositions si inattendues, qu'une folle tentative de l'ambassadeur russe; ils ne doutèrent pas que l'impératrice ne désavouât son ambassadeur; ils le crurent vendu au roi, avec lequel il avait chaque jour de mystérieux entretiens. Plus ces demandes leur paraissaient avilissantes pour eux, plus ils croyaient y reconnaître le concert nouvellement rétabli entre ces deux hommes. Mais Repnine, irrité des difficultés qu'il éprouve, injurie, menace, déclare qu'aucun d'eux ne quittera Varsovie que tout ne soit agréé.

L'autorité d'une confédération générale, formée suivant les anciennes lois de cette république, est si grande, que, pendant sa durée, toutes les magistratures, toutes les juridictions cessent; la république, dans toutes ses parties, est remise sous la puissance de la noblesse confédérée. Le roi, le sénat, les grandes charges et les tribunaux, doivent lui rendre compte de l'administration du royaume. Ceux qui refusent de

s'y joindre, renoncent, par ce refus même, à toutes les prérogatives de la nation, et s'exposent à la confiscation de leurs biens. Ces formidables ligues ont plus d'une fois déclaré le trône vacant. Les Polonais, accoutumés à les regarder comme leur dictature, espérèrent que cette confédération, une fois formée, serait assez puissante pour que la Russie elle-même en respectât l'autorité; qu'ils enverraient des députés à l'impératrice, se plaindre du changement de conduite de Repnine; que, malgré les protestations favorables au roi, insérées dans le manifeste qu'on leur proposait de signer, quand la ligue serait formée, la personne même de ce prince demeurerait exposée à toute la sévérité des lois; et qu'enfin, en demandant à d'autres puissances de garantir la nouvelle forme d'administration qu'on allait donner à la république, ce serait se soustraire au joug que la Russie voulait imposer. Ainsi pensèrent quelques-uns des plus sages républicains; et, quant à la multitude, entraînée par l'esprit de parti, elle était prête à sacrifier son indépendance au seul espoir de détrôner le roi.

Dans cet espoir on évitait de s'ex-

pliquer avec Repnine sur cette grande affaire, de peur que son refus ne jetât d'avance de plus grandes difficultés. Otez-nous ce ver solitaire qui nous ronge, lui disait seulement le palatin de Kiovie. Tout ce que vous demanderez au nom de la nation confédérée, on vous l'accordera, lui répondait Repnine. A l'aide de pareilles expressions on feignait d'être d'accord, afin d'agir de concert pour parvenir à des buts différens. Pendant qu'on délibérait à Varsovie sur le choix du chef qu'on donnerait à cette confédération, examinant dans chacun de ceux qui y pouvaient prétendre, leur vie passée et leurs intentions présentes, un ordre arrivé de Pétersbourg détermina d'avance toutes les voix en faveur du prince Radziwil. Tous applaudirent à cet ordre absolu. Leur joie de son rétablissement était telle qu'en obéissant, ils croyaient donner leurs suffrages; et le choix d'un maréchal qui n'avait point reconnu l'élection du roi, ne laissa plus aucun doute que Poniatouski ne fût bientôt détrôné. Aussitôt les seigneurs mécontens se préparèrent à partir pour aller former dans les provinces les confédérations particulières, dont la réunion forme

ensuite la confédération générale. Il fut décidé que toutes éclateraient à la fois le vingt-quatre de mai, et se réuniraient les jours suivans dans la ville de Radom, à quinze milles de Varsovie, pour y conclure cette ligue générale de toute la république.

Le roi menacé de perdre la couronne, montrait cependant plus de fermeté qu'on n'en aurait attendu de son caractère : soit que cette confiance présomptueuse qu'il avait toujours eue en sa destinée, lui donnât cette inconcevable sécurité ; soit plutôt qu'étant résolu de céder à toutes les volontés de la czarine, il fut secrètement rassuré sur les intentions de cette princesse, par les correspondances vénales qu'il entretenait autour d'elle. Mais cette sécurité inspirait quelque défiance. On commençait à croire que sa résistance aux projets de la Russie n'avait été que feinte ; que toute sa fermeté n'avait jamais été qu'un masque dont il s'était couvert pour en imposer à sa nation, et qu'aussitôt que la violence serait portée au comble, il quitterait l'artifice, et tiendrait, sous le prétexte de céder à la force, les promesses qu'il avait faites pour obtenir le trône ; beau-

coup de gens le soupçonnent encore d'avoir joué ce détestable rôle. Mais tout ce que nous avons raconté a suffisamment réfuté cette erreur. Le sénat rassemblé, au jour que ce prince avait indiqué, se trouva peu nombreux, parce que la plupart des sénateurs dédaignèrent de s'y rendre sur son invitation. Après de longues délibérations, le ministère se rendit en corps chez le prince Repnine, pour l'informer que, suivant les intentions de l'impératrice et du roi de Prusse, et conformément à un conseil du sénat, le roi convoquerait une diète extraordinaire, et que l'époque en était déjà fixée au cinq du mois d'octobre prochain. On l'assura que, de la part du sénat et du roi, les concessions que sollicitaient les dissidens, et le rétablissement du prince Radziwil, n'éprouveraient aucune difficulté, et on le pria de prévenir tous les genres de désordres que faisait craindre le soulèvement de la nation. Repnine parut flatté de cette démarche, et fit espérer que cette condescendance inspirerait à la czarine des dispositions plus favorables pour le roi et le ministère.

Cependant en moins de huit jours, plus de soixante mille gentilshommes

eurent donné aux mécontens leur parole et leur signature. Repnine porta au roi toutes les listes qu'il avait reçues des provinces ; et en les lui montrant, il lui dit : « Vous voyez bien que je suis votre maître ; votre couronne ne tient plus qu'à « votre soumission ». Mais cet empressement avec lequel toutes les provinces avaient promis de se joindre à cette confédération des mécontens, se changea en étonnement et en défiance à la seule lecture du manifeste envoyé de Varsovie. La prétendue demande qu'on y faisait à l'impératrice de garantir les lois auxquelles on allait travailler, fut démentie par une réclamation unanime. On sentit avec indignation que l'empire de Russie voulait ériger en droit formel cette garantie, affectée en toute occasion ; que la nation elle-même eût paru lui déférer ce droit ; que le souverain de Russie, devenu l'interprète des nouvelles lois, resterait toujours maître de les ployer à ses vues ; et que par cette demande insensée, la Pologne eût renoncé elle-même à son indépendance et à sa propre législation. Quoique toute la noblesse eût promis de souscrire aux confédérations, la France écarta le plus grand nombre des assem-

blées où elles se formèrent ; et presque dans tout le royaume ceux qui s'y rendirent n'hésitèrent point à rejeter le manifeste envoyé de Varsovie.

Les Lithuaniens furent les seuls qui, dans la joie immodérée que leur inspira le retour du prince Radziwil, ne se permirent aucun examen. Ce prince, après avoir reçu à Dresde les invitations les plus pressantes et les lettres les plus positives, écrites au nom même de l'impératrice, partit enfin de cette ville. Il prit d'abord un long détour pour éviter le territoire Polonais, parce qu'il était encore sous une condamnation prononcée par un décret juridique, et se rendit à Dantzick, où il était attendu par une escorte de Cosaques russes ; il en repartit aussitôt sous cette escorte dans la compagnie du colonel Carr, dont la fonction, couverte du prétexte de l'accompagner par honneur, fut désormais de le garder à vue. Partout Radziwil sur son passage trouva les marques de la fureur avec laquelle on l'avait poursuivi ; ses terres dévastées, ses châteaux ruinés ; ces lieux dans lesquels une longue paix avait précédemment entassé tant de richesses, ne pouvaient aujourd'hui, par le manque

des meubles les plus nécessaires, lui donner commodément l'abri d'une seule nuit. Mais l'accueil qu'il reçut en Lithuanie aurait suffi pour le consoler de ses pertes et de ses malheurs. A son arrivée à Vilna, le 3 de juin, le clergé, la noblesse, les magistrats, tout le peuple en foule accoururent au-devant de lui. Il entra dans cette capitale accompagné de deux mille gentilshommes, aux acclamations de toute la ville, au son des cloches; et ce qui rendait cette révolution plus étonnante, au bruit du canon des Russes; il avait sur tous ses habillemens, sur son armure, sur les housses même de son cheval, une profusion de diamans qu'il avait emportés comme la ressource de son exil, et qui devenaient un ornement de cette entrée solennelle. Ce prince, que ses ennemis avaient représenté comme le tyran de la province, paraissait aux transports de la joie générale, en être devenu l'idole. Il se mêlait sans doute à cet empressement et à cette joie, un désir marqué d'humilier la cour : mais cette singularité inespérée de voir ce jeune prince rétabli par la souveraine même qui l'avait persécuté, et devant laquelle il n'avait point fléchi, ajoutait encore

à l'allégresse publique. Chacun croyait voir dans cet événement le retour constant de la paix et de la liberté.

Tous les amis de Radziwil avaient été nommés maréchaux des confédérations particulières. Le lendemain, toutes ces confédérations s'assemblèrent pour former la confédération générale du grand duché. Au moment où elle allait se conclure, on députa au général russe qui résidait dans cette ville avec un corps de deux mille hommes, pour lui demander si la confédération pourrait compter sur la protection de l'impératrice. Ce commandant que l'exacte discipline des troupes qu'il conduisait, sa douceur et son honnêteté faisaient aimer dans cette province, était le général Nummers, livonien. L'histoire en doit faire une mention d'autant plus honorable, qu'en servant un peuple avide et cruel, il fut humain et désintéressé. Le roi de Pologne lui envoya l'ordre de l'aigle blanc et des présens ; il reçut l'ordre, et refusa les présens ; et quand il vit commencer la plus horrible guerre, quand le despotisme en furie n'ordonna plus que des perfidies et des massacres, il quitta ses emplois. Nummers vint lui-même à cette assem-

blée déclarer que la confédération pouvait compter sur l'appui de sa souveraine. Les vertus de cet homme servirent à mieux tromper toute cette noblesse aveuglée par la joie. La confédération fut aussitôt formée sous le maréchalat d'un ami ancien et fidèle du prince Radziwil. Dans cette joie inconsidérée, on signa le manifeste présenté par les émissaires russes. Après l'élection du maréchal, la confédération commença à faire usage de son autorité, en cassant toutes les condamnations portées contre Radziwil ; il fut rétabli dans la jouissance légale de tous ses droits, de toutes ses dignités, de tous les biens de sa maison en Lithuanie.

Vingt-quatre heures après son arrivée à Vilna, où son rétablissement dans sa patrie lui tint lieu de repos, il partit pour Bialistock ; il y fut reçu du grand-général comte Branicki, avec la tendresse d'un père et les honneurs qu'un souverain rendrait à un autre souverain ; des larmes d'attendrissement et de joie coulèrent de tous les yeux à l'entrevue de ces deux illustres défenseurs de la liberté, dont les malheurs avaient été communs. Branicki, ce vertueux vieillard dont les conseils avaient, depuis quelques années,

conduit la jeunesse de Radziwil, et qui l'avait engagé à vouer au service de la patrie toutes ses richesses et toutes ses forces, n'avait point eu pendant les infortunes de ce jeune prince, plus cruelles et plus longues que les siennes, d'autre consolation que de songer à leur motif. Son vœu le plus ardent était de voir avant de mourir, une confiance si généreuse obtenir le prix qu'elle méritait, et Radziwil rendu avec honneur à ses concitoyens. Branicki n'osait se fier à l'étrange révolution dont il était témoin. Plus de quatre-vingts années lui avaient trop appris à se défier de toutes les perfidies des Russes. Sollicité malgré son extrême vieillesse d'accéder à cette confédération, il hésitait ; il prêta cependant toute la faveur de son nom aux honneurs qu'on rendait à Radziwil. Deux mille gentilshommes, dont les terres étaient voisines de Bialistock, se rendirent dans la capitale de ce district ; ils y firent une confédération, dont Radziwil fut élu maréchal. Tous deux en partirent aussitôt, Radziwil pour Radom, le rendez-vous général des confédérations, et Branicki pour s'approcher de Varsovie avec une escorte nombreuse et fidèle ; mais tou-

jours plein de méfiance contre les ennemis naturels de sa patrie, il s'arrêta dans un château à quelque distance: Repnine le sollicitait de venir dans cette capitale; il voulait, disait-il, se concerter avec lui sur les opérations ultérieures de la république. Il employait toutes sortes de ruses pour l'attirer et le tenir en sa puissance; mais Branicki attendait que les premiers événemens eussent jeté quelque lumière sur la profonde obscurité de cette intrigue; il se tenait à portée de prêter à la révolution annoncée comme certaine, tout l'appui de cette grande considération personnelle dont il jouissait; ou si ses compatriotes avaient eu le malheur de s'être laissés engager dans un piége, de s'en éloigner et de ne point ternir au dernier terme de sa vieillesse, par une fatale imprudence, cet éclat attaché à son nom et le lustre de sa vie entière.

Le concours des grands seigneurs et des simples gentilshommes dans la ville de Radom, passa ce qu'on aurait dû croire de la méfiance qui commençait à se répandre. Outre les maréchaux des cent soixante-dix-huit confédérations particulières, qui étaient dans l'obligation

de s'y rendre, une foule de gens curieux, inquiets, incertains de ce qu'ils devaient faire, accourut de toutes les provinces pour observer le tour qu'une si étrange affaire allait prendre. Cette ville, peu étendue, était au loin environnée de pavillons et de tentes, et ressemblait au quartier-général d'une nombreuse armée.

A peine cette multitude était-elle rassemblée, un corps de troupes russes, dont les marches et les contre-marches avaient masqué le véritable dessein, s'approcha de Radom, et établit son camp à quelques distances. Plusieurs compagnies de grenadiers entrèrent dans la ville, et commencèrent à y monter la garde. On répondit à ceux qui s'en alarmèrent, que la présence de ces troupes maintiendrait l'ordre au milieu des brigues et des tumultes inévitables dans une pareille assemblée; que malgré la révolte des dissidens et l'excessive fermentation des esprits, la tranquillité publique n'était point troublée, que les peuples n'avaient point à gémir des maux qu'on aurait cru inséparables des confédérations, et qu'une paix si extraordinaire au milieu de dissensions si dangereuses, était certainement due à la présence de ces troupes

dans le royaume. Mais dès la première assemblée, le colonel russe qui accompagnait Radziwil ayant été sommé de se retirer, produisit un ordre de son ambassadeur d'assister à toutes les délibérations; et il présenta à signer, de la part de l'impératrice, un acte qu'on voulait faire passer pour le vœu unanime de la nation. Les prétentions des dissidens y étaient admises; les protestations de fidélité pour le roi y étaient renouvelées; la garantie de l'impératrice y était demandée. La plupart des confédérés se flattèrent d'en user sur ces demandes comme ils avaient fait dans les confédérations particulières de leurs provinces, où ces prétendues demandes avaient été ou effacées, ou si restreintes, qu'elles n'avaient plus aucun danger. Mais au ton altier et menaçant que prit aussitôt le colonel russe, ils reconnurent le piége dans lequel ils étaient tombés. Tous voulurent abjurer les actes de la confédération et se disperser; mais le colonel russe, assuré de six maréchaux, seul nombre qui se fût vendu sur une assemblée de cent soixante-dix-huit, jure qu'il va leur faire signer l'acte, et que tous ceux qui n'accéderont pas seront traités comme

des perturbateurs du repos public. On résolut alors de faire un manifeste qui fixerait le sens vague et général de la garantie énoncée dans l'acte de confédération, et la restreindrait uniquement aux concessions qu'on se proposait de faire aux dissidens. Ce Russe fit tout suspendre; il envoya à Varsovie demander de nouveaux ordres à son ambassadeur; et comme une foule de gentilshommes s'apprêtait à profiter de ce délai pour se retirer, il craignit un abandon général, et plaça des sentinelles aux portes de tous les maréchaux, à leurs tentes, à leurs équipages, prétextant avec un respect ironique que c'était une garde qu'il leur donnait par honneur. Quelques-uns se mettant à la tête de leurs propres gardes, et paraissant résolus à s'ouvrir le passage de vive-force, n'eurent à braver que les menaces de ce colonel, et partirent en dédaignant ses clameurs.

Mais peu avaient assez de résolution; et de ce nombre, ceux qui coururent à Varsovie pour conférer avec l'ambassadeur russe, en furent traités avec indignité. Ils voulaient obtenir son aveu pour déclarer le trône vacant; mais il commença par leur montrer des lettres de

sa cour, qui lui enjoignaient de ménager le roi tant qu'il se montrerait soumis et docile; et bientôt changeant de ton, il leur dit que ce projet était absurde et criminel, et par la menace d'envoyer mettre le feu à leurs châteaux, et de les faire enlever eux-mêmes, il les obligea de retourner à Radom. Il arrangea à sa fantaisie l'acte de modification proposé par les Polonais : il laissa subsister l'autorité des quatre conseils souverains, cet ouvrage des Czartorinski, contre lequel la nation s'était principalement soulevée; et enfin il laissa la garantie s'étendre à toutes les parties du gouvernement. Dès le lendemain, le colonel russe fit enfermer la ville de Radom; il y fit entrer de nouvelles compagnies de grenadiers, renforça toutes les gardes, plaça de nombreux détachemens dans les quartiers des principaux seigneurs. Une troupe de canonniers, la mèche allumée, vint dresser une batterie en face de la maison de ville, où toute la noblesse était assemblée, et dans cet appareil formidable il exigea la signature du manifeste. Pendant que chacun attendait ce que les autres allaient faire, le référendaire Podoski, auteur de cette fatale intrigue,

entra dans cette assemblée. Toute la trame de cette opération, si compliquée et si dangereuse, était entièrement sortie de ses mains; mais il arrivait alors de Varsovie avec l'espoir presque certain d'être la seconde personne du royaume.

Le primat venait de mourir. Podoski, dénué de toute ambition personnelle, et qui, même après son élévation, parut inaccessible au faste de la représentation, à l'orgueil des dignités, à la séduction des richesses, desira cependant cette seconde place de l'état, comme un moyen nouveau que lui offrait la fortune, pour se ressaisir de tout le crédit qui lui avait échappé, et parvenir encore à la révolution qu'il avait entreprise. Il accourt chez l'ambassadeur de Russie. Repnine, qui enlevait au roi toutes les nominations, ne sachant qui choisir dans le clergé pour le revêtir de cette importante dignité, allait donner à l'Europe un étrange scandale. Il voulait choisir parmi les laïcs un des plus vils espions à ses gages, un de ses parasites les plus assidus; il voulait nommer à la dignité de primat ce même Gouroski, cet aventurier escroc et bouffon, qui avait ci-devant amusé le grand-duc de Russie, et que cet enfant, en ap-

prenant la vacance du trône, avait désigné pour roi. Repnine, également amusé par ce bouffon, voulait lui faire donner la tonsure ce jour même, la prêtrise le lendemain, et le surlendemain la primatie. Mais cet ambassadeur, que la résistance des confédérés étonnait et embarrassait, vit avec plaisir Podoski se rapprocher et lui offrir de nouveau son secours. Tous deux se rengagèrent l'un à l'autre par de nouvelles promesses. Podoski, assuré d'une place à laquelle appartient et le droit de publier l'interrègne, et l'exercice de la royauté pendant la vacance du trône, se presse de retourner à Radom. Il entre dans cette assemblée inquiète et consternée; il signe le premier, en sa qualité d'ecclésiastique. Cet exemple donné, quelques-uns demandèrent encore que le détrônement du roi fût le prix de ce qu'on exigeait d'eux. Carr leur répondit qu'une plus longue résistance le forcerait d'employer des moyens extrêmes. Ils signèrent donc, sous toutes les réserves de droit, et en l'ajoutant ainsi à leurs signatures. Des cent soixante-dix-huit maréchaux, il n'y en eut que six qui signèrent simplement; tout le reste ajouta des clauses dérogatoires, et

réserva les droits de la religion, du gouvernement et de la liberté. La confédération générale fut ainsi conclue, et le prince Radziwil élu maréchal. Il y avait eu quelques brigues pour lui enlever une si importante dignité; mais il était nécessaire aux projets des Russes qu'elle fût exercée par Radziwil, plus aisé à contenir dans les bornes étroites où on voulait resserrer son pouvoir, et qui, lui-même, convaincu de son incapacité, cherchait les bons conseils, savait les distinguer, mais à leur défaut, pouvait aisément en suivre de mauvais.

Le roi se voyait, avec le plus vif chagrin, obligé de nommer à la primatie un homme qu'il avait tant de raison de haïr et de redouter, et qui n'avait pas craint de se déclarer son ennemi personnel. Après avoir tout tenté, soit pour fléchir Repnine, soit pour engager le référendaire lui-même à se désister, en lui faisant représenter l'inconvenance de sa demande, et proposer beaucoup d'autres avantages, il céda, et chercha ensuite à traverser sa propre nomination. Il fit écrire à Rome, afin que cette cour ne laissât pas élever à cette dignité un homme que ses opinions, plus que to-

lérantes, pouvaient rendre plus redoutable pour l'autorité même de l'église romaine. Mais les liaisons intimes que Podoski avait prises depuis quelque temps avec les hommes les plus respectés de son pays, le servirent dans cette occasion. La connaissance qu'ils avaient de la grandeur de ses desseins et de sa constance dans leur exécution, l'espérance qu'il leur donnait de conduire à un heureux dénouement une entreprise qui devenait chaque jour plus compliquée et plus périlleuse, l'avantage qu'on envisageait à le mettre à portée de reprendre par le crédit d'une si grande place, une autorité au moins égale à celle que s'arrogeait l'ambassadeur russe; enfin cette espèce de séduction, par laquelle les hommes d'un caractère franc et ouvert, et d'une élocution vive et facile, savent plaire dans l'aveu même de leurs fautes, aux hommes simples et vertueux, engagea ceux-ci à écrire à Rome les lettres les plus pressantes en sa faveur, et la Russie eut même l'adresse d'y faire intervenir la recommandation de quelques souverains catholiques.

Pendant qu'on attendait avec impatience la réponse du pape, toutes les

affaires se conduisaient à Radom, avec une tranquillité apparente, par la soumission forcée des confédérés. Les prétendus actes de cette confédération y étaient envoyés tout dressés par l'ambassadeur russe, et si mal traduits dans la langue du pays, que cette assemblée ne pouvait les signer sans s'exposer à la risée publique. Mais il ne permettait pas d'en arranger les phrases suivant la tournure polonaise, soit que tous ces écrits ayant eu l'aveu du cabinet de Pétersbourg, les moindres mots lui en fussent devenus sacrés, soit qu'il se plût à exercer dans les moindres choses un si absurde despotisme. Un des premiers soins de la confédération générale devait être d'envoyer des députés au roi de Pologne, pour lui demander la convocation d'une diète, et aux principaux souverains de l'Europe, pour implorer les anciennes garanties et par-là contrebalancer du moins celle que la Russie voulait s'arroger. Mais à cette proposition, le colonel russe redoubla ses violences, et ne permit même pas qu'ils nommassent une députation pour le roi de Prusse. Ils apprirent, avec une extrême consternation, par le ministre de ce prince,

que lui-même refusait cette nomination; qu'il laissait leur destinée uniquement dépendante des volontés de la Russie; et que tranquille désormais, après avoir replongé leur république dans l'anarchie, il attendait avec impatience l'événement de ces nouveaux troubles. Les confédérés n'obtinrent même la permission d'envoyer des députés à Moscow, qu'en laissant l'ambassadeur russe en dicter arbitrairement les instructions. Ces députés reçurent, il est vrai, pour instruction secrète, d'y porter des plaintes de la conduite inexplicable de cet ambassadeur, de dévoiler ses liaisons contradictoires, d'examiner quelles pouvaient être les véritables intentions de la Russie, qui, après avoir excité publiquement les Polonais à se plaindre de leur asservissement, paraissait désapprouver les mesures qu'ils prenaient pour en sortir. Ils devaient, s'ils y trouvaient jour, mettre sous les yeux de la czarine toutes les irrégularités de l'élection, lui peindre Poniatouski tel qu'il était, ses artifices, ses doubles manœuvres, sa conduite sur le trône, les ruses qu'il avait employées pour y accroître son autorité. On espérait que des plaintes si

graves, portées respectueusement au nom d'une nation entière, frapperaient vivement une princesse qui, dans toutes les déclarations émanées de son trône, étalait, avec toute la pompe et la magnificence des paroles l'éloge de ses propres vertus. Mais leurs instructions apparentes, rédigées sous les yeux et en grande partie sous la dictée de Repnine, contenaient la promesse de rendre justice aux dissidens, et l'ordre de demander à l'impératrice sa garantie sur le gouvernement qu'on se proposait d'établir. D'ailleurs, elles ne contenaient de plaintes que contre les deux princes Czartorinski. On avait vu cet ambassadeur se livrer dans cette rédaction à la plus basse animosité personnelle, rejetant sur ces deux princes les torts qu'avait eu la Russie elle-même, devenant l'accusateur de ses complices, et sous leur nom dévouant à la haine publique et à la vengeance de sa souveraine quelques-unes de ses propres actions. Toutefois inquiet des murmures qui s'élevaient de toutes parts, dans la perpétuelle appréhension que, pour pacifier tous les troubles, sa cour ne prît enfin le parti de le disgracier, cet homme

qui passait sa vie à menacer en tremblant, fit insérer dans cette instruction : « Qu'attendu le zèle et la prudence « avec lesquels il avait exécuté jusque-« là les intentions de sa souveraine, la « nation polonaise la suppliait de le « laisser en fonction jusqu'à l'entière « conciliation des divisions qui exis-« taient dans le royaume ». Singulière commission, où les ambassadeurs devaient se plaindre, tandis que l'ambassade paraissait louer, où ils devaient déférer au nom de la nation à toutes les volontés de la Russie, afin de parvenir à les démêler et à les connaître. Toute leur dextérité devait être employée à amener cet éclaircissement, et de leur réponse allaient dépendre les résolutions que prendraient une foule de bons citoyens.

Les députés que la confédération envoya au roi, se plaignirent, dans le discours qu'ils lui adressèrent, de tous les établissemens faits pour accroître l'autorité royale, des vues de domination que les parens de ce prince avaient manifestées, de l'oppression et de l'avilissement des plus grands de l'état, des moyens destructifs de l'égalité, mis

en usage contre la constitution primitive du gouvernement; et ils demandèrent la convocation d'une diète extraordinaire, dont les résolutions seraient garanties par l'impératrice de Russie. Le grand-chancelier de Pologne répondit par un discours également sage et adroit, où après avoir promis la convocation d'une diète, seule puissance législative dans la république, il finissait par dire que dans les calamités qui menaçaient la patrie, on était rassuré par les déclarations de l'impératrice; que l'univers entier et les siècles à venir avaient les yeux sur cette princesse, et connaîtraient qu'elle cherchait sa gloire, non dans l'oppression de ses voisins, mais dans la prospérité intérieure de son empire.

En effet, le ministre polonais et la cour de Varsovie se flattaient encore de rendre inutiles tous les desseins des confédérés. Les princes Czartorinski, si constans dans leur union avec la Russie, quand cette puissance secondait leurs desseins, montraient les mêmes sentimens contre elle. Ils exhortaient, il est vrai, tous leurs partisans, à ne pas irriter des voisins formidables et déjà maîtres de leurs foyers; ils leur recom-

mandaient une extrême patience, jointe à une extrême fermeté ; et donnant eux-mêmes cet exemple, au lieu de quitter Varsovie, comme on ne cessait de le leur conseiller, ils s'apprêtaient, avec une noble confiance, à y faire tête à l'orage. D'après ce principe, le roi obligé de convoquer une diète, ne fit mention dans les universaux qu'il adressa aux provinces, que des prétentions des dissidens ; et par-là les nonces élus pour cette diète, n'auraient reçu de pouvoirs que sur cet objet. Repnine parut lui-même consentir à y restreindre toutes ses demandes, soit qu'il sentit l'impossibilité de concilier tant d'intérêts opposés, et que pour sortir d'embarras il ne sût plus d'autre voie que de se borner à cet unique objet ; soit plutôt qu'il laissât à dessein ces universaux se publier, et cette opinion s'accréditer, afin qu'elle se répandit dans tous les états voisins, et que l'Europe entière, trompée sur les projets de la Russie, crût qu'il ne s'agissait en Pologne, que d'une querelle de religion, et non de l'entier asservissement de cette république.

Cependant l'impératrice de Russie ne voyait toute cette affaire qu'au travers

des flatteries qui assiégent les trônes ; les mécontentemens et les murmures n'arrivaient point jusqu'à elle ; ou du moins ces plaintes qui allaient bientôt se changer en cris de rage, entendues de si loin, lui semblaient aisées à étouffer. Cette princesse voyant que la Pologne paraissait elle-même se présenter au joug ; qu'en flattant tous les intérêts et toutes les haines, elle avait amené tous les Polonais à attendre ses volontés, crut qu'ils s'étaient laissés aveugler jusqu'au point de sacrifier volontairement leur indépendance ; que la république allait être soumise, et que le moment était arrivé de s'en rendre la maîtresse absolue.

Quelle gloire cette princesse eut réellement acquise, si, faisant en effet ce qu'elle paraissait faire, elle eût protégé chez une nation voisine et amie une nouvelle législation devenue nécessaire, et n'eût point mêlé à cette belle idée toutes les contradictions qui la détruisent? Quel avantage elle aurait pu acquérir pour elle-même, si, bienfaitrice de cette nation toujours fidèle dans ses traités, elle se la fût attachée par reconnaissance, sans menacer ces infortunés républicains d'un joug qu'ils repoussaient avec effroi et

qu'elle leur faisait sentir avec dureté, avant même qu'il fût imposé ? Cette magnanimité eût même servi son ambition. Ce fut en rétablissant l'ancienne liberté de la Grèce, et en conservant avec elle une apparente égalité, que les Romains la rendirent bientôt leur sujette. Mais Catherine, considérant la nouvelle puissance qu'elle acquerrait en s'établissant sur les ruines de la Pologne ; bien éloignée de prévoir que par cette démarche le reste de son règne allait être troublé ; voulant plaire à la fois à ses sujets superstitieux, et se faire vanter par les philosophes ; obéissant à ses prêtres et prétendant à la gloire ; paraissant donner des lois à la Pologne par amour du genre humain, et voulant l'asservir par une suite de l'ambition attachée au trône de Russie, crut qu'elle se rendrait souveraine dans cette république par un système de gouvernement qui équivaudrait à une conquête : elle entreprit de changer chez une nation encore indépendante, et la religion et les lois, c'est-à-dire, tout ce que les conquérans habiles qui ont eu l'art d'affermir leur domination, ont toujours respecté chez les peuples vaincus ; et elle eut le malheur de confier

l'exécution de ce projet à un esprit extravagant. Tout semblait, il est vrai, l'y enhardir; tout semblait lui répondre que cette ambition imprudente et précipitée ne troublerait point la paix si nécessaire à son empire : elle se flattait que l'Europe apprenant avec surprise l'asservissement des Polonais après qu'il serait consommé, la respecterait encore plus dans ce formidable accroissement de puissance. Les cours protestantes, entraînées par la protection qu'elles accordaient aux dissidens, semblaient faire cause commune avec elle. La maison d'Autriche, uniquement attentive aux progrès de la puissance prussienne, avait promis de ne donner aucun secours aux Polonais, si le roi de Prusse ne prenait aucune part à ces troubles; et ce prince, en quittant aussitôt la scène, laissait Catherine y dominer seule, et recueillir, à ce qu'elle croyait, tout le fruit des soins qu'ils avaient jusque-là pris en commun.

Quant aux Turcs, son résident à Constantinople, se reprochant comme une faute d'avoir précédemment excité les inquiétudes du divan en cherchant à les prévenir, et d'avoir ainsi provoqué des explications dangereuses, gardait dans la

crise actuelle un silence affecté. Il restait dans une inaction apparente ; mais il employait toute son adresse à faire revenir au divan, par mille voies différentes, qu'il s'agissait seulement en Pologne, quels que fussent les bruits et les murmures, d'une querelle de la religion chrétienne. D'ailleurs les Turcs étaient encore occupés des calamités récentes qu'ils venaient d'éprouver ; et Catherine se promettait de les occuper encore dans l'intérieur de leur empire d'une manière plus fâcheuse. Une foule d'émissaires russes commençaient à souffler dans les provinces grecques le fanatisme et la révolte. Ainsi, dans une profonde sécurité au milieu de tant de projets, d'entreprises et d'intrigues, Catherine, sans dérober un jour à ses plaisirs, enchaînait d'une main la république de Pologne, et de l'autre s'occupait à tracer des lois à son empire, dans le même temps que les Polonais, trompés par sa dangereuse protection, allaient être contraints de s'assembler dans leur capitale pour réformer leur gouvernement.

Elle avait mandé dans Moscow les députés de toutes les provinces de ses vastes états. Les deux nations les plus

opposées de génie et de mœurs ; une république tombée dans une horrible anarchie, et un empire soumis au despotisme le plus cruel, tous deux les plus étendus qu'il y eût sur la terre, allaient s'assembler chacun dans leur capitale pour se donner de nouvelles lois ; tous deux dirigés par le génie de l'impératrice Catherine II : l'un sous son autorité ; l'autre sous sa protection. Jamais aucun spectacle n'avait paru plus digne de l'attention des hommes ; jamais aucune conjoncture n'avait offert à un souverain une occasion plus favorable de mériter l'admiration et la reconnaissance du genre humain. Pourquoi l'histoire ne pourra-t-elle transmettre à la postérité que des regrets sur le triste usage que cette princesse a fait d'une conjoncture si extraordinaire et si belle ? On voyait arriver dans Moscow les représentans de vingt nations, qui n'avaient aucun autre rapport entre elles que d'être soumises au même despote ; différentes par leur langage, par leurs habillemens, par leurs mœurs, par leurs figures : les uns adorateurs du Christ, les autres du Grand Lama ; quelques-uns d'un dieu unique : ceux-ci du Soleil, ceux-là de plusieurs

dieux. Il était bien étonnant que l'impératrice, dans une instruction qu'elle écrivit pour eux, commençât par dire que l'amour de la patrie vient de la charité chrétienne. Ce qui était bien plus étonnant encore, c'était de convoquer une assemblée aussi solennelle avec l'intention de conserver un pouvoir illimité, et d'y annoncer cette volonté destructive de toutes les lois, comme le principe d'après lequel on devait les faire. Le premier travail de ces députés devait être d'étudier quelques pages du livre immortel de l'esprit des lois, que l'impératrice avait daigné compiler de sa main et donner sous son nom.

L'état misérable de ces peuples se faisait sentir dans tout le reste de cette instruction, soit par les détails puérils où elle se crut obligée de descendre pour ceux de ces législateurs qui ne sauraient pas écrire, soit par l'ordre qu'elle donnait à ceux qui ne la comprendraient pas, de la relire jusqu'à ce qu'ils l'entendissent; mais sur-tout par les étranges récompenses promises à tous ceux qui auraient travaillé à ce grand ouvrage. Ils devaient, pendant tout le reste de leur vie, être exempts de recevoir la question,

à moins que ce ne fût sur un ordre même de l'impératrice. Toutes leurs démarches, dès qu'ils furent assemblés, furent soumises à l'autorité vigilante du despote; et quand les députés, le sénat, les colléges auraient enfin signé les lois nouvelles, on devait les remettre à l'impératrice, et attendre ses ordres.

Cette princesse adressa en même temps à son ambassadeur en Pologne de nouvelles instructions, sur les moyens de terminer toutes les affaires de la république, sur l'esprit du nouveau gouvernement qu'il fallait y établir; et sentant bien qu'il fallait être sur les lieux pour décider une foule de cas particuliers, elle lui envoyait les pouvoirs les plus étendus, elle lui confiait le commandement de toutes les troupes qui étaient en Pologne; ou du moins les ordres donnés aux généraux russes portaient expressément de se conformer en tout aux intentions de cet ambassadeur, et d'agir en tout de concert avec lui. Elle lui recommandait de contenir les Polonais, d'effrayer plutôt que de punir, et de s'occuper à prévenir les désordres plutôt que d'avoir à les venger. D'après cette nouvelle instruction, il était devenu néces-

saire que les députés pour la diète reçussent de leurs provinces des pleins pouvoirs pour changer le gouvernement. Repnine parut alors adhérer aux instances des confédérés, qui ne cessaient de le solliciter à ce sujet, qui lui représentaient que cet unique dessein avait engagé la nation à se confédérer, et que si on n'avait aucun égard à ses plaintes, elle ne consentirait à aucun des arrangemens que proposait la Russie. Mais Repnine eut besoin d'employer toute son autorité pour déterminer, ou plutôt pour forcer le roi à un changement qu'il avait tant raison de redouter. Poniatouski céda à la crainte, et de nouveaux universaux convoquèrent enfin la nation pour établir un nouveau gouvernement.

Le roi commença à trembler pour les prérogatives de sa couronne, et dans cette crainte il prit alors le parti de se soumettre entièrement aux volontés de la Russie ; il résolut même de concourir ouvertement au succès de tout ce qu'elle voudrait entreprendre. Quelques personnes lui représentèrent que cette conduite pouvait achever de le perdre. Il répondit que puisque toute la Pologne se jetait entre les bras de la Russie, il ne

voulait pas s'exposer à rester seul en butte aux ressentimens des deux nations. Il céda au prince Repnine, sans aucune résistance, le droit de donner toutes les grâces, et se réserva à peine le droit de recommander. Pour conserver toute l'autorité qu'il avait acquise par les nouvelles lois, il s'en dessaisit véritablement entre les mains de cet étranger ; il devint en quelque sorte un des flatteurs de Repnine, un de ses plus dangereux émissaires. Il lui servait à sonder dans de secrets entretiens les intentions les plus cachées de tous les courtisans. Dès ce moment, ses ministres pour n'être pas compromis s'abstinrent de lui donner aucun conseil. La Russie avait cherché à les mettre aussi dans ses intérêts, en leur offrant des avantages proportionnés à leur grande fortune. Avertis par ces offres mêmes de ses desseins cachés, ils ne voyaient plus dans la confusion actuelle aucun moyen de sauver la patrie. Il ne subsistait plus entre eux et le roi aucune intelligence. Parmi les citoyens vertueux, le plus grand nombre désespérant de la république, ne songeait plus qu'à se conserver personnellement à l'abri de tout reproche. Les confédérés, honteux et dé-

solés de s'être livrés si imprudemment à une perfidie tant de fois éprouvée, cherchaient cependant à grossir leur nombre pour donner plus de considération à leur ligue et plus de force à leur résistance. Ils croyaient avoir besoin du concours de toute la république pour sortir du piége dans lequel ils étaient tombés, et parvenir peut-être encore au succès de leurs desseins. Leur confédération ayant pris en apparence tous les caractères d'authenticité, il était en effet devenu indispensable pour tout noble polonais d'accéder à cette ligue. Toutefois le grand-général, Branicki, résolut de refuser toute accession ; et dans une vieillesse si avancée qui touchait à son dernier terme, la fermeté de cet exemple était le seul service qu'il eût à rendre à ses concitoyens. Au récit de toutes les violences commises à Radom, il quitta les environs de Varsovie, et s'éloigna pour retourner dans sa résidence ordinaire. A la nouvelle de ce départ, Repnine craignit que tous ses plans ne fussent dérangés. Il fit poursuivre le grand-général, et lui fit porter les plus terribles menaces. Mais Branicki, au risque du pillage de ses terres, de l'incendie de ses châ-

teaux, et de sa ruine entière, persévéra dans son refus, et sans autre défense que trois cents gardes et sa vieillesse, il se retira pour jamais dans ses terres.

L'évêque de Cracovie, toujours regardé comme chef de la république, parce que le primat n'avait pas encore reçu ses bulles, crut que sa position exigeait de lui une autre conduite; il s'exprima ainsi dans son accession : « Je ne veux pas « rester seul dans une inaction blâmable, « tandis que toute la nation travaille à « l'exécution d'un ouvrage de la plus « grande importance. Cependant, par ma « présente accession authentique, je dé- « clare très-solennellement que je ne me « joins et ne donne les mains qu'à tout « ce qui concerne la défense des lois et « des immunités de la patrie, altérées « par le malheur des temps; qu'en con- « séquence je ne veux point favoriser les « prétentions trop étendues des dissidens, « ne pouvant le faire sans compromettre « mon caractère, scandaliser la chré- « tienté, violer mes devoirs les plus sa- « crés, porter atteinte aux prérogatives « de la religion catholique, et renverser « entièrement tant de lois qui font la sû- « reté de cette religion. Mais, si leurs

« demandes sont fondées sur l'équité, je « m'engage à les proposer et à les sou- « tenir, non-seulement comme sénateur, « mais encore en qualité de pasteur et « d'évêque, croyant en cette qualité de- « voir cet exemple à la république et au « monde chrétien; et je me persuade que « mes concitoyens confédérés n'exigeront « pas de moi une accession plus solen- « nelle et plus régulière que celle que « je viens de faire pour le bien commun « de la patrie ».

L'Europe entière applaudit à un acte où régnait l'esprit de la véritable tolérance; et les plumes célèbres qui avaient consacré leurs talens à louer l'impératrice, louèrent l'évêque de Cracovie sur la conformité de ses sentimens avec ceux de cette princesse. Cet acte d'accession servit de modèle aux autres évêques. Mais ces réserves, que l'honneur et la religion leur imposaient, paraissaient, aux yeux d'un Russe, autant de révoltes. Il ne voulait qu'une promesse d'obéissance. Confédérés et non confédérés, tout résistait à cet ambassadeur. « Pour faire, « disait-il, cesser cette criaillerie », il imagina de transférer l'assemblée de Radom à Varsovie. On avait donné vingt-

quatre conseillers au maréchal de la confédération; Repnine, malgré l'opposition de presque tous les membres de ce conseil, usant de la force qu'il avait en main, le transféra à Varsovie, afin d'être plus à portée de tout diriger par lui-même.

L'arrivée du prince Radziwil dans cette capitale eût été, dans une autre conjoncture, un événement remarquable: conduit à une audience du roi, il lui dit : « La même main qui vous a cou« ronné, et qui m'a fait déclarer ennemi « de la patrie, m'y ramène aujourd'hui: « ce sera, je l'espère, un moyen de me « rendre agréable à votre majesté ». Le roi lui répondit : « Votre famille a tou« jours eu pour principe d'être fidelle à « ses rois, et je vous ai vu vous même « dévoué au roi mon prédécesseur; j'at« tends de vous les mêmes sentimens ». Le prince répondit : « La cour précé« dente ne m'avait point persécuté ». Le roi répliqua : « Que lorsqu'ils étaient « tous deux citoyens égaux, ils étaient « amis, et qu'il désirait qu'aujourd'hui « leur amitié continuât ». Le prince reprit: « Puis-je croire ce discours sin« cère » ? Le roi, sans répondre, l'embrassa; et, après un moment de silence,

Radziwil se retira sans avoir baisé la main du roi, comme l'ancien usage l'aurait exigé. Partout où Radziwil se montrait, son cortége était plus nombreux, sa personne plus respectée que celle du roi. Stanislas n'avait plus rien à ordonner dans le royaume. La confédération recevant, malgré elle, les ordres de la Russie, les donnait dans toute l'étendue de la république. Radziwil, traité par les Russes comme indigne de respirer l'air de sa patrie, se trouvait devenu, sous leur autorité, chef de la nation. Tous les corps, toutes les juridictions, tous les régimens, les commissions même du trésor et de la guerre, lui prêtèrent serment. La noblesse du Palatinat de Varsovie qui, par respect pour la présence du roi, avait refusé de se confédérer, s'y crut enfin obligée, et tous les corps de l'état se trouvèrent alors réunis dans cette ligue.

Mais toute cette pompe ne déguisait point aux yeux de Radziwil ce que sa position avait d'odieux et de funeste; il maudissait, dans la vaine dignité de ce personnage théâtral, ceux qui l'avaient tiré de sa proscription et de sa misère, dans laquelle du moins quelque gloire et

une entière sécurité le consolaient de sa ruine ; au lieu qu'il se voyait chaque jour exposé à se perdre, ou à se déshonorer en perdant sa patrie ; il attendait du tribunal même de la confédération la restitution du reste de ses biens, et la poursuite de ceux qui s'en étaient injustement emparés. Mais Repnine fit suspendre cette affaire, et voulut qu'elle demeurât uniquement soumise au jugement de sa cour. Radziwil, quoiqu'il fût assuré de la faveur des Russes, fut indigné de voir sa vengeance dépendre d'une autorité étrangère, et non des lois de son pays ; il voulut une nuit s'évader de son palais ; mais il y était gardé par des troupes russes. Le colonel Carr, logé dans ce palais, fut averti assez à temps pour prévenir cette invasion ; et depuis ce moment, Radziwil se regarda comme prisonnier, et fit dire secrètement à ses amis que son projet, aussitôt qu'il en trouverait l'occasion, était de renouveler cette confédération dans un endroit où la nation pût au moins produire avec liberté ses véritables sentimens.

Le roi qui voyait ses mortels ennemis parvenir à toutes les premières places de la république, n'était pas dans de moin-

dres alarmes. La plupart des confédérés eussent accordé sans peine à la Russie tout ce qu'elle exigeait d'eux, si elle eût consenti à le faire descendre du trône; et leur haine leur persuadant encore l'impossibilité que trouverait la czarine à l'y maintenir, ils se flattaient qu'elle céderait enfin au vœu de la nation; et, à mesure que les desseins mystérieux de cette puissance se développaient, le peu de vraisemblance qu'on trouvait à leur exécution y faisant soupçonner de nouveaux mystères, ils se persuadaient qu'elle ne feignait aujourd'hui de protéger Poniatouski, qu'afin d'obtenir d'eux de plus grands sacrifices pour le prix de sa condescendance.

Les provinces n'étaient pas plus tranquilles; et depuis que les maréchaux des confédérations échappés enfin de Radom, avaient porté chacun dans leurs districts leurs plaintes et leur effroi, tout le royaume attendait avec une impatience mêlée de terreur, le dénouement d'une si funeste intrigue. Partout on relisait avec une attention nouvelle les déclarations de l'impératrice. Ces perfides équivoques qui d'abord avaient été interprétées dans le sens le plus favorable,

étaient aujourd'hui interprétées dans le sens le plus sinistre. Du haut des chaires, le clergé fulminait contre les dissidens et animait cette nation superstitieuse à tout sacrifier pour défendre la foi. D'autres voyant avec plus d'effroi encore cette garantie que la Russie voulait s'arroger, ce pouvoir qu'elle voulait acquérir d'interpréter à son gré les lois qu'elle allait dicter, sentaient que le moment était arrivé de défendre la liberté, ou de périr avec elle. Partout de généreux citoyens offraient d'aller réparer dans la diète générale les dangereuses démarches auxquelles une partie de la noblesse avait eu l'imprudence de se laisser engager. Par tout le royaume, il se trouvait des hommes assez courageux pour briguer le dangereux honneur d'aller porter à Varsovie le vœu de leur province, et s'y opposer dans la diète générale, chacun d'eux dût-il être seul, au torrent qui menaçait la religion et la liberté.

Les instructions d'après lesquelles les provinces devaient rédiger les pleins pouvoirs qu'elles donneraient à leurs députés, avaient été dressées par le conseil général de la confédération ; elles contenaient en partie les véritables des-

seins des confédérés; on avertissait les provinces de donner à leurs nonces le pouvoir d'établir un conseil perpétuel auprès du roi, qui ôtât à ce prince la distribution arbitraire des grâces. C'était depuis long-temps le vœu des républicains; tout le plan de cette nouvelle administration était exposé dans ce mémoire; mais Repnine fit effacer tous ces articles. Il voulut que les instructions portassent seulement que les lois établies sous le présent règne devaient être annullées, la demande des dissidens admise suivant la justice; et ce nom sacré de la justice n'était employé là que comme une équivoque: enfin, il était dit qu'on demanderait à l'impératrice la garantie des lois qui allaient être statuées. On ne chargeait les nonces de rien établir; mais seulement de détruire le gouvernement qui existait. Repnine voulait que cette diète n'eût reçu de la nation aucune limite, aucune règle sur l'autorité législative et absolue qu'elle allait exercer.

Cet ambassadeur écrivit une lettre circulaire au nom de sa souveraine, à toutes les provinces, en leur envoyant cette instruction. Il avait aussi arrangé de

concert avec le roi, une liste de tous ceux qu'ils désiraient de faire élire par les provinces. Suivant les anciens usages, les diétines sont obligées d'élire pour nonces des gentilshommes confédérés, parce qu'ils sont engagés d'avance par serment à donner leurs voix en faveur du vœu qui a forcé la nation à se confédérer; mais ceux qui s'étaient ligués à Radom, mécontens d'avoir été trompés, n'étaient plus assez dociles. Repnine et le roi avaient concerté cette nouvelle liste de jeunes gens sans expérience, et qui, par le dérangement de leur fortune, faisaient espérer qu'on les corromprait aisément. Dans le même temps que leurs émissaires partirent, chargés de cette lettre, de cette instruction et de ces listes, les Russes reçurent ordre de s'approcher des différens endroits où la noblesse devait s'assembler.

De son côté, le grand-général Branicki écrivit à toutes les diétines que l'amour de la patrie le portait, quoiqu'il fût dans un âge à ne plus penser qu'à la mort, à prévenir ses concitoyens que de nouvelles constitutions allaient être établies sous la garantie perpétuelle de la Russie; que tout ce qui serait décidé sous cette ga-

rantie ne pouvant que difficilement être changé, il les conjurait au nom de tout ce qui caractérise un vrai citoyen, de nommer pour nonces des hommes éclairés, bons patriotes et capables de fermeté.

L'évêque de Cracovie écrivit une lettre semblable à toutes les provinces; mais au jour marqué pour les diétines, les Russes répandus dans tout le royaume prirent partout les armes; dans quelques endroits ils empêchèrent que les gentilshommes connus par leur zèle ne vinssent à la diétine, en les tenant enfermés dans leurs châteaux; presque partout ils environnèrent les églises où la noblesse était assemblée; leurs officiers exigèrent que la diétine se tînt sous leur inspection; et ils commençaient par emporter de dessus le bureau les lettres que le grand-général et l'évêque de Cracovie avaient écrites. Dans quelques-unes, ils tinrent la noblesse assiégée plusieurs jours, sans laisser entrer aucune espèce de vivres. La plupart de ces assemblées après avoir cédé à la violence, et nommé les nonces indiqués par les listes envoyées de Varsovie, leur firent jurer de déclarer en pleine diète que leurs instructions avaient

été exigées par la force des armes étrangères, et de ne consentir à rien qui pût blesser ni les droits de la religion dominante, ni l'indépendance de la république; se réservant de les juger à leur retour, et de punir de mort ceux qui auraient contrevenu à ce serment. Presque tous les districts firent des manifestes contre ces violences; mais Repnine crut en effacer toutes les traces en faisant arracher ces protestations des registres publics; comme si ces registres seuls eussent pu déposer contre lui, et que les droits de la nature, indépendans de toutes les formes légales, n'eussent pas été dans tous les temps une réclamation suffisante!

Les palatinats méridionaux firent dès-lors éclater quelques étincelles du feu qui devait bientôt embraser tout l'orient de l'Europe. Le voisinage des frontières turques tenait les Russes à quelques distances du lieu où s'assemblèrent les diétines. C'était une des promesses signées à Constantinople par le ministre russe; les troupes de sa nation ne devaient pas approcher à plus de quinze lieues de ces frontières. Repnine avait seulement envoyé à Kaminiek deux officiers qui s'an-

noncèrent à la diétine comme chargés d'une lettre par laquelle l'impératrice offrait sa protection à la république. On refusa de les entendre. On les força de sortir. On déclara qu'on ne voulait ni de la médiation de la czarine, ni de sa garantie, ni de sa protection. Les deux officiers insistèrent pour faire prendre la lettre dont ils étaient chargés ; ils furent repoussés. Dans ce tumulte, elle tomba et fut foulée aux pieds ; ces Russes en frémirent d'épouvante, et sortirent en prophétisant des vengeances. Le bruit de cette aventure fut répandu dans tout le royaume. Repnine imputait la résistance de cette noblesse, non à l'esprit général de la nation, mais au ressentiment de la maison Potocki, trompée dans les projets qu'elle avait médités. C'est une erreur des esprits formés sous le despotisme de ne voir jamais dans les mouvemens de la liberté que le chef qui les conduit. Repnine résolut d'en tirer la vengeance la plus éclatante, et envoya d'abord un courrier au pacha de Choczim pour prévenir les Turcs qu'il faisait marcher un corps de troupes dans leur voisinage ; « ils ne devaient, disait-il, en « concevoir aucune inquiétude, et c'était

« uniquement pour contenir les oppo-
« sans au projet salutaire que la czarine
« voulait exécuter en Pologne ». A l'approche de ces troupes, les gentilshommes qui avaient montré le plus de fermeté se retirèrent en Moldavie, et de là invitèrent toute la noblesse à une réconfédération. La Castellane de Kaminiek, de la maison Potocki, rassembla environ deux mille Cosaques pour défendre l'entrée des terres de sa maison. A cette nouvelle, Repnine rétracta l'ordre qu'il avait donné aux Russes; tant il est vraisemblable qu'un peu de résistance eût arrêté toutes ces formidables entreprises dans leur principe. Partout ailleurs, ceux qui n'avaient opposé que de la fermeté sans prendre les armes, étaient devenus victimes de leur zèle. Des soldats vivaient à discrétion sur les terres de tous ceux qui dans les diétines ne s'étaient pas conduits suivant les vues de cet ambassadeur; les détails de ces exécutions militaires consternaient tous les esprits. Ce malheureux royaume souffrait plus que dans une guerre ouverte. Ceux qui étaient gardés dans leurs châteaux et dont les terres étaient dévastées, trouvaient dans la pitié que la nation prenait de leur

sort, un secours remarquable, la noblesse de leur voisinage envoyait la nuit ensemencer leurs terres. Mais quiconque osait prononcer le mot de loi, s'exposait à être puni comme rebelle; quiconque venait à Varsovie pour se plaindre au nom de sa province, exposait sa personne aux outrages et ses biens au feu. Repnine, sans consulter désormais ni le roi, ni le ministère, ni le conseil de la confédération, envoyait dans tout le royaume des ordres absolus au seul nom de sa souveraine, et mécontent de l'issue qu'avaient eue les diétines, il disait hautement qu'il s'en mettait peu en peine, et que quand il tiendrait les nonces à Varsovie, il saurait les soumettre et les faire parler comme il le voudrait. L'évêque de Cracovie ayant fait imprimer avec la lettre qu'il avait écrite aux diétines et que dans la plupart des assemblées les Russes avaient empêché d'ouvrir, une nouvelle exhortation à tous les députés élus, Repnine envoya ruiner ses terres. Une partie de ce pillage fut apporté à Varsovie pour y être vendu dans les places publiques; et on vit cet ambassadeur prendre pour lui-même les plus beaux chevaux de

cet évêque et se faire traîner dans Varsovie par un superbe attelage qu'il lui avait enlevé.

Tel était cet homme que l'impératrice de Russie érigea en législateur de cette république : plus extravagant que ce Gesler dont les absurdes folies s'exercèrent dans un temps barbare, et sur des hommes que du moins leur rusticité exposait à ses indignes mépris ; plus cruel, aussitôt qu'il put l'être, que ce duc d'Albe dont la tyrannie ensanglanta les Pays-Bas, du moins au nom d'un souverain légitime ; assemblage inconcevable de perfidie et d'insolence ; que la crainte forçait quelquefois de recourir à la fourberie naturelle aux Russes ; mais que son caractère impétueux et hautain emportait toujours au-delà de ses artifices, et dont les mains violentes brisaient tous les piéges qu'il dressait. Quand quelques Polonais, sous le voile de l'attachement pour la Russie, tâchaient d'alarmer cet ambassadeur sur le parti que prendraient enfin les puissances étrangères, il leur montrait une lettre de Panine qui lui mandait : « Exécutez ce qui vous est ordonné, je « me charge du dehors ». Mais quand

un caprice d'inquiétude le prenait, et que les nouvelles de Turquie lui faisaient craindre la guerre, il obligeait ceux des gentilshommes Polonais qui se trouvaient en sa puissance, de signer l'engagement d'obéir en tout à la Russie, de ne point servir contre l'impératrice, et de se conduire avec fidélité au cas qu'on leur confiât le commandement de quelque partie de ses troupes. La plupart des nonces furent obligés par les plus horribles violences de signer entre ses mains un écrit conçu en ces termes :

« Je soussigné, m'engage envers le « prince Repnine, ambassadeur plénipotentiaire de sa majesté l'impératrice « de toutes les Russies, et lui promets « que je n'aurai aucune liaison ni commerce, que je ne converserai même, « à moins d'en avoir obtenu la permission « dudit ambassadeur, avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun « ambassadeur ou autre ministre étranger, ni avec qui que ce soit dont le « sentiment soit contraire aux projets « proposés par ledit ambassadeur pour « être reçus et passés en loi à la diète; « de plus, je lui promets que je ne por-

« terai à la diète rien de tout ce qui « m'a été enjoint et recommandé dans « l'instruction à moi donnée par la no- « blesse de mon district ; et qu'en un « mot je ne m'opposerai d'aucune ma- « nière aux volontés de cet ambassadeur ; « et au cas de contravention à cet enga- « gement, je me soumets aux peines de « dégradation de noblesse, de confisca- « tion de mes biens, de mort, ou à telle « autre peine qu'il plaira audit ambas- « sadeur de m'infliger ». Plusieurs si- gnèrent cette extravagante soumission, résolus, en évitant ainsi une mort présente, de sacrifier plus utilement leur vie ; et ce sont eux-mêmes qui, en courant à la vengeance, ont publié qu'ils avaient signé un tel engagement.

Dans cette oppression générale on n'espérait plus qu'au temps, aux événemens, aux puissances catholiques, qui, à ce qu'on croyait, prendraient enfin la défense de leur culte. On n'osait même implorer hautement leur secours. C'eût été de la part des Russes un motif de proscription. La plupart des ministres firent en secret des manifestes par lesquels ils protestèrent contre les violences qu'ils éprouvaient, se réservant d'annuller dans

des circonstances moins fâcheuses tout ce qu'ils allaient être obligés de faire, et que la postérité ne pourrait pas regarder comme l'effet d'une volonté libre.

L'évêque de Cracovie ne sortait point du système de tolérance auquel il avait consenti ; et pour éviter les maux qui menaçaient son pays, il avait amené aux mêmes résolutions presque tous les autres évêques. Mais Repnine leur dit qu'il n'était plus question de négociations ni de pourparlers, qu'il fallait dire oui ou non ; qu'au surplus il lui était indifférent quel parti on prendrait, et qu'il n'en serait ni plus ni moins. L'évêque cherchait à traiter avec les dissidens eux-mêmes ; il avait établi avec eux des conférences réglées. Mais un jour qu'ils étaient tous invités à dîner chez lui, Repnine, que toutes ces négociations inquiétaient, qui ne voulait ni accommodement, ni conciliation, et ne demandait plus aux Polonais d'autre mérite que celui de l'obéissance, défendit aux dissidens de s'y trouver, et leur persuada que l'évêque voulait les faire tous empoisonner. À l'heure précise où ils étaient attendus, tous, par un concert formé entre eux, envoyèrent s'excuser l'un après l'autre. La scène

ridicule de ces excuses successives qui, en faisant évanouir toute espérance de conciliation, annonçaient les plus funestes événemens, n'arracha pas à ce grand homme un mouvement d'impatience; il ne montra ni émotion, ni surprise. Cet évêque et celui de Kiovie ordonnèrent des prières publiques dans toutes les églises de leurs diocèses, pour obtenir du ciel qu'il éloignât les fléaux prêts à fondre sur la Pologne. Repnine leur dit que s'ils ne se désistaient de leurs intrigues, il les ferait transporter tous deux en Sibérie. Ils parurent affectés de cette menace, et n'en furent point intimidés.

Le système de l'évêque de Cracovie était que tous les chefs de la nation se rendissent à Varsovie, qu'ils y concertassent une opposition unanime, non-seulement pour éviter les dangers particuliers et personnels, et pour que leur réunion fît leur force et leur sûreté commune; mais il espérait que leur fermeté constante en imposerait à leurs oppresseurs; que l'impératrice de Russie, jusqu'alors occupée de sa gloire, se trouverait forcée de renoncer à ses desseins, dès qu'elle ne pourrait plus les exécuter que par une détestable tyrannie. Il

avait fait des voyages dans les provinces ; il écrivait de Varsovie, aux sénateurs les plus distingués, des lettres pressantes pour les exhorter à se rassembler dans cette ville. « La plupart des états, « leur disait-il, ont été perdus par ces « citoyens équivoques qui veulent s'ac- « commoder au temps, qui dans les af- « faires publiques, au lieu de considé- « rer ce que le devoir exige d'eux, cher- « chent à tirer des plus fâcheuses cir- « constances le meilleur parti, ou du- « moins le moindre mal possible, et « n'opposent par-là aux événemens que « les ressources de leur esprit, de leur « sagacité, de la faible prévoyance hu- « maine, et non l'inflexible roideur de « la vertu, la fermeté inébranlable du « devoir ; et nous ne verrons la Pologne « concevoir quelqu'espérance de salut, « que quand le plus grand nombre des « Polonais cesseront de calculer ce qu'ils « peuvent, pour considérer uniquement « ce qu'ils doivent : tant les règles éter- « nelles de la vertu sont au-dessus des « plus sublimes efforts du génie et des « talens » ! Tels étaient ses discours, ses lettres, et ce qu'on appelait ses intrigues. Mais comment chez un peuple perdu

par cent années d'anarchie, de divisions et de luxe, aurait-il pu ranimer cet amour unanime et courageux de la patrie, dont les plus vertueuses républiques n'ont jamais donné l'exemple? Krasinski, évêque de Kaminiek, méditait pour sauver la patrie des desseins entièrement opposés.

La maison Krasinski se vante, ainsi que plusieurs autres familles polonaises, d'avoir pour ancêtre un de ces généreux Romains qui, renonçant à leur patrie quand elle eut reconnu un maître, allèrent chercher la liberté partout où la valeur des barbares l'avait défendue contre les armes romaines. Qu'une si belle origine soit une vérité ou une fable, cette maison la justifiait par ses sentimens. Cet évêque, l'auteur et le soutien des confédérations qui du moins mêleront quelque intérêt au récit des malheurs de cette république, homme plein de moyens et de ressources, faisait dès son enfance sa lecture favorite des livres de révolutions, de conjurations et d'intrigues. Krasinski, qu'on ne peut soupçonner d'aucun zèle fanatique, avait été forcé par ses parens d'embrasser l'état ecclésiastique. Il s'était attaché dans sa jeu-

nesse à la fortune du roi Stanislas Leczinski, au moment où elle venait d'être renversée, et où ce prince courait les plus grands périls. Il le joignit peu de temps après qu'il se fut évadé de Dantzick, et apprit, dès ses premières années, à la suite de ce prince alors si malheureux, qu'il est des ruses permises à la vertu et au courage. Il était oncle de la jeune polonaise que le prince Charles de Saxe avait secrètement épousée. Il prévit que sa nièce serait malheureuse ; il s'opposa à ce mariage, voulut travailler à le faire casser ; et le prince son neveu ayant eu des vues sur le trône, Krasinski s'affligeait de ce qu'en travaillant à renverser le gouvernement actuel, on pourrait le soupçonner d'agir par un motif de dépit, et croire que son amour pour sa patrie était mêlé de quelque ambition pour sa famille. Evêque depuis peu d'années, il ne montrait aucune sorte d'empressement à se mêler des affaires publiques ; ses opinions, toujours sages, ne laissaient aucun doute sur la droiture de ses intentions. Il les soutenait avec fermeté, mais sans chaleur. Pendant tout l'interrègne il ne prit aucun parti courageux. Dès qu'il s'agissait d'une réso-

lution importante, il se retirait, ne se liait ni aux ennemis de sa patrie, ni à ses défenseurs ; sa conduite annonçait des intentions droites, mais un caractère timide. Il était connu pour un bon citoyen ; mais on savait que la vue du péril l'effrayait, que la faiblesse de ses organes ne tenait pas contre un danger présent, que le bruit d'un coup de canon le faisait frémir, et qu'il s'évanouissait à la vue d'une épée nue. Avec le courage d'esprit le plus ferme, il avait en effet cette faiblesse d'organes. Mais la terreur qu'il prenait aisément ne le détourna jamais de ses résolutions vertueuses, et le porta seulement à multiplier les précautions ; ennemi d'autant plus dangereux des Russes qu'il était moins remarqué, que sa première action dans la république fut une généreuse entreprise pour sauver la patrie, et que son zèle pour la liberté n'éclata que quand le joug paraissait imposé. Il s'était rendu à Radom pour observer le tour que prendrait cette affaire ; il en démêla bientôt toute la perfidie, et dit aux confédérés qu'ils n'avaient plus d'autre moyen de s'en tirer que de se presser d'obéir ; mais que plus le mal serait grand, plus il y aurait de

ressources. Il quitta Radom, et se retira dans ses terres contiguës au territoire de la Turquie, et par-là moins exposées aux dévastations des Russes ; mais pour les sauver plus sûrement du pillage et se conserver la jouissance de son revenu, il en afferma la plus grande partie aux Turcs de la frontière, et au pacha de Choczim lui-même.

Il avait dans son chapitre un chanoine nommé Ankewitz, arménien, qui avait donné à son nom cette désinence polonaise. Cet homme savait toutes les langues orientales, et surtout parfaitement bien la langue turque. Il l'envoya à Constantinople, avec un mémoire détaillé sur les opérations et sur les desseins des Russes. Il avertissait la Porte du projet formé par la czarine de faire soulever tous les Grecs ; il indiquait les correspondances que Repnine entretenait déjà dans quelques-unes de leurs provinces ; il marquait la route que tenaient les émissaires russes envoyés chez les Monténégrins. Krasinski attendait des réponses de Constantinople, afin de lier tout son projet ; il répondait aux lettres pressantes par lesquelles l'évêque de Cracovie le sollicitait de se rendre dans la capitale : « On ne peut

« avoir raison des Russes que par la force « des armes ; la sagacité de votre esprit « ne les éclairera point sur l'égarement « de leur politique, et votre fermeté ne « leur en imposera point. Vous ressem- « blerez à ces vertueux sénateurs de l'an- « cienne Rome, qui dans la ruine de leur « patrie, se revêtirent de leurs robes de « pourpre, et s'asseyant à la porte de « leur maison, y attendirent avec une « vénérable tranquillité l'invasion des « Barbares. Je frémis pour vous du sort « qui vous attend. Si vous ne me trouvez « bon qu'à faire un martyr, je suis prêt « à aller me joindre à vous ; mais si je « puis servir mon pays plus utilement « que par le sacrifice de ma vie, trouvez « bon que je la conserve ».

Pendant que ces deux évêques, avec une égale passion pour sauver leur patrie, suivaient des vues si opposées, Podoski devenu primat s'était fait un système plus accommodant, et croyait encore tirer parti des conjonctures. Ce n'était, selon lui, ni la fermeté des opinions, ni la force des armes, qui sauveraient la république. Une nation désunie, désarmée et déjà envahie, ne pouvait opposer une résistance, ni assez prompte, ni assez

bien concertée pour se flatter raisonnablement de quelque succès. La Pologne était à ses yeux comme un homme blessé, à qui les lois du duel permettent de recevoir du secours de son ennemi, et de reprendre quelque temps après toute sa haine, quand il a repris toutes ses forces. De tout temps il avait porté dans les affaires publiques la même disposition d'esprit que dans ses affaires personnelles, une grande tranquillité sur les événemens, par l'assurance de trouver des ressources. Il avait toujours pensé que le mal absolu et sans remède n'existant presque jamais dans les affaires humaines, on peut avec de l'industrie, de la vigilance et le talent de saisir les occasions, réparer toutes les ruines et se relever de tous les naufrages. Et en effet, quoique tous ses plans eussent successivement échoué, il se voyait par sa dignité nouvelle destiné à présider à la législation qu'on allait faire; il se flattait que malgré tous les vices que la tyrannie russe mêlerait à ces constitutions, elles pourraient encore rendre à son pays de la tranquillité et des forces, jusqu'à des circonstances plus heureuses. Il reçut dans ce même temps ses bulles de Rome,

et devint le chef du sénat. On remarqua avec plaisir qu'en voyant tous ses ennemis obligés de venir lui rendre hommage, il parut ne se livrer à aucun sentiment de vanité ni de vengeance. Son frère, qui avait eu la bassesse de profiter de sa disgrâce, y vint dans la foule. Podoski reçut gaîment ses excuses; il débuta avec grandeur et simplicité; il prêta serment entre les mains du roi, sans faire aucun remercîment à ce prince, et se logea dans le palais de la maison de Saxe, annonçant ainsi jusque dans sa haute fortune, sa reconnaissance pour cette cour, et les liaisons qu'il conservait avec elle.

Peu de jours avant l'ouverture de la diète, Repnine ayant invité chez lui tous les évêques, leur dit « que malgré l'opposition de leur parti, il fallait que « l'affaire des dissidens passât, à quelque « prix que ce fût; que tel était l'arrangement de toutes les cours de l'Europe, et le concert de leurs cabinets; « que l'honneur de l'impératrice y était « intéressé; qu'il avait encore cette fois « la politesse de leur en parler, les considérant non comme évêques, mais « comme sénateurs; qu'il avait trop

« d'humanité pour ne pas sentir qu'un « Polonais pouvait se plaindre de la force « avec laquelle on conduirait cette af- « faire ; que ce Polonais devait aussi « chasser les Russes s'il le pouvait ; mais « que ne le pouvant pas, il fallait qu'il « se soumît ; et que quiconque persis- « terait dans son obstination s'en re- « pentirait ».

Tous les évêques s'étant assemblés chez le primat, parurent chacun en particulier résolus à se laisser enlever pour la Sibérie, dont on les menaçait. Le primat, pressé de dire son sentiment, fut le seul qui éluda de répondre d'une manière positive. Le jour de cette diète fatale étant arrivé, tous les nonces se rendirent d'abord dans l'hôtel du prince Radziwil. Les émissaires de la Russie cherchaient encore à préparer les esprits ; ils proposaient de tenir la diète à portes fermées, comme s'ils eussent voulu ôter à la vertu la force qu'elle prend dans les regards du public. On rejetait toutes leurs propositions, lorsque le nonce du pape entra inopinément. Il était arrivé depuis peu en Pologne. Son prédécesseur n'avait jusque-là employé dans cette affaire que de la mo-

dération et de la prudence ; celui-ci montrait plus d'activité ; il présenta au prince Radziwil un bref du pape, harangua avec véhémence, exhorta les fidèles contre les dissidens ; il excita tant de zèle, que tous jurèrent en levant la main de mourir pour défendre la religion. Tous s'exhortèrent mutuellement à sacrifier leur fortune et leur vie. Il alla ensuite chez le primat, échauffer de la même ferveur les évêques qui s'y assemblaient.

Repnine averti de cette démarche, court aussitôt chez le prince Radziwil ; et quoiqu'on le dissuadât d'entrer dans cette assemblée, encore toute remplie du zèle qu'on venait d'y exciter, il entre, il prêche la protection de l'impératrice de Russie, ses intentions favorables pour la Pologne, l'assurance qu'elle donnait de ne faire aucun tort à la religion dominante. On lui demande la délivrance d'un conseiller de la confédération, qu'il avait fait enlever la veille, et de quelques seigneurs gardés à vue dans leurs châteaux ; il délivre l'un en lui envoyant l'ordre de sortir de la capitale, et donne la fausse promesse de rendre aux autres leur liberté.

Vers midi, le roi, précédé des séna-

teurs, des ministres et des nonces, se rendit à l'église, et ensuite à la chambre du sénat. Tous les visages n'annonçaient que tristesse, inquiétude, consternation. Le roi déclara qu'il se joignait à la confédération : ce prince n'étant pas confédéré, n'aurait pas eu droit d'assister à la diète. Son accession verbale ne suffisait pas ; mais au milieu de tant de violences, on ne prenait plus garde aux irrégularités. On devait, si on eût suivi les anciens exemples, faire discuter les affaires par la confédération, pour être ensuite décidées par les états réunis en diète. Mais on proposa, sous le nom du prince Radziwil, une forme aussi nouvelle que dangereuse. Il était dit dans ce projet, que l'amitié et l'alliance de l'impératrice de Russie étant l'unique ressource à laquelle la république pouvait recourir pour le maintien de ses libertés, il paraissait nécessaire de nommer des députés du sénat et de l'ordre équestre, chargés d'établir une bonne forme de gouvernement ; que ces députés prendraient connaissance de tous les abus introduits dans la république ; qu'ils admettraient parmi eux les députés des dissidens et des Grecs ; qu'ils au-

raient droit de décider, de concert avec ces députés et avec les ministres étrangers, tout ce qui aurait rapport au bon ordre de la république ; qu'ils auraient une autorité souveraine pour statuer, conclure et signer tout ce qui leur semblerait bon dans les affaires qui concernent la religion, les lois, la forme de gouvernement, les frontières, les constitutions, les prérogatives de la nation ; que leur décision sur tous ces points serait regardée comme un traité fait entre les états de Pologne et la Russie, pour servir de loi fondamentale à la nation polonaise ; et qu'après que ce traité aurait été garanti par l'impératrice, la diète, composée des mêmes nonces, serait convoquée de nouveau pour venir la ratifier, ne se réservant uniquement que ce droit, et non celui de discussion et d'examen.

L'évêque de Cracovie avait fait son testament, réglé toutes ses affaires domestiques, nommé des grands vicaires pour gouverner son diocèse, au cas qu'il fût enlevé pour la Sibérie ; résigné à l'exil, à la prison, à la mort, plutôt que de favoriser la révolution qui se préparait. Au moment où il prenait la

parole, Gouroski, ce bouffon vendu aux Russes, voulut l'en empêcher ; mais tous les nonces, avec indignation, imposèrent silence à ce traître. L'évêque de Cracovie dévoila l'irrégularité et les dangereuses conséquences du projet qu'on venait de lire ; il prouva que les nonces, délégués eux-mêmes de leurs provinces, n'avaient pas droit de déléguer et de conférer à d'autres les pouvoirs personnels de leur mission ; qu'ils étaient choisis pour connaître et juger par eux-mêmes. Il ajouta, qu'il ne s'opposait pas à la nomination des commissaires demandés ; mais qu'il fallait que ces commissaires rendissent compte à la république des constitutions qu'on voulait proposer, afin qu'elle en jugeât souverainement : que sans cette obligation, la liberté et la religion dépendraient uniquement de ces commissaires, déjà suspects par la simple proposition de leur donner une si grande autorité ; et que s'ils vendaient leur patrie, il n'y aurait plus à réclamer ; qu'il s'opposait au traité demandé par l'ambassadeur de Russie, parce que les traités ne se concluent que pour former des alliances ou terminer des guerres ; qu'on n'était point, à ce

qu'on disait, en guerre avec la Russie; que la déclaration de l'impératrice ne faisait mention d'aucune nouvelle alliance; ainsi, qu'il n'y avait aucun motif d'entrer en traité : que l'unique demande de l'impératrice était que la justice fût rendue aux dissidens ; que, non-seulement par égard pour l'intérêt que cette princesse daignait prendre à leur cause, mais par un devoir dont rien ne peut dispenser, le devoir de rendre justice, il était du sentiment qu'on examinât leurs plaintes, et qu'on nommât une commission pour écouter leurs demandes ; toutefois sous la condition la plus solennelle de rendre compte à la diète. Il rapela au roi les sermens que ce prince avait faits de verser son sang pour la défense de la religion, et lui dit que le temps était arrivé où il pouvait faire preuve de ses sentimens, et les proposer pour exemple à la nation.

Le comte Rzewuski, palatin de Cracovie, appuya ce discours. C'était un homme droit, aimant bien sa patrie, attaché à tous les usages de l'ancien gouvernement, toujours ferme dans ses résolutions, mais sans faste et sans éclat : ses vertus étaient sans aucune ostenta-

tion ; caractère rare en Pologne. Sa modestie nuisait à sa gloire ; et ce fut seulement après ses malheurs, qu'en se rappelant toute la suite de sa vie, ses concitoyens dirent de lui que c'était l'homme le plus sage de la république. Il soutint qu'un projet d'une si grande importance, et d'où dépendait l'asservissement ou la liberté de la Pologne, ne pouvait être signé sans examen ; il réclama la loi qui ordonnait que tout projet fût communiqué trois jours avant qu'il en fût délibéré ; il évoqua les mânes des anciens Polonais, qui d'âge en âge avaient, au prix de leur sang, transmis à leur postérité une patrie toujours libre. Il souhaita que Dieu pût les ressusciter tout à coup au milieu de cette assemblée, pour y voir la religion menacée, les lois renversées, la liberté expirante ; ils s'écrieraient : « O honte ! ô calamités ! « sont-ce là ces deux nations réunies « pour la défense de leurs lois mutuelles? « Mais s'ils ne vivent plus, leurs exem- « ples vivent au milieu de nous ; leurs « exemples nous parlent, comme ils le « feraient eux-mêmes : ne nous exposons « pas à ce que l'univers entier nous dé- « savoue pour les enfans de ces hommes

« généreux, et s'écrie, en nous voyant
« baisser la tête sous le joug : *Non,*
« *ce ne sont plus des Polonais* ».

Après le discours du palatin de Cracovie, la diète garda un profond silence; et le roi ayant appelé le ministère auprès du trône, termina cette première séance.

Il y avait auprès de Varsovie des détachemens russes, dont la destination publiquement annoncée, était d'aller se jeter sur les terres des opposans. Deux de ces détachemens partirent pour aller ravager les terres du palatin, et le peu de biens qui restait encore à l'évêque de Cracovie, argent, meubles, bestiaux, paysans, rien ne fut épargné.

Le lendemain, l'évêque de Kiovie, Zaluski fit ouvrir la séance par la lecture de deux brefs du pape, adressés l'un au sénat, l'autre à l'ordre équestre; tous deux remplis d'exhortations à la défense de la religion. Cet évêque était surtout recommandable par les services qu'il avait rendus à la littérature polonaise, dont il avait fait réimprimer tous les anciens auteurs. Il avait recueilli avec soin tous les manuscrits qui pouvaient servir à l'ancienne histoire du nord, et rassemblé

une bibliothèque nombreuse et choisie, monument rare dans ces contrées : mais son extrême négligence sur sa personne, celle de ses grands-vicaires, les métaphores bassement exagérées, dont ses discours étaient remplis, lui faisaient perdre un peu de l'extrême considération due à ses mœurs. Il avait comparé dans une assemblée du sénat le droit de rompre les diètes, avec la corde qui soutient un pendu en l'étranglant ; « c'est ainsi, « disait-il, que ce privilège soutient notre « liberté, en perdant notre république ». La religion lui donnait une grande fermeté, et les Russes redoutaient son zèle. Mais celui qui se distingua le plus dans cette séance fut le nonce de Podolie, Rzewuski. Il déplora les malheurs de la patrie. Il dit qu'il était étonné que les pleurs et les gémissemens du peuple ne parvinssent pas aux oreilles du roi ; qu'il était inutile de détailler les outrages auxquels chacun d'eux avait été personnellement exposé dans les dernières diètes, et les calamités dont toutes les provinces avaient été également témoins ; que le seul Palatinat dont il était député, avait élu librement ses nonces ; qu'il ne savait à quoi attribuer ce bonheur, ou à la fer-

meté des citoyens, ou à la situation de cette province voisine des Turcs; mais enfin, qu'élu librement, il croyait être plus particulièrement chargé de représenter la patrie. Il exhorta les nonces même que les Russes avaient fait élire, à leur montrer combien ils s'étaient trompés en croyant trouver en eux des ames lâches et des traitres, à se laver de l'espèce d'opprobre d'avoir été indiqués par les ennemis de la liberté. Il protesta que pour lui personnellement il était prêt à souffrir et sa ruine, et la captivité, et la mort; que puisqu'il avait été élu librement, son opposition constante serait une preuve des sentimens que conservaient tous les citoyens libres au nom desquels il s'était chargé de porter la parole. Ce nonce était fils du palatin de Cracovie, qui dans la séance précédente avait rappelé aux Polonais ce qu'ils devaient à la gloire de leurs ancêtres.

Dans plusieurs autres discours, la majesté du trône ne put garantir le roi des reproches les plus amers; on lui fit sentir qu'on le regardait comme l'auteur et la cause de tous les maux dont la république gémissait. Au milieu de cette opposition unanime, un frère du roi,

le grand-chambellan Poniatouski, après avoir loué le zèle de tous ceux qui avaient parlé avant lui, et se disant animé du même zèle, avança toujours avec effronterie vers le but de l'ambassadeur russe. Il proposa, en paraissant céder un peu à l'inquiétude générale, que le projet fût imprimé et communiqué aux états, comme on le demandait; il ajouta qu'on devait y joindre le projet du plein pouvoir que la diète donnerait aux commissaires, et qui les autoriserait à négocier avec les ministres étrangers. Après quelques répliques tumultueuses, le maréchal déclara que pour dissiper l'inquiétude des états, il consentait que le projet fût imprimé. Radziwil exécutait tout avec une résignation morne; il répétait ce qu'on lui faisait dire; il proposait, et aux moindres objections ne répliquait jamais. Le roi, sous prétexte de donner le temps d'examiner ces pièces importantes, remit la prochaine séance à six jours après.

On fut étonné de ce délai beaucoup plus long qu'on ne l'avait demandé. Mais le dessein d'enlever tous les chefs des opposans était pris; il s'agissait de gagner quelques jours pour attendre à

Varsovie l'évêque de Kaminiek. On voulait même que tous les autres chefs de la nation fussent réunis entre les mains des Russes, avant de se porter à une extrémité qui devait exciter tant d'indignation. Ils allaient arriver de toutes les provinces. Chacun n'osant compter sur la résistance générale, voulait prendre part à cette nouvelle législation, et y veiller à ses propres intérêts. L'évêque de Kaminiek s'était aussi acheminé vers Varsovie; il avançait lentement; il avait reçu de Constantinople des réponses favorables. On lui mandait que les troubles de Georgie étaient pacifiés; que la Porte n'avait rien désormais plus à cœur que de réprimer l'excès du pouvoir que la Russie s'arrogeait sur la Pologne; qu'elle exigeait que les troupes russes se retirassent de toutes les terres de la république; que les Russes en promettaient l'évacuation aussitôt après cette diète; qu'ils la représentaient en Turquie comme une diète de pacification; que les Turcs étaient résolus à les forcer de tenir cette promesse; qu'ils étaient prêts à la guerre s'il le fallait; qu'ils demandaient uniquement l'assurance que la maison d'Autriche ne prendrait point parti con-

tre eux; et que si les Polonais, pour se réunir et prendre les armes afin de se soustraire aux lois que la Russie voulait leur imposer, avaient besoin de secours pécuniaires, la Porte consentirait, sur la demande de quelques sénateurs connus, à leur avancer jusqu'à la concurrence de cent mille ducats. Telles furent les réponses positives qu'apporta de Constantinople le chanoine arménien, et d'après lesquelles l'évêque de Kaminiek pensait que toute résistance actuelle ne servirait qu'à faire des victimes; qu'il fallait se presser de céder à la force pour s'en délivrer, et pour recommencer après le départ des troupes russes une confédération libre, qui protestât contre cet ouvrage de violence; ou si les Russes refusaient de partir, former alors cette nouvelle confédération sous l'appui des Turcs. Il en dressa le plan et les projets, et sans autre motif que sa défiance naturelle, il s'achemina lentement vers Varsovie, craignant que de plus longs délais ne le rendissent suspect aux Russes, ou ne lui fissent perdre tout crédit parmi les Polonais. On le croyait près d'arriver. Il faisait préparer son palais; on en échauffait tous les

appartemens, comme s'il était sur le point d'y habiter, et il faisait répandre à dessein le bruit de son approche.

Mais tout Constantinople était plein des intrigues des Russes. La czarine avait déjà entre les mains une copie exacte des lettres et des mémoires de cet évêque; et Repnine l'attendait à Varsovie, n'ayant osé l'envoyer enlever sur les frontières turques et dans une forteresse exactement gardée.

Cependant il ne restait plus aucune espérance que cet ambassadeur fut désavoué par sa cour. Les envoyés de la confédération arrivés à Moscow, avaient demandé solennellement à l'impératrice cette garantie qu'on rejetait alors à Varsovie. On leur avait répondu en louant la magnanimité de cette princesse, qui envoyait des troupes si loin de ses frontières pour maintenir la paix chez ses voisins. Mais après cette audience solennelle, quand ils voulurent entrer dans le détail de leur commission, on leur répliqua que le ministère, occupé de grandes affaires survenues à cette cour, n'avait pas le temps de les écouter : que le prince Repnine avait toute la confiance de l'impératrice et des pleins-pouvoirs

pour arranger tout ce qui regardait la Pologne. Panine leur disait : « L'impératrice est une grande princesse, le « prince Repnine est mon neveu, et vous « serez heureux malgré vous ». Ils voulurent éclairer ce ministre sur les extravagances de Repnine, et sur ce qu'on devait craindre des dispositions qu'elles inspiraient à la nation. Ils mirent sous ses yeux un récit détaillé de tout ce qui se passait en Pologne. Pendant cette lecture, ils le virent agité ; ils remarquèrent que ses lèvres devenaient pâles et tremblantes ; mais il chercha un prétexte pour rompre cet entretien, et ne laissa plus aux députés un accès libre auprès de lui. On exigea même de l'un d'eux d'écrire à l'évêque de Cracovie, que traverser aussi hautement qu'il le faisait les intentions immuables d'une cour devant laquelle tout fléchissait, c'était l'autoriser à tout entreprendre. « Nous savons de bonne part, lui di« sait-on, que si vous ne faites cesser « les démarches dont on se plaint, le « sort de votre personne est décidé ». La seule chose qu'ils purent encore découvrir des intentions de cette cour, c'est que la czarine abandonnait la mai-

son Czartorinski à la vengeance publique, et qu'elle voulait seulement par bonté, qu'en infligeant à ces princes toutes les peines qui pourraient satisfaire la haine qu'on avait contre eux, on n'allât point jusqu'à des peines corporelles.

Malgré ces funestes nouvelles, et la crainte qu'elles inspiraient, puisqu'on voyait à présent dans les demandes de Repnine les volontés de l'impératrice et toute sa puissance prête à les soutenir, il fut impossible de gagner dans la diète la pluralité des voix en faveur de ces demandes. Repnine déclarait que pour se soustraire à ses propositions, il fallait l'enterrer lui et les quarante mille hommes que sa souveraine avait en Pologne. Il fit convoquer à la cour une assemblée des principaux sénateurs, et leur déclara, en présence du roi, qu'il ne se départirait jamais des demandes qu'il avait faites; que par égard pour la république, l'impératrice voulait bien traiter avec elle; qu'en conséquence il avait des pleins-pouvoirs pour cette négociation; mais que si on persistait dans l'opposition qu'il avait rencontrée jusqu'à présent, il serait forcé de recourir aux moyens extrêmes. Il tenta même d'em-

ployer ce qui restait encore de crédit aux princes Czartorinski. Le grand-chancelier de Lithuanie, mis en prison pour les affaires du prince Radziwil, et privé d'activité dans la république par des ajournemens et des décrets, profitait de cette interdiction pour ne se trouver ni à la diète ni à aucun conseil. Repnine, se servant de la générosité du prince Radziwil, fit annuller toutes ces sentences, et engagea le grand-chancelier à paraître au sénat. Mais au milieu de tant d'intrigues, malgré tant de menaces, quoique chacun commençât à craindre que les autres ne se laissassent effrayer ou séduire, il fut aisé de voir dans toutes les conférences, que la pluralité était toujours contraire aux desseins de la Russie ; qu'il fallait ou se désister de ces desseins, ou recourir à des actes de violence : et que la nation opposerait toute la résistance dont elle serait capable.

Plus on avait eu le temps d'examiner les projets, plus l'effroi était augmenté. La séance qui eut lieu après cet intervalle de six jours, fixé par le roi, ne laissa plus aucune espérance qu'on pût jamais amener la diète à y donner son consentement : on en dévoila toutes les

obscurités captieuses, toutes les infractions au droit naturel, aux anciens traités, toutes les fautes contre la raison même; combien il serait absurde et dangereux de demander une garantie sur des lois qu'on ne connaissait pas encore, à une puissance qui usurpait le pouvoir de les dicter. On rejeta avec indignation le nom de troupes auxiliaires, que la Russie voulait faire donner aux troupes qu'elle avait en Pologne, et qu'elle voulait forcer la nation à lui demander d'y laisser à perpétuité pour le maintien de la garantie. Enfin on dévoila toutes les illusions sous lesquelles la tyrannie cherchait à s'envelopper. On lui ôta tous les prétextes dont elle se couvrait ; et on démontra qu'un Polonais se rendrait coupable de tous les malheurs de son pays, en donnant son consentement à de pareils projets. « Prenez garde, disait l'évêque de Cracovie, que ce ne soit ici
« la dernière fois qu'il vous sera permis
« d'user de vos prérogatives. Si vous
« acceptez ce fatal projet, le pouvoir
« que vous accorderez par votre auto-
« rité, vous vous en priverez pour ja-
« mais. Le monde entier suspend le ju-
« gement qu'il doit porter de vous, et

« ne sait encore s'il doit vous considérer « comme des citoyens libres ou comme « des hommes subjugués ». Il opposa à ce projet injuste et illégal, le détail de ce qu'on aurait dû faire et la marche que dans les circonstances actuelles on devrait suivre pour entrer dans la discussion de tous les abus, et parvenir au rétablissement de l'état.

Le roi ayant attesté le ciel des soins sincères qu'il se donnait pour le bien de la patrie, et se flattant, disait-il, que la postérité les reconnaîtrait mieux que la génération présente, ajouta que ces projets ne contenaient rien qui ne fût conforme aux actes de la confédération et aux demandes qu'elle avait faites par ses plénipotentiaires à Moscow. Pour réponse, on demanda une lecture publique de leurs lettres de créance et de leurs instructions; et après les avoir entendues, l'évêque de Cracovie prit à témoin le sénat et les nonces de la fausseté notoire de ce qui y était contenu. Il s'éleva beaucoup de voix pour demander les noms de ceux qui les avaient signées. On répondit à ceux qui paraissaient les plus impatiens de le savoir, qu'ils les avaient signées eux-mêmes. Ils protes-

tèrent qu'ils n'en avaient jamais eu aucune connaissance, et que, si leurs noms se trouvaient au bas de ces écrits, ce ne pouvait être que par d'indignes supercheries. L'évêque de Cracovie reprit que, quand bien même ce démenti public ne décélerait pas toute l'infamie des artifices qu'on avait employés, quand bien même tous les pouvoirs que cette confédération générale avait pu donner sur de telles matières, ne seraient pas nuls de droit, puisqu'il n'appartient qu'à la république de former de pareilles négociations, personne n'ignorait que la confédération générale avait été obligée d'en passer par tout ce qu'un pouvoir despotique lui ordonnait. « Et que nous sert, disait-il, « de tenir une diète, de délibérer et « d'opiner, dès que, pour réponse, on « nous dit seulement : Telle est la vo- « lonté de la cour de Russie. Mais tout « ce qu'on exécute sous ce prétexte, « étant si directement contraire aux dé- « clarations de l'impératrice, et la con- « duite violente de son ambassadeur ne « cessant de démentir les assurances que « cette princesse nous a données, je de- « mande qu'il soit envoyé des députés « au prince Repnine, pour l'obliger à

« communiquer les lettres de créance et
« les pleins-pouvoirs dont il se dit au-
« torisé, pour oser, parmi nous, mal-
« traiter et emprisonner les citoyens,
« dévaster nos terres, forcer nos déli-
« bérations et nous dicter des lois » ?
Tous les nonces en tumulte acceptaient cette proposition; mais le roi, pour en prévenir l'effet, rompit aussitôt l'assemblée avec la plus grande agitation, et sans remplir les formalités ordinaires.

Le dessein d'enlever l'évêque de Cracovie, suspendu depuis long-temps, était déjà public. Les menaces qui lui en avaient été faites avertissaient toute la Pologne du danger où il était perpétuellement exposé. Chacun, suivant ses craintes, désignait les autres victimes; mais quoique ce dessein eût transpiré par des confidences, quoique la tyrannie connue des Russes fît présumer qu'ils exécuteraient leurs menaces, la plupart des Polonais ne pouvaient croire qu'une puissance étrangère osât exercer, chez eux, un droit que le roi même n'y peut exercer dans aucun cas, ni la république, avant la conviction d'un crime. On disait que non-seulement la sûreté personnelle des citoyens est le droit le

plus sacré ; mais que les députés d'une nation assemblée en diète, y sont revêtus de la puissance souveraine ; que, par un attentat sur leurs personnes, l'ambassadeur russe violerait et le droit des gens qui faisait sa propre sûreté, et les droits de la souveraineté qui font celle même des rois. De si justes raisons n'avaient point arrêté cet ambassadeur ; et le coup n'avait été suspendu que pour frapper à la fois plus de victimes.

Mais plus l'évêque de Cracovie restait libre, plus la diète prenait de fermeté ; on crut qu'il y aurait enfin de l'imprudence à différer plus long-temps. Le roi, qui ne lui pardonnait pas d'avoir songé à le détrôner, voyait dans cet enlèvement une vengeance personnelle ; il lui pardonnait peut-être moins encore la confusion dont le trône ne le garantissait pas dans chaque séance de la diète ; il concerta lui-même l'enlèvement. Ce prince qui, dans les malheurs de son pays, n'avait point interrompu ses amusemens ordinaires, entretenait une troupe de comédiens français ; il invita l'évêque de Cracovie à une représentation ; les mœurs polonaises permettent aux hommes les plus austères cet amusement,

auquel la bienséance des spectacles français ne laisse pas l'ombre d'une faute. Le roi se flattait néanmoins que l'enlèvement d'un évêque, défenseur zélé de la religion, à la sortie d'une comédie, prendrait une sorte de ridicule, qui en diminuerait l'horreur aux yeux du reste de l'Europe. L'évêque, simple comme le sont toutes les grandes ames, et calme au milieu des dangers qui le menaçaient, partait pour se rendre à cette invitation. On remarqua parmi les troupes russes des mouvemens extraordinaires. On les vit placer des détachemens aux postes les plus importans de la ville, et l'évêque de Cracovie, retenu par les instances d'une foule de bons citoyens, évita le piége qui lui était tendu. Quelques personnes ont voulu faire croire que cet évêque avait été encouragé dans sa résistance par les fausses promesses du roi de Prusse, et que, se flattant d'un appui si respectable, sa fermeté avait tenu à cette illusion. Mais quelle qu'eût été précédemment la conduite équivoque du résident de Prusse, son langage avait changé entièrement dans la conjoncture actuelle, soit qu'il fût touché par la grandeur du péril où Soltick était ex-

posé, soit que l'intention du roi de Prusse fût véritablement d'appaiser ces troubles, en laissant retomber la république dans son ancienne léthargie. Soltick savait au contraire avec certitude, et disait à ce confident, que le roi de Prusse ne se séparait point de la Russie, et que la république, abandonnée de l'univers entier, n'avait aucun espoir de secours. Benoît alla le prévenir du malheur auquel il s'exposait; il le pria avec instance, et en se jetant à ses pieds, de se désister de son opposition. L'évêque lui répondit avec cette espèce de dédain que méritaient des représentations graves, faites par un homme qui prostituait trop souvent son ministère aux plus ineptes puérilités. Benoît parut affligé de l'inutilité de sa démarche; et tous deux se séparèrent, l'évêque en lui reprochant ses efforts pour le corrompre, et Benoît en lui prédisant des malheurs sans remède.

On avait résolu d'enlever en même temps tous ceux dont cet enlèvement aurait plutôt irrité le zèle qu'il ne les aurait intimidés, l'évêque de Kiovie, le palatin de Cracovie, et son fils, en qui la piété filiale, s'il fût resté libre après la détention de son père, aurait encore

ajouté au zèle qu'il avait montré pour l'indépendance de son pays. Repnine avait aussi envoyé ordre aux soldats qui suivaient la même route que l'évêque de Kaminiek, de s'assurer de cet évêque, au même moment où on devait arrêter à Varsovie ceux que cet ambassadeur regardait comme chefs des rebelles. Mais les nouvelles de ce qui se passait dans cette ville avaient redoublé la défiance de Krasinski; la connaissance qu'il avait du caractère des Russes ne lui permettait pas de douter que cette résistance généreuse, mais impuissante, ne finît par des désastres; il voyait avec inquiétude que sur la même route qu'il suivait, une escorte de soldats russes, sous prétexte d'accompagner par honneur la castellane de Kaminiek, le suivait lui-même, et ne le perdait pas de vue, au point que déjà il était véritablement prisonnier des Russes.

Mais à quelques journées de Varsovie, il avait quitté ses équipages, s'était déguisé en chasseur, avait pris des routes détournées, avait traversé sous ce déguisement les détachemens russes qui environnaient Varsovie, et le soir même où l'enlèvement venait d'être manqué, il

arriva dans un faubourg séparé de cette ville par la Vistule; il y fit demander une conférence à l'évêque de Cracovie. Soltick ne doutant pas que ces démarches ne fussent observées, sentit que cette entrevue pouvait traverser le dessein qu'avait l'évêque de Kaminiek de se tenir caché. Il lui envoya un émissaire fidèle, et le fit presser de paraître pour animer de plus en plus par sa présence, la fermeté constante de tant de bons citoyens.

Les projets de l'évêque de Kaminiek étaient entièrement contraires. Il fit dire à Soltick par cet émissaire, que toute résistance était inutile; que montrer aujourd'hui du zèle et du courage ce n'était pas défendre la patrie, mais se perdre; qu'il fallait réserver tous les gens courageux pour des desseins plus sûrs, attendre pour éclater les mouvemens des Turcs dont il croyait la résolution positive; laisser faire cette diète, en s'assurant seulement d'un nonce audacieux qui protestât contre ses décrets; former ensuite une confédération générale, et la commencer dès aujourd'hui par une conjuration secrète de toute la Pologne, dont il lui envoya le plan: chacun devait jurer de ne révéler à qui

que ce fût, non pas même à la personne qui lui serait la plus chère, si ce n'était au temps marqué, ni les noms de ceux qui composeraient cette conjuration, ni le lieu des assemblées, ni rien enfin de l'intelligence qui régnerait parmi les conjurés. On devait faire serment de défendre la foi et la liberté aux dépens de sa vie et par les armes; d'obéir aux généraux qui seraient choisis; de ne faire avec les ennemis aucun accord que la patrie ne fût libre; de se fournir de deux chevaux et de toutes les armes nécessaires pour combattre. Le projet contenait de plus la formation des compagnies de confédérés, la manière dont serait élu le général, et dont serait formé le conseil suprême. Il était dit que la paye des troupes serait la providence et l'honneur de délivrer la patrie; mais que quiconque serait en état d'assister les autres, les assisterait de tout son pouvoir; que chacun des conjurés serait tenu d'attirer à la société le plus de compatriotes qu'il lui serait possible, en leur persuadant l'avantage et la nécessité de cette confédération. On devait se soumettre à la peine de mort, si on manquait à quelques-uns de ces articles. Le

mot de la confédération en exprimait le vœu ; c'était la liberté ou la mort. L'évêque de Kaminiek se proposait d'aller à Vienne, afin d'obtenir de cette cour la promesse que les Turcs exigeaient ; il s'était déjà assuré de presque toute la noblesse des palatinats méridionaux, et afin qu'à un jour pris, tout le royaume éclatât à la fois, il demandait à l'évêque de Cracovie de choisir dans la diète les nonces les plus sûrs pour les charger de prendre à leur retour dans les provinces, les signatures et les sermens de leurs districts. Il le priait lui-même de modérer son zèle, d'échapper à la fureur des Russes, et de se réserver pour le temps de la vengeance.

L'évêque de Cracovie, qui à chaque moment, s'attendait à être enlevé, se pressa de confier l'exécution de ce dessein à des hommes sûrs. Cet homme si fier vit pourtant sans jalousie que l'honneur de délivrer la patrie était selon toute apparence réservé à un autre. Il vit avec joie ce qu'il avait toujours espéré, que pendant son exil, la patrie trouverait encore des défenseurs ; que la république ne tenait pas à sa seule personne, comme les oppresseurs de la Pologne le pen-

saient; il ne se repentit point de sa fermeté, disant « qu'il est des vertus de ca-
« ractère et de position; qu'en sa qua-
« lité de premier sénateur il devait sou-
« tenir l'honneur de la Pologne; que si
« son exil ou sa mort marquait le der-
« nier terme de l'oppression de son pays,
« il voyait avec joie que l'évêque de Ka-
« minick, par des vertus différentes, lui
« eût préparé des vengeurs; et qu'ainsi,
« tandis que l'oppression serait au com-
« ble, le soulèvement fût déjà prêt ». Il écrivit à l'évêque de Kaminiek: « J'ai
« cédé jusqu'au point où l'honneur, la
« loi et le salut de la patrie me le per-
« mettaient; plier davantage ce serait
« consentir à notre honte; puis-je céder
« sans me démentir, et me démentir sans
« me déshonorer? Que chacun de nous
« cherche le salut de la patrie dans les
« vertus propres à son caractère; j'aurai
« par ma fermeté soutenu l'honneur de
« mon pays; j'aurai forcé les Russes à
« ne pouvoir exécuter leurs projets que
« par la tyrannie la plus ouverte; et les
« maux qu'ils me préparent auront en-
« core quelqu'utilité, en rendant légi-
« time tout ce que la prudence vous a
« inspiré, et en ouvrant ainsi à vos ver-

« tus une nouvelle carrière ». Pour seconder autant qu'il le pouvait le projet de l'évêque de Kaminiek, il remit une protestation contre tous les actes de cette diète, entre les mains d'un nonce courageux, « ne croyant pas, disait-il, que « pendant sa prison, ses concitoyens re« gardassent sa voix comme anéantie ».

Quelques délations vagues portèrent au roi le bruit des nouvelles mesures que prenait l'évêque de Cracovie ; ce prince informa aussitôt Repnine, par une lettre, qu'il y avait de nouveaux dangers ; et la résolution fut prise de ne plus différer l'enlèvement que jusqu'à l'entrée de la nuit.

On disposa tout afin que les trois sénateurs et le nonce qu'on voulait enlever le fussent dans le même instant. On répartit les troupes russes dans les places publiques, pour contenir la ville dont on craignait le soulèvement. Caétan Soltik, évêque de Cracovie, duc souverain de Sévérie, était à souper chez le premier auteur de sa fortune, son ancien ami le comte Mnikek, maréchal de la cour. La nouvelle que les troupes russes étaient en mouvement de toutes parts, y fut précipitamment apportée, et aus-

sitôt celle que toutes les rues voisines se remplissaient de soldats. Cet hôtel d'un ministre de la république fut enveloppé, la porte enfoncée ; des sentinelles, à mesure qu'on avançait dans l'hôtel, placées à toutes les fenêtres ; il restait encore un passage facile et sûr dans une maison inviolable pour les Russes mêmes, celle du ministre de Prusse ; on accourt ; on presse l'évêque de s'évader, en lui représentant la facilité de cette évasion et la sûreté de cet asile. Mais la fuite la plus assurée lui parut indigne de lui. Les Russes entrèrent à la fois par trois portes opposées dans le lieu où il était ; il se lève, et, s'approchant de la cheminée, il jette au milieu du brasier les papiers importans que dans l'attente de cet événement il portait toujours sur lui ; et se retournant alors vers l'officier, il lui dit : « Me connaissez-vous ? Savez-vous que « je suis souverain, sénateur et prêtre ? » Le Russe ayant répondu que ses ordres étaient de l'arrêter, l'évêque lui répliqua alors d'un ton plus doux, que dans la persuasion où il était que cet enlèvement se ferait chez lui, il y avait destiné une boîte d'or pour celui qui serait chargé de cette commission ; qu'il était fâché

de se trouver surpris sans l'avoir, et aussitôt, après avoir embrassé le comte Mnikek, qui paraissait également frappé d'indignation et d'épouvante, il suivit sans émotion l'officier russe.

L'évêque de Kiovie, Joseph Zaluski, réveillé par le bruit, fut trouvé à genoux un crucifix en main. Après avoir prié Dieu d'agréer le sacrifice de sa vie, il donna sa bénédiction à tous ses gens en pleurs, pria Dieu de pardonner à ceux par les ordres de qui il était arrêté, et partit nu-pieds comme il se trouvait; mais le Russe, qu'en ce moment la superstition prépara à la pitié, lui dit de se vêtir davantage.

Vinceslas Rzewuski, Palatin de Cracovie et petit général de la couronne, après un moment de silence, dit aux officiers russes: « Je regarderais la mort « comme une grâce; il me serait glorieux « de perdre la vie par les mains des as- « sassins pour avoir défendu la religion « et la liberté, au lieu qu'étant sénateur « et général, on humilie, on déshonore « ma nation en m'arrêtant ».

Severin Rzewuski croyant, quand il fut arrêté, que ce malheur lui était personnel, s'occupait uniquement du soin-

de ne point troubler le repos de son père infirme et malade.

Ils furent tous conduits séparément et sans domestiques, de l'autre côté de la Vistule, au camp des Russes. Dès le lendemain on leur fit prendre le chemin de Russie sous une escorte d'environ deux cents hommes, sans qu'ils eussent la liberté de se parler ni de communiquer d'aucune manière l'un avec l'autre.

Depuis on montrait avec un attendrissement mêlé de respect, les misérables chaumières qui sur la route servirent de prison à ces illustres victimes. La dureté naturelle aux Russes, quand on n'y eût mêlé aucune vengeance, aurait paru cruelle envers des vieillards que l'habitude des richesses avait accoutumés à toutes les commodités de la vie; mais on y ajouta toutes sortes de rigueurs : on leur refusa non seulement les soulagemens que l'âge et les infirmités de quelques-uns leur rendaient nécessaires, mais ce qu'on ne refuse jamais ailleurs aux plus grands criminels.

Le général Nummers, à qui on les adressa à Vilna, ne voulut pas prendre sur lui de les faire passer en Russie, et demanda des ordres à cette cour.

L'impératrice, pour réponse, leur fit offrir la liberté, s'ils voulaient s'engager par écrit à ne pas s'opposer à ses volontés et aux opérations de son ambassadeur. Cette offre fut faite à chacun séparément dans sa prison, et fut rejetée par tous. Aussitôt ils furent transférés à Smolensko, où il fut défendu de parler d'eux ni de prononcer leurs noms; et de là, quand les confédérations éclatèrent en Pologne, ils furent transférés en Sibérie. Le jour qui suivit cet enlèvement, les Russes demeurèrent sous les armes dans Varsovie et aux environs de cette ville. Tous les carrefours occupés par des piquets, toutes les avenues gardées, on ne laissait ni approcher ni sortir personne de cette capitale. On y cherchait l'évêque de Kaminiek dont on avait su l'arrivée; et des détachemens étaient envoyés partout aux environs à sa poursuite. On craignait aussi quelque mouvement dans le peuple. Mais tout resta dans la consternation.

Le sénat et les nonces en corps se rendirent chez le roi pour se plaindre de cette violation du droit des gens et de la sûreté publique. Pendant que la ville entière était dans le deuil et l'é-

pouvante, ceux qui entrèrent dans le cabinet du roi, l'y trouvèrent paisiblement assis à son bureau, dans l'attirail d'un dessinateur, entouré de pots de carmin, de gomme-gutte et d'encre de la Chine, occupé à imaginer le dessin d'une livrée pour l'anniversaire de son couronnement. Forcé d'accorder une audience à toute la diète en corps, il parut déconcerté et irrésolu. Il ne put cependant refuser de nommer trois sénateurs pour se rendre chez l'ambassadeur russe, et lui demander la raison de cet attentat. Repnine répondit qu'il n'avait à rendre compte de ce qu'il avait fait qu'à sa souveraine, et que les prisonniers ne seraient point rendus avant l'entier accomplissement de tout ce qu'il demandait; qu'au reste il avait fait informer la confédération générale du motif de cet enlèvement. En effet, il avait envoyé une déclaration au conseil des confédérés, par laquelle il accusait les sénateurs et le nonce enlevés, d'avoir manqué, par leur conduite, à la dignité de la czarine, et d'avoir tâché de rendre suspecte la pureté de ses intentions.

Les sénateurs députés ayant rendu cette réponse au roi, le grand chance-

lier de la couronne, comte Zamoiski, adressant la parole à ce prince, lui dit, que puisque la sûreté publique était violée, et qu'il n'y avait plus de liberté dans les délibérations, il ne pouvait plus remplir ses fonctions avec les principes que le devoir lui inspirait; et il se démit aussitôt de tous ses emplois. Zamoiski descendait d'un des plus grands hommes qui ait honoré cette nation, et dont la vie, suivant l'expression de ses contemporains, suspendait seule les fatales destinées de la république. Il imitait les vertus de ses ancêtres. Sous le dernier règne il s'était lié d'opinion et d'intérêt avec les Czartorinski, en haine de tous les désordres que la cour de Saxe avait causés. Mais il avait toujours craint leur ambition, et devenu par leur faveur grand chambellan du royaume, dès qu'il désespéra de pouvoir lutter contre l'oppression étrangère, il renonça à toute fonction publique. Le roi, dont le règne avait été honoré par le choix d'un pareil ministre, et qui opposait encore au mépris général le concours apparent de Zamoiski à toutes ses actions, sentit combien un pareil abandon allait diffamer tout ce qui s'était passé

Il recula d'étonnement, et refusa de prendre les sceaux que Zamoiski lui remettait. Celui-ci insista en disant qu'il n'affermirait jamais par sa signature aucune opération tyrannique, et se retira en pleurant la patrie. Borch, qui jouissait de l'estime générale, prit la place que Zamoiski abandonnait, tant la vertu peut envisager différemment les mêmes objets.

Le nonce du pape qui avait demandé une audience aux états, et dont l'enlèvement avait aussi été proposé, se désista de sa demande. Il dit qu'il ne voulait plus faire de martyrs ; qu'il ne voulait plus parler à une diète forcée, qu'il n'avait plus rien à dire, étant lui-même prisonnier ; que la seule différence qu'il y eût entre lui et l'évêque de Cracovie, était que celui-ci l'était dans une chambre, et lui dans une ville bloquée de toutes parts. Les Russes en effet n'en laissaient sortir personne, sans une permission par écrit, signée de leur ambassadeur. Toutes les créatures du roi s'efforçaient de faire passer ces illustres victimes pour des criminels de lèse-majesté. On en annonçait les preuves, on les cherchait dans les papiers de l'évêque

de Cracovie, saisis dans ses bureaux. Le scellé russe était sur tous ceux de ses effets que le zèle de ses gens n'avait pas dérobés aux recherches; et comme tous les bons citoyens avaient été en commerce avec cet évêque, quiconque aimait la patrie ne se croyait plus en sûreté. Cependant Repnine menaçait de livrer la ville au pillage, de faire ravager le royaume si on s'obstinait à rejeter le projet de commission, et de faire couper la tête sur l'échafaud à quiconqne s'opposerait aux volontés de l'impératrice.

Dans la séance qui suivit, après quelques marques inutiles de douleur, on prit enfin le parti de la déférence la plus humble; soit que la crainte eût gagné tous les esprits, soit que le projet de l'évêque de Kaminiek eût produit cet effet, et que cette apparente soumission ne fût que le dessein d'une vengeance plus sûre. Toutefois on envoya des députés au prince Repnine, pour lui demander que la garantie de l'impératrice ne s'étendît que sur les droits fondamentaux de la nation et sur les concessions qu'on ferait aux dissidens; que les troupes russes ne fussent pas nommées auxiliaires; que les délégués n'eussent pas

un pouvoir illimité. Repnine, à leur première demande si la diète ne pouvait pas espérer d'obtenir quelque modification, répondit : « aucune ». Il jura qu'il ne laisserait échapper ni nonces, ni sénateurs; que quiconque oserait encore murmurer serait traité en rebelle ; qu'il employerait toutes les forces de sa souveraine pour la faire obéir ; qu'elle y était autorisée par le droit et par le pouvoir, en ajoutant : « quiconque la con« tredit se déclare son ennemi ». Il donna par écrit cette réponse si insensée, que peu de jours après, lui-même craignit de laisser subsister ce monument d'extravagance et de tyrannie. Il en fit retirer tous les exemplaires qu'il put recouvrer, et envoya arracher des registres de la diète, la feuille où elle était inscrite.

Les députés ayant rendu compte à la diète de cette réponse, le prince Radziwil demanda si les états consentaient que le projet fût signé. A la première question, six voix répondirent oui. Trois seulement à la seconde, et à la troisième la honte augmentant toujours, une seule voix répondit. Un morne silence régnait dans la diète, tous avaient le

désespoir dans l'ame et la confusion sur le visage. Les commissaires furent enfin nommés au nombre de soixante ; ceux du sénat par le roi, et ceux de l'ordre équestre par le maréchal. Les uns attachés à la cour par l'appât de quelque récompense qui rétablirait leur fortune consumée par le luxe ; d'autres trop jeunes pour réunir les lumières et l'expérience nécessaires à une législation ; quelques-uns justement considérés, il est vrai, mais forcés par des menaces à prêter l'autorité de leur nom, et rendus dociles par la crainte ; d'autres enfin qui avaient brigué cet emploi pour faire insérer dans cette législation nouvelle quelque projet spécieux, mais secrètement utile à leur fortune. Les princes Czartorinski furent aussi de ce nombre. On voulait, disait-on, les retenir à Varsovie sous ce prétexte, en attendant que cette même commission les immolât à la vengeance publique. Aucun des commissaires ne pouvait, sous les peines les plus graves, s'absenter sans une permission de l'ambassadeur russe. L'assemblée de quatorze d'entre eux suffisait cependant pour former une loi à la pluralité des voix. Ainsi dans ce pays même

où on venait d'établir l'unanimité comme la base du gouvernement, huit personnes pouvaient décider du sort de la république. Tous ceux qui n'avaient point été nommés commissaires, crurent, en sortant de cette capitale, échapper aux mains des ennemis, et allèrent porter dans les provinces le récit de tout ce qui s'y était passé.

Au milieu de la consternation générale, le roi seul affectait de montrer de la joie sur le prétendu succès des entreprises de la Russie. Un de ses amusemens ordinaires était d'aller voir exercer les troupes russes, qui sans aucun égard pour sa présence, montaient la garde et faisaient leur service à Varsovie, avec autant d'appareil que dans leur capitale. Depuis les moindres emplois jusqu'aux dignités les plus importantes, tout était conféré non-seulement à la recommandation du prince Repnine, mais à sa seule indication. Les secrétaires de l'ambassade russe vendaient publiquement les diplômes de toutes les charges polonaises. Il avait forcé le roi de lui donner la moitié de la distribution des grâces. Ce prince n'osait même disposer de la part qu'il s'était réservée. Repnine se

permettait avec lui des procédés si outrageans, que tous les Polonais, malgré leur haine contre Poniatouski, étaient cependant indignés de voir humilier à ce point un homme qu'on les forçait d'appeller encore leur roi. Il subissait tous ces outrages avec une tranquillité qu'il croyait utile à ses desseins. Il disait qu'avant un an, on lui rendrait plus de justice, et que les choses tourneraient d'une manière plus favorable qu'on ne semblait pouvoir l'espérer. Mais on ne voyait dans ce discours qu'une détestable connivence avec les Russes. Chacune de ces actions ajoutait à la haine publique, partout on éclatait en imprécations contre lui, et par allusion au nom du dernier empereur, dont le règne a servi d'époque à la destruction de l'empire romain, on ne donnait plus à Poniatouski que le nom de Stanislas-Augustule.

Les conférences s'ouvrirent chez l'ambassadeur russe, et se tinrent ensuite alternativement chez cet ambassadeur et chez le primat. A leur droite étaient assis les soixante commissaires polonais : à leur gauche, huit députés des dissidens, en y comprenant l'évêque de Mohilof, placé

sur un siége plus élevé que les sept autres. En face de Repnine et du primat étaient les ministres d'Angleterre, de Prusse, de Suède et de Danemarck, dont les cours protégeaient la demande des dissidens, mais qui refusèrent de prendre part à tout autre objet que celui-là. Cette affaire fut traitée la première. Repnine, dans ces assemblées si augustes en apparence, insulta avec la plus méprisante ironie, à ces commissaires législateurs. Si quelques-uns voulaient citer les déclarations de l'impératrice, « Tais-toi, « répondait-il, ce n'est qu'à moi qu'il « convient de savoir le vrai sens des dé- « clarations de ma souveraine ; je ne veux « ni remontrances, ni raisonnemens, je « ne veux que de la soumission ». Tout le monde sortait de ces conférences, qui étaient tenues secrètes, abattu et consterné. Le primat assurait que tout irait bien ; enfin cette grande affaire fut conclue le 19 novembre.

Toute la noblesse dissidente fut reconnue capable de posséder toutes les charges, tous les emplois, toutes les magistratures, dans une égalité absolue avec la noblesse catholique, à l'exception seulement de la royauté dont elle fut exclue.

Il fut décidé que la religion catholique resterait la religion dominante ; qu'on ne pourrait élire pour roi qu'un catholique ; que tout Polonais qui proposerait d'élever au trône tout autre qu'un catholique, serait regardé comme ennemi de la patrie, et comme tel condamné à mort ; que cette religion conservant toutes les prérogatives de la dominante, quiconque la quitterait se rendrait coupable du crime d'apostasie, et serait exilé à perpétuité ; les dissidens, au contraire, n'encourraient aucune peine en quittant leur religion.

L'évêque de Mohilof n'obtint qu'une partie des avantages auxquels il prétendait. C'était un Russe ignorant, sans esprit, toujours ivre. On parvint à inspirer à Repnine tant d'aversion et de dégoût pour cet évêque, qu'il consentit aisément à ne point l'admettre dans le sénat de Pologne. Mais il fut stipulé qu'il exercerait dans son diocèse sur tous les Grecs, la même juridiction que les évêques romains exerçaient sur les catholiques. On lui donna la présidence alternative d'un tribunal mixte érigé à perpétuité ; et les lois qui eurent pour objet d'établir l'impartialité dans ce tribunal

furent faites avec sagacité ; enfin, on attribua aux différens clergés dissidens des priviléges qu'une sage politique avait refusés à la religion romaine: comme la liberté indéfinie d'acquérir de nouveaux fonds, celle de convoquer et de tenir des synodes sans l'intervention de l'autorité temporelle, et sans être soumis à l'inspection du gouvernement. Cet acte fut signé dans le palais de l'ambassadeur, et dans une salle où le portrait de l'impératrice était placé sur un trône ; la cour était remplie de grenadiers russes sous les armes ; les jardins voisins de ce palais et toutes les cours des environs étaient pleines des mêmes troupes. Ce fut toujours aux pieds de ce portrait que tous les actes furent signés ; et le formidable appareil des troupes russes rangées en bataille se renouvelait à chaque signature. Repnine donna le soir un bal, en réjouissance de ce grand succès.

Quelques philosophes louèrent beaucoup cet ouvrage, sans songer que le clergé grec, partout dépendant du souverain, et soumis à la puissance temporelle, n'avait jamais été dans aucun état élevé à de pareilles prérogatives ; qu'à

l'égard des ministres des deux confessions évangéliques, cette communication d'indépendance et de pouvoir était précisément contraire aux principes de ces réformations. Si l'impératrice avait voulu en effet faire l'ouvrage dont ces philosophes la louaient, au lieu de multiplier les abus du pouvoir ecclésiastique, elle aurait retranché tous ces anciens abus dont les Polonais eux-mêmes s'étaient plaints, quand la nation conservait encore ses diètes ; elle aurait diminué tous ces droits usurpés auxquels de vieilles superstitions avaient élevé le clergé romain : voilà ce que les philosophes, en suivant leurs maximes, auraient eu raison de louer. Mais établir à main armée sa propre religion dans un pays voisin, sous le prétexte de la tolérance ; donner part à ses prêtres et à sa noblesse dans une souveraineté étrangère, contre l'esprit même de toutes les religions qu'elle protégeait ; les rendre aussi onéreuses à l'état que le clergé romain ; en un mot, multiplier les abus de la religion : les panégyristes de cette femme pouvaient dans cette entreprise louer, s'ils le voulaient, l'audace, le génie entreprenant, l'habileté à jeter le trouble chez les na-

tions voisines, et à ramasser les matériaux de quelques incendies; mais il ne fallait pas louer l'amour de l'humanité, ni la philosophie, ni la politique.

Cette grande affaire ainsi terminée, à ce qu'on croyait, les soixante-huit commissaires se séparèrent en plusieurs comités, pour l'examen des différens projets sur l'administration intérieure, et pour la rédaction des nouvelles lois. Repnine déclara qu'il ne se mêlerait en rien de cette législation et qu'il laisserait les Polonais absolument les maîtres de régler eux-mêmes toutes les parties de leur gouvernement. Mais cette déclaration fut aussitôt violée; et d'ailleurs les lois nouvelles devant être insérées dans un prétendu traité de la république avec l'empire de Russie, une pareille déclaration n'avait aucun sens. Son objet principal était de faire parvenir ce bruit jusques à Constantinople, de l'y faire circuler par plusieurs canaux, et d'entretenir ainsi l'opinion qu'on s'efforçait d'inspirer au divan, qu'il n'était véritablement question dans les violences exercées en Pologne, que d'une querelle de la religion chrétienne. Cet ambassadeur se faisait rendre compte exactement de tout ce qui

s'agitait dans les différens comités; et sous les menaces accoutumées d'incendie, de pillage et d'enlèvement, il défendait de rien décider sans son aveu. La joie qu'il avait de son succès se produisait par un autre genre d'outrages. Aux violences avaient succédé les moqueries; quelquefois il se plaisait à donner jour aux oppositions, pour noter ceux qui marqueraient encore du courage : « Vous en « faites trop, lui dit enfin le comte Mar-« tian Potocki, et vous ne connaissez pas « notre nation. Nous avons un ancien « proverbe qui dit : on ôte aisément à un « Polonais son habit et même sa veste ; « mais dès qu'on veut lui ôter sa che-« mise, il reprend tout. — Qui osera « remuer, lui dit l'ambassadeur ? Moi, « reprit Potocki : avant quinze jours, je « serai à la tête d'une confédération con-« tre tout ce que vous faites ici ; me « voici en votre puissance, et vous pou-« vez me faire arrêter : vous n'y gagnerez « rien ; cinquante mille Polonais pensent « comme moi. » Soit que toute menace personnelle intimidât ce Russe, suivant le caractère de sa nation, soit qu'ayant assuré à l'impératrice que désormais tout était calme, il craignit de se porter à

une nouvelle violence, Potocki resta libre, et tint parole.

Le roi et le primat s'étaient longtemps disputé à qui gouvernerait cet ambassadeur : et l'ascendant que l'un ou l'autre conserverait sur lui devait décider de la forme qu'allait prendre le gouvernement de la république. Si le roi prévalait, l'autorité royale serait maintenue dans tous les nouveaux avantages qu'elle avait reçus par les constitutions des princes Czartorinski ; si c'était au contraire le primat, elle perdrait même la plus grande partie de ses anciennes prérogatives, par l'établissement d'un conseil perpétuel pour la distribution des grâces. Cette crainte était l'objet de toutes les déférences que Poniatouski rendait à l'ambassadeur, avec la résignation la plus souple. Ce prince avait affecté de continuer, après son élévation, les liaisons qu'il avait eues de tout temps avec deux femmes, dont l'une, maîtresse de son frère, conservait, quoique dans une vie licencieuse, l'estime des plus honnêtes gens ; mais dont l'autre, née dans le plus bas étage, affectant de ne vivre qu'avec les grands, était l'objet de leur amusement et de leurs mépris. C'était dans ces

maisons, parmi la foule des jeunes courtisans attirés par la coquetterie de ces femmes, que Repnine et le roi traitaient les destinées de l'état ; elles étaient perpétuellement conciliatrices entre ces deux hommes. Ce fut par leur intervention que s'arrangèrent ces lois nouvelles qui devaient être immuables. Telle fut la gravité, la science du droit, l'autorité de ces législateurs. Ainsi, l'ascendant que le primat avait pris sur Repnine ne tint pas long-temps contre les séductions de tous les genres dont on eut soin d'environner cet ambassadeur dans une pareille société. Presque toutes les paroles qu'il avait données à Podoski furent entièrement oubliées. Un jour même, à la suite d'une violente querelle entre eux, Repnine, parmi plusieurs mémoires de Podoski, en choisit un dont l'objet était de rendre la Pologne plus indépendante du pape ; il le déchira, et en présenta les morceaux à un évêque, en lui disant : « Monseigneur, voilà de quoi faire votre « cour à M. le nonce ». Podoski voulut plus d'une fois se retirer et tout abandonner. Mais Repnine avait pris d'avance le parti de le faire garder à vue.

Les projets trop peu importans pour

être soumis directement à la czarine après avoir été examinés et résolus dans un conseil composé du roi, de ses frères et de quelques favoris, étaient remis aux commissaires avec ordre de les rédiger en forme de loi. Mais dans les projets les plus importans, tout demeurait suspendu, jusqu'à ce qu'on eût reçu les ordres de Moscow. L'incroyable rapidité avec laquelle on peut voyager dans ces climats pendant la rigueur de l'hiver, cette vitesse avec laquelle les traîneaux volent sur la glace, facilitait la communication; mais la nonchalance du ministre Panine, et l'extrême dissipation dans laquelle vivait l'impératrice, retardaient souvent les décisions, et forçaient Repnine d'employer les menaces qui lui étaient familières pour rendre toutes les assemblées inutiles pendant plusieurs semaines.

La Russie voulant abaisser l'une par l'autre, les principales familles dont la considération eût balancé son influence, avait résolu d'abandonner la maison Czartorinski à la haine publique. Ces princes accoutumés depuis long-temps à dominer et à ne trouver qu'une faible résistance à toutes leurs entreprises, soutinrent dans

l'oppression le caractère de constance et d'opiniâtreté qui leur était propre. Ils se refusèrent à tous les accommodemens qui leur furent proposés. On fit de vaines tentatives pour déterminer le grand chancelier de Lithuanie à se démettre volontairement de sa charge. Il répondit à la députation qui lui fut faite : « que depuis « long-temps il pensait à se démettre de « ses fonctions ; qu'à son âge et dans les « circonstances actuelles, ce fardeau de- « venait trop accablant ; mais qu'il ne « pouvait plus donner sa démission avec « honneur dès qu'on l'exigeait ; » il voulait, disait-il, être jugé ; il voulait que toute l'Europe connût s'il avait été prévaricateur envers sa patrie et envers son roi. Repnine promettait, après le jugement, de le faire reléguer en Sibérie. Mais malgré cette foule d'ennemis que le grand chancelier s'était faits par la dureté de son caractère, par la méchanceté de son esprit, et par la révolution qu'il avait dirigée, dès qu'il fut question de le sacrifier aux Russes, il ne se trouva personne qui voulût seconder l'ingratitude du roi et la haine de Repnine. Les amis et les ennemis de ce ministre qui, pendant quarante-cinq années, avaient

joui d'un si grand crédit et d'une si haute réputation, tinrent le même langage. On offrit des sommes pour trouver des juges, ou seulement quelque billet signé de sa main, sur lequel on pût asseoir une condamnation. On ne trouva ni juges, ni preuves, ni témoins. Radziwil déclara qu'il perdrait plutôt la vie que de signer un pareil arrêt, qu'il respectait dans ce ministre quarante-cinq années de travaux, son âge, le lustre de sa maison; qu'il oubliait volontiers les torts personnels qu'il en avait reçus, et ne prétendait de lui que ce que la plus exacte justice le mettait dans le cas d'en attendre. Pendant cet intervalle, Repnine se laissa fléchir par les sollicitations de deux jeunes nièces de ce vieux ministre. Le grand chancelier de Lithuanie, après avoir donné des lois à la Pologne, et y avoir exercé la puissance souveraine, n'y dut véritablement son salut qu'à la séduction de ces deux femmes.

Les différens comités avaient depuis plusieurs semaines suspendu tous leurs travaux, lorsque tout à coup un officier russe, dépêché de Moscow, apporta de cette ville avec la plus extrême diligence l'ordre de hâter toutes les opérations,

de signer le traité, et de tout finir. Voici quelle était la cause d'une précipitation si imprévue et si nouvelle. Enfin, les Turcs avaient pris un système de conduite relativement aux affaires de Pologne. Il faut savoir qu'il y avait alors dans toutes ces contrées un singulier jeu d'intrigues et de manœuvres opposées. La France s'était assurée de presque toutes les sources d'où partaient les nouvelles pour Constantinople. Les secrétaires des princes de Moldavie et de Valachie étaient de ces Français industrieux, que la passion de faire fortune, l'inquiétude et la confiance naturelles à cette nation, promènent dans toutes les parties du monde. Les Tartares employés par le kan de Crimée dans les villes de Pologne, étaient tous intimement liés avec le consul de France en Tartarie, et suivaient la direction qu'il leur donnait. Mais de son côté la Russie s'était assurée de presque tous les canaux qui faisaient parvenir ces avis au divan. Les deux princes de Moldavie et de Valachie, et tous les interprètes de la Porte, étaient des Grecs vendus aux intérêts de cette puissance, et les Russes espéraient du moins gagner le temps de tout finir avant

que les Turcs intervinssent dans cette affaire. Repnine, pour y parvenir plus sûrement, avait été jusqu'à faire enlever les courriers dépêchés en Turquie par l'agent de Moldavie; c'était un de ces Français, qui conservait toujours de la prédilection pour sa patrie et de la déférence pour ses ministres. Cet enlèvement avait même occasionné une explication vive, où cet agent dit à Repnine avec fermeté, que cette seule action suffisait pour faire éclater la guerre entre les deux empires.

Ainsi les Russes avaient jusqu'alors paré tous les coups qu'on avait cherché à leur porter. Dans le même temps, les Turcs avertis par l'évêque de Kaminiek, s'étaient mis sur la voie des émissaires russes envoyés chez les Monténégrins; et quelques-uns avaient été saisis et punis du dernier supplice. Mais une intrigue d'un genre à peine croyable avait mis la czarine à couvert des ressentimens du grand-seigneur. Un faux Pierre III se produisit chez les Monténégrins; tous les pays voisins furent bientôt instruits qu'un médecin grec nommé Stephano, s'était chargé de ce rôle. Mais enfin il devint presqu'impossible de soupçonner

que la czarine eût la moindre part aux soulèvemens que cet aventurier suscitait contre les Turcs. Personne dans l'univers ne parut plus directement intéressé que cette princesse à ce qui se passait dans les vallées du Montenere ; et les plus simples égards que les hommes se doivent entre eux suffisaient pour lui laisser une correspondance libre avec les peuples de ces vallées.

Cependant le duc de Choiseul, qui dirigeait alors contre la Russie les principaux efforts de son ministère, rédigea un mémoire sur toutes les violences que la Russie exerçait dans la diète de Pologne, sur les projets dont elle y consommait l'exécution, sur cette incorporation réelle et actuelle de cette république à l'empire russe. Il reprochait dans ce mémoire aux ministres ottomans de ne mettre aucune différence entre deux cours, dont l'une, alliée ancienne et fidèle, se faisait une occupation suivie de transmettre au divan des vérités importantes, et l'autre au contraire, rivale secrète et irréconciliable, ne s'attachait qu'à le tromper par les plus grossières supercheries. Il ajoutait que le moment était décisif ; et il disait au

sultan, sur le discrédit dans lequel son empire devait nécessairement tomber, des vérités toutes nouvelles pour l'oreille d'un prince accoutumé aux flatteries les plus outrées, et qui auraient pu coûter la tête à celui de ses ministres qui aurait osé les lui révéler; enfin le duc de Choiseul prenait, au nom de la maison d'Autriche, l'engagement le plus positif qu'elle resterait neutre dans la guerre qu'il pressait la Turquie de déclarer; et il offrait la garantie de la France pour cette neutralité.

Le sultan fut vivement affecté de ce mémoire, trop important et trop authentique pour que ses ministres, malgré leur amour pour la paix, osassent le soustraire à sa connaissance. L'envoyé de Russie fut mandé plusieurs fois; les ministres turcs, humiliés d'être toujours trompés par les Russes, ne sachant ni comment appaiser les fréquentes colères du divan, ni quel dénouement auraient enfin des affaires mêlées de tant d'embarras et de dangers, maudissaient également les Polonais et les Russes; ils s'arrêtèrent enfin au projet de mettre aux prises ces deux nations, qu'ils regardaient comme également ennemies de leur em-

pire ; ils crurent, par une subtilité de barbares efféminés, accorder les volontés généreuses de leur maître, avec leur lâche amour pour la paix; ils crurent qu'en se bornant à faire évacuer la Pologne par les troupes russes, ce serait favoriser le soulèvement qu'ils savaient devoir bientôt éclater. « Les Polonais menacés, disaient-« ils, de perdre leurs droits les plus « sacrés, ne se manqueront pas à eux-« mêmes ; près de tomber sous le joug, « ils feront les plus grands efforts pour « s'y soustraire ; et nous », ajoutaient-ils, pour me servir de leurs propres expressions, « nous verrons jouer le jeu « sans y prendre une part véritablement « active ». Ce plan arrêté, ils eurent plusieurs explications très-vives avec le résident de Russie ; et ils en exigèrent un écrit le 15 décembre 1767, portant expressément que, « du moment où les affaires actuellement pendantes en Pologne seraient finies », c'est-à-dire quinze jours après que l'affaire des dissidens aurait été terminée par la confirmation de la diète, sa cour retirerait jusqu'au dernier homme des troupes qu'elle avait en Pologne ; que la liberté serait rendue aux sénateurs enlevés ; et que la Russie

n'exercerait plus à l'avenir de pareils actes de violences. Mais, tant par ménagement pour l'honneur de l'impératrice, que pour ne pas s'engager trop publiquement eux-mêmes, ils suivirent encore la même politique qu'ils avaient eue au temps de l'élection, où ils avaient tenu secrète l'exclusion qu'ils avaient donnée au comte Poniatouski ; ils promirent de garder un profond secret sur cet engagement, facilitèrent au résident russe tous les moyens les plus prompts pour expédier par la Pologne un courrier à Pétersbourg ; et ce résident, à qui les Turcs avaient montré plus de résolution et de colère qu'ils n'en avaient en effet, faisait à l'impératrice les instances les plus pressantes pour qu'elle tint cet engagement, ajoutant qu'il ne répondait plus des événemens. Repnine fit passer cette dépêche à Moscow par un des colonels russes avec le plus grand mystère ; celui-ci en repartit dès le lendemain avec le même secret et la même diligence. Repnine pressa alors toutes les affaires, et annonça positivement que la retraite entière des troupes russes aurait lieu dans deux mois. Mais la nation ne s'en flattait pas ; on s'attendait

que de nouvelles agitations succéderaient bientôt à celles qui étaient passées ; et le calme même n'eût pas été moins funeste que de nouveaux troubles, puisqu'un pareil calme n'aurait pu venir que d'une entière soumission, et que, s'il eût été possible que la Pologne fût restée paisible, elle était dès-lors toute entière une province russe.

On se pressa donc de mettre la dernière main à cet ouvrage, qu'on voulait rendre éternel et immuable. Le traité, dans lequel devaient être insérées ces lois nouvelles, commençait par un préambule absurde. On disait, en prenant pour base le traité de 1638 entre les deux états, que de nouvelles circonstances exigeant de nouveaux engagemens, les deux parties contractantes avaient reconnu nécessaire et conforme à leurs intérêts mutuels d'établir en Pologne des lois nouvelles. Quel rapport un traité de paix, entre deux états indépendans l'un de l'autre, peut-il avoir avec la législation d'un de ces deux états ?

Les engagemens de cet ancien traité étaient renouvelés dans toute leur étendue sans être énoncés, et tels qu'ils se trouvaient dans les archives de Russie.

Il faut savoir, pour bien entendre cet article, qu'autrefois les Russes, dans leurs négociations, tâchaient toujours de faire signer par supercherie une copie falsifiée des traités qu'ils signaient, et ils juraient sur cette fausse copie, croyant éluder ainsi la foi du serment. C'était de ce traité entièrement inconnu qu'on exigeait la confirmation. On passait ensuite à la garantie mutuelle de toutes les possessions des deux états, pour agir en conformité du même système; et enfin la république se privait à jamais du pouvoir législatif, et le déposait entre les mains de la Russie. La raison qu'on en apportait était une des plus grandes absurdités qui aient jamais été proférées; « afin, disait-on, que des circonstances « nouvelles ne puissent introduire dans « cette forme de nouveaux changemens, « auxquels, dans un gouvernement ré- « publicain, la constitution de l'état ne « doit jamais être sujette ». Ainsi était composé cet acte, où des absurdités étaient données avec faste comme des maximes d'état, où le despotisme se montrait assez stupide pour croire parler le langage de la politique.

Il fut statué, dans ce nouveau code,

que désormais les trois premières semaines de chaque diète seraient employées à traiter, à la pluralité des suffrages, toutes les matières économiques; mais que les matières d'état, traitées pendant les trois dernières semaines, ne pourraient être décidées que par l'unanimité. La simple contradiction d'un nonce devait suffire, à cette époque, pour rompre la diète, sans qu'il fallût, suivant l'ancien usage, un manifeste, ni aucun écrit pour justifier cette rupture, et pallier le blâme qu'on encourait autrefois par cette démarche. On ordonna de Moscow que le *liberum veto* acquît une licence absolue, n'eût plus aucun frein, aucune retenue, ni dans le droit, ni même dans l'opinion; que ses plus dangereux abus fussent érigés en lois; que du moment où une proposition n'obtiendrait pas un consentement unanime, la diète deviendrait nulle; que le gentilhomme qui l'aurait rompue, ne pourrait être recherché ni inquiété pour cette rupture. Catherine II remplissait alors tout l'univers du bruit de ses nouvelles lois; mais tout cet ouvrage de faste et d'ambition se réduisait à conserver le despotisme en Russie et l'anarchie en

Pologne. Au reste, la rupture de la diète ne devait point emporter la nullité des décisions précédentes sur les objets économiques; et il en faut convenir, c'était avoir guéri quelques-uns des maux de l'état; mais cet avantage, quelque grand qu'il fût, était trop chèrement acheté; et c'était uniquement comme si la czarine eût consenti que l'ordre fût remis parmi ses esclaves.

L'élection des rois fut éternellement soumise à tous les abus du *liberum veto*. Il fut établi d'une manière irrévocable qu'un roi ne pourrait jamais être élu que par une pleine et absolue unanimité de tous les suffrages. Il était statué anciennement qu'un gentilhomme ne pouvait avoir de voix ni d'activité dans un district, sans y avoir de possessions; il fut décidé qu'à l'avenir il suffirait d'être gentilhomme pour avoir activité dans toute l'étendue des terres de la république. On répondit à ceux qui tentèrent de s'opposer à cette innovation dangereuse, que l'impératrice de Russie le voulait, et qu'on devait éviter de lui déplaire. On eut bientôt l'explication de cette volonté, en voyant donner l'indigénat à une foule de Russes. L'impératrice créa enfin en

Pologne, par un choix qu'elle fit entre ses sujets, cette noblesse grecque qui jusque-là n'existait point dans cette république. Carr et Jugelstrom, qui servaient depuis si long-temps de satellites à Repnine, et qui avaient arrêté les sénateurs; Bulakof, secrétaire de l'ambassade russe; d'autres dévastateurs des terres de la noblesse polonaise, tous les exécuteurs de ces ordres odieux furent naturalisés en Pologne. Ce fut le comble de l'outrage pour les Polonais, qu'on les forçât de recevoir pour concitoyens les indignes satellites de cet ambassadeur, et leurs oppresseurs au nombre de leurs frères. Quelques-uns commencèrent à réaliser les fruits de leurs rapines, en usant du droit d'acquérir des terres. La plupart furent dispensés de faire preuve de noblesse; et leur religion leur tint lieu de titre et de mérite. Toutes ces lois étaient contenues dans la première partie de ce Code, sous le nom de *Lois cardinales*, qui ne pouvaient être ni changées, ni abrogées, ni altérées d'un seul mot, même par un consentement unanime de tous les individus de la nation; c'était le sceau de l'esclavage: et la république par cela seul était dégradée du rang d'état souverain,

La seconde partie de ce Code comprenait toutes les matières qui devaient être toujours soumises à l'unanimité. Les impôts ne pouvaient être augmentés, leur nature changée, les taxations une fois établies ne pouvaient être altérées sans cette unanimité de suffrages. L'augmentation des troupes, toutes les espèces de traités avec les puissances étrangères étaient soumis à la même nécessité.

La troisième partie, qui devait contenir toutes les matières économiques, était remplie de réglemens sur les intérêts de quelques particuliers et sur des querelles de propriété, dont le jugement aurait dû appartenir aux cours de justice. Sous le nom de dédommagemens pour des pertes particulières, on y avait répandu une quantité infinie de grâces pécuniaires sur des gens dont la plupart ne devaient leur existence qu'à l'asservissement de leur patrie, sur les frères et les favoris du roi, qui faisaient perpétuellement du trésor public l'objet de leur avidité. On avait disposé pour de tels objets des revenus de la Pologne, avant même de savoir où les prendre. On avait songé ensuite à faire monter les impositions jusqu'à cette somme totale; et la Russie

s'acquitta de cette manière, aux dépens de la Pologne même, de toutes les dépenses qu'elle avait faites pour corrompre les Polonais.

Parmi ces lois nouvelles quelques-unes cependant avaient de l'utilité. Il fut permis d'introduire dans les troupes une meilleure discipline ; on fit des réglemens pour tous les tribunaux ; on diminua l'esclavage des paysans, en statuant que la noblesse n'aurait plus droit de vie et de mort sur eux, et en assignant des juridictions pour leurs procès avec leurs seigneurs. On abolit les anciennes compositions en argent pour tous les crimes ; reste des lois barbares autrefois admises chez tous les peuples de l'Europe, et qui subsistaient encore en Pologne. Enfin les quatre conseils souverains, cet ouvrage des Czartorinski, la cause de tant de murmures, furent entièrement conservés.

Les ministres étrangers ne s'étaient intéressés à aucun autre objet qu'au rétablissement des dissidens ; et, invités par le prince Repnine à accéder à cette nouvelle législation, et à reconnaître la garantie de la Russie, ils s'excusèrent unanimement sur le défaut d'ordres de

leurs cours. Mais on proposa aux commissaires d'envoyer aussitôt après la diète des ministres caractérisés dans les principales cours de l'Europe, pour annoncer le nouveau gouvernement, en exalter la sagesse, et vanter les avantages qui en reviendraient à la république. Cette proposition mit le comble à l'indignation générale; triste et étonnante humiliation! La nation asservie devait encore faire l'éloge de ses tyrans.

A peine la diète était rassemblée pour user du seul droit qu'elle se fût réservé, celui de confirmer par son autorité cette nouvelle législation, qu'on reçut contre cet ouvrage un manifeste authentique. Kreptowitz, (c'était lui que l'évêque de Cracovie avait chargé de ce soin) homme d'une naissance illustre en Lithuanie, avait vendu tous ses biens, assuré ce qu'il put de sa fortune, et enregistré lui-même ce manifeste au greffe de Grodno, ressort de sa dépendance. Il était sorti du royaume, emportant avec lui le registre original des actes, pour prévenir la suppression; et opposant cette formalité légale à toute la puissance tyrannique, il envoya cet écrit à toutes les cours; il l'adressa à tous les ministres à Varsovie.

Presque tous les états furent étonnés. L'esprit d'adulation répandu en général dans toute l'Europe faisait louer l'impératrice, son ambassadeur et le roi de Pologne, sans connaître les choses qu'on louait. Cet écrit fit en Pologne une vive sensation. Chacun vit avec joie ses propres sentimens devenus publics. Les provinces moins contenues en montraient encore plus de joie. Repnine faisait une recherche exacte de tous les exemplaires. C'était un crime de l'avoir reçu ; tout le monde en parlait : personne n'osait se le communiquer. Dans le même temps le nonce du pape remit au roi une protestation qui taxait d'impiété, d'injustice et de témérité tout ce qui avait été fait en faveur des dissidens. En demandant une audience du roi, il avait remis d'avance, suivant l'usage, au grand-maréchal de la cour la copie d'un simple bref du pape, qu'il devait présenter au roi ; mais sans parler de la protestation. Le roi ne s'attendait donc qu'à recevoir cette lettre. Quand il jeta les yeux sur la protestation, il frémit de tout son corps ; une convulsion de saisissement et d'effroi parut agiter toute sa personne. Il lui dit : *vous ne m'aviez*

pas fait prévenir. Le nonce s'excusa sur la crainte qu'il aurait eue de ne pas obtenir d'audience. Cette protestation fit en effet à Varsovie une impression non moins vive que le manifeste, et on craignit l'effet qu'elle allait produire dans tout le royaume.

La diète était la moins nombreuse que la Pologne eût jamais vue. La plupart des sénateurs étaient absens. Aucun nonce de Lithuanie ne s'y trouvait. Dans cette assemblée même, qui paraissait subir patiemment l'ignominie attachée à recevoir de pareilles lois, le mépris pour ces législateurs ne put être dissimulé; et malgré la consternation profonde, pendant qu'on lisait le nouveau code, il s'éleva plus d'une fois des risées générales. Au premier article, où il était stipulé que le roi et le primat seraient toujours tenus de professer la religion catholique, un sénateur fit faire silence, et proféra d'un ton grave cette formule dérogatoire : *Sauf le droit des possesseurs actuels*. Cette plaisanterie fut suivie d'une longue acclamation. L'indignation impuissante se produisait ainsi par des ris amers. A d'autres articles, quelques nonces ayant demandé la liberté de parler, on la leur refusa.

Vubiki, nonce de Prusse, protesta contre ce refus, et ensuite contre la diète même; il déposa un manifeste au Grod de Varsovie, monta à cheval sans perdre de temps, et passa à toute bride à travers les gardes russes; elles le poursuivirent inutilement. Repnine voulait rendre responsable de son évasion tous les nonces de Prusse; il exigeait qu'ils lui livrassent celui qu'il nommait le coupable. Cet ambassadeur et son impératrice avaient cru que tous les pays ressemblaient au leur, où quiconque se rend maître du palais, règne sur la nation entière. Ils avaient cru qu'il suffirait de quelques violences exercées sur les chefs de la nation pour les soumettre; erreur où les despotes tombèrent dans tous les siècles. Mais pendant qu'une diète forcée approuvait à Varsovie cette nouvelle législation, pendant que ces mêmes oppresseurs, qui établissaient l'unanimité comme une loi fondamentale, poursuivaient comme rebelles ceux qui s'opposaient à leurs volontés, de généreux citoyens, précipitant les desseins de l'évêque de Kaminiek, déployaient l'étendard contre les Russes et leur ouvrage. Repnine et le roi reçurent la nouvelle de quelques mouvemens

en Podolie. Ils en gardèrent le secret ; ils se contentèrent d'envoyer ordre à deux compagnies polonaises, et à un régiment allemand au service de la république, de dissiper cette émeute ; et ils pressèrent la fin de la diète. Repnine voulut se donner aux yeux de sa souveraine la gloire d'avoir entièrement fini ce grand ouvrage, obtenir la récompense dont il se flattait, et seconder par ce prétendu succès une cabale qui s'était formée à Pétersbourg, pour lui faire donner la place de vice-chancelier de l'empire. Son oncle, charmé de la conduite que son neveu venait de tenir, et des talens qu'il avait développés, était lui-même à la tête de cette cabale ; et si les mouvemens de Podolie devenaient plus considérables, Repnine les eût fait envisager comme une suite de son départ.

La diète fut terminée le 5 mars, et la confédération de Radom dissoute. Les états avant de se séparer, supplièrent le roi de s'employer auprès de l'impératrice pour obtenir la liberté des sénateurs enlevés. Le primat fit entendre dans son discours que ces prisonniers étaient coupables ; mais il ajouta que l'impératrice savait aussi bien pardonner que régner.

Tous les autres au contraire n'en parlèrent que comme d'innocentes victimes de leur zèle patriotique, qui s'étaient acquis pour jamais l'amour, l'estime et la reconnaissance de leurs concitoyens.

Cependant un bruit sourd d'une nouvelle confédération, formée dans les provinces méridionales, se répandait dans Varsovie. On nommait Barr; on nommait les auteurs; le courage que les Podoliens avaient marqué donnait quelque vraisemblance à ces bruits. On parlait de l'évêque de Kaminiek, de l'appui des Turcs. Plusieurs lettres, arrivées par la voie ordinaire de la poste, confirmaient ces rumeurs. Les uns disaient qu'il s'agissait seulement de quelques mouvemens dans les compagnies polonaises, mécontentes de ce qu'on voulait les assujétir à une meilleure discipline; d'autres soupçonnaient le roi de répandre ces faux bruits, pour retenir en Pologne une armée russe nécessaire à sa sûreté. Tout le monde se disait en gémissant qu'il n'y avait point de tranquillité à espérer tant que ce prince serait sur le trône. Les dissidens paraissaient consternés, sentant que si cette confédération existait, ils en seraient les premières victimes. Tous

les esprits étaient dans une attente continuelle ; et la Pologne attentive ne savait si elle avait enfin trouvé des libérateurs.

FIN DU TOME SECOND.

